



Leedersy.

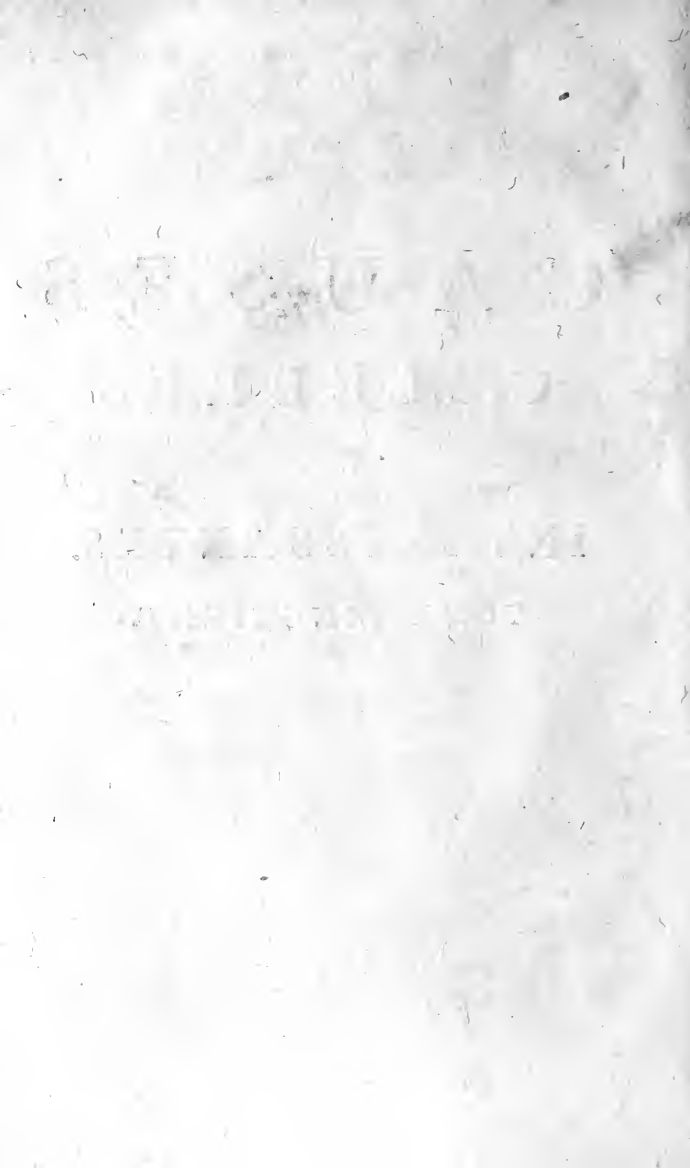
C A U S E S

C É L E B R E S

E T

I N T É R E S S A N T E S .

T O M E V I N G T I E M E .



CAUSES CÉLEBRES

ET

INTÉRESSANTES,

AVEC

LES JUGEMENTS QUI LES ONT DÉCIDÉES;

RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,

Avocat au Parlement de Paris.

TOME VINGTIÈME.

Nouvelle Édition, corrigée & augmentée



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE,

Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
VANDEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. DCC. LXXV.

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3



2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3

2 3 2 U 2 3



CAUSES CÉLEBRES ET

INTÉRESSANTES,
AVEC LES JUGEMENS,
qui les ont décidées.



C A S S A T I O N

Du Testament d'un célèbre Magistrat.



N représente ici le Testament d'un homme sage, d'un Magistrat profond & éclairé, & qui étant muni du côté du cœur, & du côté de l'esprit, de toutes les qualités nécessaires pour conduire à sa perfection l'acte de la vie le plus important, a donné à l'heure de la mort dans l'écueil des passions humaines, & a fait une disposition qui en est le jouet, & que la Justice a
Tome XX. A anéanti.

anéanti. Il est étrange que dans ce moment fatal, ce dernier moment où l'homme s'efforce de se montrer tel qu'il sera dans l'éternité pour les sentimens, pensées, les affections, où il dit à ses spectateurs; Jusqu'ici je n'ai point été proprement tout ce que j'ai paru, j'ai été contraint de me déguiser souvent; mais réglés à présent sur le tableau que je vous présente de moi-même l'idée que vous devez avoir: il est étrange, dis je, que les passions continuent à voiler ici M. le Camus; & pour conserver de lui dans le même degré l'estime qu'il a inspirée, il faut oublier son Testament, & l'effacer de la fin de sa vie.

Qui ne seroit surpris qu'un Magistrat qui a tant cassé & confirmé de Testamens pendant quarante deux ans qu'il a administré la Justice, & dont la plupart des jugemens ont été confirmés au Parlement, & qui avoit par conséquent dans sa tête des regles sûres, immuables de la vérité * des Testamens, en ait fait un qui ait été cassé par les premiers Juges, & les Juges souverains?

* Il y a dans la Justice une vérité qui est une exacte conformité aux regles.

La célèbre contestation à laquelle cette dernière disposition a donné lieu sera la matière de cette Cause: on verra de part & d'autre des Avocats étaler ce que leur science a de plus rare, leur éloquence de plus influant, leur raison de plus fort ou de plus précieux, & leur logique de plus subtil.

Rien n'est plus curieux que de voir ces combats réciproques où ils s'efforcent de se vaincre l'un l'autre; que cette opposition de leurs raisonnemens, ces coups de pinceau
qui

qui y donnent le dernier degré de force. On est charmé surtout de leur voir sonder les profondeurs de leur science en maîtres, & on admire les Commentaires ingénieux qu'ils donnent à la loi qu'ils expliquent en leur fa-
veur.

Comme j'adopte le fait de cette Cause avec le tour que les défenseurs de M. de Nicolaï le fils y ont donné dans le vrai, auquel la Cour s'est conformée, je le raconterai tel qu'ils l'ont exposé. C'est une dispute entre un frere & une sœur, Monsieur & Mademoiselle de Nicolaï, enfans de M. de Nicolaï, Premier Président de la Chambre des Comptes: la sœur, légataire universelle de Monsieur le Camus, leur ayeul maternel: & le frere, qu'il a réduit à sa légitime. Le procès commença par une demande que la sœur forma contre le frere en délivrance de legs. L'affaire portée au Châtelet, fut évoquée à la seconde des Requêtes du Palais. Mademoiselle de Nicolaï y succomba par Sentence du 31. Août 1711. Sur l'appel à la Grand-Chambre, M. Arraut connu par le talent qu'il avoit de mettre en œuvre des raisonnemens persuasifs, consacra son ministère à Monsieur de Nicolaï le fils, & voici comme il parla.

Si feu M. le Camus avoit eu autant d'é-
quité comme pere, qu'il en fit paroître en
qualité de Magistrat, son petit-fils ne seroit
pas forcé de se plaindre de l'injustice qui lui
a été faite par son Testament; mais on ne
peut s'empêcher de dire qu'il y eut une ex-

Plaidoyer
pour M.
de Nicolaï
le fils.

trême différence chez M. le Lieutenant Civil, entre l'homme public & l'homme privé.

Dans ses fonctions publiques, on vit en sa personne un Magistrat éclairé, attentif, intègre, qui sçut rendre infructueux les artifices de la chicane & sa malignité, pour ne laisser de cours qu'à la justice; & qui préféra souvent la qualité de Médiateur à celle de Juge, pour réunir les esprits, en conciliant les intérêts les plus opposés.

D'un autre côté, lorsqu'on l'envisage au milieu des siens, on ne le retrouve plus; c'est la passion seule qui agit; la colere étouffe en lui tous les sentimens de la nature. Après avoir nourri pendant dix ans une aversion injuste contre le nom de Nicolai, (nom qui lui fut autrefois si cher) il n'a pû ni la retenir, ni la cacher dans le dernier acte de sa vie; il semble même qu'il ait voulu la perpétuer & la transmettre à ses petits-enfans.

C'est en effet par une suite de sa disposition, qu'on voit le frere & la sœur, enfans d'un même lit, se donner dès leur premier âge en spectacle par des procès, attendre leur établissement du succès de leur contestation.

Nez d'un pere qui n'auroit jamais eu de discussion avec personne, si M. & Madame le Camus ne lui en avoient point suscité: sortis d'une Maison qui fait depuis si long-tems honneur à la Magistrature, on les regarde comme les enfans de la Justice; le fils aîné s'instruit pour la rendre, & on l'oblige à la reclamer.

L'in.

L'innocence de ses mœurs, ses soumissions & ses respects, n'ont pû trouver grâce devant ceux qu'il n'avoit point offensés, & dont il méritoit les affections par le seul titre de sa naissance. Le pere fut l'objet de leur haine, le fils en est la victime innocente. Le droit d'aînesse, l'avantage du sexe, si privilégiés dans les autres, ont été méprisés dans sa personne. Loin de lui donner quelque prérogative sur sa sœur puînée, l'égalité si juste par elle-même, si propre à affermir la paix & l'union des familles, n'a pas même été entretenue; plutôt que de la conserver, son ayeul a préféré de violer la promesse qu'il en avoit faite; il a mieux aimé manquer à sa parole, qu'au plaisir de satisfaire son ressentiment.

Sa disposition contient trois clauses principales, & l'on y trouve trois especes d'exhérédations différentes. Le Public en a paru surpris, il s'est intéressé pour le sieur de Goussainville: on a lieu d'espérer que ses Juges auront les mêmes sentimens pour lui, & qu'ils ne laisseront point subsister le seul acte qui peut ternir la mémoire de feu M. le Lieutenant Civil.

F A I T.

M. de Nicolai, Premier Président de la Chambre des Comptes épousa au mois de Juin 1690. Mademoiselle le Camus, fille unique de M. le Lieutenant Civil; ce mariage fut heureux & tranquille, mais il ne dura

que six années. Madame de Nicolaï mourut au mois de Mai 1696: elle laissa deux enfans; le sieur de Gouffainville son fils aîné avoit trois ans accomplis, Mademoiselle de Nicolaï n'en avoit que deux.

Monsieur & Madame le Camus représentèrent à M. de Nicolaï qu'il ne lui convenoit gueres de prendre certains soins nécessaires à des enfans dans un âge si tendre; ils proposèrent de s'en charger. M. de Nicolaï voulut bien se priver en leur faveur de la consolation qui lui restoit après la mort de la Dame son épouse; il consentit même de leur payer une pension de 4000. livres par chacun an; ainsi leur satisfaction fut entière; mais il prévint dès lors qu'il faudroit mettre dans quelques années son fils au College; il témoigna aussi que lorsque sa fille seroit en état d'entrer dans un Couvent, il seroit bien aise de l'y faire élever.

Ils ne firent point de difficulté au sujet du fils, mais ils lui demanderent de leur laisser sa fille jusqu'à ce qu'elle fût établie,

Quoique M. de Nicolaï scût par l'exemple de plusieurs familles, qu'un enfant élevé chez un ayeul gagne ordinairement toute sa tendresse, il ne laissa pas d'avoir cette déférence pour eux; cependant il usa de précaution pour éviter les inconvéniens qu'il appréhendoit. Il leur proposa de lui donner leur parole d'honneur qu'ils ne feroient aucun avantage à sa fille au préjudice de son fils; ils le promirent, & il compta sur leur promesse. Ce fait important sera prouvé par écrit.

De:

Depuis le jour de cette convention jusqu'au tems où M. de Nicolai crut devoir songer à mettre son fils au College, il vécut avec Monsieur & Madame le Camus dans une union parfaite. Plein d'égards & de ménagemens pour eux, il leur témoignoît dans toutes les occasions sa considération & son attachement. M. le Lieutenant Civil fut attaqué d'une maladie dangereuse, & il éprouva de la part de son gendre des soins & des assiduités, telles qu'il auroit pu les attendre du fils le plus sensible & le plus attentif à la conservation de son pere.

Le tems arriva où il falut songer à l'éducation du sieur de Gouffainville; on la négligeoit chez M. le Lieutenant Civil, & c'étoit par un excès de tendresse.

Vers l'année 1701. M. de Nicolai résolut de mettre son fils au College pour lui faire suivre la route ordinaire aux enfans de son âge. Monsieur & Madame le Camus y parurent fort opposés; mais ne pouvant disconvenir de la solidité des raisons de M. le Premier Président, ils eurent recours à des délais. Ils proposerent d'abord de différer de six mois, sous prétexte que l'enfant étoit délicat; M. de Nicolai y consentit.

Ces six premiers mois étant passés, ils en demanderent six autres; on leur représenta que le sieur de Gouffainville perdoit son tems, & qu'il se trouveroit fort reculé dans ses études: néanmoins on eut encore pour eux la même complaisance.

Ce second terme expiré, ils en exigèrent

un troisieme; alors les esprits s'aigrirent. Qui auroit pû croire que Monsieur & Madame le Camus se fussent sérieusement offensés de ce qu'on vouloit retirer leur petit-fils de chez eux pour le faire instruire? & M. de Nicolaï n'avoit-il pas raison de trouver étrange qu'ils s'obstinassent contre une chose si raisonnable & si nécessaire? Il céda cependant pour la troisieme fois, mais il prit en même tems des mesures précises pour mettre son fils au College.

Ce dernier terme fini, il faut effuyer de nouvelles difficultés sur le logement. Monsieur & Madame le Camus ne trouvoient pas une seule chambre qui pût convenir à leur petit-fils: elles étoient trop hautes, ou trop obscures, trop nouvellement bâties, ou elles n'étoient pas assez belles. M. de Nicolaï laissé de tous ces prétextes frivoles fit entrer son fils chez les Jésuites.

Deux raisons ont engagé à entrer dans ce détail: l'une pour faire connoître jusqu'où M. de Nicolaï porta sa complaisance, malgré le chagrin qu'il avoit de voir son fils si peu avancé dans ses études.

L'autre pour montrer que si Monsieur & Madame le Camus ont témoigné tant de répugnance à laisser sortir le sieur de Gousfainville de chez eux, ils ont ressenti bien vivement la peine qu'ils ont crû qu'on leur faisoit lorsqu'on l'en a retiré. En effet ils passerent tout d'un coup d'une extrémité à l'autre; leur tendresse excessive se tourna en haine opiniâtre. Mais de quoi le sieur de
Gous,

Gouffainville étoit-il coupable, & que pouvoit-on lui imputer ? S'il étoit le sujet innocent de leur contradiction, il n'en étoit pas l'auteur. Devoit-il donc éprouver l'aversion de son ayeul & de son ayeule, parce que son pere jugeoit qu'il étoit nécessaire de lui donner une éducation convenable ?

Il n'y a personne qui ne se sente touché de voir cet enfant devenu la victime d'un combat de tendresse ; il la méritoit des deux côtés : ainsi par une fatalité sans exemple, la haine & la colere qu'il a éprouvé depuis, de la part de son ayeul, eurent leur source dans l'amitié même.

Dès qu'il fut au College, M. le Lieutenant Civil l'abandonna, il négligea de le voir, & ne daigna pas même se faire informer du progrès de ses études.

Le sieur de Gouffainville eut successive-
ment trois différentes maladies : les deux premières le mirent en danger : Monsieur & Madame le Camus y furent peu sensibles : la troisième le réduisit à la dernière extrémité ; leur indifférence parut s'accroître, & augmenter à proportion du péril où il se trouvoit.

M. de Nicolaï qui avoit regardé la rougeole & la petite verole comme des maux ordinaires aux enfans, n'avoit pas crû devoir pour cela retirer son fils du College : mais plus allermé la troisième fois, & craignant que ce ne fût un effet du dégoût qu'on lui en avoit inspiré, il ne voulut point forcer sa propre inclination, il le prit

chez lui, & aima mieux laisser languir ses études, que de l'exposer à quelque réchûte dangereuse.

Mais ni Monsieur ni Madame le Camus ne lui en tinrent point compte, l'aversion avoit pris le dessus. M. de Nicolai choisit un Précepteur habile & de bonnes mœurs, pour le mettre auprès de son fils, & il crut qu'il y avoit de la bienséance à le leur faire agréer; mais le Précepteur en fut si mal reçu, que malgré ses engagements, il s'excusa & prit le parti de se retirer.

On fut obligé d'en chercher un autre très-capable encore, & fort versé dans les belles lettres. Monsieur & Madame le Camus ne lui firent point mauvaise mine, cela fut pris pour un agrément; mais on s'étoit trompé, ils le rebuterent si fort dans la suite, qu'il n'osa plus retourner chez eux.

Dans ce tems-là, le Curé de Gouffainville fit un procès à M. de Nicolai son bienfaiteur; ce Curé trouva toute sorte de protection chez M. le Lieutenant Civil, qui lui donnoit ses conseils, pendant que Madame la Lieutenante Civile l'aidoit de ses sollicitations; ce n'étoit gueres ménager les bienséances, & il falloit que la haine les eût étrangement prévenus.

On passe beaucoup de choses sous silence, pour ne s'attacher qu'à des faits plus marqués; & l'on conviendra que dans le récit, tout simple qu'il est, de ce qui s'est passé dans ce premier tems, il n'y a pas moins d'injustice que de dureté de la part de

de Monsieur & de Madame le Camus.

Voici une seconde source de leur haine irréconciliable : ils tournoient tout suivant la disposition de leur cœur, & leur cœur étoit mal disposé.

M. de Nicolaï ne pouvant pas compter sur la santé de son fils, forma le dessein de contracter un second engagement. Il ne douta point que Monsieur & Madame le Camus ne missent tout en usage pour le traverser, ainsi il crut devoir traiter la chose secrètement, & il ne leur en fit part que lorsqu'elle fut arrêtée.

Ils en furent vivement piqués, ils ne se calmerent pas même en songeant que c'étoit Mademoiselle de Lamoignon qu'il alloit épouser. Mais auroit-on pu se persuader que ce nouveau sujet de haine fût encore retombé sur le sieur de Gouffainville ? & ne devoit-il pas au contraire leur en devenir plus cher ? Le premier motif de M. de Nicolaï dans l'alliance qu'il contractoit étant de conserver son nom, falloit-il que ce nom leur devînt odieux dans la personne même de leur petit-fils, qui comme aîné de la Maison devoit le soutenir par préférence aux autres ? C'étoit se venger du pere par un endroit bien sensible ; mais cette vengeance étoit encore plus injuste à l'égard du fils.

M. le Lieutenant Civil poussa son ressentiment jusqu'à faire un mauvais procès à M. de Nicolaï, qu'il fut bien aise de dérouter à la Justice réglée contre son beau-pere.

M.

M. de Harlay Premier Président, M. Benoïse Conseiller d'honneur, & M. l'Abbé Robert Conseiller de Grand-Chambre, furent suppliés de vouloir être leurs arbitres. M. le Lieutenant Civil forma sept chefs de demandes devant eux. Ceci est important pour la Cause dont il s'agit.

Des sept chefs, il y en avoit quatre qui ne méritoient pas d'être proposés: c'étoit le 1. le 2. le 3. & le 6. M. de Nicolai s'en rapporta à M. le Lieutenant Civil lui-même.

A l'égard du 4. il ne devoit pas non plus faire la matiere d'une contestation; il se trouve cependant qu'il fournit aujourd'hui la Preuve du manquement de parole de M. le Camus, touchant la justice qu'il avoit promis de garder entre ses petits-enfans; sa demande est conçue en ces termes :

Quatrieme chef de demande de M. le Lieutenant Civil. *Que la fille sera sous la conduite de sa grand-mere, qui continuera d'avoir soin de son éducation, & que M. de Nicolai en donnera sa parole d'honneur à M. le Premier Président.*

Réponse de M. de Nicolai. *Voici la réponse de M. de Nicolai. Tant que Monsieur & Madame la Lieutenante Civile auront pour moi les bonnetés que j'en aurois du naturellement espérer, & que j'aurois cru mériter d'eux, je serai bien aise que ma fille soit élevée auprès de sa grand-mere; mais de parole à cette égard, il paroît qu'on peut se dispenser d'en demander, & je ne crois pas en devoir donner. Lorsque Monsieur & Madame la Lieutenant*

te Civile prirent mes enfans après la mort de leur mere, l'aîné n'avoit que trois ans; Madame la Lieutenant Civile demanda devant M. le Lieutenant Civil que je lui promisse de ne point retirer ma fille d'auprès d'elle, comptant que mon fils à un certain âge entreroit au College; je lui demandai, & à M. le Lieutenant Civil, que de leur part ils me promissent que l'attachement qu'on prend ordinairement pour des enfans qu'on élève auprès de soi, ne porteroit point de préjudice à mon fils, & qu'ils conserveroient entre mes enfans la justice qui fait la paix & l'union des familles. Ils voulurent bien me le promettre, & je leur promis à cette condition de leur laisser ma fille: sans cela je n'aurois point consenti qu'elle sortit de ma maison. Je n'ai point changé de sentiment: s'ils demandent des paroles d'honneur, ils ne refuseront point d'en donner de leur part.

Telle fut la réponse de M. de Nicolaï. Cela se passa au commencement de l'année 1706. Il en résulte deux faits également certains: l'un, que M de Nicolaï avoit déjà lieu de se plaindre des procédés de Monsieur & de Madame le Camus à son égard, il s'en explique formellement. L'autre, qu'il avoit lieu de craindre qu'ils ne fissent quelque préjudice au sieur de Gouffainville; & cela ne pouvoit être fondé que sur les duretés qu'ils avoient eues pour cet enfant dans toutes les occasions, & dans des rencontres mêmes où la haine la mieux fondée auroit fait place à la compassion.

Il n'est pas moins certain qu'il fut question devant Messieurs les Arbitres des paroles données touchant l'éducation de Mademoiselle de Nicolaï dans la maison de son ayeul, dont la condition expresse qu'on exigea, fut l'égalité qui devoit être gardée entre les enfans.

M. le Lieutenant Civil repliqua. Les termes de sa replique portent, *qu'il n'y a que les articles 5. & 7. à regler.*

S'il n'y avoit plus que ces deux articles à regler, il s'ensuit qu'on étoit d'accord sur les cinq autres; nous avons observé que M. de Nicolaï avoit consenti au premier, au second, au troisieme & fixieme. M. le Camus consentoit donc de son côté au quatrieme. En effet il n'en parle plus, il ne désavoue pas les faits avancés par M. de Nicolaï, il ne conteste point d'avoir donné sa parole de garder l'égalité, & il s'entient à ce qui est proposé de la part de son gendre; c'est-à-dire de demeurer dans leur ancien engagement.

Messieurs les Atbitres le jugerent de même, & ce fut sur ce fondement qu'ils rendirent leur Sentence arbitrale. Voici comme elle est conçue.

Quoique par l'usage & le droit commun; M. de Nicolaï soit & doive être le maître de l'éducation de ses enfans, & plus particulièrement encore par la distinction de sa naissance, de sa dignité & de son mérite; il est supplié, aussi bien que M. le Lieutenant Civil, de laisser les choses comme elles sont à
cet

cet égard. Signé, de Harlay, Benoife & F. Robert.

Or quel étoit l'état des choses ? les parties s'étoient réciproquement promis, l'un de laisser l'éducation de sa fille à Monsieur & Madame le Camus, & l'autre de conserver la justice entre les enfans. Rien n'est plus clair, & s'il pouvoit encore sur cela rester le plus léger doute, il n'y a qu'à lire la déclaration que Monsieur les Arbitres en ont donnée : c'est un témoignage qu'ils ont crû devoir rendre à la vérité. Ils disent que ce qui les a déterminé à agir de la sorte, c'est qu'ils ont eu lieu de juger que M. le Lieutenant Civil étoit dans la pensée de conserver l'égalité entre son petit-fils & sa petite-fille.

Le mérite & la dignité de ceux qui ont donné cette déclaration sur un fait qui s'est passé en leur présence, & dans une affaire dont ils étoient les Arbitres, sont des garans bien sûrs de la vérité que nous avançons. Le témoignage qu'ils rendent n'est qu'une suite & une conséquence de leur Sentence arbitrale ; ou plutôt ils ne font que confirmer un fait dont les parties étoient convenues par les écrits qu'elles s'étoient communiqués ; & par les paroles qu'elles s'étoient données.

En effet cette convention a été pleinement exécutée de la part de M. de Nicolaï. Il étoit le maître de l'éducation de sa fille ; il avoit déclaré positivement qu'il ne l'avoit laissée, & qu'il ne la laisseroit entre
les

les mains de Monsieur & de Madame le Camus, que sous les conditions qu'il garderoient l'égalité ; & depuis la Sentence arbitrale jusqu'au décès de M. le Lieutenant Civil, il n'a point songé à la retirer de chez eux, parce qu'il s'y étoit engagé. De-là il est évident que M. le Lieutenant Civil a manqué à sa promesse, puisque loin de conserver l'égalité, il a poussé au contraire l'injustice jusqu'à l'exhérédation de son petit-fils.

Il seroit inutile de parler des deux autres chefs de demandes qui restoient à juger, si ce n'est qu'on y voit de la part de M. le Lieutenant Civil un caractère de haine & de colere marqué par les termes les plus offensans.

Il dit que *M. de Nicolai veut être tuteur oneraire de ses enfans ; qu'il veut se continuer la jouissance de leurs biens & revenus qu'il a perdue par un second mariage ; que leur bien ne lui appartient pas ; qu'il ne doit pas le mettre dans la nécessité de le plaider ; qu'il n'est pas question de discuter sa solvabilité ; qu'on seroit fâché qu'il ne fût pas aussi riche qu'il l'est, mais que le bon état des affaires d'un débiteur doit l'obliger de se dégager d'une dette légitime.* En un mot il n'y a pas un seul terme qui ne ressent la haine, & qui ne soit rempli de fiel & d'amertume. Lui convenoit-il de traiter M. le Premier Président de Nicolai de tuteur oneraire ? & ne diroit-on pas, à entendre ces expressions violentes, qu'il vouloit en-

vahir le bien de ses enfans ? S'il ne pouvoit se refuser de s'exprimer de la sorte devant des personnes d'un caractère si distingué, que ne doit-on point juger de ce qui se passoit au fond de son cœur ?

M. de Nicolaï lui répondit avec modération : *Je suis tuteur de mes enfans, j'ai en cette qualité l'administration de leur bien ; je ne crois pas qu'un mariage aussi raisonnable, & aussi approuvé de tout le monde qu'est celui que j'ai fait, me l'ait fait perdre ; ainsi je suis dans le cas de tous les pères qui se remarient, & qui ne sont pas réputés débiteurs, parce qu'ils sont saisis des biens comme tuteurs.*

A l'égard de ce que dit M. le Lieutenant Civil, que mes enfans seront obligés de me plaider, & que je veux me continuer la jouissance de leur bien, cela est si offensant & si odieux, que je n'y répondrai pas. Mes enfans ne seront pas élevés dans cet esprit de procédure & de plaidoirie, &c.

Au reste de quoi s'agissoit-il ? du remploi d'une somme de quatre-vingt-douze mille cinq cens vingt-six livres qui restoit entre les mains de M. de Nicolaï de la dot de Madame de Nicolaï sa première femme. M. le Lieutenant Civil vouloit qu'il la rapportât, & Messieurs les Arbitres ordonnerent qu'il en feroit un contrat de constitution sur lui-même au profit de ses enfans, sans noviciat d'hipoteque. On conviendra sans peine qu'il ne pouvoit y avoir un meilleur emploi.

Cependant M. de Nicolai, pour dissiper les défiances affectées de M. le Lieutenant Civil, fit quelque tems après le remboursement de cette somme; elle fut placée par l'avis des parens sur la Chambre des Comptes, qui est présentement obligée de reculer le paiement des arrérages, & c'est un préjudice que M. le Camus a causé à ses petits-enfans, pour avoir la satisfaction de chagriner son gendre.

Encore une fois, ce qu'il y a de plus cruel, c'est que l'effet de cette haine si injuste dont Monsieur & Madame le Camus étoient animés contre M. de Nicolai, est retombé d'une maniere odieuse sur le sieur de Gousfainville. Ils ne purent lui pardonner le respect & l'attachement qu'il eut pour une belle-mère, qui par ses manieres tendres & pleines de bonté, le consolait de la perte qu'il avoit faite, & des froideurs qu'il esfuioit dans la maison de son ayeul; de là les duretés, les mépris augmentèrent à un point, que leurs meilleurs amis en étoient scandalisés.

La Maison de M. de Lamoignon eut part à leur chagrin. Quoique M. de Nicolai & sa femme eussent pour eux toutes sortes d'honnêtetés, d'égards & de politesse, ce fut sans aucun retour de leur part, & cela ne servit qu'à les aigir davantage.

M. de Nicolai voyant son fils en santé, crut devoir le mettre au Collège pour faire sa Philosophie; il choisit celui d'Harcourt, ayant lieu de croire que celui des Jésuites
n'a-

n'avoit pas été du goût de Monsieur & de Madame le Camus. Il pria en même tems le sieur de Louvency, Proviseur du Collège, d'avoir inspection sur ses études, & de prendre sous lui tels Répétiteurs qu'il jugeroit à propos, afin d'éviter l'embarras des Précepteurs.

Le sieur de Louvency accepta la proposition, & alla rendre ses devoirs à Monsieur & à Madame le Camus: mais ils le reçurent avec une entière indifférence; à peine lui parlèrent-ils de son disciple.

M. le Lieutenant Civil continua d'en user avec son petit-fils, comme il avoit fait lorsque ce jeune homme étoit au Collège des Jésuites. Jamais il n'assista aux conférences qu'on faisoit très-souvent pour l'exercer. Il dédaigna de l'aller voir, & il ne lui envoya pas une seule fois ni les gens, ni son équipage pour l'aller prendre au Collège & l'amener à son logis.

Cette indifférence outrée à l'égard de celui qui devoit être le premier objet de son affection, étoit bien rude à supporter. Cependant le sieur de Goussainville la souffrit avec une modération qui étoit au-dessus de son âge. Il tâchoit de vaincre à force de respects & de soumissions, des mépris qu'il n'avoit point mérités: mais la haine fut toujours la plus forte, Monsieur & Madame le Camus ne s'en relâchèrent jamais.

Cependant, soit de tristesse ou autrement, le sieur de Goussainville tomba malade d'une fièvre violente. Il se passa à cette occa-

sion une chose qu'on voudroit taire, si on pouvoit se dispenser de la rapporter.

Monsieur & Madame de Nicolaï étoient allés pour quelques jours à la campagne; on crut devoir s'adresser d'abord à Monsieur & à Madame le Camus, & les avertir de l'état où étoit leur petit-fils: on chercha en même tems le sieur Angar Médecin ordinaire de la famille, il se trouva par hazard chez M. le Lieutenant Civil. Le laquais du sieur de Gouffainville le pria avec empressement de venir voir son Maître, qui étoit très-mal.

Monsieur & Madame le Camus n'auroient-ils pas dû l'y mener eux-mêmes? Si les sentimens de la nature étoient entièrement effacés, la Religion devoit-elle être assez impuissante, pour ne les pas ramener du moins à un devoir de charité?

Mais pourquoi vouloir prévenir les réflexions qui naissent de la conduite qu'ils tinrent dans une occasion si pressante? Ils ne vont point voir leur petit-fils, ils n'y envoient point le sieur Angar, & on a lieu de présumer qu'ils l'empêcherent de s'y rendre.

M. de Nicolaï instruit de l'état où étoit son fils, & de la cruauté qu'on exerçoit envers lui, écrivit une lettre pressante au sieur Angar, & plein d'émotion, il revint aussitôt à Paris. Le Médecin répara sa faute, en redoublant ses soins. On transporta l'enfant dans la maison de son pere, il fut pendant plusieurs jours dans un péril évident.

On

On prit soin d'en informer régulièrement l'ayeul & l'ayeule ; mais on les trouva toujours dans une indifférence qui alloit jusqu'à l'insensibilité ; non seulement ils n'allèrent point voir leur petit-fils , ils ne daignèrent pas même y envoyer sa sœur.

Est-ce donc que ce jeune homme a quelque chose de rebutant dans sa personne, ou de déréglé dans ses mœurs ? ces raisons qui déterminent le mépris ou l'affection des étrangers , ne s'admettent gueres dans le cœur des ayeux ; mais il s'en faut bien que le sieur de Goussainville soit disgracié de la nature. Nulle mauvaise inclination n'a corrompu en lui des dispositions heureuses. La haine de Monsieur & de Madame le Camus a été gratuite à son égard , & il ne devoit point porter le contre-coup de celle dont ils étoient si injustement animés contre M. le Président de Nicolaï.

Le sieur de Goussainville ne retourna plus au Collège , il fit ses études de Droit étant dans la maison de son pere. Malgré les duretés de Monsieur & de Madame le Camus , il continua de leur rendre ses devoirs. Ils parurent pendant quelque tems le recevoir avec moins d'indifférence ; mais croiroit-on que ce fut dans le dessein de lui inspirer de se soustraire à l'autorité paternelle ?

M. de Nicolaï s'en apperçut , & s'en plaignit même diverses fois à ses amis. Tout autre que lui auroit défendu à son fils d'y retourner ; mais la bienfaisance , & la crain-

te d'un plus grand éclat, le firent passer par dessus toute autre considération.

Cependant le desir qu'avoit M. le Lieutenant Civil de tirer tout-à-fait ses enfans de la dépendance de leur pere, fit qu'il le pressa de consentir à leur émancipation, afin de faire cesser la tutelle. On se ressouvient qu'il avoit voulu la lui ôter dès le tems du second mariage.

M. de Nicolaï qui s'étudioit de son côté à marquer toute la déference possible pour M. le Lieutenant Civil, excepté dans les choses qu'il croyoit contraires à l'éducation de son fils, prit le parti de le satisfaire.

Quoique ses enfans n'eussent alors l'un que seize ans, & l'autre que quinze, on les émancipa. M. le Premier Président de la Cour des Aydes fut nommé tuteur à l'effet de recevoir le compte de tutelle, & celui de l'exécution du Testament de feu Madame de Nicolaï qui montoit à près de vingt-cinq mille écus, & qu'elle avoit confié à son mari.

Ces comptes furent communiqués à M. le Lieutenant Civil, qui les examina avec la dernière exactitude; ils furent trouvés justes, & on les signa.

Ce fut alors que Monsieur & Madame le Camus se trouverent en état de pouvoir inspirer un esprit de révolte à leur petit-fils contre M. son pere. Ils lui firent entendre qu'il pouvoit se passer de lui, qu'il n'en tenoit plus rien, & qu'il avoit peu de chose à en espérer en comparaison de ce qui devoit

voit lui revenir de son côté. Les artifices & les insinuations furent employées. On aura peine à concevoir des choses si étranges , mais voici un fait qui ne permet pas d'en douter.

Monsieur & Madame le Camus voyant que leurs sollicitations ne faisoient pas sur lui toute l'impression qu'ils desiroient , l'attaquerent par un endroit bien propre à déconcerter la sagesse naissante d'un jeune homme de dix-sept ans.

Pour entendre ce fait , il faut sçavoir que Monsieur & Madame le Camus devoient aux enfans de M. de Nicolai cent mille livres , du reste de la dot de leur mere , dont ils faisoient la rente ; c'étoit deux mille cinq cents livres à chacun d'eux. Monsieur & Madame le Camus prennent leur petit-fils en particulier , lui comptent les deux mille cinq cents livres pour une année échue , & lui donnent cette somme à l'insçu de son pere ; cependant ils n'oublierent pas d'en retirer une quittance pardevant Notaires.

M. de Nicolai informé de ce fait , & de l'intention de Monsieur & de Madame le Camus , en fut vivement touché , & il fit remettre l'argent entre les mains du Curateur. A quelle épreuve ne mettoit-on pas la jeunesse de son fils ? Comment en effet auroit-il pû se défendre de se livrer à tout le penchant d'un âge qui ne rend qu'à l'indépendance , au plaisir , & au dérèglement ? Il étoit encore appuyé ici du conseil & de l'autorité de son ayeul.

Monsieur & Madame le Camus, qui ne pardonnoient point les offenses qu'ils avoient faites, furent plus irrités que jamais de la fermeté du pere, & le fils en porta encore la peine. Jamais il n'en fut plus mal reçu que dans ces derniers tems; il éprouvoit sans cesse des aigreurs de leur part; ils trouvoient à redire à tout ce qu'il faisoit; c'étoit des contradictions perpétuelles: tout autre que lui se seroit rebuté; mais il fut aussi constant dans son respect, que Monsieur & Madame le Camus le furent dans leur haine & leur mépris.

Vers la fin de 1709. ou au commencement de 1710. M. le Lieutenant Civil fut attaqué d'une fluxion sur la poitrine. Il ne s'apperçut point que M. de Nicolaï eût le moindre ressentiment; son petit-fils ne se rebuta pas non plus, malgré les dégoûts qu'on lui donnoit sans cesse. Dès qu'il étoit auprès de son grand-pere, on affectoit de l'en éloigner. On appréhendoit sans doute que sa présence ne rappellât la tendresse de son ayeul. La chose alla si loin dans la dernière maladie de M. le Lieutenant Civil, que l'on ne se cachoit pas même devant M. de Nicolaï.

C'est ainsi que l'on fomentoit l'averfion & la colere de M. le Camus, & cela dans un tems où la Religion exigeoit davantage qu'on s'empressât à les éteindre. Aux approches de la mort, on irritoit encore cette malheureuse passion qui l'avoit si fort dominé pendant sa vie.

Le

Le Testament qui a paru après son décès, est la consommation de sa haine. Le public en a été indigné ; mais ceux qui le connoissoient plus particulièrement, & qui ignoroient qu'il s'étoit obligé à conserver l'égalité entre ses petits-enfans, n'en ont point été surpris. Loin d'appercevoir en lui ces sentimens de piété, ces mouvemens vifs & tendres de la bonté paternelle qu'on dit qui descend toujours, on pouvoit prévoir au contraire que la conduire qu'il tenoit depuis dix ans, annonçoit une exhérédation.

Si l'on dit que ce n'est pas le sieur de Gouffainville qui a été l'objet de la haine de son ayeul, on ne sçauroit contester du moins, qu'il n'en ait été la victime ; & son exhérédation en paroîtra encore plus odieuse.

Il est vrai que M. le Lieutenant Civil haïssoit mortellement son gendre, & qu'il ne connoissoit point de plaisir plus intime que celui de l'affliger. C'est en vain qu'on voudroit s'efforcer de soutenir le contraire : leurs parens, leurs amis communs, les personnes mêmes les plus indifférentes en ont été témoins, & les effets n'en ont que trop éclaté.

Mais s'il a plu à Monsieur & Madame le Camus de regarder comme un ouvrage la résolution que prit M. de Nicolaï de leur ôter son fils pour le mettre dans un College, peut-on dire qu'il ait eu dessein de les offenser personnellement ? Etoit-ce

dans la vue de les chagriner qu'il a contracté un second mariage ? Ce mariage si bien assorti , & si universellement approuvé , sera-t'il regardé comme la cause légitime d'une haine si vive & si persévérante ? Parce que M. de Nicolaï qui voyoit son fils si souvent attaqué par des maladies dangereuses , craignoit de manquer d'un héritier & d'un successeur , faloit-il le punir d'une crainte si juste & si naturelle , & l'en punir dans la personne de celui qui devoit soutenir en premier son nom & sa dignité ? Est-il bien possible que ce soit M. le Lieutenant Civil , que ce soit l'ayeul même du sieur de Goussainville , qui ait conçu des idées si étranges ?

Il y a cinq ans que M. de Nicolaï , menacé par M. le Lieutenant Civil de se voir lui-même en procès avec ses enfans , lui répondit devant Messieurs les Arbitres , *qu'il espéroit qu'on ne les élèveroit point dans un esprit de procédure & de plaidoirie.* Ce fut dans le tems où il le fit souvenir de la parole qu'il avoit donnée , de garder l'égalité qui fait la paix & l'union des familles.

M. le Lieutenant Civil a manqué à sa promesse ; & la Dame sa veuve chargée d'accomplir ses dernières volontés , a exécuté ses menaces. L'un a déshérité son petit-fils ; l'autre s'est servie du nom de sa petite-fille pour traduire son gendre en Justice , & lui contester les droits de l'autorité paternelle.

Y a-t-il de la bienséance à inspirer de tels sentimens à Mademoiselle de Nicolaï ? La dou-

douceur & la vertu sont la meilleure dot qu'on puisse donner à une fille : mais si l'on veut faire attention au bien de cette Démoniselle, le moins qu'elle puisse avoir, en perdant même le procès qu'on lui fait soutenir d'une manière si odieuse, c'est douze cens mille livres de bien clair & effectif. Car on ne présume pas que son ayeule ait dessein de lui faire préjudice. Qu'on ne gâte point son bon naturel, qu'elle vive dans l'union avec sa famille, qu'elle conserve le respect & la tendresse que Dieu & la nature l'obligent d'avoir pour son pere ; & il y aura peu de partis dans le Royaume qui dédaignent son alliance. Vouloir l'enrichir encore des dépouilles de son frere aîné, la justice en souffriroit trop : ce seroit pour elle un surcroît inutile, & le public a une espece d'intérêt que l'héritier en directe d'une des plus grandes Charges du Royaume, qui est depuis si longtemps dans sa Maison, soit en état de l'exercer avec dignité.

Quand on voit M. de Nicolai soutenir l'intérêt de son fils opprimé, personne ne doute que ce ne soit par un esprit de justice, par un desir sincere de maintenir la paix & l'union parmi ses enfans. C'est aussi par un motif d'honneur & de conscience, qu'il travaille à faire réparer le tort qu'on a voulu faire à son fils par rapport à lui. Delà vient que toutes les personnes équitables s'intéressent dans sa Cause.

On auroit voulu se dispenser d'entrer dans un si grand détail, mais il falloit découvrir
la

la source de la haine invétérée de M. le Lieutenant Civil. Son Testament en fournira une Preuve encore plus authentique. Il est à propos d'en expliquer littéralement les clauses, avant que d'entrer dans les moyens.

CLAUSES PRINCIPALES

Du Testament de M. le Lieutenant Civil.

P R E M I E R E C L A U S E.

A l'égard de tous mes biens, dont je puis disposer par la Contumè, je les donne & lègue à Marie-Catherine-Elisabeth de Nicolai ma petite-fille, que je fais ma légataire universelle à condition que les biens que je lui laisse lui seront propres à elle, ses enfans, & le plus proche de ses parens, qu'elle aura lors de mon décès, portant mon nom, pour en jouir après le décès de ma femme.

Il donne donc à sa petite-fille tous les biens dont il peut disposer, & il ne daigne pas faire mention de son petit-fils. Il veut donc rendre propres ses effets mobiliers, & cela par son Testament. Il substitue encore ces mêmes biens au plus proche parent portant son nom, qu'il laissera au jour de son décès. Telle est la première clause.

C'est ainsi qu'il traite en mourant celui qu'il avoit si fort méprisé pendant les dix dernières années de sa vie: Qu'est devenue la promesse d'égalité? promesse réitérée devant Messieurs les Arbitres, & fondée sur une
con-

convention? égalité si juste par elle-même, & si conforme aux loix de la nature? Elle ne subsiste plus, l'ordre est renversé; l'avantage du sexe, le droit d'aînesse ne sont comptés pour rien. La fille est préférée au fils, la cadette à l'aîné. Il ôte non seulement au sieur de Gouffainville ce qui doit aujourd'hui lui appartenir, il ne veut pas même qu'il puisse en hériter un jour. Il lui envie jusqu'à la triste espérance de pouvoir recueillir dans la succession de sa sœur, les biens dont il le prive dans la sienne. Celui qui devoit être le premier objet de sa tendresse, n'est pas même le dernier dans l'ordre de la disposition; le même Testament contient à son égard deux exhérédations différentes.

Mais après l'avoir oublié, & préterit en directe, qui est-ce qu'on lui préfère en collatérale? c'est le plus proche parent portant le nom de *le Camus* au jour du décès du Testateur.

Si ce collatéral prédécède Mademoiselle de Nicolai, qui est-ce qui profitera du legs? M. le Lieutenant Civil ne s'en explique point: cependant il devoit présumer que M. le Premier Président de la Cour des Aydes âgé de 85. ans, ne survivroit point à une fille de 16.

S'il se trouve plusieurs parens en pareils degrés, portant le nom de *le Camus*, lequel est-ce qui doit recueillir sa succession? sera-t-elle divisée? appartiendra-elle à un seul? Le Testateur le laisse encore à deviner, & ne s'en embarrasse pas: Il ne pouvoit néanmoins ignorer qu'il laissoit deux freres,
&

& qu'avec un héritage douteux, il leur donnoit un procès certain.

Telle étoit la disposition d'esprit de feu M. le Lieutenant Civil : il n'a d'attention qu'à frustrer son petit-fils, le reste lui paroît indifférent. Son cœur est satisfait, ses vœux sont remplis, dès qu'il a déshérité le sieur de Gouffainville. Le plaisir de donner n'est point ce qui le détermine ; son desir le plus intime, c'est de priver de sa succession l'héritier du sang. La prédilection n'est pas le motif de sa libéralité, mais sa libéralité a son fondement dans la haine. Ce n'est ni préférence d'estime, ni témoignage de reconnaissance ; ce n'est pas même une affection déréglée qui le fait agir, puisqu'il ignore sur qui sa faveur doit tomber. En un mot s'il n'avoit pas eu de l'aversion contre son gendre & son petit-fils, il n'auroit pas été bienfaisant envers sa petite-fille & ses collatéraux. Le motif de son bienfait est donc réprouvé ; la source en est corrompue ; le titre en est vicieux ; l'oubli de sa promesse, le mépris de son sang, la confusion de ses pensées découvrent le trouble de son cœur ; & l'injustice de sa disposition montre le dérangement de son esprit.

• S E C O N D E C L A U S E .

La condition des propres que j'impose aux biens que je donne à ma petite-fille, n'induit pas une substitution, mais elle ne doit servir que pour exclure ses héritiers des meubles,
qui

qui ne doivent pas succéder aux propres.

On voit, lorsqu'on lit cette clause après avoir lû la première, que le Testateur se complaisoit en lui-même, en goûtant le plaisir de la vengeance dont il étoit uniquement occupé.

Par la première clause, de ses effets mobiliers, il en avoit fait des propres, pour faire passer de sa petite-fille à ses collatéraux, tous les biens dont il pouvoient disposer, ou plutôt pour en frustrer son gendre & son petit-fils. Que lui faloit-il de plus? M. de Nicolaï seul héritier des meubles de sa fille, & non des propres, n'avoit plus rien à espérer : le Testateur l'avoit privé d'avance de la seule consolation qui peut rester à un pere affligé de la mort prématurée de sa fille. Véritablement comme il n'avoit déshérité son gendre que d'une manière indirecte, il a cru que cela ne marquoit pas assez ; il a voulu que M. de Nicolaï se reconnût mieux dans l'extension de la Clause, & sentît plus vivement le poids de son aigreur & de son animosité. C'est dans cette seule vûe qu'il en a fait la répétition, pour dire plus clairement ; Je suis bien aise que M. de Nicolaï sache que si j'ai donné tous mes biens à mes collatéraux, si j'ai rendu propres mes effets mobiliers, pour leur assurer ma succession entière, ce n'a été que pour les lui ôter. C'est particulièrement à lui que j'en veux. Il est le premier objet de ma haine, & il ne suffit pas qu'il soit déshérité, il faut qu'il soit persuadé que son exhérédation est le pur ef-
fêt

fet de l'aversion que j'ai contre lui. Telle est l'explication naturelle de la clause, tel en est l'esprit. *La condition des propres que j'impose, n'induit pas une substitution; elle ne doit servir que pour exclure ses héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux propres.*

C'est donc pour exclure l'héritier des meubles, ce n'est donc que pour l'exclure, qu'il change l'état de ses biens; il est donc très-constant que la haine est le principe de sa disposition; on n'en peut pas douter, puisqu'il le dit lui-même, & qu'il l'annonce dans son Testament.

M. le Lieutenant Civil, en manifestant si bien son injuste colere, nous dispense à la vérité de la peine de sonder son cœur, & de chercher ailleurs les Preuves de sa mauvaise intention; mais sa passion ne lui a pas laissé appercevoir, qu'en s'exprimant si nettement contre son gendre, il tomboit dans la contradiction sur ce qui regarde son petit-fils.

En effet vouloir concilier cette clause avec la précédente par rapport au sieur de Gousfainville, ce seroit prétendre accorder des contraires.

Si le Testateur n'a eu dessein que de priver de la succession de sa fille le pere héritier des meubles, si ce n'est que dans cette vûe qu'il a rendu propres ses effets mobiliers, si cela n'induit pas une substitution, que deviendra la premiere clause mise en faveur des collatéraux portant le nom du Testateur?

Puisqu'il n'y a point de constitution, il faut

faut que l'ordre naturel soit suivi : le frere héritier des propres de sa sœur, doit lui succéder en tout. La vocation de l'héritier portant le nom de le Camus est revoquée. La premiere clause qui paroît contenir une substitution en faveur des collatéraux, est anéantie par la seconde. En un mot il est impossible de les faire subsister toutes deux ensemble, parce qu'elles sont contradictoires : cependant elles se suivent immédiatement, & c'est M. le Lieutenant Civil qui en est l'auteur ; c'est ce Magistrat si éclairé, si capable, qui joignoit au sçavoir une si longue expérience des affaires, qui avoit ouvert tant de Testamens, qui avoit si souvent prononcé sur de pareils sujets, qui instruisoit sans cesse le public de la maniere dont on devoit entendre & interpreter les dernieres volontés des défunts ; c'est lui qui a fait le Testament dont il s'agit. Il faudroit qu'il revînt lui-même au monde pour nous dire comment on doit l'interpreter, pour nous apprendre s'il a entendu effacer par la seconde clause l'exhérédation qu'il a fait faire de son petit-fils dans la succession de sa sœur, après l'avoir exhéredé impitoyablement dans la sienne. Mais on peut interpreter sans lui ce qu'il y a d'équivoque dans son Testament : on n'a qu'à suivre le progrès de ses actions, & juger de chaque clause separée par les idées qu'on conçoit de la lecture entiere de son Testament. Ce sera en juger suivant les présomptions de la loi, & l'on sera persuadé qu'il ne respiroit que la vengeance & l'in-

justice, & que la haine dont il étoit possédé ne lui permettoit pas de penser d'une manière suivie & raisonnable.

T R O I S I E M E C L A U S E.

Je prie & ordonne à ma petite - fille Mademoiselle de Nicolaï de ne se marier sans un consentement par écrit de mon épouse, je crois qu'elle aura pour moi cette déférence.

M. le Lieutenant Civil a-t'il pû croire M. de Nicolaï capable de faire un mauvais choix pour sa fille ? A-t'il pû douter que le gendren'eût pour sa belle - mere la déférence & les égards qui lui sont dûs dans une occasion si essentielle ? Ne diroit-on pas qu'il craignoit qu'on ne sacrifiat Mademoiselle de Nicolaï à quelque sujet indigne, & qu'il jugeoit nécessaire d'interposer le crédit de Madame la Lieutenante Civile, pour empêcher un mariage inégal ? S'il n'a pû vaincre l'aversion qu'il avoit pour son gendre, pouvoit-il lui refuser son estime, & douter de sa prudence dans l'établissement de ses enfans ? On ne sçauroit présumer que M. le Lieutenant Civil ait conçu des idées si fausses, & si opposées au caractère de M. de Nicolaï ; mais on croira volontiers qu'il a voulu lui faire une nouvelle injure, & le dépouiller du pouvoir légitime qu'il a sur sa fille, pour en revêtir uniquement Madame le Camus. Tout mariage qui sera du goût du pere, & de tous les parens, n'aura point d'effet, si Madame la Lieutenante Civile n'y
consent

consent par écrit. Dans la concurrence de deux partis proposés, l'un par M. de Nicolaï, & l'autre par Madame le Camus, Mademoiselle de Nicolaï doit mépriser le choix de son pere, & s'écarter de son devoir, pour se ranger du côté de son ayeule; c'est la seule condition que le testateur impose à son bienfait. Sa petite-fille aura mérité qu'on ait exhéredé son frere en sa faveur, si elle sçait bien résister à la volonté de celui à qui elle doit la vie: M. le Lieutenant Civil a la chose si fort à cœur, qu'il la recommande jusqu'à trois fois. Assuré que Madame la Lieutenante Civile, qui avoit si bien fomenté la haine de son mari, ne se démentira point de la sienne propre, il n'est en peine que de la fermeté de sa petite-fille. Il employe toutes les manieres d'engager une personne: il commande, il prie, il espere. Tous ces termes sont obligatoires dans un Testament, & il fort consolé de ce monde, il n'a plus de regret à la vie, si après avoir fait par un même acte trois exhéredations odieuses, il peut se promettre encore que l'autorité de son gendre sera traversée dans l'occasion la plus intéressante pour lui & pour sa famille.

Si l'on veut bien rappeler le souvenir de la conduite passée de M. le Lieutenant Civil, prendre l'esprit & l'idée générale de son Testament, & observer les procédés que Madame la Lieutenante Civile & Mademoiselle de Nicolaï ont eûs depuis sa mort, on

jugera qu'il n'y a point ici d'interprétations forcées.

Ce Testament qui fournit tant de preuves de haine, & qui contient tant d'injustices en si peu de paroles, fut fait le premier Janvier 1710. Il contient une clause dérogoire, Madame la Lieutenante Civile est nommée seule exécutrice. On trouve ces mots écrits sur l'enveloppe: *ceci est mon Testament: je prie mon épouse, exécutrice d'icelui, de le faire ouvrir en Justice.* Il est suivi de trois codicilles du même jour, à la tête desquels il rappelle la clause dérogoire. Le premier de ces Codicilles ne contient que des legs ou des pensions viagères, à M. le Camus Maître des Comptes son frere, & à tous ses domestiques. Par le second, il ordonne des Messes après son décès.

Il ordonne par le troisieme, des pensions à ses deux sœurs Religieuses à Pincourt, & il dispose de ses obseques.

Chacune de ces circonstances produit de nouvelles réflexions, qui tendent à la même fin, & qui démontrent les mêmes vérités qu'on vient d'établir.

Trois Codicilles, faite le même jour du Testament.

M. le Lieutenant Civil emporté par la colere fait un Testament le premier Janvier, pour déshériter son petit-fils dans sa succession & dans celle de sa sœur, pour exhériter le pere dans la succession mobilière de sa

sa fille, pour affliger son gendre, l'outrager & lui faire perdre l'autorité paternelle. Plein de sa passion, il craint que la mort ne le surprenne, il a appréhendé de n'avoir pas le tems de l'achever; il s'empresse de signer cet acte, monument éternel de sa haine & de son injustice; & dès qu'il l'a signé, dès qu'il croit lui avoir donné toute sa perfection, c'est alors qu'il respire, & qu'il pense à ce qui auroit dû uniquement l'occuper. Il fait le même jour trois Codicilles pour faire des legs à son frere, à ses sœurs, & à ses domestiques: pour ordonner des messes, régler son enterrement, & décider du lieu de sa sépulture. Ainsi sa haine lui est plus chere que sa propre personne: avant que de remplir ses obligations, il assure l'effet de sa vengeance, elle marche avant les devoirs de la piété, de l'amitié & de la reconnoissance.

CLAU SE D E R O G A T O I R E.

Pourquoi a-t'il employé une clause dérogatoire? *Si dans la suite je faisoit quelque autre Testament, je veux qu'il soit déclaré nul, à moins qu'il n'y ait ces mots: A DEO PRINCIPIUM.* Appréhendoit-il qu'un ami fidele ne lui remontrât que la justice & l'égalité sont la source de l'union des familles, que le premier devoir d'un Magistrat équitable, c'est d'entretenir la paix dans sa maison? qu'un pere prudent doit se faire regretter également par ceux que la nature & la loi appellent à la succession de ses biens; &

qu'on connoît mieux les hommes par leurs dernières dispositions , que par toute la conduite de leur vie, parce que c'est le dernier acte qu'ils laissent en mourant , & qu'on se masque quelquefois jusqu'au dernier soupir ?

Craignoit-il qu'un Confesseur ne le prit par les motifs de la conscience , & qu'il ne lui représentât la vengeance divine prête à éclater contre les injustes & les vindicatifs ?

Se déflloit-il de lui-même ? Appréhendoit-il de sa part un retour de tendresse & d'affection , pour un petit-fils qui avoit si peu mérité sa haine ? Regardoit-il comme suggestion tout ce qui pouvoit le ramener à ses premiers devoirs ? Vouloit-il tromper son ami , son Confesseur , tromper Dieu , & se tromper lui-même ? Car enfin la Clause dérogatoire employée dans un Testament qui contient trois exhérédations injustes , ne peut avoir été mise que comme une précaution contre des sentimens & des dispositions plus équitables.

Madame la Lieutenante Civile seule Exécutrice.

Que M. le Lieutenant Civil n'ait point confié l'exécution de ses dernières volontés à un gendre qui tient un des premiers rangs dans la Magistrature , cela n'est point surprenant ; il l'avoit trop maltraité.

Mais pourquoi n'avoir point associé à cette exécution M. le Premier Président de la Cour des Aydes , son frere aîné , qui n'avoit point

point de part à sa colere ? Il a jugé sans doute qu'un Magistrat plein de sagesse, de modération & d'équité, n'étoit point propre à faire valoir un Testament produit par la haine; dicté par la vengeance, & tout rempli d'injustice.

Il n'y avoit que Madame la Lieutenante Civile qui pût bien soutenir des dispositions si conformes à ses sentimens. Chose étrange ! M. le Lieutenant Civil ne lui avoit jamais donné part à l'administration de ses biens ; il ne lui laissoit pas même la conduite de sa maison & de son domestique. Ses grandes occupations ne l'empêchoient point d'entrer dans les détails qui sont communément le partage des femmes, il se chargeoit de tout, & ne lui confioit rien : cependant lorsqu'il s'agit de son Testament, il la juge seule digne de sa confiance : c'est à elle qu'il se rapporte uniquement de l'exécution d'un acte qui doit décider de la fortune de ses petits-enfans. Il est vrai qu'ils avoient si bien agi de concert sur ce qui regardoit leur gendre & leur petit-fils, que M. le Lieutenant Civil ne pouvoit douter que ce qui auroit été rebuté par tout autre, ne fût une commission agréable pour la Dame son épouse ; & elle a bien justifié ses espérances.

Le Testateur ordonne que son Testament sera ouvert en Justice.

On ne doit pas dissimuler que M. le Lieutenant Civil, persuadé qu'une disposition si

injuste exciteroit infailliblement des querelles & des procès, jugea qu'il étoit à propos de donner un conseil à son épouse; il le choisit lui-même, & lui nomma verbalement les Avocats & les Procureurs dont elle devoit se servir; il ordonna aussi (& cela est répété deux fois) *que son Testament seroit ouvert en Justice.*

Quelle prévoyance! Quels préparatifs! Si ce Testament n'avoit rien eu d'extraordinaire, auroit-il été besoin de recourir au Juge, aux Avocats, & aux Procureurs? les parens des deux familles assemblés n'auroient-ils pas pû suppléer leur ministère? Tant de précautions font bien voir qu'il n'étoit pas sans défiance sur le succès de sa disposition. Quoiqu'il en soit, il n'est gueres séant à un Magistrat de mettre le trouble, d'exciter la division, d'allumer la discorde dans sa famille; de prévoir des procès, & de ne les pas prévenir; de les susciter soi-même, au lieu de les éteindre & de les étouffer. Faloit-il se donner tant de peine pour altérer par sa conduite envers les siens, la réputation que ses fonctions publiques lui avoient acquise parmi les étrangers?

Chaque circonstance séparée, forme donc une preuve de haine; lorsqu'on les réunit, on voit une animosité suivie, une colere persévérante. S'il étoit nécessaire d'y ajouter de nouvelles preuves, la notoriété publique les fourniroit; mais le Testateur étoit si peu maître de lui, qu'il n'a pas même songé à cacher sa passion dans son Testament, ni à

la couvrir de quelque prétexte spécieux ; c'étoit le nom de Nicolaï qu'il haïssoit ; il l'a poursuivi, il l'a persécuté à découvert ; & le premier fruit du mariage de sa fille unique, a reçu le coup qu'il vouloit porter à son gendre.

C'étoit encore l'autorité d'un pere constitué en dignité, qu'il vouloit détruire ; on en a vu des preuves dans le récit du fait ; & la disposition de ce Testament confirme cette vérité. Le legs universel fait au profit de sa petite-fille, est le prix anticipé de sa désobéissance envers son pere. La double exhérédation de son petit-fils au contraire est la punition odieuse du respect & de l'attachement inviolable qu'il a eu pour M. de Nicolaï. Ainsi il n'y a pas moins d'injustice dans le motif, qu'il y en a eu dans la disposition ; & ces injustices criantes sont les effets sensibles de la haine & de la colere. On a prévu sans doute & senti la force des moyens, en lisant le récit du fait & l'explication des Clauses. Un Testament qui a été couçu & produit par la haine, ne peut, ni ne doit subsister. L'inexécution de la promesse d'égalité, fournit un second moyen qui n'est pas moins infallible.

P R E M I E R M O Y E N .

Le Testament de M. le Lieutenant Civil étant fondé sur la haine, doit être déclaré nul.

Les Loix regardent un Testateur comme

un Législateur domestique, comme un Juge respectable qui décide lui-même de sa succession; elles lui déferent toute leur autorité. *Disponat testator, & erit lex.*

Art. 392.
de la Cont
de Paris.

Mais pour soutenir le caractère de Juge & de Législateur, il faut qu'il jouisse de la liberté de son esprit: qu'il soit sain d'entendement & exempt de passion: *in eo qui testatur, integritas mentis exigenda est* *.

* L. 2. d.
qui Testa-
menta fa-
cere pos-
sunt.

Il faut encore que sa disposition soit judiciaire & équitable: *testamentum voluntatis justa sententia.*

Au défaut de ces conditions, la loi reprend son autorité, pour venger l'abus que le Testateur a fait du pouvoir qu'elle lui avoit confié.

Il ne suffit pas que le Testateur ne soit ni insensé, ni interdit; quelque sage qu'il soit dans ses autres actions, on le répute comme non sensé dans son Testament, lorsqu'il y blesse tous les devoirs de la piété paternelle, lorsqu'on y voit un caractère de haine & de colère marqué par les termes de sa disposition: *Quasi non sanæ mentis, cum testamentum ordinaret.*

En un mot toute disposition qui part d'un principe vicieux, est nécessairement vicieuse. Où la passion domine, le jugement n'agit point avec liberté; la haine sur-tout n'est pas capable de discernement; la colère garde encore moins d'équilibre. Ces passions sont incapables de faire un choix; elles n'ont qu'un objet, c'est la vengeance seule qu'elles respirent. Le dérèglement du cœur forme une
espece

espece de nuage qui met le trouble & la confusion dans l'esprit ; & lorsque la raison est offusquée, il n'y a plus de véritable consentement.

C'est par ces raisons que les loix réprouvent les dispositions dictées par la haine, & que les Arrêts ont perpétuellement condamné les Testamens *ab iratis*.

Cet esprit de haine est si contraire à celui de la justice, que la faveur de la personne qui devrait profiter d'une telle disposition, ne la rend pas moins odieuse.

Que le pere en colere nomme le Prince pour son héritier au préjudice de son fils, le nom & la dignité du Prince n'excuseront point l'inofficiosité. *l. Papianus 8. § 2. ff. de inoffic. testam.*

Que le Testateur ainsi disposé ait choisi pour objet de sa libéralité Dieu-même dans la personne de ses pauvres, le Testament n'en fera pas moins réprouvé, dit la Glose sur cette loi.

La Coutume de Bretagne en contient un article formel. C'est le 199. *Toutefois la donation ne seroit valable, si elle étoit faite en haine ou fraude des présomptifs héritiers.* M. d'Argentré remarque que ce fut lui-même qui fit rétablir cet article dans la nouvelle Coutume. Dans la Glose sur l'article 218. de l'ancienne, il définit la haine en disant, *que c'est tout mouvement de l'esprit, qui marque de la malveillance contre l'héritier*, d'où il faut conclure que tout Testament où l'on reconnoît une injuste pré-

prévention contre l'héritier du sang, doit être cassé, comme fait contre le devoir de la piété paternelle, contre les sentimens que la nature inspire pour des personnes qui nous sont si proches. Le même Auteur étoit si persuadé qu'une disposition faite *ab irato* est insoutenable, qu'il a décidé qu'une donation de cette espece même en faveur de mariage, devoit être annullée, quoique faire par un vieillard hors d'état d'avoir des enfans.

Part. I. ch. 3. sect. 14. pag. 139. de la nouvelle édition. Me. Jean Marie Ricard dit, *que si un pere animé de haine & de mauvaise volonté sans raison contre ses enfans, ou contre l'un d'eux, dispose de ses biens au profit d'une personne qui d'ailleurs le pourroit mériter, néanmoins ayant oublié les devoirs paternels, & les regles de la nature, la disposition passe pour injuste, & demeure sans effet, l'aversion qu'il a eue contre son sang faisant présumer qu'il n'a pas eu la liberté de délibérer d'une action de cette importance.*

C'est sur le même principe que l'on a rendu tant d'Arrêts qui ont cassé des testamens faits au profit des pauvres & de l'Eglise, par des peres au préjudice de leurs enfans, ou au profit de quelqu'un des enfans, au préjudice des autres.

C'est sur la loi Imperatores, S. I. ff. de probat. tome I. pag. 334. Mornac en rapporte un du mois de Juin 1587. rendu en la Grand-Chambre, lui plaidant. Une femme en colere contre son mari, & fâchée de ce que ses enfans n'épousassent pas sa querelle, avoit legué tous ses biens aux pauvres & au College de Sens; son

son testament fut cassé, & les Légataires universels déboutés de leur demandes. Mor-nac dit, *petitione suâ quippe impiâ remota sunt.*

L'on ne considere point si les enfans ont été le premier objet de l'averfion du Testateur, ou si la haine qu'il portoit à quelqu'autre est retombée sur eux ; il suffit qu'elle ait été le motif du Testament : l'expérience nous faisant connoître qu'on ne croit jamais mieux se venger, que lorsque la vengeance s'exerce contre celui qui est le plus cher à la personne que nous haïssons.

M. Ricard cite un Arrêt rendu le 13. Août 1613. à l'Audience de la Grand-Chambre, par lequel la Cour ordonna, sans avoir égard au testament d'une mère au préjudice d'une fille, de qui elle ne faisoit point mention, & au profit de ses autres enfans, que les biens seroient partagés également, parce qu'il étoit justifié que la mère avoit une averfion injuste contre sa fille.

Il en rapporte un autre du 10. May 1641. M. de Maupeau Conseiller d'Etat, & Intendant des Finances, avoit avantagé par son testament son petit-fils, fils de son aîné qui portoit son nom & ses armes, & qu'il consideroit comme le soutien de sa Maison. Les Dames ses filles remontrèrent que ce testament avoit été fait en haine, & que leur pere les avoit tellement méprisées, qu'il n'avoit fait aucune mention d'elles. Le testament fut cassé.

En 1674. le 13. Juin intervint l'Arrêt
de

de M. Pinon. Le premier Septembre de la même année, la Cour cassa le testament fait par le nommé Gamot, ses dispositions furent annullées, parce qu'on prouva qu'elles étoient fondées sur la haine, ou qu'il y eut lieu de le présumer.

On deviendroit ennuyeux, si l'on vouloit citer tous les préjugés sur cette matiere. La Jurisprudence est constante & uniforme, parce qu'elle est fondée sur la nature & sur la raison : ainsi on se contentera de rapporter les derniers exemples.

L'Arrêt célèbre rendu dans la famille de M. le Boulz est rapporté dans les Plaidoyers de M^r. Erard ; ce fut M. le Premier Président de Harlay, alors Procureur Général, qui y porta la parole. M. le Boulz Conseiller au Parlement, & distingué par son mérite, avoit fait le plus jeune de ses fils Légataire universel : les aînés étoient réduits à leur légitime. Il paroissoit qu'ils avoient effuyé les mépris de leur pere pendant sa vie, & que leur cadet avoit toujours possédé ses affections ; il paroissoit encore que Madame le Boulz entroit dans les sentimens de son mari. Elle s'étoit rendue partie dans la cause, pour soutenir la validité de ce testament.

M. de Harlay, dans le fameux plaidoyer qu'il fit sur cette matiere, traita des obligations des peres envers leurs enfans, & des devoirs des enfans envers leurs peres. „ Il „ dit que c'étoit à la Cour à prescrire des „ bornes équitables à l'autorité des uns, &
„ à

„ à examiner la conduite des autres ; il a-
 „ jouta qu'on pouvoit écouter la plainte
 „ des enfans contre le Testament de leur
 „ pere, quoiqu'il n'eût point touché à leur
 „ légitime, parce qu'il ne leur laisse alors
 „ que ce qu'il ne leur peut ôter ; & il po-
 „ sa pour principe, qu'il falloit regarder la
 „ justice des dispositions en elles-mêmes ;
 „ examiner si les motifs en étoient équita-
 „ bles, & si le Testateur étoit sain d'en-
 „ tendement, c'est-à-dire *exempt de toutes*
 „ *passions*. Il dit encore, qu'on ne pouvoit
 „ confirmer le testament de M. le Boulz,
 „ sans déclarer en même tems que ses fils
 „ aînés qu'il réduisoit à leur légitime, a-
 „ voient perdu par leur mauvaise conduite
 „ les avantages que la nature, les loix &
 „ l'usage ordinaire leur avoient acquis sur
 „ leur cadet ; quoique dans la vérité, ils ne
 „ se fussent jamais écarté du respect qu'ils
 „ doivent à leur pere, & qu'ils n'eussent
 „ point mérité qu'on fît à leur préjudice u-
 „ ne disposition si étrange. L'Arrêt ordon-
 „ na que sans s'arrêter au testament, tous
 „ les enfans viendroient à partage suivant
 „ la coutume”*

Il est aisé de faire ici l'application de ces maximes.

L'espece du Testament de Dame Marie
Bri-

* L'Arrêt rendu dans la famille de M. le Boulz, qui ordonne que les enfans viendront à partage, est du 17 Juillet 1691. Voyez le *Recueil des Plaidoyers de M. Erard*.

Brifard , veuve de M. du Marais Conseiller de la Cour des Aydes , est encore plus semblable à l'espece dont il s'agit. Madame du Marais avoit deux fils , Charles & François , & un frere Conseiller en la Grand-Chambre , c'étoit M. Brifard ; son Testament est conçu en ces termes : *Je donne & legue à François - Joseph du Marais , mon très - cher fils , généralement tout ce qu'il m'est permis de donner par les Coutumes , le faisant mon Légataire universel , à la charge par lui d'acquitter les legs portés par mon testament , & de fournir la légitime à Charles du Marais son frere , suivant la Coutume ; & en cas qu'au jour du décès de mon fils François du Marais mon très - cher fils mourant sans enfans , il lui restât quelque chose en nature provenant des biens contenus en son legs universel , je veux que ledit restant demeure substitué au profit de M. Brifard mon frere , dont j'ai reçu des marques d'une véritable amitié , & à son défaut à mes plus proches parens portant le nom & les armes de Brifard , sans que la présente clause de substitution puisse empêcher mondit fils de les aliéner , en disposer & hipotequer ainsi que bon lui semblera.*

Ce Testament a bien du rapport avec celui de M. le Lieutenant Civil.

La contestation fut jugée par les mêmes Juges devant qui les parties ont l'honneur de plaider. Le légataire universel disoit que la testatrice n'avoit donné que ce dont il lui étoit permis de disposer par la Coutume ;

me ; qu'elle n'avoit point oublié son fils aîné , puisqu'elle lui avoit réservé sa légitime ; que la disposition n'étoit point l'effet de la haine , mais qu'elle étoit fondée sur une préférence d'estime & d'affection. Cependant la Cour sur le Rapport de M. le Coq ordonna par son Jugement du 16. Juillet 1699. que sans s'arrêter au Testament de la Dame Brisard , les biens de sa succession seroient partagés entre les parties , comme *ab intestat* , & le légataire universel condamné aux dépens.

Ce Jugement a eu son exécution , & les motifs qui le déterminèrent sont sensibles : d'un côté le cadet préféré à l'aîné ; de l'autre la double exhérédation contenue dans le même Testament. La Cour fonda sa décision sur le §. 2. aux Instituts : *de pupillari substitutione*. L'Empereur s'y explique en ces termes : *Igitur in pupillari substitutione secundum præfatum modum ordinatâ , duo quodammodo sunt testamenta , alterum patris , alterum filii , tanquam si sibi heredes filius instituisset , aut certè unum testamentum est duarum causarum , id est duarum hereditatum.*

En effet rien n'est plus injuste ni plus odieux que de ne pas se contenter de préférer le cadet à l'aîné , en déshéritant son fils dans sa succession , mais de l'exhérer encore dans la succession de son frere ; cela marque visiblement un déreglement de cœur & d'esprit , & l'inspection seule d'un tel Testament suffit pour le faire rejeter.

Qu'est-ce que le Conseil de Mademoiselle de Nicolaï pourra opposer à cet exemple ? Ose-t'il se flatter que la Cour s'écartera de ses maximes dans l'affaire dont il s'agit ? Combien de circonstances avantageuses ne se rencontrent pas pour le Sieur de Gouffainville ? Outre le droit d'aînesse , il a encore l'avantage du sexe ; de plus le Testateur n'a fait aucune mention de lui , & la préterition est par elle-même un motif légitime pour casser un testament inofficieux : c'est la disposition expresse de la loi premiere ff. *de injusto rupto & irrito testamento*. La Cour rendit de même un Arrêt solennel en 1646. au sujet M. le Duc d'Epernon. Il avoit fait le Duc de Candale son petit-fils son légataire universel , & il n'avoit point parlé du Duc de la Vallette son fils. Sur les conclusions de M. l'Avocat Général Talon , le testament fut cassé. Dans l'espece présente , ce n'est pas un défaut de mémoire ni un simple oubli ; la préterition est fondée sur la haine du Testateur ; celle dont M. le Lieutenant Civil étoit animé , est prouvée par toute la conduite qu'il a tenue durant sa vie , & par les termes même de sa disposition. On ne voit au contraire dans le Testament de la Dame du Marais , que des témoignages redoublés d'une affection de préférence pour son fils puîné : *mon fils , mon très-cher fils* ; & si elle appelle M. Brisard son frere , elle déclare que c'est un retour d'amitié , & un effet de sa reconnoissance. Il n'y a donc qu'un
pur

pur entêtement qui puisse faire soutenir le Testament de M. le Lieutenant Civil.

On va encore rapporter trois préjugés ; l'un parce qu'il est tout récent : c'est une Sentence de la premiere des Requêtes du Palais du 11. Mars dernier ; les deux autres , parce qu'ils ont été prononcés par M. le Lieutenant Civil lui-même , dans les derniers tems de sa vie.

Voici l'espece de la Sentence du 11. Mars. Le sieur Goulou, Professeur en Droit dans l'Université d'Orléans, fait son Testament olographe le 12. Septembre 1709. par lequel il réduit *Florent Goulou l'un de ses fils à sa légitime, & fait ses trois autres enfans ses légataires universels en les substituant eux & leurs enfans les uns aux autres.* Ce Testament étoit fait avec toute la précaution imaginable, il n'y avoit aucun terme dans la clause de réduction à la légitime, qui marquât du ressentiment de ce que le fils s'étoit marié après avoir fait de sommations respectueuses à son pere. On rapportoit même trois autres Testamens antérieurs au mariage, où le Testateur réduisoit également Florent Goulou à sa légitime. Cependant le sieur Goulou laissa échapper un mot à la fin de sa disposition, qui fit présumer qu'il l'avoit faite en haine du mariage de son fils; il déclaroit que *si aucun de ses petits - enfans se marioit sans l'agrément & le consentement exprès de leur pere & mere, il révoquoit à l'égard de celui qui se ma-*
D 2
rieroit

rieroit de la sorte, ce qu'il avoit fait en sa faveur par son Testament.

Il n'en falut pas davantage , dès-là on jugea que le motif de la réduction de Florent Goulu à la légitime, étoit fondé sur le chagrin que son pere avoit eu de son mariage. On méprisa les inductions qu'on tiroit des trois Testamens antérieurs ; on présuma que c'étoit un effet de l'ingénieuse malignité du Testateur qui avoit voulu cacher sa passion, & qui avoit été le maître de donner à ses Testamens olographes telles dattes qu'il avoit voulu ; car toutes les présomptions s'admettent pour réparer ce qui va contre la justice & contre l'ordre de la nature. La substitution faite aux Légataires universels des biens legués des uns aux autres, fut aussi regardée comme une seconde exhérédation encore plus odieuse que la première. En effet, une telle disposition porte avec soi la preuve de la haine & de la colere du Testateur. La Cour, sans avoir égard au Testament, ordonna *que la succession de Goulu seroit partagée entre les Parties, ab intestat, & condamna les Légataires universels aux dépens.*

Enfin on va rapporter les espèces des Sentences rendues par M. le Lieutenant Civil.

Dame Louise Perreau, femme séparée de corps & de biens d'avec le sieur du Quesnel de Goupigny son mari, avoit conçu de la haine contre lui, fondée sur les mauvais traitemens qui avoient donné lieu à la sé-

paration. Il y avoit trois enfans de leur mariage, un fils & deux filles; la fille puînée avoit toujours été auprès de sa mere depuis la désunion. Le fils & la fille aînée étoient demeurés attachés à leur pere. En cet état la Dame Goupigny fait son Testament olographe, par lequel elle institue sa fille puînée, avec qui elle avoit toujours vécu, sa légataire universelle. Le Testament fut attaqué par les deux aînés. On présuma qu'il avoit été fait en haine de ce qu'ils avoient suivi le parti de leur pere, & par Sentence du Châtelet prononcée par feu M. le Camus le 29. Août 1702. on ordonna en conformité des conclusions du sieur Brochard, *que sans s'arrêter au Testament, les biens de la Dame de Goupigny seroient partagés, ab intestat, suivant la Coutume.* La légataire universelle en interjeta appel, & par Arrêt du 11. Mars 1704. elle fut confirmée suivant les Conclusions de M. Portail.

L'autre Sentence fut rendue par feu M. de Lieutenant Civil, un an ou environ avant sa mort.

La Dame de Hautin avoit réduit à la légitime sa fille puînée, parce qu'elle s'étoit mariée sans son consentement. Il ordonna par Sentence du 27. Avril 1709. que les biens seroient partagés entre les enfans par égales portions; & sa Sentence fut encore confirmée par Arrêt du 6. Août suivant.

S'il se fût souvenu de ces décisions qu'il avoit lui-même prononcées, auroit-il fait

quelque mois après une disposition où la haine éclate de tous côtés, où il n'y a pas un terme ni une circonstance qui ne démontrent la passion dont il étoit animé ? Pouvoit-il se flatter qu'on approuveroit en lui ce qu'il condamnoit dans les autres ; & n'est-il pas sensible qu'il ne jouissoit pas alors de la liberté de son esprit, & qu'il n'étoit pas sain d'entendement ? *non erat sanæ mentis, cum testamentum ordinaret.*

Tel est l'effet de cette malheureuse passion. Dès que la haine se saisit du cœur de l'homme, & qu'elle passe en habitude, on ne la sent plus ; celui qui en est possédé, ne connoît pas le mouvement qui l'entraîne, & dans le tems même qu'elle produit en lui les effets les plus injustes, il ne s'aperçoit point de la cause qui le fait agir.

De bonne foi, si M. le Lieutenant Civil avoit été en état de réfléchir & de délibérer, s'il avoit pû écouter dans le silence de ses passions, & reconnoître le désordre où il étoit, se seroit-il déterminé à écrire une disposition si étrange ? Ne se seroit-il pas dit qu'il est horrible de punir un fils innocent, pour des fautes que l'on impute au pere, & que le pere n'a pas même commises ?

Qu'on ne se serve donc plus du nom, de l'habileté & de l'expérience de M. le Lieutenant Civil, pour faire valoir son Testament. On ne doit ici juger de lui que par la conduite qu'il a tenue dans sa famille, & par la disposition qu'il a faite. Le nom & la

la réputation de Messieurs de Maupeou, Pinon & le Boulz n'ont point mis leurs Testamens à l'abri des Juges & du Public. Plus un Testateur a de capacité, & plus on doit être rigide à son égard, parce qu'il lui est moins permis de s'oublier qu'à un autre, & qu'on présume justement que sa raison devoit être bien altérée, son esprit bien troublé, puisqu'il n'a point fait d'usage de ses lumieres & de son expérience.

Qu'on ne dise point qu'il n'a donné que ce dont il lui étoit permis de disposer par la Coutume. Ne laisser à son fils que ce qu'on ne peut lui ôter, c'est l'exhérer en effet. Préferer la cadette à l'aîné, c'est renverser l'ordre, c'est aller contre le vœu de la nature, & c'est punir que de disposer de la sorte. Il faut sçavoir si ce fils a mérité une si rude punition; s'il s'est écarté de son devoir, s'il s'est attiré sa disgrâce par une conduite déréglée, sans quoi un tel Testament ne sçauroit subsister. Or on a prouvé que le sieur de Goussainville a eu pour Monsieur & Madame le Camus un respect & un attachement inviolables. S'il a cédé à l'autorité légitime de son pere, ce n'est pas un crime, son enfance ne lui laissoit pas la liberté de désobéir; & quand même il auroit été dans un âge plus mur & plus avancé, il se seroit fait un mérite de sa soumission, en remplissant le premier de ses devoirs. C'est donc une haine toute injuste & toute gratuite de la part de M. le Lieutenant Civil. D'ailleurs tous les Ar-

rêts qu'on vient de rapporter, ont été rendus dans des especes où le Testateur n'avoit disposé que de ce qu'il lui étoit permis de donner par la Coutume, & les Testamens n'en ont pas été moins cassés.

Prétendra-t'on que celui de M. le Lieutenant Civil n'est que l'effet de la prédilection qu'il avoit pour Mademoiselle de Nicolaï sa fille ? Ce seroit lui faire dire plus qu'il n'en a dit lui-même, & démentir sa propre disposition. Il étoit trop occupé de sa haine, pour sentir des mouvemens de tendresse ; il n'auroit point passé de sa petite-fille à ses collatéraux, s'il n'avoit pas été animé contre son gendre & son petit-fils. De plus, la prédilection de Madame du Marais pour son fils puîné n'a pas été regardée comme un motif légitime pour faire confirmer son Testament.

Tant s'en faut que la qualité de Mademoiselle de Nicolaï puisse autoriser la préterition, & à proprement parler l'exhérédation de son frere ; c'est au contraire un moyen pour faire condamner une disposition qui seroit d'un exemple si pernicieux. On regarde tellement les mâles & les aînés comme le soutien des familles, que toute disposition qui tend à préférer les filles aux mâles, & les cadets aux aînés, est regardée comme un renversement du bon ordre. C'est sur ces principes que les Arrêts ont tant de fois décidé qu'un pere de famille qui pourroit disposer de son fief au profit d'un étranger, ne pouvoit transférer le
droit

droit d'aînesse à une fille ou même à un cadet au préjudice de l'aîné, parce que les conséquences en sont plus dangereuses, & que la préférence qu'on donne aux uns n'est le plus souvent que l'effet de la haine dont on est animé contre les autres. Ici la prédilection alleguée pour Mademoiselle de Nicolai n'est fondée sur aucune raison apparente ; sur aucun mérite supérieur ; elle doit nous tenir compte de l'égaliser en cela à son frere. Il ne demande de son côté qu'à être partagé également des biens de la fortune, quoique les avantages qu'il a d'ailleurs, eussent dû lui attirer quelque préférence sur elle.

Enfin oseroit-on soutenir que les justes maximes qu'on vient d'établir doivent être limitées au premier degré, & qu'elles n'ont point d'application aux petits-enfans ? ce seroit avancer un paradoxe : *liberorum apellatione nepotes continentur*, cela est des premiers principes. En second lieu, par le prédecès du pere, les enfans prennent sa place, & deviennent les héritiers immédiats de leur ayeul : *in locum suorum sibi hæredes succedunt* ; cela est encore fondé sur la disposition expresse de la loi Gallus, *ff. de liberis & posthumis hæredibus instituendis, vel exhærendis*.

Ainsi de quelque côté qu'on se tourne, on ne trouvera ni raison ni prétexte pour soutenir la disposition de M. le Lieutenant Civil : elle est injuste, inofficieuse ; elle blesse tous les devoirs de la piété paternelle.

le. Le Testateur n'a fait aucune mention de son petit-fils, son petit-fils y souffre deux exhérédations différentes. Il n'a osé nommer son gendre, mais il l'a désigné deux fois pour le déshériter à son tour, & pour lui faire perdre les droits de son autorité légitime. Ce Testament renferme d'ailleurs des vices essentiels, des nullités radicales. Les mêmes motifs qui l'ont inspiré servent à le détruire. Le Testateur ne jouissoit ni de la tranquillité de son ame, ni de la liberté de son esprit. La haine & la colere étoient gravées dans son cœur; le trouble qui l'agitoit, n'a laissé appercevoir que les effets de son ressentiment: & son désordre se reconnoît à la confusion de ses pensées. Un Magistrat si habile, d'une expérience si consommée; devoit-il laisser des doutes & des obscurités dans sa disposition? Comment est-il possible qu'il soit tombé dans des contradictions si grossieres? c'est qu'il agissoit alors par les mouvemens de sa passion: & il falloit qu'elle fût bien violente, puisqu'elle a fait taire en lui les principes de l'équité, les devoirs de la Religion, & les sentimens de la nature. Sa passion seule peut donc l'excuser de ses égaremens, mais sa passion elle-même ne sçauroit être excusée. Elle a produit le Testament odieux qui paroît aujourd'hui: elle-même servira à faire réparer le mal qu'elle a causé. Ce qui a été si visiblement dicté par la haine, ne subsistera point aux yeux de la Justice.

DEUXIEME MOYEN.

M. le Lieutenant Civil n'a pû faire de disposition contraire à sa promesse de garder la justice entre ses petits-enfans, & c'est une nouvelle preuve de la haine.

On ne repetera rien du fait à cet égard. Il est établi par des pieces incontestables, que M. de Nicolaï n'avoit consenti que sa fille fût élevée chez Monsieur & Madame le Camus, que sous la condition qu'ils ne feroient point de tort à leur petit-fils.

Cela présupposé, il s'agit de sçavoir si M. le Lieutenant Civil a pû manquer à sa promesse, lorsque M. de Nicolaï a exécuté la sienne? s'il a pû en violant les droits de la nature, & les droits du sang, anéantir une convention formelle, détruire un contrat synallagmatique?

On ose dire que la seule proposition suffit pour se déterminer en faveur du sieur de Goussainville. Il est des premiers principes, que chacun doit être fidele à ses engagements. *Quid tam congruum fidei humane, quam ea quæ inter eos placuerunt servare? l. 1. D. de pact. Hoc servabitur, quod initio convenit, legem enim contractus dedit: l. 23. D. de regulis juris. Contractus legem ex conventionem accipiunt. l. 1. ff. 6. D. depositi.* La maxime est constante par elle-même, parce qu'elle n'est pas moins fondée sur le droit naturel, que sur le droit civil.

On

On dira peut-être pour Mademoiselle de Nicolaï, qu'il ne paroît pas que M. le Lieutenant Civil se soit obligé par écrit de garder l'égalité.

Mais la réponse se tire de la loi 17. Cod. *de pactis: Pactum quod bonâ fide interpositum docebitur, etsi scripturâ non existente, tamen si aliis probationibus rei gestæ veritas comprobari potest, Præses Provinciæ secundum jus custodiri efficiet.*

Il n'est donc pas besoin qu'une convention faite de bonne foi soit écrite, elle peut être prouvée autrement, *Sive scriptis, sive non scriptis. Instit. de empt. & vendit.*

Mais l'engagement réciproque du beau-pere & du gendre se trouve écrit dans les demandes & les défenses qu'ils proposèrent devant Messieurs les Arbitres; M. le Lieutenant Civil y dit expréssément *que sa petite-fille continuera de demeurer sous l'éducation de son ayeule, & que M. de Nicolaï en donnera sa parole d'honneur.* M. de Nicolaï lui répond: *J'ai bien voulu vous la remettre entre les mains après la mort de sa mere, parce que vous me promites de ne lui point faire d'avantage au préjudice de mon fils, sans cela je ne m'en serois point privé; mais j'y consens encore, pourvu que de votre côté vous gardiez les paroles anciennement données.*

M. le Lieutenant Civil réplique & ne désavoue point le fait de la premiere promesse qu'il avoit donnée, & loin de rejeter la même condition, il dit, *qu'il n'y a plus que*

que les articles 5. & 7. à regler ; par conséquent il consent à celui-là. Messieurs les Arbitres le jugent de même , ils décident que *l'éducation de la fille appartient de droit à son pere* ; ils jugent en même tems *qu'on laissera les choses comme elles sont*, c'est-à-dire que Mademoiselle de Nicolaï demeurera chez son ayeule , attendu la promesse qu'il a fait de conserver l'égalité.

Si cela n'est pas regardé comme une promesse par écrit de M. le Lieutenant Civil , du moins elle est prouvée de la maniere la plus autentique. Messieurs les Arbitres auroient-ils jugé que le pere ne devoit pas avoir l'éducation de sa fille dans le tems où ils déclaroient qu'elle lui appartenoit de droit, & qu'on pouvoit encore moins la lui contester, *attendu son mérite, sa naissance & sa dignité* ? Auroient-ils décidé formellement contre la maxime qu'ils établissoient ? seroient-ils tombés dans une contradiction si évidente ? c'est ce qui ne peut être ni proposé , ni présumé contre des personnes de la dignité , de la vertu & de la capacité de ceux qui ont rendu cette Sentence. Ils avoient donc une raison particuliere pour décider de la sorte : & ce ne peut être que celle qu'on voit écrite dans la demande , la défense , & la réplique des parties.

C'est ainsi que Messieurs les Arbitres l'ont encore attesté dans la déclaration qu'ils ont donnée le 21. Janvier 1711. Le fait est donc certain : il est donc prouvé d'une maniere invincible que M. le Lieutenant Civil

vil avoit promis de conserver l'égalité, & que ce fut-là la condition essentielle du sacrifice que lui fit M. de Nicolaï. Ainsi nous sommes précisément dans le cas de la loi qui vient d'être citée : *Si aliis probationibus veritas comprobari potest, Praeses Provinciae secundum jus custodiri efficiet.*

On ne peut s'empêcher de remarquer en cet endroit que M. le Lieutenant Civil demande en même tems devant Messieurs les Arbitres, *qu'il fut pris sur les revenus de Mademoiselle de Nicolaï deux mille cinq cents livres par an pour sa pension.* M. de Nicolaï n'en fit aucune difficulté, & Madame la Lieutenante Civile en profita; ainsi il ne lui en coûtoit rien pour élever sa petite-fille, sa satisfaction étoit pure & entière. Il a eu le plaisir de la voir, & de lui inspirer tels sentimens qu'il a voulu; mais il a dû songer qu'il s'étoit lié les mains, pour ne lui point faire d'avantage au préjudice de son petit-fils. S'il a pû être insensible aux devoirs de la piété paternelle, il a pû oublier les règles de la justice, il devoit tout au moins se ressouvenir de sa promesse, & il ne lui étoit point permis de s'en dégager. *Quod ab initio sponte scriptum, aut in pollicitationem ductum est, hoc ab invitis postea compleatur.* C'est la disposition de la loi dernière: Cod. ad Vell. *sicut ab initio libera potestas unicuique est habendi, vel non habendi contractus: ita renunciare semel constitutae obligationi, adversario non consentiente nemo potest.* Ce sont les termes de la loi 5. Cod. de obl. & act.

ad. Il pouvoit ne le pas promettre, mais il l'a promis; c'étoit un contrat *innommé*, comme sont ceux *do ut des*, *do ut facias*. Ce contrat, comme dit M. Cujas, *nomine vacat*, *causâ non vacat*. La convention dont il s'agit avoit certainement une cause, & cette cause étoit raisonnable; il n'a donc pû la violer.

On va plus loin: quand même on pourroit soutenir que la promesse faite par M. le Lieutenant Civil de garder l'égalité n'est point une convention formelle, mais une simple déclaration de garder la justice entre ses enfans, il n'en seroit pas moins vrai qu'il se seroit ôté la liberté de pouvoir disposer en faveur de l'un au préjudice de l'autre. Ces sortes de déclarations sont toujours favorables; elles tendent à laisser les choses dans le droit commun: cela est conforme à l'ordre de la loi & de la nature: & c'est le moyen de conserver la paix & le repos dans les familles; au lieu que quand la portion des uns est transférée aux autres, il en naît toujours des troubles, des procès & des divisions. Un pere ne s'interdit alors que la faculté de faire des injustices; c'est une heureuse impossibilité pour lui. Par là il prévient les suggestions & les artifices, & il ne fait que se précautionner lui-même contre les différens mouvemens de haine & de passion dont il peut se trouver agité, & dont il n'auroit peut-être pas le tems de se repentir; ainsi on donne à ces déclarations tout leur effet, & l'on

l'on juge qu'il n'est plus au pouvoir d'un pere de changer de volonté.

Le pere n'en a pas moins la liberté d'agir, d'aliéner & de disposer en faveur des étrangers. *Potest legare*, dit M^e. Charles Dumoulin; mais à l'égard des enfans, cela a le même effet qu'une donation précise & formelle : *Implicitam prohibitionem continet donandi uni ex liberis*; il ne peut plus donner à l'un au préjudice des autres. *Tacitè videtur invitasse liberos ab intestato*.

Journ. des Aud. tom. 1. liv. 1. chap. 58. C'est ce qui fut jugé par Arrêt du 4. Juin 1625. rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Talon. Il dit que la déclaration faite par une mere de vouloir traiter également ses enfans, fait que cette déclaration ait été faite par un contrat de mariage, ou par quelque autre marque de volonté que ce puisse être, quovis judicio voluntatis, avoit le même effet qu'une donation entre vifs; & qu'il ne lui étoit plus permis de changer de volonté, ni d'avantager l'un plus que l'autre. Sur ces conclusions on cassa la disposition faite par la mere au profit de son fils, & l'Arrêt eut lieu en faveur des deux filles qui n'avoient point été présentes au Contrat qui contenoit cette déclaration.

Journ. des Aud. tom. 2. liv. 1. chap. 31. Le 10. Janvier 1658. on cassa aussi le Testament de la Dame Thiersaud. Elle avoit un fils & une fille, & elle avoit fait son fils légataire universel sans parler de sa fille. M^e. Paulard son gendre employa deux moyens contre le Testament. Il alléguoit premièrement

ment la haine de la testatrice ; mais la preuve qu'il en rapportoit étoit bien foible. La Dame Thiersaud avoit dit dans son testament *qu'il lui retenoit une somme de 5000. livres.* Cela pouvoit être vrai , & ce n'étoit pas une marque infallible de colere. En second lieu , il soutenoit que *la mere avoit promis de garder l'égalité entre ses enfans ;* & cette déclaration se trouvoit énoncée dans un acte fait sept années auparavant , où elle avoit dit simplement , *qu'elle desiroit que l'égalité fût gardée.* M. l'Avocat Général Talon reprit les mêmes moyens , il les fit valoir , & sur ses conclusions , la Cour ordonna que les parties viendroient à partage.

Le 16. Décembre 1672. la Cour cassa encore le testament de Marie Hemard. Le fils réduit à sa légitime disoit que la haine & la colere de sa mere avoient été le principe de sa disposition ; qu'à la vérité il avoit eu quelques emportemens dans sa jeunesse , mais qu'il avoit vécu depuis d'une maniere reguliere. Il rapportoit des lettres de sa mere par lesquelles elle paroissoit satisfaite de sa conduite , & par une de ces lettres , *elle lui promettoit de ne lui point faire d'injustice.* C'en fut assez. M. l'Avocat Général Talon , dont le plaidoyer est rapporté dans l'Arrêt , dit , *qu'il étoit visible que la premiere aigreur étoit demeurée dans l'esprit de la testatrice , & que sa disposition étoit contraire à sa promesse , de ne point faire d'injustice à son fils , parce qu'elle ne lui laissoit dans ses biens que la portion*
Tome XX. E qu'elle

qu'elle ne pouvoit lui arracher & qui lui étoit donnée par la loi ; le testament fut cassé , on ordonna que les parties viendroient à partage , & les légataires universels furent condamnés aux dépens.

Le sieur de Goussainville se trouve ici dans une espece bien plus forte : son ayeul avoit nonseulement promis de conserver la justice , mais il s'y étoit obligé deux fois : il en avoit reçu la récompense , & pour exécuter son engagement , il ne lui en devoit coûter que d'être aussi équitable envers les siens , qu'il l'étoit comme Juge à l'égard de ceux qui étoient soumis à sa juridiction.

Ainsi toutes les circonstances qui ont servi séparément à faire casser les différentes dispositions qu'on vient de rapporter , se réunissent avec avantage dans l'espece dont il s'agit ; haine injuste & persévérante , préterition inofficiuse , double exhérédation tacite , inexécution d'une promesse réitérée , & fondée sur une convention ; promesse juste , puisqu'elle ne tendoit qu'à conserver la justice. Tels sont les moyens du sieur de Goussainville. On doit ajoûter ici , que ces moyens sont accompagnés de circonstances qui rendent encore plus odieux le Testament dont il est forcé de se plaindre. La pureté de ses mœurs , sa soumission aux ordres légitimes de son pere , le nom qu'il porte , la dignité qu'il espere exercer : tout ce qui fait que le public forme des vœux en sa faveur , ce qui mérite la protection des Juges , c'est précisément

ment ce qui a excité la colere & entretenu l'animosité de M. le Lieutenant Civil. Les mêmes raisons qui devoient assurer sa tendresse à son petit-fils, & lui attirer ses bienfaits, ont été au contraire les motifs de son exhérédation.

A l'égard de Madame la Lieutenante Civile, la conduite qu'elle tient ne sçauroit durer, elle est trop opposée aux sentimens de la nature. Si elle refuse de voir son petit-fils, si elle lui fait fermer la porte toutes les fois qu'il s'y présente, il déclare que quoiqu'il en souffre, quoiqu'il en soit vivement touché, il ne se rebutera jamais; il ose même se flatter qu'à force de respects & par son attachement inviolable, il regagnera son affection; il espere aussi que ses Juges, touchés de son innocence, repareront l'injure & l'injustice qui lui a été faite.

Je n'hésite point de proposer comme un modele ce Mémoire à nos jeunes Avocats; on y voit éclater la sagesse & la force de l'éloquence. L'Orateur dévoile les principes qui ont fait agir le Testateur respectable; & le sacrifice qu'il fait à la vérité en les révélant, est une preuve de l'amour qu'il a pour elle. C'est dans ces occasions que l'hommage que l'on doit au mérite du Magistrat, nous fait murmurer contre la fragilité de l'homme qui l'a emporté sur le Magistrat.

T E S T A M E N T

De M. LE CAMUS, Lieutenant Civil.

Enveloppe. Ceci est mon Testament : je prie mon Epouse, Exécutrice d'icelui, de le faire ouvrir en Justice après mon décès.

A Deo principium.

J'espere que mon Dieu me voudra bien pardonner mes péchés, & que sa bonté suppléera à mes foibleffes.

Je défens l'ouverture de mon corps, qui sera mis dans la cave des Blancs Manteaux.

Je veux qu'il soit dit six cens Messes le jour ou le lendemain de mon décès : sçavoir, cent aux Blancs Manteaux, cent aux Cordeliers, cent aux Augustins, cent aux Carmes de la place Maubert, cent aux grands Jacobins, & cent à saint Jean ma Paroisse.

Je donne & lègue aux Religieux de saint Benoît dits Blancs Manteaux, 100. liv. de rente pour la fondation que j'y fais d'une Messe qu'ils feront dire tous les jours de Fête & de Dimanches en ladite Eglise, à la Chapelle de la Vierge : & un *De profundis* à la fin de la Messe, & une Oraison pour le repos de mon ame, à onze heures du matin.

A l'égard de tous mes biens dont je puis disposer par la Coutume, je les donne & lègue à Marie-Catherine-Elisabeth de Nicolai

laï ma petite - fille , que je fais ma Légataire universelle ; à condition que les biens que je lui laisse lui seront *propres*, à elle, ses enfans & le plus proche de ses parens . qu'elle aura lors de mon décès , portant mon nom , pour en jouir après le décès de ma femme.

La condition de *propres* que j'impose aux biens que je donne à ma petite - fille , n'induit pas une substitution , mais elle ne doit servir que pour exclure ses héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux *propres*.

Je prie & ordonne à ma petite - fille Mademoiselle de Nicolaï de ne se point marier sans un consentement par écrit de mon Epouse : je crois qu'elle aura pour moi cette déférence.

Je révoque tous autres Testaments , & je veux que tous les autres que j'aurois pû faire soient déclarés nuls ; & celui-ci vaudra comme le véritable Testament de ma dernière volonté , que je veux être exécuté par ma femme que j'en fais l'Exécutrice. Si dans la suite j'en faisois quelques autres , je veux qu'ils soient déclarés nuls , à moins qu'il n'y ait ces mots : (*à Deo principium*)

Je souhaite que mes domestiques demeurent , & soient habillés , logés & nourris chez moi pendant quarante jours après mon décès. Fait le premier Janvier 1710.

Signé,

L E C A M U S.

E 3

C O.

C A S S A T I O N

C O D I C I L L E

A Deo principium.

Je donne à M. le Camus, Maître des Comptes, la somme de mille livrers viageres qui lui sera payée tous les ans, sans pouvoir être saisie par les créanciers.

A M. Gauret fix cens livres de pension viagerenon saisissable, & reconnois qu'il m'a rendu tout l'argent qu'il a reçu pour moi.

A Fourcy trois cens livres viageres non saisissables, à Mademoiselle Faudel deux cens livres non saisissables viageres.

A Baptiste deux cens cinquante livres viageres non saisissables, & pareil legs à Duclos.

A mon Cuisinier deux cens livres non saisissables viageres.

A mes trois Laquais, mon Portier, mon Cocher, chacun cent cinquante livres de rente viagere non saisissable.

A mon Postillon, ma Cuisiiniere & mon Jardinier, chacun cent livres à payer une fois.
Fait le premier Janvier 1710.

Signé L E C A M U S.

C O D I C I L L E.

A Deo principium.

Je veux qu'il soit dit une Messe tous les jours à perpétuité pour le repos de mon ame,
dont

dont ma femme prendra le soin, laquelle elle fera dire dans la Chapelle des Filles du Sauveur ou ailleurs, si elle le juge à propos; au surplus mon Testament du premier Janvier 1710. exécuté.

Signé, LE CAMUS.

Je donne & lègue à mes deux sœurs Religieuses à Pincourt, chacune cinquante livres de rente viagere non saisissable.

A l'égard de mon enterrement, je veux qu'il soit aux Blancs Manteaux, pourquoi je leur donne la somme de deux mille livres; & aux Fermiers qui tiennent des terres de S. Mandé, ce qu'ils me devront au jour de mon décès. (*à Deo principium.*) Fait le premier Janvier 1710. *Signé LE CAMUS.* Et sur l'enveloppe est écrit: Ceci est mon Testament: je prie mon Epouse, Exécutrice d'icelui, de le faire ouvrir en Justice après mon décès.

Signé, LE CAMUS.

A Deo principium.

Je veux que mon Testament soit exécuté, & révoque tous les autres Testaments que je puis avoir fait; & augmentant le legs que j'ai fait à Baptiste mon Valet de chambre, je lui donne & lègue tous mes habits & linges servans à ma personne: entre lesquelles choses léguées ne seront point compris les flam-

beaux & jettons d'argent, ni mes pendules;
Fait le cinquieme jour de Juillet 1710.

Signé, L E C A M U S.

Et au dos est écrit :

Codicile, (*à Deo principium.*) qui sera
ouvert en Justice

Signé, L E C A M U S.

Plusieurs Avocats dans cette Cause fameuse se sont élevés pour combattre l'ouvrage de M^e. Arraud. M. l'Avocat Général qui a épuisé cette matiere de part & d'autre, m'a épargné la peine de recueillir leurs ouvrages.

M. Sauvart d'Aramond fit la veille du Jugement un Mémoire pour Mademoiselle de Nicolai, qui fut fort estimé; c'est un précis où il fit valoir sa science, & ne s'attacha qu'à faire un discours moelleux, en se renfermant dans un petit espace, & laissant l'éloquence à l'écart.

Mémoire
précis de
M^e. Sau-
vant d'A-
ramond,
pour Ma-
demoiselle
de Nico-
lai.

La Sentence dont est appel, sans avoir égard aux demandes de l'appellante en délivrance des legs, & sans s'arrêter au Testament de défunt M. le Camus, ordonne que sa succession sera partagée comme *ab intestat*.

La seule lecture du Testament suffit pour établir que cette Sentence n'est pas soutenable, & que toutes les dispositions de M. le Lieutenant Civil sont dignes d'un Magistrat plein de sagesse & de Religion.

Il ordonne de sa sépulture avec modestie, il récompense les domestiques honnêtement.

Il dispose de ses biens selon le pouvoir que la loi lui donne, en ces termes : *à l'égard de tous mes biens, dont je puis disposer par la Coutume, je les donne & legue à Marie-Catherine-Elisabeth de Nicolaï ma petite-fille, que je fais ma Légataire universelle, à condition que les biens que je lui laisse lui seront propres, à elle, ses enfans, & le plus proche de ses parens qu'elle aura lors de mon décès, portant mon nom, pour en jouir après le décès de ma femme.*

La condition de propres que j'impose aux biens que je donne à ma petite-fille, n'induit pas une substitution, mais elle ne doit servir que pour exclure les héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux propres.

C'est un Testament écrit & signé de la main du Testateur, & qui a été vérifié ; donc il est hors de toute atteinte du côté de la forme.

Au fond, le legs universel est conforme à la Coutume de Paris, suivant laquelle, article 292. *toutes personnes saines d'entendement, âgées, & usant de leurs droits, peuvent disposer par Testament au profit des personnes capables, de tous leurs biens, meubles, acquets, & conquets immeubles, & de la cinquième partie de tous leurs propres héritages.*

Il est vrai que par l'art. 303. *pere & mere ne peuvent par donation entre vifs, ou par Testament, avantager leurs enfans venans à leur succession, l'un plus que l'autre.*

Mais l'article 307. établit une exception : *néanmoins où celui auquel on auroit donné se voudroit tenir à son don , faire le peut en s'abstenant de l'hérédité , la légitime réservée aux autres enfans.*

Appliquant ces principes au fait particulier , le Testateur n'avoit pour héritiers présumptifs que ses deux petits enfans. Il a fait sa petite-fille Légataire universelle , il l'a pû , il l'a voulu ; il n'a donné que ce que la Coutume lui permettoit de donner , la loi autorise sa disposition. Il est permis à un pere de nommer un de ses enfans Légataire universel. La Coutume permet de donner par Testament à une personne capable de recevoir tous ses meubles & acquets , & le quint des propres. Un enfant est personne capable de recevoir cette libéralité de son pere : donc il est permis à un pere de faire un de ses enfans Légataire universel ; & il faut effacer la Coutume , ou faire la délivrance du legs universel dont est question.

C'est en vain qu'on a voulu dire que c'étoit par haine pour le sieur de Gouffainville , que M. le Camus avoit fait cette disposition par laquelle il est déshérité.

Si on écoutoit un pareil moyen , il n'y auroit point de pere qui pût disposer entre ses enfans ; un gendre ou un fils qui ne seroit pas content , supposeroit toujours au Testateur des motifs auxquels il n'auroit jamais pensé. Quand un pere fait un de ses enfans Légataire universel , c'est toujours par prédilection pour celui qu'il honore de sa disposition ,

sition, ou par des raisons de famille, & la Coutume autorise cette prédilection, lorsqu'elle dit art. 307. *que l'enfant avantagé se peut tenir à son don, en s'abstenant de l'hérédité, la légitime réservée aux autres.* Un fils n'est point exhéredé, quand on lui laisse sa légitime. Mademoiselle de Nicolaï étant Légataire universelle, M. de Gouffainville, en qualité d'héritier, conserve sa légitime qui monte à plus de deux cens mille livres.

On a dit pour second moyen, que cette disposition blesse l'égalité que la loi établit entre les enfans d'un même pere, & que M. le Camus avoit promis de garder entre ses petits-enfans.

Réponse. La loi n'établit l'égalité entre les enfans, qu'en cas que le pere n'en ait point autrement disposé; quand il y a une disposition du pere de famille, la loi veut qu'elle soit exécutée; la Coutume art. 307. permet à l'enfant avantagé de conserver les biens qui lui ont été donnés, en s'abstenant de la succession; & ne laisse point d'autre droit aux autres enfans, que celui de demander leur légitime.

C'est par cette raison qu'on a voulu se faire un titre particulier & contraire à la loi, en soutenant que feu M. le Camus avoit promis de garder l'égalité entre ses petits enfans; mais comment prétend-on établir cette prétendue promesse d'égalité? Il y a eu, dit-on, une contestation entre M. le Président de Nicolaï & M. le Lieutenant Civil sur l'éducation de la Démoniselle de Nicolaï. M. le
 Pré-

Président de Nicolaï offroit de donner sa parole d'honneur qu'il ne retireroit point sa fille de chez M. le Camus, pourvû qu'il lui donnât parole de conserver l'égalité entre ses deux petit - enfans. Messieurs les Arbitres sur cette difficulté ont prononcé que M. le Président de Nicolaï & M. le Lieutenant Civil seroient suppliés de laisser les choses en l'état qu'elles étoient, c'est-à-dire de laisser l'éducation de la fille à Monsieur & à Madame le Camus, & l'éducation du fils à M. le Président de Nicolaï.

S'il y avoit eu des paroles d'honneur respectivement données, auroit-on prononcé de la sorte ? n'auroit-on pas donné acte aux parties de leurs conventions, & ordonné que la Démonseigneur de Nicolaï resteroit chez M. le Camus, à condition qu'il garderoit l'égalité entre ses enfans ? Mais parce qu'il n'a jamais voulu donner parole de garder l'égalité, & qu'ils n'étoient nullement engagés l'un envers l'autre, les Arbitres ont prononcé qu'ils seroient l'un & l'autre suppliés de laisser les choses en l'état qu'elles étoient. Rien n'est si contraire à la prétendue promesse d'égalité : c'est pour cela qu'on a été trouver Messieurs les Arbitres, & qu'on a exigé d'eux cinq ans après leur jugement rendu, un certificat qui porte, *qu'on a eu tout sujet de croire que M. le Lieutenant Civil étoit dans la pensée de conserver l'égalité entre ses petits - enfans, & que M. le Président de Nicolaï a eu lieu d'en concevoir l'espérance.*

En

En produisant ce certificat, on est obligé d'avouer qu'on n'a aucun acte par lequel M. le Lieutenant Civil ait promis de garder l'égalité entre ses petits-enfans ; mais qu'on a eu seulement une simple espérance, une présomption, une conjecture sur laquelle on a crû avoir *tout sujet de croire*, non pas qu'il ait fait *une promesse de garder l'égalité*, mais seulement *qu'il avoit eu la pensée de conserver l'égalité*. Le certificat ajoûte que *dans cette croyance*, Madame de Nicolaï laissa sa fille à Monsieur & à Madame le Camus, *sur l'espérance qu'il eut lieu de concevoir que M. le Lieutenant Civil garderoit l'égalité*. Il faut donc convenir que M. de Nicolaï, suivant son propre titre, *n'a jamais eu de promesse d'égalité*, mais tout au plus *une simple espérance* que M. le Camus conserveroit l'égalité ; *espérance que M. le Lieutenant Civil ne lui a jamais donnée*, mais qu'il prétendoit avoir eu lieu de concevoir, parce qu'on avoit eu tout sujet de croire que M. le Lieutenant Civil étoit dans la pensée de conserver l'égalité. Voilà où se réduit ce prétendu titre particulier, en vertu duquel on entreprend de combattre le Testament.

La Cour voit que c'est un titre chimérique. Une promesse d'égalité ne peut être solidement faite que dans un contrat de mariage, & au profit au contractans. Si elle étoit faite par un autre acte, elle ne seroit point obligatoire. * Comment donc opposer contre la disposition d'un Testament conforme à la Coutume, *une simple espérance* qu'on

* Ricard, des Donnation-
tions, part
1. ch. 4.
sect. distinc.
3. n. 1054.
Le Brun, des Succes-
sions, l. 2.
ch. 2. n. 12.
& 13. l. 3.
ch. 2. n. 4.
l. 4. ch. 2.
n. 17.
La Peirere,
l. 1. n. 39.
Coquille,
quest. 172.
Dumoulin
sur l'art.
26 du tit.
14. de la
Cont.
d'Anver-
gne.

qu'on prétend avoir eu lieu de concevoir, que le Testateur ne disposeroit point? Il n'appartient pas aux hommes de pénétrer les cœurs, & de juger des pensées des autres. Il ne faut donc pas s'étonner si ceux qui disent *avoir eu tout sujet de croire* que M. le Lieutenant Civil étoit dans la pensée de *conserver l'égalité* dans sa succession, se sont trompés. Ils étoient juges du différend que les parties avoient soumis à leur décision; mais ils n'étoient pas juges de l'avenir, non plus que des pensées de M. le Lieutenant Civil; leur conjecture n'a pas pû empêcher de disposer selon le pouvoir que la Coutume lui en donnoit, & *l'espérance* que M. de Nicolaï croyoit avoir eu lieu de concevoir qu'il garderoit l'égalité, ne peut pas empêcher l'effet du legs universel fait en faveur de la Démonfelle de Nicolaï.

Il y a plus: c'est qu'encore que ce legs fasse une inégalité entre le frere & la sœur, par rapport à la succession de M. le Lieutenant Civil, il est certain néanmoins qu'il ne sert qu'à établir l'égalité entre eux par rapport aux autres successions qui les regardent. Un pere sage & prudent comme étoit feu M. le Lieutenant Civil, qui veut mettre l'égalité entre ses enfans, ne borne pas sa prévoyance au partage de ses propres biens; il portoit ses vues plus loin.

M. le Lieutenant Civil ayant perdu Madame la Présidente de Nicolaï sa fille, n'avoit plus pour héritiers que deux petits enfans: n'étoit-il pas de sa sagesse, voyant
les

les avantages que son petit-fils doit avoir dans les biens de M. son pere & dans ceux de la Dame son ayeule maternelle, situés en Normandie où les filles ne succèdent point tant qu'il y a des mâles, & où elles n'ont pas même de mariage avenant quand elles se trouvent mariées avant l'ouverture de la succession, de faire un avantage à sa petite fille, qui pût balancer ceux que son petit-fils doit avoir sur elle dans les biens des autres successions qui les regardent ?

Si la D^{mo}iselle de Nicolai avoit été seule puînée de M. son frere, il n'auroit pas été nécessaire de prendre cette précaution, elle auroit eu assez de bien pour soutenir le rang de sa naissance, & trouver une alliance avantageuse : mais la survenance des enfans d'un second mariage diminuant tous les jours ses espérances, & ne diminuant rien des droits d'aînesse de M. son frere, quelque nombre de cohéritiers que puisse avoir M. de Gouffainville, sa portion ne sçauroit diminuer. Il aura toujours le principal manoir, & la moitié des fiefs : mais la portion de Mademoiselle de Nicolai diminue tous les jours par la survenance des nouveaux cohéritiers. Il étoit donc de la prudence de M. le Lieutenant Civil d'y remédier par une disposition en sa faveur : il l'a fait, il l'a pû faire, sa volonté est une loi dont il n'étoit point obligé de rendre compte à personne, & ce n'est que par surabondance de droit qu'on en pénétre les motifs, qui sont également raisonnables,

bles, & dignes de la sagesse d'un bon pere & d'un sage Magistrat.

On ne doit point encore s'étonner, ni se faire un moyen contre le Testament, de ce que M. le Lieutenant Civil a préféré la fille au mâle; il est aisé de concevoir qu'il a voulu la mettre en état de trouver une alliance qui pût faire honneur au nom de Nicolaï, il falloit pour cela lui procurer des biens proportionnés à sa naissance. La raison ordinaire qui porte les peres à préférer les mâles aux filles, c'est l'affection naturelle pour leur nom, qu'ils tâchent de conserver à la postérité. M. le Lieutenant Civil n'étoit point dans ce cas, son petit-fils ne porte point son nom, & il pouvoit espérer pour Mademoiselle sa petite-fille un nom aussi illustre que celui de Nicolaï.

On a dit pour quatrieme moyen, que le legs universel est fait sous une condition qui est injuste, & emporte trois exhérédations: *à condition que les biens légués seront propres, à elle, & ses enfans, & au plus proche parent portant le nom du Testateur au jour de son décès.*

C'est, dit-on, exclure M. le Président de Nicolaï de succéder à Mademoiselle sa fille dans les biens venans de ce legs: premiere exhérédation, qui tombe sur M. de Nicolaï pere.

C'est exclure les enfans du second lit de M. le Président de Nicolaï, d'y succéder, & de les partager avec M. de Gouffainville: seconde exhérédation, qui tombe sur
les

les freres & sœurs de M. de Nicolaï.

C'est exclure M. de Gouffainville de succéder à la Démonfelle fa sœur dans les mêmes biens : troisieme exhérédation, qui tombe sur M. de Gouffainville. Tout cela prouve que la disposition est faite en haine du nom de Nicolaï.

R E P O N S E.

Premièrement, la condition n'est point de la qualité de celles qui suspendent l'exécution de la disposition.

Le legs universel est pur, simple & absolu; il n'est point attaché à l'événement d'une condition incertaine, c'est au contraire la condition qui est attachée au legs, & qui suppose le legs absolument exécuté.

M. le Lieutenant Civil a nommé Mademoiselle de Nicolaï sa Légataire universelle, purement & simplement; il n'a point mis de condition, qui suspende l'effet de la disposition, & dont il soit nécessaire d'attendre l'événement; il lui donne simplement & sans condition, tous les biens dont il peut disposer suivant la Coutume; & supposant tous ces biens dans la possession de la Démonfelle de Nicolaï, il veut qu'ils lui tiennent nature de *propres*; & quoiqu'il exprime sa volonté à cet égard par ces mots: *à condition que les biens que je lui laisse lui tiendront lieu de propres*, il est très-évident que cette disposition, à proprement parler, impose une charge au

legs, & imprime sur les biens une qualité de *propres* : mais elle ne suspend pas l'effet du legs ; au contraire elle suppose le legs exécuté, & ne va qu'à établir qu'au moment que Mademoiselle de Nicolaï sera saisie des biens du legs universel, ils lui tiendront nature de *propres*, à elle, & aux siens, du côté & ligne des le Camus.

Le Tuteur de Mademoiselle de Nicolaï ne s'arrêtera point à observer, que cette condition étoit inutile par rapport à tous les immeubles qui deviennent *propres* de ligne, par la donation en ligne directe, de même que par la succession ; & que par rapport aux effets mobiliers, elle est conforme à la clause du contrat de mariage de M. le Président de Nicolaï ; suivant laquelle, si Madame la Présidente de Nicolaï avoit recueilli la succession de M. le Camus son pere, tout ce qu'elle auroit eu, tant en meubles qu'immeubles, lui auroit tenu lieu de *propres*, à elle, & aux siens, de son côté & ligne, c'est-à-dire du côté & ligne des le Camus ; il suppliera seulement la Cour de faire deux autres réflexions sur cette clause.

La première est, que supposé que la condition dont il s'agit fût injuste, nulle, vicieuse, impossible, ou contre les bonnes mœurs, (ce qui n'est pas) elle ne pourroit pas donner atteinte au legs universel : la condition seroit nulle, on n'y auroit pas plus d'égard que si elle n'avoit jamais été écrite ; mais le legs universel ne laisseroit pas

pas d'être exécuté selon sa forme & teneur. C'est le cas de la maxime *vitiatur, & non vitiat*. La condition demeure nulle, *vitiatur*, mais cela ne donne point d'atteinte au legs, *sed non vitiat legatum*; cela est des premiers élémens du Droit. *Conditiones contra edicta Imperatorum, aut contra leges scriptæ, vel quæ contra bonos mores, vel derisorie sunt, aut hujusmodi quas Prætores improbaverunt, pro non scriptis habentur, & perinde ac si conditio hereditariæ, vel legato adjuncta non esset; capitur hereditas legatumve. l. 14. D. de Cond. Institutionum.*

La seconde est, qu'il ne s'agit point quant à présent de cette condition; il est indifférent à Mademoiselle de Nicolai qu'elle soit bonne, ou qu'elle soit nulle: si elle est bonne, elle s'y soumettra avec respect; si elle est nulle, elle en demeurera déchargée. Cependant le legs fait à la Demoiselle de Nicolai est parfait & absolu en sa personne; il lui est acquis du moment qu'elle a survécu le Testateur, & elle a droit de la demander. La condition de *propres* qui y est ajoutée ne peut intéresser personne, qu'en cas qu'elle meure sans enfans; le cas arrivant, ceux qui croiront y avoir intérêt, feront telles questions qu'ils jugeront à propos, ils pourront disputer comme bon leur semblera, sur la validité, & sur les effets de cette condition de *propres*; mais cela ne peut jamais regarder la Demoiselle de Nicolai, ni suspendre la dé-

livrance de son legs universel. Ce qu'il y a de certain, c'est que si le cas arrivoit, M. de Gouffainville seroit le premier à soutenir que cette clause de *propres*, bien loin de le déshériter, n'est faite que pour lui conserver l'intégrité de ce legs universel auquel il est seul appelé par cette condition de *propres*, étant le plus proche héritier de la Démoniselle sa sœur du côté & ligne du Testateur, en cas qu'elle meure sans enfans.

Secondement, quand cette clause seroit telle qu'on la suppose, quand elle iroit à préférer un parent de la ligne & du nom de le Camus, à M. de Gouffainville (ce qui n'est pas) il en résulteroit uniquement que le Testateur a préféré ses parens portant son nom à tous autres; ce seroit une preuve de prédilection pour son nom qui seroit fort naturelle, & non pas une preuve de haine pour un autre nom.

Il est vrai que par cette condition de *propres* M. le Président de Nicolaï est exclus de succéder à la Démoniselle sa fille, dans les biens provenus du legs universel; mais le Président de Nicolaï peut-il blâmer cette sage prévoyance de M. le Lieutenant Civil, lui qui en étoit demeuré d'accord, & l'avoit souscrit dans son contrat de mariage? Si Madame la Présidente de Nicolaï avoit survécu le Testateur, M. le Président de Nicolaï n'auroit-il pas été exclus de succéder aux mêmes biens par la clause de son contrat de mariage, portant, que
tout

tout ce qui échoirait à la future épouse par succession, donation, legs, ou autrement, lui tiendrait nature de *propres* à elle, & aux siens, de son côté & ligne? C'est une clause ordinaire dans les contrats de mariage, pour conserver les biens dans les familles : on ne peut pas dire que cette clause ait été mise en haine du nom de Nicolaï dans le contrat de mariage de M. le Président de Nicolaï; donc on ne peut dire que ce soit la haine qui l'ait insérée dans le Testament.

Il est évident que le Testateur voyant que cette clause du contrat de mariage de sa fille devenoit inutile par son prédécès, a voulu la renouveler, & la suppléer par son Testament; n'est-ce pas un avantage qu'il a fait à son petit-fils?

En effet par cette clause il lui assure les biens à lui seul, à l'exclusion de M. de Nicolaï son pere, & de ses freres & sœurs du second lit, avec lesquels il seroit obligé de les partager, cessant cette condition de *propres*, qui ne peut être qu'en sa faveur, puisqu'il est seul le plus proche héritier des *propres* de sa sœur, du côté & ligne du Testateur: c'est donc par sagesse & par prudence, & non par haine, que cette condition a été écrite.

Mais il y a plus: supposé que Mademoiselle de Nicolaï vint à mourir sans enfans après M. son pere, laissant Madame le Camus son ayeule, & ses freres & sœurs; la même clause qui excluroit les freres &

sœurs de M. de Gouffainville, excluroit aussi Madame le Camus de la succession du legs en faveur de M. de Gouffainville; on ne peut pas dire que cette clause de *propres* ait été apposée en haine de Madame le Camus, donc elle n'est pas apposée en haine de M. le Président de Nicolaï, & des freres & sœurs du second lit de Mademoiselle de Nicolaï, mais en faveur de M. de Gouffainville son frere, conjoint des deux côtés, & pour lui conserver les biens dont il s'agit.

Cela seroit vrai, dit-on, si le Testateur avoit dit uniquement que ses biens seroient *propres* aux plus proches parens de la Demoiselle de Nicolaï de son côté & ligne; mais ayant ajoûté, *portant son nom au jour de son décès*, cette clause exclut M. de Gouffainville, & par conséquent prouve la haine contre M. de Gouffainville.

Pour satisfaire à cette objection, il suffit d'observer que pour juger de l'effet & de la nature d'une disposition testamentaire, il ne faut point la diviser, il faut la prendre dans son entier, parce qu'il arrive souvent que la derniere partie d'un Testament leve toute la difficulté qu'on pouvoit trouver dans la premiere; & d'ailleurs en matiere de Testament où il ne s'agit que de connoître & d'exécuter la volonté du Testateur, dès qu'il s'est expliqué lui-même, il n'y a plus à raisonner.

Il est vrai que si on s'arrête à la premiere partie de la disposition dont il s'agit, il sem-

semble d'abord que le Testateur ait voulu établir une substitution, appeler à la possession du legs universel le plus proche parent portant son nom, à l'exclusion de ceux qui ne le portent pas; mais il faut convenir aussi qu'il s'est si nettement expliqué par la suite, qu'il ne peut plus y avoir de difficulté; car après avoir dit que les biens légués tiendroient nature de *propres* à la légataire, à ses enfans & à ses plus proches parens du côté & ligne du Testateur portant son nom, il ajoute qu'il n'entend point que cette condition induise substitution, mais qu'il veut uniquement qu'elle ait son effet pour que les biens passent à l'héritier des *propres*, à l'exclusion de l'héritier mobilier qui ne succède point aux *propres*; c'est ce qui résulte naturellement de cette troisième clause: *La condition que j'impose aux biens que je donne à ma petite-fille, n'induit pas une substitution, mais elle ne doit servir que pour exclure les héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux propres.*

Il est certain dans le Droit, que M. de Goussainville est seul héritier des *propres* maternels de Mademoiselle de Nicolai sa sœur, & qu'on ne peut le priver de succéder aux *propres* de sa sœur, venus de la ligne maternelle qui leur est commune, à moins qu'il ne se trouve une substitution expresse & formelle qui appelle un parent plus éloigné à l'exclusion du frère, qui est le plus proche parent de sa sœur du côté & ligne

maternelle. Ici il n'y a point de vocation expresse & formelle; il n'y a pas même de substitution tacite & ambigue, le Testateur a déclaré nettement que quand il a ajouté cette condition de *propres* au profit des parens de son côté & ligne portant son nom, il n'a point entendu faire de substitution, mais seulement faire passer tous les biens du legs universel dans sa succession naturelle des *propres*, à l'exclusion de l'héritier mobilier *qui ne doit point succéder aux propres*: donc par cette clause, il a expressément appelé M. de Gouffainville, frere de sa légataire universelle, à la possession de tous les biens, du legs universel, à l'exclusion de M. le Président de Nicolaï son pere, & de Madame le Camus son ayeule maternelle, qui cessant la même clause, auroient pû en avoir une partie en vertu de la succession mobilière. Ainsi le Testament contient trois parties: 1^o. le legs universel pur & simple: 2^o. la condition de *propres* imposée aux biens de ce legs universel: 3^o. l'explication que le Testateur a fait très-clairement de son intention sur l'effet de cette qualité de *propres*. On ne peut point séparer cette dernière partie de la seconde, & joignant toutes ces trois parties, on voit clairement que toute la disposition est, 1^o. en faveur de la Demoiselle de Nicolaï, 2^o. en faveur de M. de Gouffainville son frere. En effet, si le Testateur avoit eu d'autres pensées, s'il avoit voulu empêcher que ses biens allassent dans

la

la famille de M. le Président de Nicolai son gendre, il n'avoit (en les donnant à Mademoiselle de Nicolai) qu'à les substituer après elle, 1°. à M. de Gouffainville son petit-fils, 2°. après lui à ses parens de lui Testateur; en ce cas la famille de Madame de Nicolai n'en auroit jamais pû profiter; mais bien loin de cela, il les donne à Mademoiselle de Nicolai sa petite-fille, il la laisse maîtresse d'en disposer comme bon lui semblera; il veut uniquement qu'ils lui tiennent nature de *propres*, afin qu'en cas qu'elle meure sans enfans, ils passent à son héritier des propres maternels, qui est constamment M. de Gouffainville frere de Mademoiselle de Nicolai, à l'exclusion des héritiers mobiliers, qui sont le pere ou l'ayeule maternelle, ou les freres & sœurs du second lit; la disposition ne va pas plus loin. Le cas arrivant que la Demoiselle de Nicolai meure sans enfans, & sans avoir disposé des biens du legs universel, tous ces biens, aux termes du Testament, doivent passer à M. de Gouffainville. Il les recueillera comme des *propres* du côté & ligne des le Camus. La disposition ne va qu'à les lui conserver à l'exclusion des héritiers mobiliers, par ce caractère de *propres* du côté & ligne des le Camus. N'est-ce pas là le vœu commun de tous les peres, & même de tous les hommes, de conserver dans leur famille par des stipulations de *propres*, les biens qu'ils ont acquis pour eux & leurs hoirs? C'est une

précaution si sage & si ordinaire, que M. le Président de Nicolaï l'avoit lui-même consentie & approuvée dans son Contrat de mariage. Comment peut-on aujourd'hui en faire un moyen pour combattre le Testament de M. le Lieutenant Civil?

Il est Con-
seiller au
Grand-
Conseil.

Je joindrois au Plaidoyer de M^e. Arraud pour M. de Gouffainville, celui de M^e. de la Bliniere qui lui consacra son éloquence; mais ce sont à peu-près les mêmes moyens qu'il a employés. Quelque variés qu'ils soient par les tours que leur a donnés cet Avocat à présent Magistrat, cela auroit toujours l'air d'une répétition, & courroit risque, quelque délicat qu'il soit, de fatiguer mon Lecteur; car un Orateur n'a point l'art de sauver le désagrément d'une répétition.

M^e. de la Bliniere s'est attaché à mettre dans tout son jour la haine de M. le Camus, & a rendu par là son Mémoire frappant.

Après avoir tiré les preuves de la haine, des clauses du Testament, il rapporte la clause dérogatoire que le Testateur y a mise: à *Deo principium*. Il s'écrie ensuite:

Est-ce pour un Testament de la nature de celui-ci, est-ce pour un Magistrat de la dignité & de la considération de M. le Camus, que la Clause dérogatoire a été inventée? Pouvoit-il craindre qu'on lui suggérât quelque disposition plus injuste que celle qu'il venoit d'écrire? ou plutôt, appréhendoit-il de succomber à des retours de

ten;

tendresse , & de ne pouvoir résister aux mouvemens de la nature ? De quels autres captateurs avoit-il à se défier ? Sceller son Testament d'une clause qui le rendoit plus irrévocable , c'étoit se précautionner , non pas contre des foiblesses , mais contre la raison , la piété paternelle , l'équité ; c'étoit se mettre en état d'éluder des conseils plus sages , des sentimens plus modérés ; & pour tout dire en un mot , c'est avoir mis le comble à sa haine , & le sceau à sa vengeance.

M^e. de la Bliniere prétend que M. le Camus ne haïssoit pas directement son petit-fils , mais d'une haine réfléchie , c'est-à-dire , qu'il haïssoit son gendre dans ce petit-fils. Il dit ensuite :

Haïr une personne à cause d'elle-même , si cela n'est point permis , du moins cela a son fondement , ou dans le déreglement des mœurs , ou dans quelque sujet de plainte , ou dans un dégoût & une antipathie qu'il est difficile de surmonter.

Mais la haïr par la seule raison qu'elle est chère à celui que nous haïssons ; lui trouver des qualités aimables , & prendre plaisir à l'affliger ; sentir pour elle les mouvemens de la nature agir dans notre cœur , & faire taire ces sentimens à cause de l'aversion qu'on a conçue contre un autre ; c'est une injustice énorme , & le dernier effet de la haine & de l'animosité. Quoi ! se porter à l'excès d'outrager un innocent ; le rendre la victime d'une passion dont il n'est

n'est point l'objet; faire retomber sur lui le contrecoup de la haine, afin que la personne haïe reçoive le contrecoup de la vengeance! est-il rien de plus cruel? n'est-ce pas toujours la haine qui agit? & n'agit-elle pas alors avec moins de discernement & beaucoup plus d'impétuosité?

Qu'impote à un enfant qu'on l'ait haï à cause de lui-même, ou à cause de son père? Qu'auroit fait, & que pouvoit faire de plus le Testateur, si son petit-fils avoit été le premier objet de son aversion? l'auroit-il maltraité davantage pendant sa vie? l'auroit-il exhéredé plus de deux fois par son Testament?

Il n'y a donc d'autre différence entre la haine directe & la réfléchie, si ce n'est que la haine réfléchie est infiniment plus injuste & plus condamnable.

Ce qui est dans la raison, se trouve presque toujours dans l'autorité. La Loi *filii Cod. de in off. Testam.* dit qu'il est inique de se venger contre des enfans, & de leur faire sentir le poids de la haine qu'on a conçue contre quelque autre: *Iniquum est infantes alieno odio pręgravari.*

M^e. de la Blinière rapporte ensuite l'autorité de Mornac sur la Loi *Imperatores ff. de probat.* & l'exemple de la Dame Perraud cité par M^r. Arraud.

Il en est de même de l'Arrêt de Paulard. La testatrice n'avoit manqué à entretenir l'égalité promise entre ses enfans, que parce qu'elle haïssoit son gendre, & il fut
ju.

jugé que la peine n'en devoit pas retomber sur sa fille.

M^e. de la Bliniere finit son Mémoire en disant :

C'est dans cette situation de cœur & d'esprit que M. le Camus a fait son Testament. On n'y reconnoît aucune des vûes qu'il avoit lorsqu'il maria sa fille unique à M. le Président de Nicolaï. On y trouve par-tout les marques du désordre, du trouble, & de la confusion. Il a voulu anéantir l'autorité légitime d'un pere, exciter des procès, & mettre de la division dans sa famille. La piété paternelle n'a eu aucune part à sa disposition. La promesse de conserver l'égalité entre ses enfans y a été violée. Par-tout éclate une haine injuste, haine directe, haine réfléchie. Ne laisser à son petit-fils dans ses biens que la portion qu'il n'a pas pû lui ôter, lui préférer dans la succession de sa petite-fille un collateral incertain; donner aux héritiers qu'il appelle, la liberté de disposer du legs universel, & supposé qu'ils n'usent pas de cette liberté, prendre la précaution de tester pour eux, & toujours contre son petit-fils; l'animosité & la vengeance pouvoient-elles aller plus loin ?

Que de motifs pour espérer avec confiance un Arrêt, qui en confirmant la Sentence dont est appel, doit rétablir la paix dans une famille, & réparer l'injustice d'un Testament dicté par la colere !

M. Chauvelin, frere de celui que nous
avons

avons vû dans le Ministère, & oncle du jeune Président à Mortier, qui a été Avocat Général, porta la parole dans cette Cause. On reconnoitra le même Avocat Général qui a parlé dans la Cause du fils défavoué, insérée au cinquieme tome de cet Ouvrage.

Plaidoyer
de M.
Chauve-
lin, Avocat
Général.

Vous avez, Messieurs, dit-il, à prononcer sur le Jugement domestique d'un Magistrat dont les Jugemens publics ont été si long-tems soumis à votre autorité. Sa mémoire est citée dans l'auguste Tribunal, auquel seul il devoit rendre compte de sa conduite pendant sa vie.

Sa capacité, sa longue expérience, presque toujours honorées de votre approbation, sont mises en balance avec les soupçons d'une prévention mal fondée, d'une haine injuste. Toutes les vertus du Magistrat d'un côté, de l'autre toute la foiblesse de l'homme, voilà le double spectacle qui vous est présenté.

Par quelle fatalité celui qui a décidé du sort de tant de familles, qui par la sagesse de ses conseils en a pacifié un si grand nombre, laisse-t'il dans la sienne des semences de division ? Car enfin il ne s'agit point dans sa disposition de la préférence d'un étranger à des héritiers légitimes, mais de la préférence de l'héritier à l'héritier. C'est le sang qui combat contre le sang, c'est entre ses propres enfans que la justice est obligée de prononcer : & quels sentimens n'impute-t-on point au Testateur, pour faire valoir cette disposition où pour la détruire ! Ses moins
dres

dres discours, ses penchans, ses démarches les plus indifférentes, ont été diversement interprêtées ; son cœur tout entier a été developpé par les parties, qui ont tenté selon leurs différens intérêts de rendre sensibles ses plus secrets mouvemens.

Si l'on en croit la Démonfelle de Nicolaï, le Testament olographe de M. le Camus confirmé par trois codicilles porte un caractère de liberté, de réflexion, de persévérance, d'équité, qui le met hors d'atteinte.

Selon M. de Gouffainville, c'est la preuve & la consommation d'une colère que rien n'a pû adoucir.

Entrons, puisque tel est aujourd'hui le devoir de notre ministère, dans le détail de toutes ces circonstances qui ont été relevées de part & d'autre. Si nous ne pouvons pas espérer de dissiper par nos réflexions les doutes qui se présenteront en foule, nous contribuerons du moins par notre exactitude à former une décision solennelle, digne de l'attente du public, qui apprendra quel est le pouvoir légitime des Testateurs, & jusqu'à quel point leurs dispositions doivent être respectées.

Après ce préambule, M. l'Avocat Général raconte le fait avec une extrême exactitude : mais comme je l'ai déjà retracé, je ne le remettrai point devant les yeux de mon lecteur. Il embellit l'analyse des plaidoyers des Avocats ; quelque embellissement qu'il y mette, c'est toujours le même objet sous
d'au-

d'autres couleurs, ainsi je l'épargnerai encore. Voici ce qu'il dit de lui-même :

Rien n'est plus naturel dans l'ordre de la société, que la nécessité de transmettre les droits de ceux qui décèdent à d'autres personnes qui entrent en leur place, & de faire passer les biens de la génération qui s'éteint à celle qui lui doit succéder.

Cette circulation se perpétue parmi les hommes par deux voyes différentes. L'une est celle des successions légitimes, l'autre des successions testamentaires. La première fait passer les biens de ceux qui meurent sans en avoir disposé, aux personnes qui y sont appelées selon la proximité du degré : c'est l'ouvrage de la nature.

La seconde dépend de la volonté des particuliers, qui peuvent par un testament s'écarter de l'ordre établi pour les successions légitimes.

Nous ne prétendons pas expliquer en détail les avantages, ou les inconvéniens, des successions légitimes ou testamentaires; il est inutile d'en faire le parallèle, & de décider laquelle est la plus favorable.

Il suffit d'observer que nos Coutumes ont donné moins de pouvoir aux Testateurs que suivant le Droit Romain. Que dans les unes, la liberté de disposer est restreinte à des biens d'une certaine espece; il n'est permis dans d'autres de disposer que d'une portion. Elle est moindre, selon quelques-unes de nos Coutumes, pour ceux qui ont des enfans: il y en a même qui prescrivent des formalités,
&

& qui déclarent nuls les testaments qui n'ont pas précédé d'un certain tems la mort du Testateur. Quoiqu'il paroisse bien clairement par ces observations générales que le Droit Coutumier s'écarte moins que le Droit Romain de l'ordre des successions légitimes, il est certain néanmoins que nos Coutumes ont laissé aux peres & aux meres le pouvoir de disposer de ce qui excède la légitime de leurs enfans.

N'est-il pas juste en effet que les peres, qui doivent avoir une grande autorité dans l'intérieur de leurs familles, puissent ou retenir leurs enfans par la crainte, ou les exciter par l'espérance de la récompense, & qu'ils puissent faire valoir les droits que leur donne la nature ?

Mais quand les loix se démettent pour ainsi dire de leur pouvoir en faveur des Testateurs, afin qu'ils l'emploient utilement pour leurs familles, leurs dispositions particulières prennent la place des loix générales; le même esprit doit donc les produire : s'ils font un partage inégal de leurs biens en faveur de l'un de leurs enfans, ce doit être par des vûes sages & raisonnables, & pour récompenser le mérite personnel de quelques-uns d'entre eux, ou pour soutenir un grand nom.

Quand leurs dispositions sont fondées sur des motifs aussi légitimes, elles méritent d'être confirmées. Disons plus, lorsque les raisons qui ont déterminé un pere à réduire un de ses enfans à sa légitime ne paroissent pas injustes, on présume assez de

la tendresse paternelle , pour croire qu'il n'en avoit que de judicieuses.

Au contraire si l'on pénètre l'injustice de leurs motifs ; quand la passion se manifeste dans leur testament plutôt que la prudence ; s'ils n'exercent leur libéralité envers les uns que pour avoir le plaisir de dépouiller les autres , la loi reprend pour - lors la liberté qu'elle avoit laissée au Testateur.

Aussi les mêmes loix qui soumettent les enfans à l'autorité de leurs peres , qui perpétuent leur pouvoir après leur mort par le droit qu'ils ont de disposer de leurs biens ; ces mêmes loix soumettent les peres à l'empire de la raison qui mérite encore plus de respect qu'eux - mêmes , & lui conservent la puissance souveraine qu'elle doit toujours avoir , & dont elle n'abuse jamais.

Pour faire confirmer un Testament , il ne suffit donc pas que celui qui l'a fait en ait eu le pouvoir , que les formalités extérieures de l'acte soient remplies : il faut en assurer les dispositions , & les confirmer , ou les détruire , selon qu'elles paroissent conformes ou contraires à la raison.

Delà s'est établi une maxime certaine parmi nous , que toutes les fois qu'un pere retranche à un de ses enfans une partie de ce qui devoit lui appartenir *ab intestat* dans la succession , pour en avantager un autre , & qu'il paroît que la disposition avoit pour motif un sentiment de colere , elle ne doit point subsister.

Qu'y a t'il en effet de plus contraire à la
sage

sage tranquillité dans laquelle il faut être pour décider du sort de sa famille, que les mouvemens d'une colere impétueuse?

Selon le Droit Romain, les dispositions que la colere a dictées sont traitées comme celles des fous & des imbéciles, suivant la loi au *Dig. de inoffic. test.*

Hoc colore de inofficose testamento agitur, quasi non sanæ mentis fuerit, qui testamentum ordinaverit, & hoc dicitur non quasi vere furiosus vel demens testatus sit, sed recte quidem fuerit testamentum, sed non ex officio pietatis, nam si vere furiosus esset vel demens, nullum est testamentum. Tit. 2. l. 2. lib. 5.

Par les mêmes raisons nos Coutumes demandent comme la condition la plus essentielle d'un Testament, que celui qui le fait soit sain d'esprit. On ne mettra pas de ce nombre ceux qui se livrent à leurs passions.

Et que l'on ne croie pas qu'il suffise que le Testateur ne soit ni insensé, ni furieux; quelque sage qu'il soit dans les autres actions de sa vie, on juge de lui par rapport à son Testament, par son Testament même; & s'il n'est pas sans exemple que l'on ait confirmé le Testament d'un furieux parce qu'il avoit disposé en bon pere de famille, la bonne conduite dans les autres actions de la vie ne doit pas décider de la validité d'un Testament, si l'on y remarque des traces de colere, & s'il blesse les devoirs de la piété paternelle.

Ainsi tous nos Auteurs conviennent que

les dispositions dictées par la colere sont vicieuses. Nos livres sont remplis d'Arrêts qui les ont déclarées nulles.

M^e. Antoine Mornac en rapporte un de 1587. qui casse sur ce principe le Testament d'une ayeule. *Senatus illud Testamentum ut iratæ matris damnavit.*

M^e. Jean Marie Ricard dans la section 18. de la premiere partie de son Traité des Donations, en rapporte plusieurs autres qui ont jugé la même chose.

Comme la colere n'est pas la seule passion dont les nuages offusquent la raison, ce n'est pas la seule qui puisse donner atteinte à une donation testamentaire.

La haine moins subite, mais plus opiniâtre que la colere, jette dans le cœur des racines encore plus profondes. Le tems qui détruit tout, ou qui diminue toutes les autres passions, l'augmente & la fortifie. Ses effets sont moins prompts que ceux de la colere, mais ils sont plus médités & plus dangereux. Si elle inspire comme la colere le dessein de se venger, elle laisse à l'esprit assez de liberté pour envelopper la vengeance : c'est ce qui la rend d'autant plus dangereuse, qu'elle est plus difficile à découvrir.

Il ne faut donc pas s'étonner quel'on ait tant réprouvé les dispositions testamentaires qui ont pour fondement une haine injuste, que celles qui sont issues de la colere.

S'il est nécessaire de maintenir cette jurisprudence, il faut prendre garde d'un autre côté de ne la pas porter trop loin. Les faits

par

par lesquels des enfans veulent donner atteinte au testament de leur pere, doivent être considérables; non seulement ils doivent être graves, mais ils doivent bien être prouvés. La nécessité d'en rapporter les preuves regarde ceux qui attaquent le Testament. On présume toujours pour les Testamens, surtout pour celui d'un pere par rapport à ses enfans, jusqu'à ce que ceux qui ont intérêt de le détruire fassent connoître que les motifs en ont été injustes.

Après avoir expliqué ces principes fondés sur l'équité, & sur la faculté qui permet aux hommes de disposer de leur bien par Testament, nous sommes parvenus à ce qui forme la véritable difficulté de l'importante contestation que vous avez à décider.

En établissant que les Testaments faits par un motif de haine ou de colere sont nuls, nous n'avons pas craint de nous tromper; nous parlons avec la loi, qui avec la jurisprudence certaine de vos Arrêts, nous a servi de guide.

Mais quand il s'agit d'examiner si l'on découvre dans le Testament de M. le Camus des traces de haine ou de colere, si sa disposition est une juste libéralité d'un ayeul envers sa petite-fille, ou plutôt une odieuse exhérédation du petit-fils, nous nous ressentons de la foiblesse de nos lumieres, & combien il est fâcheux de n'avoir point de regles certaines pour nous conduire.

Les contestations de la nature de celle-ci ont chacune des circonstances particulieres

qui doivent décider. La variété des faits est infinie, on ne peut presque jamais comparer une espece à l'autre. Notre unique soin sera donc de vous remettre devant les yeux les faits, les dispositions, les circonstances; ce sera à nous, & à M. de Gouffainville, à les peser avec les réponses de la D^{mo}iselle de Nicolaï, & d'examiner si tous ces faits sont prouvés, & s'ils sont suffisant pour donner atteinte au Testament de M. le Camus.

M. de Gouffainville tire avantage de deux sortes de preuves. Les premières sont indépendantes du Testament, les secondes sont contenues dans les différentes clauses du Testament.

Sous ces deux classes peuvent se ranger tous les faits qui ont été plaidés. Il est indifférent pour M. de Gouffainville que la haine soit prouvée ou par le Testament même, ou par des circonstances extérieures.

Il s'agit du partage de la succession d'un ayeul entre ses petits-enfans. Or pour déclarer nulles les dispositions des peres & des meres quand elles sont faites en haine de leurs enfans, il n'est pas nécessaire que les termes insérés dans le Testament fournissent des preuves, il suffit qu'on en découvre la vérité par des circonstances qui la rendent sensible.

Et c'est la différence essentielle qu'il faut faire entre des enfans & des héritiers collatéraux, à l'égard desquels la haine que le Testament exprime n'est pas un moyen suffisant. Les héritiers collatéraux ne peuvent se plaindre, que quand le Testateur a déclaré qu'il les

ex.

excluoit par des raisons qui blessent l'équité, ou qui leur sont injurieuses.

Ne différons plus d'entrer dans l'examen de toutes les circonstances qui ont été proposées. Nous parlerons d'abord de celles qui sont hors le Testament.

On les propose comme des preuves d'une haine de M. le Camus contre son petit-fils, & comme des marques de son aversion déclarée contre M. le Président de Nicolaï son gendre ; d'où l'on conclut que si M. de Goussainville n'est pas l'objet de la haine de son ayeul, du moins il en est la victime ; qu'ainsi la disposition qui lui est contraire doit en paroître encore plus odieuse.

Il faut donc regarder ces deux faits sous ces deux vues différentes.

On prétend que les disputes qui s'éleverent entre M. de Nicolaï & M. le Camus sur l'éducation de M. de Goussainville, ont commencé à troubler leur union ; que M. de Nicolaï ayant mis son fils au Collège, M. le Camus le perdit de vue, qu'il négligea de le voir, & qu'il ne s'informa pas même du progrès de ses études.

Que trois grandes maladies, dans lesquelles M. de Goussainville a couru risque de la vie, n'ont pû réveiller la tendresse de son ayeul pour lui.

On donne le mariage de M. de Nicolaï comme une nouvelle cause de la haine de M. le Camus ; nous verrons bientôt la vérité par des demandes qu'il fit à M. de Nicolaï. Il n'a depuis perdu aucune occasion de le trai-

ter avec la dernière rigueur. Sous prétexte de veiller à la conservation des droits de ses petits - enfans , il a affecté de les soustraire à l'autorité paternelle , tantôt en avançant le tems de leur émancipation , tantôt en remettant entre les mains de M. de Gouffainville des sommes d'argent assez considérables pour lui donner lieu de croire que jouissant de ses revenus , il n'étoit plus dans une aussi étroite dépendance de son pere.

On vous a dit que M. le Camus piqué de l'inutilité de toutes ces tentatives , qui n'ont jamais donné atteinte à l'attachement respectueux que M. de Gouffainville avoit pour son pere , le recevoit chez lui avec beaucoup d'indifférence ; que dans les derniers tems qui ont précédé le Testament , il l'a même traité avec dureté , & que toute la tendresse qu'il avoit eue pour lui s'est changée en haine & en mépris.

Quelque fonds que fasse M. de Nicolaï sur ces moyens , nous avouerons qu'ils ne font aucune impression sur notre esprit.

Il faut d'abord convenir que la plupart ne regardent point M. de Gouffainville , & qu'ils ne fournissent aucune preuve de la haine de M. le Camus contre lui.

De ce nombre sont le second mariage de M. de Nicolaï , la demande que M. le Camus a formée contre lui , le compte de tutelle , l'émancipation des petit - enfans.

Quelques sentimens de haine que l'on impute à M. le Camus contre M. de Nicolaï , il paroît qu'ils ne peuvent jamais tomber sur M.

M. de Gouffainville. On voit au contraire que si M. le Camus n'a pas toujours été d'accord avec M. de Nicolaï, c'est par rapport à l'intérêt de ses petits-enfans. S'il n'a pas approuvé son second mariage, c'est parce que quelque bien assorti qu'il fût, il auroit encore été plus avantageux aux enfans du premier lit que M. de Nicolaï n'eût point passé à de secondes noces.

La demande que M. le Camus a formée pour obliger M. de Nicolaï à faire le remploi des deniers dotaux de sa première femme, ne prouve rien. La voye que les Parties ont prise pour terminer leurs différends, marque plus de concert que de mésintelligence.

D'ailleurs pourquoi attribuer à M. le Camus un autre motif que celui de veiller à la conservation des droits des ses petits-enfans ?

Il est certain que M. le Camus pouvoit se reposer sur M. de Nicolaï de l'administration du bien de ses enfans ; qu'un second mariage fait pour soutenir une Maison illustre, qui n'avoit alors d'autre espoir que M. de Gouffainville dont la santé étoit très-délicate, ne diminua en rien la tendresse qu'il avoit toujours eue pour eux.

On peut en conclure que M. le Camus a fait valoir toute la sûreté des regles les plus étroites, qu'il a voulu faire ordonner ce que M. de Nicolaï ne lui auroit pas refusé, s'il le lui avoit demandé.

Comment peut-on donner pour une preuve de haine, ce qui ne peut être attribué

qu'à un excès d'inquiétude qui lui a fait prendre des précautions surabondantes pour les intérêts de ses petits enfans?

Il en est de même du compte de tutelle rendu par M. de Nicolaï, de l'émancipation de M. de Gouffainville, & de la Démonfelle de Nicolaï.

Le compte de tutelle étoit dû, & M. de Nicolaï l'a rendu avec tant d'exactitude, qu'il a été arrêté tel qu'il l'a présenté; il n'a donné lieu à aucun débat.

A l'égard de l'émancipation, outre qu'il paroît par une lettre qui nous a été communiquée que c'étoit le vœu commun de la famille, que M. de Nicolaï ne le desiroit pas moins que M. le Camus, que même l'un & l'autre des Mineurs avoient dans un âge peu avancé l'esprit formé pour être émancipés : comment peut-on indépendamment de ces circonstances induire qu'un ayeul haïffoit son petit-fils, parce qu'il l'a fait émanciper?

Nous devons regarder comme un fait très-indifférent, le paiement d'une somme de deux mille cinq cens livres fait par M. le Camus entre les mains de son petit-fils, pour une année d'arrérages d'une rente qu'il devoit de reste de la dot de Madame de Nicolaï.

M. de Gouffainville étoit émancipé, il avoit droit de jouir de ses revenus, M. le Camus ne pouvoit payer qu'à lui les arrérages d'une rente qui lui appartenoit.

D'ailleurs ce fait qu'on a relevé, bien loin de prouver l'averfion & l'indifférence de M. le Camus pour son petit-fils, prouve la bonne

ne opinion qu'il en avoit conçûe, puisqu'il le croyoit capable de faire un bon usage d'une somme considérable qu'il lui remettoit entre les mains.

Mais du moins, vous a-t-on dit, si ces faits ne prouvent pas que M. le Camus ait conçu d'abord des sentimens de haine contre M. de Gouffainville, au moins font-ils connoître ce qu'il pensoit pour M. de Nicolai, surtout depuis son second mariage. L'averfion qu'il avoit pour son gendre, l'a aigri contre M. de Gouffainville; il n'a pas tenu à lui qu'il n'ait donné atteinte au respect que le fils avoit pour M. son pere.

Il est certain que dans les Mémoires que M. le Camus a remis entre les mains de Messieurs les Arbitres, il n'a pas ménagé ses expressions, qu'il ne les a point mesurées, que l'on y trouve des façons de parler qui font connoître que le cœur de M. le Camus étoit pour lors ulcéré contre M. de Nicolai, & qu'il suivoit les mouvemens d'un chagrin dont le second mariage de Monsieur de Nicolai pouvoit être la cause. En laissant ce fait à présent à l'écart, disons que les autres ne doivent faire aucune impression. Ce sont les obstacles que M. le Camus a formés pour empêcher qu'on ne mît au College le fils; l'indifférence qu'il a témoignée sur ce qu'il regardoit pendant le tems qu'il y a été, sans s'allarmer des trois maladies qu'il avoient réduit à l'extrémité.

On ne soupçonne pas qu'un ayeul aussi laborieux que M. le Camus, ait voulu s'op-

pe:

poser à faire mettre son petit-fils au Collège ; le dégoûter du travail qu'il faut inspirer de si bonne heure à ceux qui sont destinés pour la Magistrature. Quelle étoit donc la cause de l'éloignement qu'il témoignoit ? Trop de crainte pour la santé de M. de Gouffainville , dont le tempérament délicat pouvoit faire appréhender que l'éducation du Collège ne lui convînt pas ; c'étoit un excès de tendresse , que M. de Gouffainville ne doit pas aujourd'hui reprocher à son ayeul.

L'empressement de Monsieur de Nicolaï pour le faire aller au Collège , la répugnance de M. le Camus , partoient d'un même principe ; mais la tendresse de l'ayeul parloit un autre langage : c'est un combat de tendresse.

Quand il seroit vrai que M. le Camus n'auroit jamais été au Collège pour y voir son petit-fils , il ne faudroit point par là juger de ses sentimens. L'exacte assiduité que demandoient les fonctions pénibles de sa Charge , le rendoit comptable envers le Public de presque tous les momens de sa vie , & le peu de loisir qui lui restoit , suffisoit à peine pour son repos.

Les mêmes raisons ne pouvoient pas retenir Madame le Camus ; aussi vous a-t'on dit qu'elle a été plusieurs fois au Collège des Jésuites : il n'a pas été longtems au Collège d'Harcourt. D'ailleurs comment pourrions-nous nous déterminer sur ce fait assez indifférent en lui-même , puisque si l'on ne prouve point d'un côté que Madame le Ca-

mus

mus lui ait témoigné son amitié par des visites pendant qu'il étoit au Collège d'Harcourt, M. de Gouffainville de son côté ne justifie pas qu'elle n'y ait point été.

Ainsi ne pouvant assurer la vérité de ce fait qui est douteux, nous négligerons les conséquences que les Parties en ont voulu tirer.

Ce qui s'est passé dans le tems des maladies de M. de Gouffainville, le prétendu refus de M. le Camus d'envoyer Angard, Médecin, au Collège où ce jeune homme étoit malade, tout cela n'est pas plus certain. On a soutenu que M. de Nicolai n'avoit pas non plus vu son fils pendant ses maladies, parce qu'elles étoient contagieuses. Mais une réponse générale à tous ces faits, c'est que M. le Camus n'a jamais cessé de voir son petit-fils, de le recevoir dans sa maison; ainsi pour prouver qu'il le haïssoit, & que l'aversion qu'il avoit pour lui, est ce qui l'a obligé de disposer à son désavantage, il ne faut pas se contenter d'alléguer que M. le Camus ne l'alloit pas voir pendant qu'il étoit au Collège, & qu'il étoit malade.

Ce sont de trop foibles indices de haine; & si des circonstances aussi légères, aussi mal prouvées; si des faits aussi équivoques donnent atteinte à ses dispositions, pouvoit-il se flatter jamais de disposer efficacement de son bien, & d'espérer un successeur, qui fût l'ouvrage de son choix?

De toutes les preuves de la haine de M.
le

le Camus que l'on a cherchées hors le Testament, il ne faut plus examiner que celle tirée de la promesse que l'on prétend avoir été faite par M. le Camus à Monsieur de Nicolaï, de garder l'égalité entre ses petits-enfans.

Ce moyen, qui peut être plus solide que les autres, est beaucoup plus long à expliquer ; pour le faire sentir dans toute sa force, il faut rapporter le système de M. de Gouffainville sur cette promesse d'égalité.

Il prétend que dès l'année 1696. immédiatement après le décès de Madame sa mere, M. le Président de Nicolaï ne laissa ses enfans dans la maison de M. le Camus, qu'à condition que lorsqu'il retireroit son fils pour le mettre au College, M. le Camus ne feroit à sa petite, fille aucun avantage au préjudice de son petit-fils ce qui fut accepté dès lors ; que depuis M. le Camus en avoit donné des assurances, qu'elles sont écrites dans les Mémoires que M. le Camus & Monsieur de Nicolaï remirent entre les mains des Arbitres, lors des contestations qu'ils ont eues en 1705. & dans le Certificat de 1711.

L'inexécution de paroles données aussi autentiquement, ne peut être attribuée qu'à la haine dont M. le Camus étoit agité.

Sur cette promesse d'égalité nous avons trois choses à examiner.

La premiere, si M. le Camus a réellement promis de conserver l'égalité entre ses petits-enfans.

L'au-

L'autre, si cette promesse étoit irrévocable.

Ensuite, si la révocation peut être regardée comme une preuve de haine.

C'est un principe certain parmi nous, que les promesses d'égalité ne sont obligatoires que lorsqu'elles sont faites dans le contrat de mariage de celui en faveur de qui on veut bien la stipuler. Cette espèce de convention regardée comme une portion sur une succession future, étoit réprouvée dans tous les cas chez les Romains. Ils ignoroient ces principes si communs parmi nous, d'assurer la destinée des familles dans des contrats de mariage par des substitutions, des émancipations, des rappels, par des promesses d'égalité.

La faveur des contrats de mariage, regardés avec raison comme les actes les plus importants de la société, les a rendus susceptibles de toutes sortes de conventions, & comme des loix qui exigent que ces conventions qui sont le fondement de l'union de deux familles soient irrévocables. Nos Législateurs, plus sages que ceux de Rome, ont élevé les contrats de mariage au-dessus de tous les autres actes, en permettant d'y insérer irrévocablement ce qui regarde l'ordre & la distribution des successions futures.

Contrats
de maria-
ge com-
bien favo-
rables.

Ainsi une promesse d'égalité, faite par un pere dans le contrat de mariage de son fils, empêcheroit qu'il ne pût disposer au préjudice de cette égalité en faveur de ses autres enfans.

Mais

Mais comme c'est la faveur du contrat de mariage qui fait valoir ces sortes de conventions; dès qu'on les en sépare, elles deviennent absolument inutiles.

On ne peut donc pas combattre aujourd'hui la dernière disposition de M. le Camus par une prétendue promesse d'égalité; quelque précise qu'elle puisse être. Ne suffiroit-il pas pour en faire connoître l'illusion; de remarquer que n'étant point faite dans un contrat de mariage, elle a pû être révoquée? Destinés à traiter en ce jour des questions difficiles, ne nous arrêtons pas plus longtems à établir des principes qui ne peuvent être contestés par aucune des parties.

Mais on prétend, sans attaquer la vérité de ces principes, que quand des promesses d'égalité faites hors le contrat de mariage ne seroient pas obligatoires, une disposition contraire doit être regardée comme une forte preuve de haine, surtout lorsque les paroles ont été données solennellement, & que des Arbitres, tels que ceux que les parties avoient choisis, en ont été les dépositaires.

Ce tour adroit & ingénieux, étoit le seul qui pût donner quelque apparence de solidité aux promesses d'égalité qui n'engagent point par elles-mêmes, & qui ne produisent aucun bien civil; mais il y a deux réponses également solides.

Car en premier lieu, de conclure que parce qu'une promesse d'égalité a été révoquée,
c'est

c'est l'ouvrage de la haine, la conséquence n'est pas juste : d'autres mouvemens peuvent en être la cause, d'autres motifs peuvent faire changer de dessein. Il faudroit montrer, pour faire valoir ce raisonnement, qu'il est impossible qu'aucun sentiment que celui de la haine ait déterminé le Testateur.

La révocation d'une promesse d'égalité doit être aidée d'autres faits qui prouvent que la haine en a été le motif, elle doit être soutenue par d'autres circonstances. Elle peut faire présumer; mais par elle-même elle ne prouve rien : c'est une de ces démarches équivoques, que l'on ne doit pas plutôt attribuer à la haine qu'à une autre cause.

En effet, & c'est la seconde réponse, si l'on recevoit la révocation d'une promesse d'égalité comme une preuve de haine, ce seroit indirectement lui donner l'irrévocabilité, qu'elle ne peut avoir, quand elle n'est pas dans un contrat de mariage.

Il n'est pas douteux que toutes ces dispositions faites en haine de celui à qui elles font tort, ne peuvent subsister : en supposant que la révocation d'une promesse d'égalité est une preuve de haine, l'acte qui la contient seroit donc essentiellement nul ; en cet état, comment seroit-il possible d'user de la liberté permise par la Loi de révoquer ces sortes de promesses, puisque le motif de la haine que l'on veut inséparablement attacher à ces révocations, rendroit inutile cette liberté ?

Nous croyons pouvoir rejeter cette prétendue promesse d'égalité révoquée, comme une preuve de haine : mais allons plus loin, il faut pour lever les moindres doutes, effacer jusques à l'idée de cette promesse d'égalité, & faire voir qu'elle n'a jamais subsisté.

Quatre pieces ont principalement servi à M. de Gouffainville pour montrer que M. le Camus avoit promis de conserver l'égalité entre sa sœur & lui.

Le Mémoire de M. le Camus, les Repliques aux défenses de M. de Nicolaï, le Jugement de Messieurs les Arbitres du mois de Février 1706. le Certificat que Messieurs les Arbitres ont donné le 21. Janvier 1711.

Le Mémoire qui contient les demandes de M. le Camus étoit composé de sept articles. Le quatrieme contenoit l'éducation de la Démonfelle de Nicolaï. M. le Camus demandoit qu'elle fût cotinuée sous la conduite de Madame le Camus, & que M. de Nicolaï en donnât sa parole d'honneur.

A cela M. de Nicolaï a répondu qu'on pouvoit se dispenser de demander à cet égard des paroles d'honneur, & qu'il ne croyoit pas devoir en donner ; que M. le Camus lui avoit déjà promis que l'attachement que l'on prend ordinairement pour des enfans que l'on élève auprès de soi, ne porteroit point de préjudice à son fils, qu'il lui avoit laissé sa fille sous cette condition ; qu'il n'a point changé de sentiment ; & que si M. le Camus demande des paroles d'honneur,

neur, il ne refusera point d'en donner de sa part.

M. le Camus dans ses répliques s'est contenté de dire, qu'il n'y avoit plus à régler que le cinquieme & septieme article.

Où trouve-t'on dans ce Mémoire une promesse d'égalité? M. le Camus demande entre autres choses, qu'on lui donne parole d'honneur que sa petite-fille sera élevée chez lui. M. de Nicolaï répond, qu'il croit ne devoir pas en donner: que si on exige de lui une parole d'honneur, il n'en refusera pas. Il auroit falu pour former un engagement, que M. le Camus eût accepté la proposition de M. de Nicolaï de donner une parole d'honneur sur l'égalité, & d'en recevoir sur l'éducation de la Démonfelle de Nicolaï.

Au lieu d'accepter ce parti, M. le Camus ne parle plus dans ses répliques de cette parole d'honneur qu'il avoit demandée; il répond qu'il n'y a plus à régler que le cinquieme & le septieme article.

Dire que M. le Camus s'est engagé par son silence, l'induction n'est pas naturelle. Il a demandé une parole d'honneur, qu'on ne priveroit point Madame le Camus du plaisir d'élever sa petite fille; le prix auquel on met cette éducation, est une promesse de ne pouvoir avantager ses petits-enfans au préjudice l'un de l'autre. Cette condition, qui engageoit la parole de M. le Camus, lui a paru trop dure, il n'a plus insisté sur ce qu'il avoit demandé d'abord.

Tout dépendoit donc du parti que M. le Camus prendroit dans ses répliques. Il a gardé un profond silence sur ce qu'il avoit dessein d'attendre qu'on * ne lui a voulu accorder qu'en tirant de lui une parole de conserver l'égalité. Par là, ni M. de Nicolaï n'étoit obligé à laisser sa fille chez M. le Camus, ni M. le Camus obligé à conserver l'égalité.

Croira-t'on en effet que les réponses de M. de Nicolaï, conçues dans les termes que nous venons d'expliquer, l'eussent empêché de retirer sa fille s'il l'avoit jugé à propos, s'il le pouvoit, comme il n'y a pas lieu d'en douter? M. le Camus étoit libre, puisque l'un ne pouvoit être engagé, que l'autre ne le fût aussi.

Nous nous flatons d'avoir pénétré le véritable sens des demandes, des défenses de M. le Camus, & de M. de Nicolaï, puisque les Arbitres qui devoient y prononcer n'en ont pas pensé autrement.

Ils ont statué sur toutes les demandes; celles mêmes consenties par les Parties, ont trouvé place dans le jugement arbitral: telle étoit par exemple le emploi des rentes des Mineurs qui devoit être fait par avis de parens, quoique M. de Nicolaï en fût convenu; ces Arbitres ont néanmoins jugé à propos d'y prononcer.

Par rapport à l'article quatrième qui concernoit l'éducation de la Démonfelle de Nicolaï, ils en ont usé autrement.

Ils ont reconnu que l'usage, le droit commun;

* Il manque ici quelques mots, qu'on n'a pu suppléer.

mun, la naissance, la dignité, le mérite de M. de Nicolaï le rendoient maître de l'éducation de sa fille; que s'il vouloit user de son droit, il étoit impossible de l'empêcher de la retirer de chez son ayeul.

Cependant il falloit conserver l'union dans une famille, que cet incident seul pouvoit diviser: ouvrage véritablement digne des Magistrats que les Parties avoient choisi pour leurs Arbitres. Ils ont pris le parti de supplier M. de Nicolaï, aussi-bien que M. le Camus, de laisser les choses dans l'état où elles étoient à cet égard.

Seroit-il possible d'accorder cette prononciation, de concilier ce chef de la Sentence arbitrale, avec la promesse d'égalité que l'on prétend avoir été faite par M. le Camus?

On ne peut soutenir cette promesse d'égalité, qu'en convenant en même tems que M. de Nicolaï de son côté avoit donné des paroles d'honneur de laisser la Démoniselle de Nicolaï chez son ayeule; or s'il l'avoit promis, pourquoi Messieurs les Arbitres l'auroient-ils supplié de laisser les choses dans l'état qu'elles étoient.

Leurs invitations n'étoient nécessaires que parce que M. le Camus n'ayant point accepté le parti que M. de Nicolaï lui proposoit de promettre l'égalité, il y avoit lieu de craindre que M. de Nicolaï n'usât de ses droits à la rigueur, qu'il ne retirât comme il le pouvoit la Démoniselle de Nicolaï de chez son ayeule. Pour prévenir ce coup, ils ont exhorté M. de Nicolaï à laisser les

choses dans l'état qu'elles étoient ; ils ont adressé la même prière à M. le Lieutenant Civil, afin qu'il ne demandât plus à M. de Nicolaï des paroles d'honneur, comme il avoit fait dans son mémoire.

En un mot, rien ne prouvemieux que les conditions proposées réciproquement pour assurer à M. le Camus l'éducation de Mademoiselle de Nicolaï n'avoient été agréables à aucune des parties, que la précaution prise par Messieurs les Arbitres de laisser les choses dans l'état qu'elles étoient. C'est-à-dire de la part de M. de Nicolaï, de laisser sa fille chez son ayeule, & de la part de M. le Camus, de ne point insister sur la parole d'honneur qu'il avoit demandé à M. de Nicolaï.

Après ces réflexions, l'examen du Certificat donné par Messieurs les Arbitres devient inutile.

La considération parfaite que méritent les Arbitres qui l'ont donné, a fait oublier aux parties qu'il est postérieur de cinq années au jugement arbitral, & qu'on pouvoit le combattre par la forme. On convient de la vérité de ce qu'il contient, de l'existence des mémoires qui y sont rappelés. La fin de ce Certificat explique ce qu'ils ont pensé, quelles conjectures ils ont formé sur les discours que leur avoit tenu M. le Camus. Ils ont conçu des espérances qu'il conserveroit l'égalité : rien de plus fort pour prouver qu'il ne l'avoit pas promise.

Reprenons en un mot les trois raisons qui

qui nous déterminent contre le moyen fondé sur la promesse d'égalité.

Nous avons fait voir en général qu'elles ne sont point irrévocables, dès qu'elles ne sont point contenues dans un contrat de mariage. Que lorsqu'on les révoque dans la suite, il ne s'ensuit pas que ce soit par haine ou par colere, à moins qu'on ne la vérifie par des faits indépendans de la révocation de la promesse d'égalité.

Enfin nous avons prouvé par les propres pieces de M. de Gouffainville, par la Sentence arbitrale, par le Certificat de Messieurs les Arbitres, que cette promesse n'a jamais existé.

Nous avons jusqu'à présent discuté toutes les circonstances qui sont hors le testament de M. le Camus : il n'en résulte, du moins nous croyons ainsi, aucun vestige de haine contre M. de Gouffainville. La seule induction que l'on puisse tirer des contestations mises en arbitrage & de quelques expressions répandues dans le mémoire de M. le Camus, est que son esprit y paroît fort aigri contre son gendre, qui de son côté s'expliquoit déjà sur la crainte qu'il avoit que M. le Camus ne disposât en faveur de la Demoiselle de Nicolaï au préjudice de M. de Gouffainville.

Dans l'ordre que nous nous sommes proposés, venons aux moyens de haine tirés du Testament même. Il y en a de deux fortes; les uns sont détachés de la disposition universelle, qui est l'objet de la con-

testation ; les autres sont dans la disposition même, on les fait naître des termes dans lesquels elle est conçue.

Ces moyens qui sont détachés du Testament, ont été proposés comme des preuves de haine de M. le Camus contre M. de Nicolai son gendre, & contre M. de Gousfainville son petit-fils ; nous serons obligés de les examiner sous ces deux vues.

La haine paroît dans ces derniers dispositions, indépendamment de la clause qui contient le legs universel.

En premier lieu, M. le Camus a ordonné que son Testament seroit ouvert en Justice ; en second lieu, il a nommé Madame le Camus seule exécutrice de son Testament. Il a inséré dans son Testament une clause dérogatoire. Il a engagé sa petite-fille de ne se point marier sans le consentement par écrit de son ayeule. Ce nombre de codicilles faits le même jour prouve encore, à ce que l'on prétend, qu'il n'avoit suivi dans son Testament que les mouvemens de sa haine, qu'elle lui avoit fait oublier toutes ses autres dispositions, & qu'il s'étoit empressé de signer cet acte par le mouvement de sa colère, appréhendant de n'avoir pas le tems de l'achever.

On ne doit pas être surpris, & c'est une circonstance très-indifférente, que M. le Camus ait ordonné que son Testament seroit ouvert en Justice. Accoutumé pendant sa vie à en ouvrir un très-grand nombre, convaincu par une longue expérience qu'il pou-

pouvoit arriver des inconvéniens lorsqu'on en use autrement, il n'est pas surprenant qu'il ait voulu que le sien fût ouvert en présence du Juge. Il a voulu que l'on pratiquât pour son Testament, ce qu'il avoit ordonné pour celui des autres. Parmi les actes de notoriété qu'il a donné, on en trouve un pour prouver la nécessité que les Testaments soient ouverts en Justice. Jaloux de son opinion, il a confirmé sa maxime par son exemple. Mais quelque tour que l'on ait donné à cette clause, jamais elle ne peut être regardée ni comme une preuve, ni même comme une présomption de haine.

Il faut dire la même chose du choix que M. le Camus a fait de Madame son épouse pour exécuter son Testament. Rien n'est plus ordinaire, que de confier l'exécution de ses dernières volontés à celui à qui on croit qu'elles seront plus chères. Cette dernière marque de confiance est le tribut de l'amour dans lequel un mari & une femme ont vécu pendant un mariage bien concordant.

La clause dérogatoire n'est pas plus importante. C'est une question de sçavoir si les clauses dérogatoires sont utiles, ou si l'usage n'en est pas dangereux; si elles ne contribuent pas aussi souvent à donner plus de poids à des dispositions suggerées, qu'à empêcher les suggestions.

Cette question est inutile, parce que l'usage les a reçues; quand elles ne le feroient pas, de quelle importance cela seroit-il dans l'espèce particulière, où il ne s'agit pas de la

validité d'une disposition postérieure qui ne rappelleroit point une clause dérogatoire? Ne trouve-t'on pas tous les jours des clauses dérogatoires dans les Testaments les plus sages & les moins suspects de haine? C'est peut-être la première fois que l'on a fait passer une clause dérogatoire pour une preuve de la haine du Testateur contre celui à qui le Testament n'est pas favorable.

Entre les dispositions de M. le Camus, se trouve celle qui regarde l'établissement de la D^{moiselle} de Nicolaï; il la prie & lui ordonne de ne se point marier sans un consentement par écrit de Madame le Camus.

Il est évident que cette déférence que M. le Camus attend de sa petite-fille n'est point une preuve de haine contre M. de Goussainville. Mais comme on a examiné tous les faits, & par rapport à M. de Goussainville, & par rapport à M. de Nicolaï, on convient que la nécessité imposée à la D^{moiselle} de Nicolaï de prendre pour son mariage le consentement par écrit de son ayeule, doit être indifférente à M. de Goussainville. Nous ne pouvons nous empêcher de dire qu'il n'en est pas de même à l'égard de M. le Président de Nicolaï, & que cette clause développe les sentimens que M. le Camus avoit pour lui.

Qu'on ne dise point qu'il a voulu par là fortifier le respect que sa petite-fille devoit à son ayeule, sans rien diminuer de celui qu'elle étoit obligée de rendre à son pere; on

on colore mal l'injustice de cette clause, car en la creusant, on voit que M. le Camus craignoit que M. de Nicolaï ne mariât pas sa petite-fille de concert avec l'ayeule, comme s'il eût appréhendé qu'il eût fait un mauvais choix, s'il n'agissoit avec elle d'intelligence.

N'est-ce pas faire une injure bien sensible à M. de Nicolaï, que d'avoir douté de sa sagesse, de sa prudence, pour l'établissement de ses enfans?

D'ailleurs cette clause ne peut jamais avoir d'effet, qu'en cas que M. de Nicolaï & Madame le Camus pensent différemment sur le mariage de la Demoiselle de Nicolaï. Si M. le Camus a crû qu'ils ne fussent pas d'accord, à quoi pouvoit aboutir cette précaution?

Dans cette supposition, à combien d'inconvéniens une telle clause n'expose-t-elle pas la Demoiselle de Nicolaï? Combien de contradictions, combien de chagrins préparer-t-elle à M. le Président de Nicolaï? La loi du sang soumet la Demoiselle de Nicolaï à un pere sage, qui doit seul lui choisir un époux. La loi que lui dicte son ayeul est de ne se point marier sans le consentement par écrit de son ayeule.

Dans la concurrence de deux mariages proposés, l'un par son pere, l'autre par Madame le Camus, quel parti prendre? écouter-t-elle la voix de son pere, ou celle de son ayeule? Si elle obéit à son pere, elle contrevient à la volonté de Madame le Camus.

Testament.

Clause

qu'une fille sou-

mise à son pere

ne se ma-

riera que

du consente-

ment de son ayeu-

le.

Que

Que penser d'une pareille clause, qui arme la D^{mo}iselle de Nicolaï contre son pere, par la reconnoissance qu'elle doit à son ayeule ?

M. le Camus la croit néanmoins si importante, qu'il se sert des termes les plus forts. Il prie, il ordonne, il espere qu'on aura pour lui cette déférence.

C'est avec raison que ces instances si vivement redoublées de M. le Camus envers sa petite-fille paroissent mystérieuses à M. le Président de Nicolaï. Plus l'on prend de précautions pour affoiblir l'autorité du pere en augmentant celle de l'ayeule, plus on se défie de M. de Nicolaï; & dans quel point ? dans celui qui regarde l'établissement de sa fille, pour qui il semble que l'on craint qu'il ne fasse un mauvais choix.

Si nous avons trouvé, en examinant les preuves de haine qui sont hors le Testament, que le chagrin, l'aigreur de M. le Camus contre M. de Nicolaï a paru dans le mémoire qui contient les demandes qu'il a crû devoir former contre lui immédiatement après son second mariage; on découvre le progrès de ces mêmes sentimens dans la clause que nous venons de discuter. Elle frappe M. de Nicolaï par un endroit trop sensible, pour ne la pas regarder comme une preuve très forte de l'aversion que M. le Camus avoit conçue contre lui.

Qu'importe, dira-t-on peut-être, que M. le Camus, pour assurer un mariage avantageux à sa petite-fille, n'ait pas voulu en aban-

abandonner le choix à M. de Nicolaï seul, que par-là il ait témoigné de la défiance ? Il ne s'agit point d'un Testament fait au préjudice de M. de Nicolaï, il est étranger par rapport à la succession de M. le Camus, il ne lui étoit rien dû ; ainsi ces faits de haine qui le regarderoient sans tomber sur M. de Gouffainville sont absolument inutiles, & doivent être rejettés.

Nous aurons occasion dans la suite de combattre ou de fortifier ce moyen. Nous avons dû examiner les faits tels qu'on les a proposés, & nous expliquer sur les conséquences que les parties en ont tirées, soit par rapport à M. de Nicolaï, soit par rapport à M. de Gouffainville. Quand nous discuterons la clause du Testament qui contient le legs universel, il sera tems pour-lors de voir quel usage M. de Gouffainville peut faire de ces faits qui ne tombent point directement sur lui, mais qui prouveroient néanmoins la haine de M. le Camus contre M. de Nicolaï.

La disposition universelle présente deux choses à examiner ; la première, ce que le Testateur a voulu faire ; la seconde, quel a été le motif de sa volonté.

Il faut chercher ce qu'il a fait & découvrir ce qu'il a voulu faire, par les termes de la clause. La Cour nous en permettra encore une fois la lecture. Plus nous cherchons des raisons qui nous obligent de nous déterminer, plus nous sentons redoubler les difficultés, & plus l'esprit se trouve suspendu par
les

les différens moyens proposés pour ou contre la disposition.

L I R E.

La volonté du Testateur n'est pas douteuse dans la principale partie de sa disposition ; il a voulu donner à sa petite - fille tous les biens dont il lui étoit permis de disposer par la Coutume.

Mais qu'a - t'il prétendu par les termes qui suivent ? *à condition que les biens qu'il lui laisse lui seront propres à elle , ses enfans , & au plus proche de ses parens qu'elle a - voit lors du décès du Testateur , portant son nom. Que la condition de propres n'induit pas une substitution , mais qu'elle ne doit servir que pour exclure les héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux propres.*

Avant de chercher à pénétrer le véritable sens de ces expressions, arrêtons - nous à quelques difficultés que propose la D^{moiselle} de Nicolaï.

Le legs universel est pur & simple, à ce qu'elle prétend ; le Testateur lui donne sans condition tous les biens dont il peut disposer par la Coutume : que ces conditions qui suivent imposent , si l'on veut , une charge au legs , encore est - il certain qu'elles n'en suspendent pas l'effet.

La D^{moiselle} de Nicolaï soutient qu'il faut distinguer le legs qui est pur & simple , qui est renfermé dans ces mots : *Je lègue*
tous

sous mes biens dont je puis disposer par la Coutume à ma petite-fille, que je fais ma légataire universelle. Le reste est une condition, qui bien loin de donner atteinte au legs universel, suppose au contraire qu'il sera exécuté.

En accordant même que ces conditions seroient vicieuses ou impossibles, il faudroit les déclarer nulles, mais le legs subsisteroit.

D'ailleurs, par une espece de fin de non recevoir, on dira que l'examen de toutes ces clauses est prématuré. Il doit être très-indifférent à Mademoiselle de Nicolaï qu'elles soient confirmées ou non, parce qu'elles ne doivent avoir d'exécution qu'après son décès. Pour-lors ceux qui croiront y avoir intérêt, ou seront en droit de les contester, ou de les faire valoir.

Nous remarquerons d'abord qu'il est très-indifférent pour la décision de cette clause de diviser la clause en deux ou trois parties. Il est constant que les premiers termes renferment la disposition universelle au profit de la Démoniselle de Nicolaï; le reste contient les conditions sous lesquelles le Testateur a voulu qu'elle eût son effet.

Notre dessein n'est pas de mettre la Cour en état de décider si ces conditions sont valables ou non; cette question ne pourroit regarder que les héritiers de la Démoniselle de Nicolaï, qui pour les agiter seroient obligés d'attendre qu'elle eût recueilli le legs universel. Nous nous proposons de découvrir quel a été le motif du Testateur, ce qui
l'a

l'a obligé de disposer de la sorte. Quelle voye plus sûre & plus courte que de se servir de ces dispositions, & de juger de ce qu'il a voulu faire par ce qu'il a fait?

Le Testament en entier contribuera donc à pénétrer quel a été le motif de M. le Camus; soit la disposition principale, soit les conditions qui l'accompagnent, tout est également son ouvrage; & s'il étoit vrai que les conditions apposées au legs universel fussent l'effet de la haine de M. le Camus contre son petit-fils, on ne pourroit pas avec vraisemblance les détacher de la disposition universelle pour lui donner un autre motif.

Il n'est pas possible de croire qu'un Testateur dans le même Testament soit engagé successivement par des mouvemens de haine, ou par des sentimens raisonnables d'une prédilection bien fondée, & que la même proportion ait été gardée dans les charges & conditions du legs, surtout lorsque les conditions & les dispositions tournent au préjudice de la même personne.

Il ne faut donc pas séparer ce legs des charges que M. le Camus y a ajoutées: si elles sont vicieuses, elles doivent entraîner la disposition universelle; tout part du même principe: au contraire si elles sont regardées comme des précautions sages, permises par la loi ordinaire dans les Testaments, la disposition sera hors d'atteinte.

Dabord le Testateur imprime aux biens qu'il lègue à sa petite-fille & à ses enfans la qualité de *propres*. La distinction générale

rale des *propres* & des acquets est dans l'esprit de nos Coutumes ; la qualité de *propres* perpétue les immeubles dans les familles auxquels ils appartiennent.

On pousse la prévoyance encore plus loin dans les contrats de mariage, souvent les effets mobiliers que portent les conjoints y sont stipulés *propres* à eux & à leurs enfans, & aux parens de leur côté & ligne.

Quoique cette stipulation dérange l'ordre des successions *ab intestat*, qu'elle serve à ceux que la loi n'y appelleroit pas ; cependant la faveur des contrats de mariage, qui font la loi respectable sous laquelle s'engagent deux familles, les a fait admettre ; elles sont communes dans ces sortes d'actes, beaucoup plus rares dans les Testaments, qui n'ont pas parmi nous le même degré de faveur que les contrats de mariage. Nous ne voudrions pas néanmoins les en exclure, puisqu'elles ne sont pas contraires aux bonnes mœurs, qu'elles procedent souvent de l'affection légitime que ceux qui disposent ont ordinairement pour leur famille.

Cette condition de *propres* doit d'autant moins surprendre dans le Testament de M. le Camus, qu'il y en avoit une dans le contrat de mariage de M. le Président de Nicolaï.

La parité seroit entiere entre le Testament de M. le Camus & le contrat de mariage de M. de Nicolaï, s'il n'avoit pas porté ses vues plus loin dans son Testament.

Mais il faut convenir que M. le Camus

n'en est pas demeuré dans les termes d'une simple stipulation de *propres* à sa fille, aux siens de son côté & ligne, telle qu'elle étoit dans le contrat de mariage; il a encheri, & a rendu ses biens *propres* au plus proche parent portant son nom lors de son décès.

On a douté longtems si la simple condition de *propres* au légataire ou au donataire, aux siens de son côté & ligne, formoit une substitution. La négative n'a été jugée qu'après beaucoup de contradictions, ainsi que Je remarque M^c. Marie Ricard dans les chap. 7. de la premiere partie de son Traité des Substitutions. Il a falu plusieurs Arrêts pour fixer cette jurisprudence; elle a prévalu enfin, & elle est fondée sur ce que la stipulation de *propres* n'opere qu'une destination de la chose léguée, ou donnée aux héritiers de la ligne, en cas que le légataire ou le donataire n'en ait pas disposé conformément à la Coutume. Mais quand la stipulation de *propres* va plus loin, & qu'elle regarde non seulement la petite-fille, ses enfans, mais le plus proche parent portant le nom de le Camus, elle opere l'exclusion du parent qui ne le porte pas. Il ne faut pas d'autre réponse au parallele que l'on a fait de la clause de *propres* du contrat de mariage de M. de Nicolaï, avec celles de *propres* du Testament

Selon la clause du contrat de mariage, qui ne contient qu'une disposition de *propres* à la future épouse, aux siens de son côté & ligne, tous les héritiers collatéraux de la D^{moiselle} de Nicolaï lui auroient succédé:
mais

mais si l'on suit la clause du Testament, pour lui succéder, il ne suffira pas d'être de la ligne, d'être le plus proche, si l'on ne porte le nom de le Camus.

Par cette affectation des biens au plus proche parent portant le nom, se forme une espece de substitution. L'on opposera, que la clause ne lie pas les mains à la D^{moiselle} de Nicolaï, ni à ses enfans, qui pourroient disposer librement.

Mais on répond, que nous connoissons des substitutions qui n'ôtent pas entierement la faculté d'aliéner & de disposer.

Telle est, par exemple, la défense d'aliéner à une personne étrangere, avec clause, en cas d'aliénation, que les biens appartiendront à un tel. Cette disposition, qui n'empêche pas d'aliéner à un de la famille, ni même en faveur d'un étranger après que tous ceux de la famille qui ont été sommés ont refusé d'accepter, induit néanmoins une substitution.

La seconde espece de substitution est celle par laquelle le substitué n'est appelé qu'à ce qui se trouvera de reste dans la succession de l'institué. Il en est fait mention dans la loi 54. du ff. *ad Senatu Trebell.* & dans la nouvelle loi de Justinien.

Tel est l'effet de la clause du Testament de M. le Camus. Elle n'ôte pas à la D^{moiselle} de Nicolaï la liberté de disposer de ses propres fictifs, mais elle exclut des héritiers même les plus proches, en faveur d'un parent

plus éloigné portant le nom du Testateur. Deux personnes sont comprises dans cette exclusion, on n'en peut pas douter. M. le Président de Nicolaï, qui étoit héritier des meubles de sa fille, n'a plus rien à espérer dès qu'ils sont convertis en *propres*. M. de Gouffainville, quoique le plus proche parent de la Demoiselle de Nicolaï sa sœur, quoique seul héritier des *propres* de la ligne maternelle, en est néanmoins privé par la clause du Testament, qui affecte les biens qui composent le legs universel au plus proche parent portant le nom du Testateur.

La Demoiselle de Nicolaï convient de l'exclusion de M. de Nicolaï son pere, mais on dit qu'il n'a pas droit de s'en plaindre, parce qu'il ne lui étoit rien dû dans la succession de M. le Camus. Elle nie formellement que M. de Gouffainville soit exclus, & prétend de plus que quand il le seroit, rien n'empêchoit M. le Camus de lui préférer un de ses proches portant son nom.

Pour prouver que M. de Gouffainville n'est pas exclus, elle employe deux moyens.

Premièrement, que pour changer l'ordre des successions, il faut une substitution: il n'y en a point ici, il n'y a pas même de disposition.

Il est vrai en général que la condition de *propres* n'induit pas une substitution parfaite qui empêche de disposer des biens, mais une substitution imparfaite, parce qu'elle appelle ceux au profit de qui elle a été faite à
ce

ce qui restera dans la succession du Donataire.

C'est une illusion de dire que l'affectation de *propres* aux collatéraux portant le nom de le Camus n'emporte pas la disposition à leur profit, parce que le Testateur n'a point dit qu'il leur donne & lègue, ou qu'il leur substitue les effets du legs universel au défaut de sa petite-fille & de ses enfans.

La seule affectation de *propres*, avec expression & désignation de ceux en faveur desquels elle est faite, règle la succession.

Le Testateur, en disant qu'il veut que ses biens soient *propres* à la Demoiselle de Nicolai, dispose au profit de ses enfans, sans legs, sans substitution, & exclut les héritiers mobiliers.

De même qu'au défaut d'enfans, il affecte les biens comme *propres* aux collatéraux portant le nom de le Camus, la vocation emporte disposition à leur profit.

La seconde réponse de la Demoiselle de Nicolai est fondée sur la dernière partie de la disposition.

Les dispositions sont conçues en ces termes : La condition de *propres* que j'impose aux biens que je laisse à ma petite-fille n'induit pas une substitution, mais elle ne doit servir que pour exclure les héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux *propres*.

Cette condition de *propres* ne sert, à ce que l'on prétend, qu'à exclure ceux d'entre les héritiers des meubles qui ne devoient pas

succéder aux *propres* ; donc M. de Goussainville, qui est héritier des *propres*, n'est pas exclus.

Quelques efforts que l'on ait fait pour faire valoir ce raisonnement, nous ne pouvons nous persuader que cette dernière partie de la disposition contienne un rappel de M. de Goussainville exclus par la première, & que la vocation du parent le plus proche portant le nom de le Camus soit effacée.

Car en premier lieu, si l'intention du Testateur désignoit son petit-fils après sa petite-fille avant le plus proche parent portant son nom, il ne se seroit pas expliqué de la sorte ; il auroit parlé de son petit-fils, il l'auroit nommé. Sa tendresse, allarmée de l'exclusion prononcée par la première partie de la clause, auroit employé des termes plus clairs, des expressions plus fortes, pour faire entendre que son intention n'avoit jamais été de l'exclure.

N'étoit-il pas plus simple de dire que cette destination de ses *propres* n'étoit qu'au défaut de M. de Goussainville ? n'étoit-il pas plus sûr de réduire la clause de *propres* à la Demoiselle de Nicolaï, aux siens de son côté & ligne ? Cette clause si commune, dont M. le Camus n'ignoroit pas la force, auroit rempli toutes ses vues, si son intention avoit été d'exclure seulement les héritiers mobiliers, & de faire succéder M. de Goussainville à la Demoiselle de Nicolaï. En tout cas, qu'on réfléchisse sur la clause dont il s'agit, on jugera que le plus naturel est

est que la D  moiselle de Nicolaï doit recueillir la premiere les libéralités du Testateur; que le plus proche parent du Testateur portant son nom tient le second rang; & que M. de Gouffainville en est totalement exclus.

Ce n'est qu'à force de réflexions, & par un effort d'esprit, qu'on tire de la derniere partie de cette clause un raisonnement pour insinuer que le petit - fils doit avoir la préférence sur le parent portant le nom du Testateur.

Cet argument n'est même qu'un argument indirect. La premiere clause, dit-on, ne doit servir qu'à exclure les héritiers des meubles, qui ne doivent pas succéder aux *propres*. Donc, ajoute-t-on, ceux qui ont droit de succéder aux *propres* sont admis. Personne n'ignore la foiblesse de ces sortes de raisonnemens qui ont un sens contraire. De profond Dumoulin l'a prouvé dans son commentaire sur la Coutume de Paris. Ils ne sont d'aucune conséquence, sur-tout lorsqu'il s'agit de donner atteinte à une disposition qui est expresse & point tirée

Telle est la disposition, qui en appellant le plus proche parent portant le nom de le Camus, exclut M. de Gouffainville. Comment, en vertu de cette clause qui ne parle point de lui, pourroit-on le faire rentrer dans ses droits?

D'ailleurs on n'a pas sérieusement réfléchi sur les impressions que pouvoit donner contre le Testateur la maniere dont s'explique la se-

conde partie de la clause. Comment concilier l'effet qu'on lui donne, avec la profonde intelligence & la grande pénétration de M. le Camus ? En quatre lignes deux dispositions si contraires ! D'abord il exclut son petit-fils ; il le rappelloit ensuite, pour le mettre en la place de ceux qu'il lui avoit préféré ! De pareilles variations dans les clauses les plus essentielles seroient d'autant plus extraordinaires, qu'on ne pourroit les attribuer au défaut de lumieres & d'expérience.

Donnons à cette clause une interprétation plus vrai-semblable. Le Testateur n'a jamais voulu rappeler son petit-fils ; s'il l'eût voulu, d'autres expressions se seroient présentées à son esprit. Mais son dessein a été d'expliquer par rapport à la D^{emoiselle} de Nicolaï sa premiere clause. Il appréhendoit que l'on ne conclût de la charge qu'il avoit imposée à sa libéralité, que ses biens étoient chargés d'une substitution. Il craignoit que par le droit de propriété qu'il avoit intention de lui donner, on ne la limitât trop. Pour développer son intention, & pour favoriser de plus en plus la D^{emoiselle} de Nicolaï, il a déclaré que l'on ne devoit pas induire une substitution de la condition de *propres*.

Il doit donc demeurer pour constant, que la seconde partie de la clause ne détruit pas la premiere. Elle l'explique, mais seulement par rapport à la D^{emoiselle} de Nicolaï, & à son avantage. Ainsi non seulement M. de Goussainville est réduit à sa légitime dans la succession de son ayeul, mais il est même

me privé de la triste espérance de recouvrer une partie des biens qu'on lui ôte dans la succession de sa sœur, s'il lui survit.

Après avoir prouvé quelle a été la volonté du Testateur, il faut voir ce qu'il a pu faire, & quel a été son motif.

On ne peut pas douter que le second mariage de M. de Nicolaï n'ait achevé de déranger entre M. le Camus & lui une union, qui dès-lors n'étoit pas trop bien affermie. Les demandes que M. le Camus a pour-lors formé contre lui, les termes vifs & peu mesurés qu'il a employés pour expliquer ses raisons, en sont une première preuve; & ce qui résulte de la clause du Testament par laquelle M. le Camus prie la Démoniselle de Nicolaï de ne se point marier sans le consentement par écrit de son ayeule, est infiniment plus fort; & le même esprit n'est-il pas répandu dans la clause que nous examinons?

D'abord il change en *propres* ses effets mobiliers. Ce n'est point assez de faire sentir plus particulièrement à son gendre toute son animosité par la dernière partie de la clause, en expliquant en faveur de sa petite-fille que cet endroit n'induit point une substitution, il ajoute que c'est seulement pour exclure les héritiers des meubles qui ne doivent pas succéder aux *propres*. Il étend la première partie de la disposition, afin que M. le Président de Nicolaï s'y reconnoisse mieux; il a prétendu exclure les héritiers des meubles, il le dit en termes formels.

Personne n'étoit plus intéressé que Monsieur de Nicolaï à cette disposition ; il étoit le premier héritier des meubles de sa fille ; il est exclus le premier de la succession que les loix accordent aux peres , pour les consoler en quelque sorte de la mort prématurée de leurs enfans.

On a tenté de répondre à ce raisonnement , que la clause étoit aussi contraire aux intérêts de Madame de Camus , qu'à ceux de M. de Nicolaï.

La différence est très-sensible : dans le contrat de mariage de M. le Président de Nicolaï , Monsieur & Madame le Camus avoient stipulé que le survivant jouiroit des biens du prédécédé. M. le Camus n'a institué la Démonfelle de Nicolaï sa légataire universelle , qu'à condition que Madame le Camus jouiroit pendant sa vie. Il lègue tous ses biens , pour en jouir après le décès de sa femme ; donc Madame le Camus , qui doit jouir de la totalité du bien pendant sa vie , n'est pas fort intéressée dans cette clause : car si elle survit la Démonfelle de Nicolaï , celle-ci n'aura jamais joui du bien qui lui est légué : si elle prédécède , la clause qui ne tombe que sur les héritiers mobiliers de la Démonfelle de Nicolaï ne peut pas la regarder , & la jouissance de tout le bien pendant sa vie la dédommage abondamment de l'espérance de la succession mobilière de sa petite-fille : au lieu que M. de Nicolaï est privé sans retour , sans ressource , de tout ce qu'il pouvoit espérer.

Il est vrai que s'il avoit seul éprouvé les effets de l'aversion de M. le Camus pour lui, si par la disposition dont il s'agit il étoit seul exclus, M. de Goussainville n'auroit aucun prétexte pour se plaindre. Mais la clause qui décide contre M. de Nicolai, réduit M. de Goussainville à sa légitime. C'étoit porter le dernier coup à M. de Nicolai, qui fondoit les espérances d'une Maison illustre, sur un fils à qui le public souhaite les dignités de ses ancêtres, parce qu'il a lieu d'espérer qu'il en aura toutes les vertus. Si M. le Camus s'étoit moins déclaré contre M. de Nicolai, il auroit pû dans la dernière partie de sa disposition rendre à son petit-fils du moins le droit de succéder à sa sœur; mais occupé qu'il étoit à faire sentir, sans qu'on pût s'y méprendre, que sa principale vûe étoit de rendre ses biens d'une telle nature qu'ils ne pussent en aucun cas passer à M. de Nicolai, il s'est mis peu en peine de rétablir, par rapport à son petit-fils, ce qu'il lui avoit ôté. Il ne cherche de plus en plus qu'à désigner M. de Nicolai par la dénomination d'hériter de meubles, qui tombe directement sur lui.

Que M. de Goussainville ait été l'objet immédiat de la haine de M. le Camus, ou qu'il ait été la victime de celle qu'il avoit pour M. de Nicolai, il n'importe; car il n'est pas nécessaire que la haine soit directe contre l'héritier présomptif, il suffit qu'elle soit le motif de la disposition.

La loi 33. Cod. de test. en fournit un exem-

exemple. Cette loi, qui est de l'Empereur Justinien, prononce la nullité du Testament d'une mere, à cause de la prétériton de son fils en haine de son pere. *Hoc iniquum judicantes*, ce sont les termes de la loi.

Les dispositions de la Testatrice étoient d'autant plus inconcevables, ajoûte la même loi, qu'elle avoit une voye naturelle & légitime pour se vanger de son mari, en lui ôtant la part du legs que la loi lui donnoit sur les biens de la succession maternelle, & en instituant son fils, sous condition que son pere seroit obligé de l'émanciper. *Sub conditione emancipationis hæreditatem mater filio relinquere.*

Que l'intention de M. le Camus eut été d'exclure M. de Nicolai de la succession mobilière de sa fille, qu'il ait voulu l'en priver pour l'avoir contredit sur l'éducation de ses petits-enfans, il le pouvoit en imposant la condition de *propres* aux biens qu'il laissoit à sa petite-fille; les droits de M. de Gouffainville étoient à couvert, ils étoient même conservés, assurés par cette clause. Mais l'affectation de donner ces biens au plus proche parent portant le nom du Testateur, & la dernière partie de la clause dans laquelle il s'applique à faire sentir plus particulièrement que son intention est d'exclure M. de Nicolai désigné sous le nom d'héritier des meubles, ont empêché qu'il n'ait rappelé son petit-fils, qu'il a privé même de la succession de sa sœur. La loi que nous

ve-

venons de citer prononce sur une pareille disposition.

Un autre moyen encore plus fort résulte de la préférence de l'héritier collatéral portant le nom de le Camus, à M. de Gouffainville petit-fils du Testateur. Nous avons fait voir que cette préférence est établie par les termes du Testament.

Quel peut être le motif d'une pareille disposition? Pour lui en donner un légitime, on a prétendu qu'il n'étoit pas extraordinaire que M. le Camus eût préféré des parens de son nom à un de ses descendans qui ne le portoit pas; que cette clause n'a rien qui répugne aux bonnes mœurs: c'est au desir de perpétuer son nom, que l'on attribue l'exclusion de M. de Gouffainville.

Quoiqu'en général il soit assez extraordinaire de préférer des parens de son nom à des descendans, ce n'est pas néanmoins une chose sans exemple. M. le Camus portoit un nom illustre par une grande charge qu'il remplissoit dignement; par une place éminente qu'un de ses freres avoit occupée dans l'Eglise; par l'élévation d'un autre frere, encore plus recommandable par son mérite que par sa dignité, dont la vie, quelque longue qu'elle puisse être, sera trop courte, & dont la mémoire sera toujours précieuse à la Justice.

Mais ce nom, quelque cher qu'il fût à M. le Camus, il ne l'a pas voulu préférer à sa petite-fille; elle devoit néanmoins en porter un autre que le sien; ce n'est donc pas l'a-

mour

mour de son nom qui a été le motif de son Testament.

S'il avoit voulu transmettre ses biens avec son nom, il auroit exclus sa petite - fille, ainsi que son petit - fils. L'intention du Testateur de perpétuer son nom, & de le soutenir par de grands biens, ne pouvoit pass'accomplir en les laissant à la D^{moiselle} de Nicolai. Si l'on veut d'un autre côté que la tendresse du Testateur pour ses descendans ait été la cause de la préférence de la petite - fille aux parens portant son nom, il auroit donc fallu leur préférer aussi M. de Gouffainville. La tendresse de son ayeul pour lui devoit être assez forte, pour qu'il ne gratifiât pas un parent de son nom au préjudice de l'un des ses petits - enfans.

S'il n'avoit eu que de la prédilection pour sa petite - fille, n'étoit - ce pas lui en donner une marque assez essentielle que de réduire pour elle son petit - fils à sa légitime? Il n'est pas possible de ne trouver que de la prédilection pour la D^{moiselle} de Nicolai dans une clause qui non seulement la préfère à son frere, mais s'attache encore à le dépouiller de la succession de sa sœur, que la nature lui donne.

Dira-t'on qu'il a mis son nom dans le second degré, parce qu'il le chérissoit moins que sa petite - fille; mais qu'il aime mieux ceux qui le porteront, que son petit - fils?

C'est cette gradation qui suppose que le cœur de M. le Camus est infecté d'un mauvais principe. Quoi donc! tout est cher à

M.

M. le Camus, hors son petit-fils ? Il lui préfère sa sœur : ce n'est pas assez, ses parens collatéraux portant le nom du Testateur l'excluent encore de la succession de sa sœur.

La seule indifférence peut-elle produire de semblables effets ?

Quand dans la nécessité de décider entre des concurrens à qui l'on ne doit rien, on pourroit se déterminer pour l'un, sans sentir aucune aversion pour l'autre, il n'en est pas de même lorsqu'il faut prononcer entre enfans, & contre ses enfans. Le sang parle pour tous deux ; il faut le faire taire, pour préférer l'un à l'autre, pour sacrifier l'un des deux ; & le sang ne se tait point sans murmure, sans violence : il faut plus que de l'indifférence ; disons-le en un mot, il ne faut pas moins pour lui imposer silence, qu'une passion rebelle, telle que la haine & la colere.

Outre que la haine de M. le Camus contre son petit-fils est bien marquée en ce que la clause du Testament lui préfère un collatéral, cette même clause présentée sous un autre point de vue fournit un nouveau moyen, fondé sur ce que M. le Camus est un Magistrat habile & éclairé, à qui la passion a dû mettre un bandeau bien épais, pour l'ofusquer dans son propre Testament.

Voici les termes de la clause, qu'il n'est pas inutile de repeter encore : *à condition que les biens que je lui laisse lui seront propres à elle, ses enfans & le plus proche de ses parens qu'elle*

qu'elle aura lors de mon décès portant mon nom.

On peut demander d'abord , à qui M. le Camus donne la jouissance des biens qu'il laisse à la D^{mo}iselle de Nicolaï , *au plus proche parent portant le nom de le Camus lors de mon décès.* Mais le Testateur avoit deux freres , tous deux parens de la D^{mo}iselle de Nicolaï en pareil degré ; vouloit-il que ses biens fussent partagés entre eux ? étoit-ce à l'aîné seul qu'ils devoient appartenir ? La D^{mo}iselle de Nicolaï a expliqué cette clause en supposant qu'elle pût avoir lieu en faveur de M. le Premier Président de la Cour des Aydes , frere aîné de M. le Camus. Néanmoins dès que le Testateur s'est contenté de dire qu'il vouloit que les biens fussent déferés au plus proche parent portant son nom , ne semble t'il pas que tous ceux qui sont en pareil degré devoient y être admis , parce qu'entre plusieurs parens du même degré , aucun ne peut se dire le plus proche ?

Nous n'agiterons point cette question , il suffit seulement d'observer que cette clause , telle que M. le Camus l'a rédigée , ne marque pas aussi clairement s'il a voulu appeler après la D^{mo}iselle de Nicolaï ses deux freres , ou M. le Premier Président de la Cour des Aydes seul.

Une autre ambiguïté beaucoup plus considérable est formée par ces termes : *le plus proche parent portant mon nom lors de mon décès.* Il n'y a que deux partis à prendre
pour

pour expliquer cette clause ; ou de s'en tenir à la lettre du Testament , & de n'admettre en vertu de cette clause que les deux freres du Testateur, ou l'un d'eux ; ou de substituer le mot *lors de son décès* au lieu de *lors de mon décès* ; supposant que l'intention de M. le Camus a été de fixer à l'instant du décès de la Demoiselle de Nicolaï, le tems où la proximité du degré jointe au nom de le Camus donneroit droit à sa succession.

On a soutenu que c'est le Premier Président de la Cour des Aydes, le plus proche parent, qui devoit suivant cette clause recueillir dans la succession de la Demoiselle de Nicolaï les biens provenans du legs universel.

Nous adoptons, si l'on veut, pour un moment cette interprétation : il ne faut point d'autre preuve pour montrer clairement que des mouvemens étrangers avoient ôté à M. le Camus cette liberté d'esprit qui lui étoit si naturelle, & qui le rendoit supérieur aux affaires les plus épineuses.

Pour soutenir l'exclusion du petit-fils par le Testament, on a prétendu que son dessein a été de faire passer son bien avec son nom à un collatéraux après le décès de la Demoiselle de Nicolaï ; que ce desir n'avoit rien d'injuste ; & lorsque pour expliquer la clause du Testament, on cherche sur qui M. le Camus a jetté les yeux pour soutenir son nom après la Demoiselle de Nicolaï qui n'avoit que seize ans, on dit que c'est sur M. le Premier Président de la Cour des

Aydes, qui en avoit plus de quatre-vingts.

Il seroit beaucoup plus conforme aux vûes du Testateur, qui vouloit établir une substitution au profit du *plus proche parent portant son nom*, de convenir qu'il lui est échappé de marquer le tems de son décès au lieu de celui de la D^{me}oiselle de Nicolaï.

Il faut donc conclure, ou que le Testateur exprime autre chose que ce qu'il vouloit ; ou que si ce qu'il a exprimé est sa volonté, on ne peut l'accorder avec le motif de perpétuer son nom, que l'on prétend l'avoir déterminé.

La loi 3. Dig. *de rebus dubiis*, apprend quel doit être le sort des dispositions aussi obscures : *qui aliud dicit quam quod vult, neque id dicit quod vox significat, quia non vult, neque id quod vult, quia non loquitur*. Si l'intention de Mr. le Camus a été de faire passer ses biens après le décès de sa petite-fille au plus proche parent qu'elle avoit pour lors portant le nom de le Camus, ses expressions rendent mal sa pensée, & sa volonté ne peut être exécutée, parce qu'il n'a pas exprimé ce qu'il a voulu, *quia id quod vult, non loquitur*. On ne peut donc pas d'un autre côté lui faire le tort de croire qu'il ait exactement pensé ce qu'il a écrit, puisqu'il seroit absurde qu'il eût imaginé pour perpétuer son nom, d'appeller M. le Premier Président de la Cour des Aydes à la succession de la D^{me}oiselle de Nicolaï : *non vult quod vox significat*.

La grande réputation de M. le Camus, ce mérite si connu & si distingué, servent de barrière à cette disposition. Il contribue encore à la faire trouver plus étrange; les lumières ni l'expérience ne lui manquoient pas, pourquoin'en a-t'il pas fait usage? Plus il avoit de capacité, plus sa disposition doit être pesée scrupuleusement. Ce qui auroit pû échapper à un autre, n'est pas excusable dans celui qui avoit ouvert un si grand nombre de Testaments, & qui avoit tant de fois instruit le Public sur la manière dont on doit entendre les dernières volontés des défunts.

Les contradictions, les négligences, les confusions, qu'on remarque dans cette disposition, marquent bien clairement, qu'il cherchoit de plus en plus, à envelopper sa haine; qu'il sçavoit, qu'il est difficile de cacher les passions aux lumières de la Justice.

Il nous paroît que M. de Goussainville est bien fondé, de faire usage de plusieurs circonstances qu'il a relevées, en soutenant que la haine contre M. de Nicolaï a dicté à M. le Camus son Testament, autant que la prédilection qu'il avoit pour sa petite-fille; qu'il en est la victime; que M. le Camus a enveloppé cette haine du mieux qu'il a pû. Ceux qui commettent une injustice, songent en même tems à la cacher pour la mettre à l'abri; & c'est dans cet esprit que M. Guy Coquille, sur la Coutume de Nivernois, en établissant que la fraude peut être prouvée

par un concours de conjectures , dit qu'elle ne seroit pas fraude , si elle n'étoit cachée.

Parcourons quelques moyens dont on s'est servi pour fortifier toutes les dispositions de M. le Camus , & qui sont la dernière ressource de la D^émoiselle de Nicolai.

Tout son S^{is}tème roule sur deux points principaux : sur le pouvoir de M. le Camus , & sur la justice de ses motifs.

M. le Camus auroit p^û disposer au profit d'un étranger , il a laissé à son petit - fils la légitime qui lui étoit réservée par la Coutume.

En général la conséquence n'est pas juste, qu'un Testateur puisse avantager ses enfans au préjudice les uns des autres, parce qu'il a droit à leur préjudice de gratifier un étranger. Quelques-unes de nos Coutumes ont porté si loin la faveur de l'égalité entre les descendans , qu'elles ont ôté au pere le pouvoir de disposer au profit d'un de ses enfans au préjudice des autres , quoiqu'elles permettent de donner à des étrangers.

D'ailleurs, si le même motif l'avoit engagé de disposer au profit d'un étranger , s'il s'étoit expliqué dans les mêmes termes , avec le même embarras , la même confusion , cette disposition, quoique faite à un étranger , auroit dû avoir le même sort ; les plaintes du petit - fils & de la petite-fille auroient sans doute été écoutées.

On allègue inutilement que M. le Camus n'a disposé que des biens dont la Coutume le rendoit maître ; c'est la défense ordinaire de

de ceux qui soutiennent des Testaments que l'on attaque en attribuant aux Testateurs des sentimens de haine & de colere.

Si le Testateur avoit excédé son pouvoir, la nullité de la disposition dispenseroit de proposer d'autres moyens ; & ceux que l'on tire de la haine du Testateur, n'ont jamais d'application que quand, sous l'apparence de se conformer à la loi, en ne donnant que ce qu'elle permet de donner, le Testateur s'est écarté de son esprit, & a disposé par des motifs illégitimes.

Ce principe répond à la distinction faite entre l'exhérédation & la réduction à la légitime.

Si M. le Camus avoit ôté à M. de Gouffainville sa légitime, celui-ci n'auroit pas eu besoin de prouver la haine du Testateur, le défaut de cause auroit anéantie cette exhérédation ; mais c'est parce qu'on ne lui a laissé que sa légitime, & qu'on l'a exclus d'une partie de sa portion héréditaire, qu'il cherche dans la haine du Testateur la raison d'un traitement qu'il n'a pas mérité.

C'est une erreur de croire que dès qu'un Ascendant laisse la légitime à l'un de ses enfans, ses dispositions soient inattaquables : il faut que les motifs qui le déterminent en faveur des autres à une préférence, soient légitimes, parce qu'une disposition dont le motif seroit injuste, ne peut être d'aucun poids.

Nous sommes, s'il est possible, dans des termes plus forts que si on avoit légué à M.

de Gouffainville sa légitime. Ce n'est que par induction quel'on infere du Testament de M. le Camus que sa légitime lui est réservée, il y est totalement oublié. A quoi attribuons-nous un changement si subit? Nous avons vu les deux petits enfans de M. le Camus partager toute sa tendresse dans les premières années de sa vie. Quelle révolution dans l'intérieur de M. le Camus! il ne laisse à son petit-fils que ce qu'il ne peut lui ôter; c'est de la loi, & non pas de son ayeul, qu'il tient sa légitime.

Si M. le Camus n'avoit eu que de l'indifférence pour son petit-fils, il ne l'auroit pas oublié dans son Testament; quelques préférences pour la D^{mo}iselle de Nicolai auroient marqué sa prédilection pour elle; il auroit pu la favoriser, sans intéresser totalement la fortune de son petit-fils. Quand sa prédilection auroit été assez forte pour lui donner tout, au moins son petit-fils auroit-il eu la seconde place. Mais non, il lui ôte tout ce qu'il peut lui ôter dans sa succession; & ce que nous ne saurions trop répéter, il l'exclut de celle de sa sœur. La haine la plus violente, la plus déclarée, auroit-elle suggéré d'autres dispositions, auroit-elle produit un autre effet?

Dira-t-on que deux motifs peuvent l'avoir conduit, le mérite de celui qui est préféré, & le démerite de celui qui est exclus?

Nous voyons avec satisfaction que ni M. de Gouffainville, ni la D^{mo}iselle de Nicolai ne se sont point démentis pendant la
vie

vie de M. le Camus ; ils ont l'un & l'autre donné lieu d'espérer que chacun d'eux dans leur état soutiendrait la noblesse de son origine.

M. de Gouffainville avoit deux avantages sur sa sœur, celui de l'âge, celui du sexe ; ces deux considérations auroient dû décider pour lui. La préférence des aînés aux cadets est établie dans tous les pays, de tous les tems ; la préférence du sexe est naturelle, elle est conforme au vœu commun de tous les peres de famille.

Il est des vertus qu'on ne peut voir revivre que dans un fils, & qui ne sont point le partage d'un sexe plus foible. M. le Camus avoit été privé de cette douce espérance dans le premier degré de sa postérité, il n'avoit eu qu'une fille unique, il devoit la chercher dans le second degré ; il la voyoit renaître dans M. de Gouffainville son petit-fils, qui pouvoit hériter de son amour pour la justice ; ses exemples, ses instructions étoient une succession qu'une fille ne peut recueillir. Sur lui devoient donc tomber toutes les complaisances de M. le Camus, puisque lui seul pouvoit réunir dans sa personne les mêmes dignités de son pere, & l'application laborieuse de son ayeul dans l'administration de la Justice.

Après ses réflexions, comment justifier cette prédilection que l'on a imaginé comme le motif le plus apparent de la volonté de M. le Camus ? & si cette prédilection n'est

pas juste, que pensera-t'on d'une disposition qui en est l'effet ?

Nous ne vous disons point, pour appuyer le parti que nous croyons devoir prendre, en confirmant la Sentence des Requêtes du Palais, en partageant *ab intestat* la succession de M. le Camus, que c'est établir une égalité qui ne peut être regardée que comme très-avantageuse à une sœur cadette qui partage avec un frere aîné.

Nous ne disons point que, l'égalité est seule capable d'entretenir la paix dans les familles; que l'union presque toujours gardée par des partages égaux, est le plus précieux héritage que des peres peuvent laisser à des enfans; que parmi nous la faveur de l'égalité est si grande entre les descendans, que s'il y a lieu de douter de la validité d'une disposition faite à l'un des enfans au préjudice des autres, on se porte volontiers à remettre les choses dans le droit commun de la succession *ab intestat*. Dans le doute, si le Testateur a usé avec sagesse du pouvoir qu'il tient de la loi, il est plus sûr que la loi elle-même, toujours sage, toujours sûre & irrévocable, décide du sort des enfans qui doivent partager une succession.

Ces considérations, décisives dans des questions douteuses, fortifient ce que nous avons crû devoir remarquer sur celles que vous avez à juger.

Pour casser la disposition du Testament de M. le Camus, en écartant tous les faits qui sont étrangers & qui n'approchent pas de la vérité, il ne faut employer que la disposition.

position, & fortifier les inductions que l'on en tire, par quelques circonstances qui font connoître les sentimens que M. le Camus avoit pour son gendre. Son aversion pour lui s'est déclarée dans le procès qu'il lui a suscité lors de son second mariage. Elle s'est manifestée par les expressions aigres, par les termes injurieux dont ses mémoires sont remplis. On la trouve encore mieux écrite dans la clause du Testament, qui ordonne à la D^{emoiselle} de Nicolai de prendre pour se marier le consentement par écrit de son ayeule : nous avons fait sentir toutes les conséquences de cette clause. Enfin la disposition universelle en est la consommation. On voit que si M. le Camus donnoit à ses biens la qualité de *propres*, c'est en vûe d'en priver M. de Nicolai ; non pas que la condition de *propres* en elle-même soit illicite, mais elle est condamnable par l'affectation avec laquelle il a étendu cette clause dans des termes qui désignent M. de Nicolai, de maniere qu'il n'a pû s'y méconnoître.

Nous sommes persuadés que quand la haine est le motif d'un Testament, il ne peut subsister : soit qu'elle tombe directement, ou indirectement, sur l'héritier présomptif, il n'importe, cette passion offusque les lumieres de la raison, si nécessaires pour disposer sagement de ses biens après sa mort. Mais ici la haine contre M. de Nicolai a non seulement engagé le Testateur à le priver par la condition de *propres* de la succession

de sa fille , mais le contre - coup de cette haine est tombé sur M. de Goussainville.

Non seulement il n'est pas nommé dans le Testament de son ayeul ; ce silence qui le réduit à une simple légitime , est accompagné de précautions irrégulières que le Testateur a prises contre lui.

Il ne s'attache point à la formalité ordinaire pour exclure les héritiers collatéraux d'une ligne en faveur de ceux de l'autre ligne ; s'il les avoit distingué par les termes de côté & ligne , son petit - fils auroit pu succéder à sa sœur ; il ne le vouloit pas , il affecte d'opposer le plus proche parent portant son nom , lors de son décès.

Par là son petit - fils est exclus , & la préférence du collatéral est certaine ; nous croyons l'avoir prouvé bien clairement.

Ajoutons les ambiguïtés qui se trouvent dans ses dispositions , parce que la première partie de la clause contient en termes précis une substitution du moins imparfaite , puisqu'elle affecte les biens au plus proche parent portant le nom. Deux lignes plus bas , il dit que cela n'induit pas une substitution. La contradiction qui se trouve entre l'effet nécessaire de la première clause , & le jugement contraire qu'il en a porté ; l'erreur de ces derniers mots , *lors de mon décès* , au lieu qu'il a dû marquer le tems du décès de sa petite - fille pour remplir le motif qu'on lui a attribué , de vouloir perpétuer son nom : tout , ce me semble , doit servir à appliquer les textes du Droit pour lesquels les Testaments

ments obscurs & ambigus doivent être cassés, sur-tout quand ils s'agit de rétablir l'égalité. Il est triste que la Justice ne puisse venger la mémoire d'un Magistrat qui lui a consacré sa vie; que le public, presque toujours jaloux des grandes réputations, ait trouvé dans cette clause de quoi prendre pour M. le Camus une idée différente de celle qu'il avoit conçue.

Il est fâcheux pour nous, de n'avoir pû en détruisant jusqu'au moindre soupçon de haine & de vengeance, le montrer dans l'intérieur de sa famille, tel que nous l'avons vu dans l'exercice de ses fonctions.

Nous n'oublierons jamais, que c'est lui qui a éclairé nos premiers pas dans la carrière de la Magistrature, qui a ouvert nos yeux au premier rayon de la Justice.

Ces mots échapent à notre gratitude : mais nous ne craindrons pas, après l'examen que nous venons de faire, après nous être déclaré contre son Testament, malgré notre prévention avantageuse pour le Testateur, nous ne craindrons pas que les plus severes nous reprochent ce mouvement de reconnaissance. Si l'on ne peut rendre à M. le Camus sa réputation toute entière, que votre jugement, en réunissant le frère & la sœur, serve du moins à leur faire oublier que le Testament de leur ayeul les a divisés. L'un & l'autre sont d'un âge assez tendre pour reprendre des sentimens convenables à la proximité du lien & à leur naissance, pour nous faire espérer qu'ils con-

serve-

serveront la paix, comme le plus précieux don de la Justice.

M. l'Avocat Général, après avoir parlé trois heures, requit dans ses conclusions que la Sentence fût confirmée, & que la succession de M. le Camus fût partagée entre le frere & la sœur comme si elle étoit *ab intestat*.

Arrêt Dé-
finitif.

Les conclusions de M. Chauvelin furent suivies par l'Arrêt du 9. May 1712.

Les motifs de cet Arrêt sont développés avec tant de profondeur dans le Plaidoyer de M. l'Avocat Général, qu'il est superflu que je fasse là-dessus aucune observation.

Les Plaidoyers éloquens pour & contre font sur les esprits des effets qui les ébranlent différemment. L'Orateur gagne d'abord, par l'art avec lequel il met ses raisons en œuvre, son Lecteur. L'Orateur qui lui répond fait valoir ses réponses avec tant d'énergie, qu'il range à son parti celui qui le lit.

Mais enfin M. l'Avocat Général creuse l'affaire si profondément, qu'il déterre la vérité & la fait triompher de toute l'illusion de l'éloquence. Nous admirons jusqu'où peuvent aller les efforts du raisonnement, maniés avec une adresse singulière.

Cet Arrêt ne tarit pas la source des contestations auxquelles donna lieu l'éducation de Mademoiselle de Nicolaï, entre M. de Nicolaï, & la veuve de M. le Camus. Elles ulcererent le cœur de cette dernière jusqu'à un point, qu'imitant son mari, elle fit
un

un Testament où sa tendresse éclata pour sa petite-fille, & sa haine pour son gendre & son petit-fils. Cette dernière disposition eut le même sort qu'avoit eu celle qui étoit son modele. Il est étrange qu'étant éclairée par de bons conseils, sa passion lui ait fait donner dans les mêmes écueils où son mari avoit échoué.

Revenons à M. le Camus : il étoit originaire de Poitou, petit-fils d'un Conseiller d'Etat, fils d'un Intendant d'Armée, frere du Cardinal le Camus Evêque de Grenoble, & frere du Premier Président de la Cour des Aydes, ayeul de M. Nicolas le Camus revêtu à présent de la même dignité.

Le Cardinal le Camus ne devoit son élévation qu'à son mérite, & preuve que l'enjouement n'est pas incompatible avec le mérite éminent, ce sont les bons-mots qu'il a dit.

Bons-mots de M. le Cardinal le Camus.

Après s'être rendu célèbre par une vie peu reguliere, qu'il mena étant Abbé, il se rendit très-recommandable par la pénitence qu'il fit, étant Evêque. Louis XIV. qui voyoit que le mauvais exemple avoit plus de part à sa maniere de vivre que le mauvais naturel, dit : Je le connois, si je le fais Evêque, il sera homme de bien. Je rapporterai de ce Prélat plusieurs bons-mots.

Un Curé de son Diocese se plaignoit à lui de ses Paroissiens, qui faisoient les Dimanches des fêtes baladoires : Je n'ai pû, lui dit-il, abolir ces danses, avec quelque zele que je les aie censurées dans mes Prônes.

Le

Le Cardinal lui demanda s'ils assistoient aux Offices divins. Oui, Monseigneur, répondit le Curé, & ce n'est qu'après les Offices qu'ils se divertissent de la sorte. Hé bien, dit le Cardinal, laissez les secouer leur misère.

Une fort jolie fille, c'étoit une de ces beautés naturelles qui ont des roses sur le visage que la santé & l'embonpoint leur donnent, roses destinées à être cueillies par un Rustaud, & qui sont d'un autre prix que celles qui sont l'ouvrage du fard : une fort jolie fille, dis-je, on ne dira pas soin de la parenthèse, j'en suis sûr, alloit puiser de l'eau dans la cour de l'Evêché du Cardinal le Camus : le laquais du Prélat, qui étoit un amant bannal de filles de basse étoffe, rendit le service à la belle de lui tirer son sceau d'eau ; en homme intéressé, il prit pour paiement un baiser ; le Cardinal ouvrit la fenêtre tout à coup, & cria son laquais : La Verdre, vous êtes un coquin, je ne vous ai pas donné ordre de vendre mon eau.

M. le Camus devenu Cardinal soutint les droits de l'Episcopat avec beaucoup de fermeté. M. de la Feuillade disoit, il n'a jamais été plus Evêque, que depuis qu'il est Cardinal.

Il ne vivoit que de racines. Un jour M. de Villars Archevêque de Vienne lui dit : Hé, Monseigneur, mangerez-vous toujours de ces méchantes racines ? Le Cardinal répondit : Monsieur, vous les trouveriez bonnes, si elles vous avoient aidé à devenir Cardinal.

Quand

Quand l'amour des femmes s'empare d'un vieillard , disoit-il , ce n'est pas une passion , c'est une fureur.

On lui dit , lorsqu'il reçut le fruit de son Cardinal , que sa dignité étoit le fruit de son mérite ; il répondit : Il faut que Sa Sainteté aime bien la vertu , puisqu'elle en récompense jusqu'à l'ombre.

Le Cardinal le Camus , en déclamant en chaire contre la galanterie des femmes , dit qu'il y en avoit beaucoup qui avoient des maris en survivance , qu'il y avoit des seconds mariages qui soutenoient les premiers ; qu'on connoissoit plutôt les femmes par leurs amans , que par leurs maris.

Les amis sont plus rares en Dauphiné qu'ailleurs. Ce même Cardinal prêchant à Grenoble , dit : N'est-ce point trop de vous obliger à pardonner à vos ennemis ? aimez vos amis.

Il s'étoit condamné à une abstinence perpétuelle. Etant indisposé , il mangea de la viande. Il disoit en parlant de son corps , qu'il falloit user sa tunique , & non pas la déchirer.

Il disoit : La teinture du Seminaire de S. Sulpice est belle , mais elle ne tient pas. Il avoit en vue quelques Ecclésiastiques , qui n'avoient pas conservé la piété qu'ils y avoient prise.

On lui apprit qu'une Dame galante avoit vendu un lit ; il dit : Quand un ouvrier vend ses outils , il veut quitter le métier.

Comme on lui parloit des livres d'Abely intitulés *Medulla Theologica* ; La Lune , dit-il , étoit

étoit en décours quand il fit ce livre. Dans la vieille Lune, on dit que les os sont sans moëlle.

Il donna sa montre à l'heure de la mort à son Aumonier, en lui disant : Voilà qui marque pour le tems, & je vais marquer pour l'éternité.

Le Cardinal le Camus se promenant dans Grenoble, jetta les yeux sur l'enseigne d'un Tailleur, qui représentoit un homme de sa profession qui coupoit avec ses grands ciseaux; l'inscription au bas étoit ainsi : *Au Tailleur fidele*; le Cardinal dit : Voilà le Tailleur fidele hors de la maison, mais le fripon ne seroit-il pas dedans?

Généalogie de M. de Nicolaï.

A l'égard de M. de Nicolaï dont il est parlé dans cette Cause, il s'appelloit Jean-Aymard. Il étoit Premier Président de la Chambre des Comptes. Il avoit eû dans cette Charge six prédécesseurs dont il descendoit : dont Jean de Nicolaï, le Premier Conseiller au Parlement de Toulouse, accompagna Charles VIII. au voyage de Naples. Il fut employé par ce Roi en diverses Négociations importantes chez les Princes d'Italie; & après la conquête du Royaume de Naples, il y fut laissé en qualité de Chancelier. Lorsque cet Etat eut changé de maître, il continua en France ses services sous le Roi Louis XII. qui lui donna une Charge de Maître des Requêtes, le 3. Juin 1504. Deux ans après il fut revêtu de celle de Premier Président de la Chambre des

des Comptes, dont il fit les fonctions jusqu'en 1518. qu'il la résigna à son fils.

Antoine Nicolas de Nicolaï acteur de ce procès, qui fut oublié par un défaut volontaire de mémoire dans le Testament de Jean le Camus Lieutenant Civil, fut reçu en survivance de la Charge de Premier Président de la Chambre de Comptes, & mourut sans être marié le 16. Juin 1731.

On me permettra ici de dire que la réputation de ce Président, qui passoit pour le meilleur joueur d'échets qu'il y eût en France, lui suscita un jour un envieux qui vint exprès de 60. lieues pour la lui disputer. M. le Président est-il chez lui? dit-il à son Suisse. Non, Monsieur, lui répond celui-ci; mais il viendra bientôt, & vous pouvez l'attendre un moment dans la salle. Cet inconnu tout botté attendit le Président, à qui il dit à son retour de la Chambre des Comptes: Monsieur, ayant ouï dire que vous passez pour le meilleur joueur d'échets, je viens exprès voir s'il faut que je vous le cede; une partie seulement en décidera. On apporta des échets, le Président perdit; l'inconnu le quitta, sans que M. de Nicolaï le pût engager à une seconde partie, ni à dîner avec lui, ni à lui dire son nom, qu'il n'a pû sçavoir par d'autres voyes. Jamais, à ce qu'a dit depuis le Président, il ne s'est vû un homme jouer avec tant d'esprit & de jugement que celui-là.

Marie Catherine-Elisabeth de Nicolaï sa sœur, contre laquelle il plaida, mourut au si

sans être mariée en Octobre 1716.

Aymard Jean de Nicolaï, fils de François-Elisabeth de Lamoignon, seconde femme de Jean Aymard de Nicolaï, est à présent Premier Président dans la Chambre des Comptes. C'est le neuvieme Premier Président. Il est sans exemple qu'il y ait eu une descendance de neuf personnes revêtues d'une premiere Dignité de ce genre.

Je rapporterai l'Epitaphe de M. le Camus, que l'on lit à Paris dans l'Eglise des Blancs Manteaux où il a élu sa sépulture.

Epitaphe
de M. le
Camus
Lieute-
nant Ci-
vil.

D. O. M.

IN EXPECTATIONE JUDICH,

HIC ꝛ ACET

Integerrimus dum viveret Judex

JOANNES LE CAMUS

primum in sanctiore Regis Consilio

Libellorum supplicum Magister,

mox Regius Avernorum

Præfectus,

demum Prætor Urbanus Parisiensis

quo nomine jus dixit civibus

annis ad quadraginta,

duos habuit fratres clarissimos

alterum Episcopum & Principem

Gratianop. S. R. E. Cardinalem,

alterum Suprem. Paris. Subsidiarum

Cuꝝ

*Curia principem.**Clarissimus ipse & neutri impar
maximum sui desiderium reliquit**V. Kal. Augusti M. DCCX.**ætatis LXXIV.**In hac æde sacrâ ubi corpus suum condi voluit
monumentum conjugi carissimo, & sibi*

MARIA CATHARINA DU JARDIN

P. C.

Nous avons un volume d'actes de Notoriété que ce Magistrat a donnés au Public ; qui servent de fondement à la décision de plusieurs questions épineuses. C'est un ouvrage de Jurisprudence , qui est souvent d'un grand secours. Il a fait des Observations sur le texte de la Coutume de Paris, que M. de Ferriere Professeur en Droit a fait entrer dans un grand Commentaire sur cette Coutume, où il n'a rien laissé à desirer. Les remarques de M. le Camus sont très-justes & très-conformes à l'esprit de la loi.

Observations sur les Testaments.

Le Testament est un Acte ou solennel ; ou écrit de la main de celui qui déclare ses dernières volontés sur la disposition de ses biens. Un traité des Testaments est une des plus amples matières de Droit. Je ne prétens pas l'embrasser entièrement, mon dessein n'est que de faire quelques remarques

singulieres. La loi qu'il faut suivre, c'est l'Ordonnance de Louis XV. sur les Testaments, donnée à Versailles au mois d'Août 1735. Il faut aussi voir la disposition des Coutumes dans lesquelles se font les Testaments, & où sont situés les biens dont on dispose.

Un Testament peut être fait dans un contrat de mariage. La présence du Notaire fait la solennité du Testament.

Les Testaments olographes sont les moins suspects de suggestion. Il y a cependant quelquefois des circonstances si puissantes, des faits si précis & si clairs, qu'on ne peut se disposer d'y avoir égard. Plusieurs Arrêts ont admis en ce cas la preuve des faits qui ont été articulés. *Voyez Richard dans son Traité des Donations, n. 45.*

Une femme en puissance de mari, pour disposer de ses biens par Testament, n'a pas besoin d'être autorisée par son mari, parce que cette disposition regardant le tems au-delà de la mort, la puissance maritale ne s'étend pas si loin dans ce tems-là, comme dit le Sauveur, *neque nubent, neque nubentur.*

Un Testament de mort est celui que fait un criminel condamné à mort : son témoignage, tout suspect qu'il est, peut faire arrêter une personne : il ne peut pas augmenter la peine du criminel condamné, quelque aveu qu'il y fasse de quelque autre crime. Deux Testaments de mort conformes, peuvent

vent faire condamner un homme contre qui ils déposent à la question.

Un Testament peut être révoqué, parce que suivant le langage de la loi, la volonté de l'homme est ambulatoria jusqu'au dernier soupir de la vie : *Voluntas hominis est ambulatoria usque ad extremum vitæ spiritum*. C'est pourquoi un homme qui a l'artifice d'avoir inspiré un Testament en sa faveur, ne tient rien, s'il ne veille continuellement pour empêcher la révocation. Un oncle avoit pour héritiers du sang, deux neveux qui aspiroient à sa succession. L'un régala son oncle, dont il noya la raison & les sens au fond d'une bouteille; & profitant de ce naufrage, il lui suggéra un Testament en sa faveur; l'autre qui en fut averti, tendit à son oncle un semblable piège, & en fit le même usage.

Après la mort du Testateur, le premier ayant produit son Testament en Justice, le second manifesta le sien. Son Avocat dit alors aux Juges: Messieurs, une bouteille a fait son Testament, une bouteille l'a défait.

On fait l'histoire d'un Religieux Carme, intime d'un Testateur, qui pour lui donner des marques puissantes de son amitié, institua son Ordre pour son héritier. Un de ses collatéraux, plus habile à succéder, trouva un moment favorable, où par l'ascendant qu'il prit sur son esprit, il lui fit révoquer le Testament par un autre en sa faveur. Ces Religieux après la mort du Tes-

tateur vinrent réclamer la succession, le Testament à la main. L'héritier du sang leur dit en leur montrant le sien, & faisant allusion à la prétention qu'ils croient ou qu'ils veulent avoir, qu'Elie ce Prophete célèbre de l'Ancien Testament est leur Fondateur: Mes Peres, vous êtes de l'Ancien Testament, vous n'aurez point de part au Nouveau.

Il faut que la volonté du Testateur soit pleine & entiere, & qu'on ne voye dans le Testament aucun vestige d'une volonté étrangere. Le moindre défaut des formalités prescrites par la loi donne lieu à la cassation du Testament, parce qu'on suppose que le Testateur n'a pas voulu que son Testament fût bon, dès qu'il a manqué à une des formalités requises. Les personnes prohibées, incapables d'être héritiers ou légataires, ne peuvent pas recueillir une succession ou un legs par la voye de personnes interposées. Un Testateur est bien embarrassé dans le choix qu'il veut faire d'un Fidei-Commissaire pour faire passer sa succession à une personne prohibée, un mari à sa femme, un pere à sa bâtarde. Premièrement, il faut qu'il choisisse une personne d'une probité éprouvée, très-désintéressée, animée des sentimens les plus délicats de l'honneur: où en trouve-t-on de ce caractère? Secondement, il ne faut point qu'il lui explique son intention. Celui qu'il choisit doit la devenir, parce que dès qu'on le soupçonne n'être que dépositaire, on l'in-

ter;

terroge, on l'oblige sur la religion du serment de dire la loi du dépôt. Alors obligé de la dire, si on la lui a imposée, la succession lui échappe pour aller à l'héritier légitime. Si le Testateur ne lui a prescrit aucune loi, & qu'il se soit reposé sur sa pénétration, quelle puissante tentation pour lui de retenir la succession ! son intérêt qui le lui inspire, se trouve soutenu d'une espèce de raison de conscience. Les Casuistes nous enseignent que nous ne pouvons point en conscience nous dérober au joug de la Loi, de la Coutume, ni faire ce qu'elle nous défend. N'est-ce pas frauder la Loi, que d'être dépositaire d'une succession, pour la transmettre à une personne prohibée ? Ainsi il semble que notre conscience veuille que nous nous enrichissions d'une succession qui nous est venue par cette voye. Que cette loi est douce ! Je vous ordonne, par exemple, à l'égard des 100. mille francs qu'on vous a chargé de rendre à une telle personne prohibée par la loi, de les garder. Que le joug de la conscience, encore une fois, seroit aimable ! son cri se confond avec celui de l'intérêt. Peut-on y être sourd ? Mais qu'on y prenne garde, c'est ici qu'on se fait illusion : car si la conscience crie qu'il ne faut pas rendre la succession à la personne prohibée, elle dicte en même tems suivant le desir de la loi, qu'il la faut donner à l'héritier légitime. D'ailleurs le Fidei-Commissaire est persuadé dans l'ame qu'en gardant la succession, il en jouit malgré

l'intention du Testateur, qui se feroit déterminé, à la laisser à l'héritier légitime, s'il avoit prévu qu'elle ne dût pas venir à la personne prohibée.

Un Testateur qui vouloit faire passer sa succession à sa bâtarde, l'unique objet de son affection, séduit par les faux dehors de dévotion de son ami, le choisit pour Fidei-Commisnaire; sans lui imposer aucune loi. Cet homme qu'il avoit choisi étoit un de ces personnages qui auroit dit en présence d'un étranger à son domestique:

Laurent, ferrez ma haine avec ma discipline.

Et priez que le Ciel toujours vous illumine.

Si l'on vient me chercher, je vais aux prisonniers

Des aumônes que j'ai partagés les deniers.

Un tel homme abusera-t'il du dépôt d'une succession qu'on lui a confiée? Qui croiroit que ce fût un scélérat sous le voile de la dévotion? Le Testateur eut pourtant la précaution de faire un autre Testament postérieur, où il choisissoit un autre Fidei-Commisnaire qui étoit un homme tout uni, & qui vivoit autrement, & dont la conscience n'étoit point en proie au scrupule. Après la mort du Testateur, le faux dévot songea sérieusement à garder la succession, il croyoit en jouir à son aise, & se repaissoit des plus douces illusions du monde, lors-

lorsque le second Fidei-Commissaire parut, qui la reclama pour en faire part à celle à qui elle étoit destinée. Quoiqu'il fût taxé d'être libertin par le faux dévot qui lui disoit qu'il étoit dans la voye de l'Enfer, il fit pourtant cette action-là sans faire aucun effort de conscience.

Je me rappelle l'histoire d'un Partisan, qui sous un Ministre qui lui en vouloit, fut menacé d'un forte taxe qu'il n'avoit pas méritée. Comme il n'avoit point de bien en évidence, il résolut de se retirer dans le Pays étranger. Il confia à un célèbre Magistrat, dont la probité sonnoit fort haut, cent mille francs qu'il devoit retirer à son retour. Il confia une pareille somme à la célèbre Ninon, qu'on appelloit Mademoiselle l'Enclos; Ninon dont Saint Evremond a dit:

Ninon, qui près d'un siècle a suivi les amours,

Vient de finir ses jours.

Elle fut de son sexe & l'honneur & la honte:

Pour ses amis fidele & sage,

Pour ses amans tendre & volage,

Elle fit regner dans son cœur

Et l'extrême débauche, & l'austere pudeur.

L'orage passé, le Partisan de retour voulut retirer son dépôt du Magistrat, qui eut le front de le lui nier, & qui le menaça de le perdre, s'il publioit qu'il le lui eût confié.

Le Partisan s'attendoit après cela à une pareille infidélité de la part de Ninon, mais il fut bien surpris quand cete aimable fille lui dit: Vos cent mille francs en or sont dans ma paillasse, tels que vous me les avez remis. Elle les lui rendit. Je n'ai perdu, dit-elle, ni le chant ni la voix, ayant si près de moi un trésor. L'ame de Ninon, quoique fille déréglée, n'étoit-elle pas d'une trempe excellente; & l'ame du Magistrat, avec tout le faste d'un homme de probité, n'étoit-elle pas de boue?

L. 18. ff.
qui Tes-
tam. fac.
poss.

Ceux qui étoient condamnés dans le Droit Romain pour avoir fait des Libelles diffamatoires, étoient incapables de recevoir par Testament; ce qui n'a pas lieu aujourd'hui, à moins que la condamnation n'emporte mort Civile. Il faut être capable de recevoir dans le tems que le Testament a été fait; il faut aussi être capable de recevoir au tems du décès du Testateur, à moins que l'institution d'héritier, ou les legs, ne contiennent un terme ou une condition, auquel cas il suffit d'être capable lors de l'échéance du terme ou de la condition.

Ricard, de
Donat. liv.
1. ch. 3.
sect. 13.

On ne pouvoit pas par le Droit Romain instituer héritières les Communautés, qu'il appelloit *Collegia*, à moins qu'elles ne fussent approuvées par le Prince; on ne pouvoit pas aussi leur faire des legs; la même chose est observée parmi nous.

Il seroit à souhaiter que les Communautés des Religieux, si elles sont bien fondées, bien établies, quoiqu'approuvées par le

le Prince, fussent déclarées incapables d'hériter.

Si on est édifié en voyant des Religieux qui ont renoncé à toutes sortes de cupidité, on est scandalisé quand on en voit qui après avoir renoncé à la cupidité des biens du siècle, la conservent sous un autre point de vue, sous prétexte qu'elle a pour objet le bien de la Communauté.

Dans quelques-unes de nos Coutumes, le mari & la femme ne se peuvent rien donner par Testament, ni à plus forte raison les concubins & concubines; autrement le vice seroit traité plus favorablement qu'un mariage légitime.

Mais dans les Coutumes où le mari & la femme ne se peuvent rien donner par Testament, la prohibition n'est faite qu'en faveur des parens capables de succéder; car s'il n'y en avoit point, le Légataire universel ou le Fisc ne pourroient pas disputer les dispositions faites au profit du mari ou de la femme, parce qu'au défaut des parens, ils sont appelés mutuellement à la succession l'un de l'autre par le titre appelé en Droit, *unde vir & uxor*.

Les Tuteurs, Curateurs, & autres Administrateurs, & leurs enfans durant la vie de leur pere sont incapables de recevoir le legs de ceux dont ils ont eu l'administration, jusqu'à ce qu'ils leur aient rendu compte.

Par la Jurisprudence des Arrêts, les peres Tuteurs de leurs enfans ont été exceptés de

Ordonnan-
ce de 1031
art. 131.
Declarat.
de 1539.

Ricard des
Donat. liv.
1. ch. 3.
la sect. 9.

la rigueur de l'Ordonnance , parce qu'on ne craint pas les mêmes inconvéniens d'un pere que d'un Tuteur étranger.

Les Tuteurs honoraires , & les subrogés Tuteurs , en ont été exceptés , parce qu'ils n'ont point d'administration , & servent seulement de conseil aux Tuteurs onéraires.

ibid.

Les enfans des Tuteurs , après la mort de leur pere , sont capables de recevoir , quoiqu'ils n'aient pas rendu compte , parce qu'ils n'ont aucune autorité sur l'esprit des mineurs dont ils puissent abuser.

ibid.

Les Arrêts ont étendu l'Ordonnance aux Précepteurs , aux Confesseurs , même aux Monasteres dans lesquels les Confesseurs sont engagés.

ibid.

Les impressions qu'ils peuvent faire sur l'esprit du Testateur sont d'autant plus dangereuses , qu'elles sont accompagnées de l'éloquence que la piété inspire.

ibid.

L'Ordonnance est aussi étendue aux Médecins & Chirurgiens , qui ne peuvent recevoir des Legs des malades qu'ils traitent. L'empire qu'ils s'attribuent sur le malade , lorsqu'ils trouvent un esprit foible ou credule , leur donne un grand ascendant. Dans la maladie , les esprits les plus forts sont bien foibles & bien susceptibles des impressions de ceux dont ils croient que dépend leur santé , qui leur est si précieuse.

ibid.

Les Avocats , quelque pouvoir qu'ils aient sur leurs parties dans des procès où il s'agit de toute leur fortune , ne sont pas incapables de recevoir , parce qu'on ne présume

me

me pas qu'ils abusent de la confiance qu'elles ont en eux; rien ne leur fait plus d'honneur que cette opinion avantageuse, & rien ne les distingue davantage. On ne voit point d'exemple d'Avocat intéressé qui la démente, en extorquant de ses cliens des Testaments ou des donations.

Les Novices qui font Profession dans une Maison Religieuse, ne peuvent disposer en faveur des Monasteres, soit du même Ordre ou autres; ce qui a été ordonné pour empêcher les suggestions qui pourroient être faites aux Novices, & afin que les Monasteres ne se prêtent pas la main les uns aux autres.

A l'égard des solemnités, il faut d'abord observer que pour la validité du Testament, on ne suit point les formalités requises dans le lieu du domicile du Testateur, ni celles du lieu où les biens sont situés; mais celles du pays où le Testament a été fait, quand même ce seroit en pays étranger.

Suivant les dispositions du Droit écrit, les mâles peuvent tester à 14. ans & les filles à 12. à moins qu'ils ne soient fils de famille; dans ce cas, ils ne pourroient pas même tester avec consentement de leur pere, si ce n'est qu'ils ayent acquis des biens à la Guerre, ou au Barreau. Ils peuvent par Testament disposer de ces sortes de biens qui sont appelés, *peculium castrense, vel quasi castrense*. *Instit quib. non est permiss. de milit. Testam.*

Il y a des Coutumes où il faut avoir vingt ans accomplis pour disposer de ses meubles *§. 6. Paris, art. 293. & 294. &c.*

& de ses acquêts, & vingt-cinq pour disposer du quint des propres; mais quand on n'a ni meubles ni acquêts, on peut disposer du quint des propres à l'âge de vingt ans.

Melun,
art. 247.

Il y en a où les mâles ne peuvent disposer des meubles & acquêts qu'à l'âge de vingt ans, & les filles à dix-huit; & pour les propres, il faut en avoir vingt-cinq.

Auxerre,
art. 215.

Il y en a où il est permis aux mâles de disposer des meubles, des acquêts, du quint des propres à vingt ans, & aux filles à dix-huit.

Estampes,
art. 103.

Il y en a où les mâles à vingt ans, & les filles à dix-huit, ne peuvent tester que des meubles, & à vingt-cinq ans des immeubles.

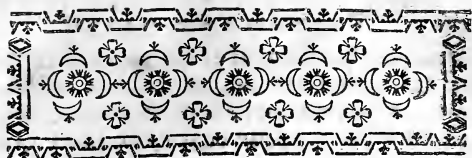
Mantes,
art. 155.

Il y en a où les mâles & les filles peuvent faire leur Testament dès le moment qu'ils sont mariés.

On peut voir les autres différences des diverses Coutumes sur cette matière, dans la Conférence des Coutumes.

Voyez le troisieme tome de cet Ouvrage, à l'article des Testaments singuliers.





TESTAMENT

C A S S É

D'UN HOMME QUI CROYOIT

Ê T R E F I L L E.

UN héritier du sang a poursuivi la cassation d'un Testament qu'on attribue à un homme, qui avant, lors & après cette disposition, croyoit n'être pas homme. Il ne l'étoit pas en effet dans un sens, puisqu'il avoit perdu la raison, & que suivant les égaremens d'une imagination troublée, il disoit & il croyoit sérieusement être fille.

Il avoit pourtant les sceaux de son sexe, & la nature qui parloit dans lui, élevoit sa voix au-dessus de celle de sa folie. Mais son ame étoit sourde à ce langage, & n'écoutoit que son erreur qui y étoit enracinée, & l'obligeoit à démentir le cri de l'humanité, & à lui déclarer la guerre jusqu'à se conduire soi même au tombeau.

L'Histoire ne fournit point d'exemple
d'une

d'une pareille démence. Elle surpasse toutes les extravagances de ces fameux insensés, dont les Auteurs parlent pour avertir les Juges de n'avoir aucun égard aux actes qu'on leur attribue.

Ce qui caractérise la démence dont on va parler, c'est qu'elle est singulière, & contraire au sentiment commun de tous les hommes.

La Bruyere a dit que dans une compagnie un homme souhaite d'être fille, & belle fille, depuis dix-huit ans jusqu'à vingt-deux, & après cela de redevenir homme. Et M. Charpentier s'écrie : Que l'on dise tout ce qu'on voudra à l'avantage du beau sexe, que l'on traite les femmes de chef-d'œuvre de la nature, qu'on les fasse plus brillantes que les astres, qu'on dise que la lumière du Soleil s'efface devant celle de leurs yeux, qu'on leur élève des autels où se viennent prosterner tous les jours des troupes de soupirans qui attendent l'arrêt de leur destinée du moindre de leur regards, rien de tout cela n'est capable de leur faire oublier l'imperfection de leur sexe. Il n'y a pas une de ces prétendues Déeses qui ne quittât volontiers sa dignité, son temple & ses autels, pour être à la place de ses adorateurs. Les femmes répondront, que si elles font ces souhaits, elles en ont deux raisons ; c'est parce que le regne de leur beauté est court, & par la grande gêne où les tiennent les hommes qui leur ôtent entièrement leur liberté. Ce sont des Reines prisonnières

res qu'on respecte dans leur prison , mais qui aimeroient mieux être sujettes avec leur liberté , que Reines dans la captivité. Ainsi ce n'est point à cause de l'imperfection de leur sexe , diront-elles , qu'elles souhaitent d'être hommes.

Voici un homme dont le cerveau est autrement fabriqué que celui des autres , qui méconnoissant les prérogatives de son sexe , s'imagine que celui qui est plus foible lui est supérieur. On rapporte le trait d'un homme qui remercioit Dieu tous les jours de ce qu'il étoit né Catholique , & non d'une autre religion ; homme , & non femme , François , & non Italien. En un mot en comparant les deux conditions d'homme & de femme , quelle est la femme qui ne gémisse de sa sujétion , de sa dépendance , & de son esclavage ?

On fera donc surpris que la Jurisprudence ayant décidé qu'un homme qui est en démence , tirannisé par son imagination , ne peut pas tester , on veuille soutenir que celui-ci étant atteint d'une folie du premier genre , ait pû instituer un héritier , mais quel paradoxe la cupidité ne défendrait-elle pas , si elle lui étoit favorable ?

Me. Aymond Dumoret , Avocat au Parlement de Toulouse , & Juge de plusieurs Terres dans le voisinage de Bagneres dans le Bigorre où il résidoit , étoit marié avec la Démoniselle de Manas. Ils eurent deux fils , dont le second a laissé la succession qui est l'objet de ce procès. Il fut baptisé le 11.

Novembre 1678. sous le nom de Pierre-Aymond Dumoret. Il passa de l'enfance à la démence. A la vérité, à la folie près qui s'imprima dans son esprit de croire qu'il étoit fille, il paroissoit conserver l'usage de la raison, & ses parens s'apperçurent bientôt de ce dérangement. Ils redoublèrent leurs soins pour son éducation, espérant que cette seconde nature répareroit le défaut de la première.

Le jeune homme étudia, la mere le garda à vue; mais étant décédée, & les occupations du pere ne lui permettant pas d'avoir les mêmes attentions, Pierre-Aymont Dumoret qui eut plus de liberté, fit aussi connoître au public son état qu'on avoit caché avec soin, & on le vit souvent paroître en habit de fille.

On délibéra dans la famille de l'envoyer à Toulouse. On crut que la nécessité d'être toujours avec des étrangers, le commerce avec des étudiants, & les différens objets que présente une grande ville, pourroient dissiper cette manie: mais tout fut inutile; le mal étoit incurable, & croissoit avec l'âge.

Il étudia à la vérité tantôt en Droit, tantôt en Théologie, & prit même le degré de Bachelier en Droit. Mais occupé de son idée ineffaçable, il fuyoit la compagnie des hommes, il vivoit dans la retraite, il paroissoit dévot, il aimoit la chasteté, & il présentoit toutes ces qualités aux incrédules comme autant de preuves qui
de,

devoient les convaincre qu'il étoit véritablement fille : il ne lui falloit, disoit-il, que des habits de femme.

Il étoit sans ressource pour en acheter, son pere n'envoyoit que l'argent nécessaire pour sa pension : mais l'indigence lui parut moins affreuse que la honte de n'avoir pas les habits qu'il croyoit convenir à son état ; il employa l'argent destiné à sa pension à acheter des habits de femme, & il fut content, quoiqu'il n'eût plus de quoi vivre.

La nécessité, qui est ingénieuse dans les cerveaux les plus déréglés, fournit un expédient à Pierre Aymond Dumoret. Il se présenta, & il fut reçu pour Précepteur des enfans de la Dame Rouquette. C'est dans la maison de cette Dame que Dumoret, retiré dans sa chambre, prenoit ses habits de femme, & paroïsoit aux fenêtres.

La Dame de Rouquette qui en fut avertie le surprit dans cet état ; le Précepteur n'en rougit point, il dit au contraire très-sérieusement à cette Dame : *qu'elle étoit fille depuis sa naissance, qu'elle avoit été obligée de paroître en homme pour obéir à ses parens, & pour conserver quelque bien qu'elle ne pouvoit avoir sans cela ; mais que quand elle seroit sa maîtresse, elle paroîtroit toujours dans ses habits de fille naturels.*

Pierre Aymond Dumoret alla ensuite chez le sieur Bourguignon en la même qualité de Précepteur ; mais ayant toujours continué à se mettre en habit de fille, il fut remer-

cié , & il ne pouvoit pas espérer de se placer sur le pied de Gouvernante.

Il voyoit donc que son sexe imaginaire lui étoit inutile : il avoit éprouvé au contraire que sous le nom & les apparences d'un homme , il avoit trouvé une ressource pour vivre , que sa qualité de fille lui avoit fait perdre : il aima mieux quitter Toulouse , & s'en retourner à Bagnères , pour publier dans le lieu de sa naissance qu'il étoit véritablement fille.

Arrivé à Bagnères, son pere mit tout en usage pour ramener cet esprit égaré , il voulut l'accoutumer à des excercices qui ne conviennent qu'à l'homme , & cherchant à désabufer son fils , il emprunta son suffrage de Juge dans des Sentences , & il l'envoya deux ou trois fois dans des villages pour y tenir l'Audience sur quelques legeres contestations dont il lui déféroit la décision.

Il résulte del'Enquête del'adversaire, que Dumoret tint l'Audience sous un ormeau , & quoiqu'il n'y eût ordinairement que le Greffier avec les deux parties , la réputation du Juge lui attira tout le village. L'ormeau fut entouré , & chacun s'empressoit à voir ce Juge. Sa folie lui laissoit tout le discernement nécessaire pour juger ; ce qui est une fonction de l'ame des plus distinguées : il étoit pourtant dans le danger des'égarer.

Cependant le stratagème fut inutile ; le fils ne voulut plus se prêter aux bonnes intentions du pere. Il lui déclara qu'étant fille, il ne devoit s'occuper qu'à filer & à coudre.

M.

M^r. Dumoret voyant qu'il n'avoit rien à espérer du côté de la douceur, crut que son fils pouvoit être du nombre de ces fous que les Médecins disent pouvoir être réduits par la force & les menaces.

Ce pere affligé voulut donc user de son autorité, il parla rudement à son fils, il le menaça de le faire attacher & de l'enfermer, s'il avoit l'audace de paroître en habit de fille : mais le remede fut pire que le mal ; le fou devint furieux ; incapable de connoître son sexe, il ne connut plus son pere ; nul respect, nul ménagement. Le danger devoit être grand pour M^r. Dumoret le pere, puisque dans un âge très avancé, il fut obligé pour se garantir, de prendre ses pistolets, & de chasser de sa maison cet insensé, qui ne prit la fuite que parce que sa résistance contre des armes à feu auroit démenti la timidité d'un sexe dont il croyoit devoir soutenir le caractère. Le pere mourut quelque tems après : le fils étant maître de ses actions, sa folie prit son effor.

Les parens consultés sur cet accident virent bien que la folie seroit convertie dans un état permanent de fureur, si l'on agissoit de force. On crut donc qu'il valoit encore mieux avoir un fou tranquille qu'un furieux, & on n'usa plus que des représentations que chaque parent faisoit avec douceur dans les occasions, mais qui furent toujours inutiles.

Pierre-Aymond Dumoret continua de paroître en habit de femme dans les rues, & dans les Eglises ; il en étoit chassé, les

enfans couroient après lui. Il fuyoit de son côté ses parens les plus proches, parce qu'ils étoient les plus attentifs à le détourner de sa folie. Il changeoit souvent de demeure, comme une fille inconstante, pour ne manquer aucun des attributs du sexe volage. Il prit enfin le parti de se retirer dans une petite métairie, où sans contrainte, & sans être exposé aux huées des enfans, il paroïssoit toujours en fille.

Ce fut dans cette retraite que se dépouillant des habits de femme proportionnés à sa taille, il prit une petite robe de fille à manches pendantes, qu'il avoit fait faire d'un Taffetas vert & blanc, & qui venoit seulement jusques aux genoux, âgé de plus de quarante ans. Il disoit à ses fermiers, & à leurs voisins, que c'étoit la robe d'innocence que les filles doivent porter une fois en leur vie, & que son pere ayant manqué à lui faire remplir ce devoir, il devoit s'en acquitter.

Après avoir satisfait à ce devoir essentiel, Pierre-Aymond Dumoret, voulant sans doute réparer le tort qu'il croyoit avoir fait au sexe féminin en paroissant déguisé en homme dans plusieurs endroits, prit la résolution d'aller détromper ceux qui l'avoient vû dans son déguisement, & leur faire connoître que Pierre-Aymond Dumoret étoit véritablement *Mademoiselle Rosete*; c'est le nom cheri qu'il prit dans sa métamorphose, & c'est ainsi qu'on le nommera pendant le cours de ses voyages, soit parce qu'il ne paroïssoit

roïssoit qu'en habit de fille, soit parce que la narration en sera plus aisée.

Mademoiselle Rosete partit donc pour Toulouse, où elle changea trois fois de logis; mais partout on découvrit son déguisement & sa folie: elle étoit pourtant modeste, & vivoit frugalement; elle filoit, & fuyoit la compagnie des hommes, elle alloit régulièrement à la Messe aux grands Carmes, aux Augustins, à la Dalbade*. Elle disoit souvent avoir fait ses dévotions aux Augustins, & on la vit se confesser & communier aux grands Carmes.

* Paroisse dans Toulouse.

En un mot Mademoiselle Rosete paroïssoit fort dévote; mais cette dévotion devint suspecte, quand on s'apperçut que Mademoiselle Rosete affectoit ces petites manières, ces minauderies qui sentent la coquetterie ou la vanité. On la voyoit perdre beaucoup de tems devant son miroir; elle étoit uniquement occupée à retoucher à sa coëffure, à placer ses rubans, à ranger son écharpe, & à donner une bonne figure à un panier indocile, qu'elle avoit fait de branches de sarment, pour être à la mode. Alors fatisfaite d'elle-même, elle disoit à son portrait qu'elle voyoit dans le miroir ou quelquefois à une fille qui alloit monter ses cornettes: *Mademoiselle Rosete n'est-elle donc pas bien ajustée?*

Sa barbe noire & fournie auroit pû découvrir d'abord l'homme recelé sous l'habit d'une femme, mais Mademoiselle Rosete avoit soin de s'écorcher le bas du visage, en

se servant tantôt de la pincette, tantôt de la pierre ponce; & pour cacher pendant les premiers jours les marques de cette sanglante opération, elle portoit son mouchoir sur le menton, en disant qu'elle avoit mal aux dents.

Enfin pour réparer le défaut de sa gorge plate, elle se formoit un gros sein avec des étoupes; & pour rendre sa taille plus droite & plus fine, elle portoit un corset avec des lames de fer, au lieu de baleine: tout cela fut découvert, & on ne douta plus que Mademoiselle Rosete ne fût un homme en démençe.

Elle alla pourtant sous cette figure rendre visite à la Dame de Rouquette, elle lui rappella le souvenir de ce que Dumoret Précepteur lui avoit dit lorsqu'il étoit chez elle, & elle lui assura de nouveau *très-serieusement qu'elle étoit fille*; ce qu'elle confirma au sieur de Boisset qu'elle avoit connu, & qu'elle rencontra encore dans la même maison.

La réputation de Mademoiselle Rosete fut connue dans toute la Ville. Les enfans couroient après elle avec des huées, & s'étant logée derrière la Dalbade, le Curé, qui fut instruit qu'il y avoit dans sa Paroisse un homme travesti en femme, craignit que la débauche ne fût la cause de ce déguisement. Il alla voir Dumoret, & il trouva Mademoiselle Rosete avec tous ses atours. Elle lui soutint *qu'elle étoit vraie fille, qu'elle s'étoit fait visiter par des Médecins, & que ces Médecins lui avoient attesté qu'elle l'étoit.* Et le

le ajoûta d'autres discours si extravagans, que le Curé reconnut sans peine le sexe & la folie de Rosete.

Après quelques mois de séjour dans Toulouse, Rosete fatiguée des risées qu'elle s'attiroit, & du concours des enfans qui la suivoient dans les rues, dit à son hôtesse qu'elle partoît pour Agen. On la fit conduire au bateau de poste sur la Garonne. On sçait qu'elle alla d'Agen à Cahors : elle fut errante pendant quelque tems.

La loi que l'on s'est imposée de ne rapporter que ce qui est prouvé par l'Enquête, fait qu'on supprime les désagréables aventures de Rosete, dans le cours de ses voyages ; on s'est fixé à la preuve qu'on a faite. Il en auroit trop coûté d'ailleurs pour la suivre dans ces courses vagabondes, & la dépense auroit été superflue, après la preuve de ce qui s'est passé à Toulouse & à Bagnères. On se contentera donc de dire que Mademoiselle Rosete n'eut pas lieu de se louer de la politesse de quelques Officiers de guerre, qui furent indignés de trouver un homme qui voulût être femme.

Enfin Rosete revint à Bagnères, où elle apprit que son pere étoit mort, cette nouvelle ne supprima ni les habits de femme ni les fontanges, mais elle dit au contraire qu'elle auroit à présent assez de bien pour exécuter le projet qu'elle avoit formé de vivre avec une autre fille, qui comme elle vouloit garder le célibat. Elle se trouvoit offensée, quand on l'appelloit M. Dumoret. *Quoi ! ne*

Savez-vous pas, disoit-elle à ceux qui lui faisoient cette injure, *que je suis Mademoiselle Rosete?*

Cependant Jean Dumoret, son frere aîné, jouissoit de tous les biens; les ennemis de la famille suscitèrent Rosete à lui en demander le partage; l'Instance fut formée en 1723. & Jean Dumoret demanda d'être renvoyé de cette demande, attendu la folie de son frere, dont il offrit la preuve.

La défense étoit mal réglée, la démence n'empêchoit pas le partage, il falloit au contraire offrir de le faire avec un Curateur, & alors seulement on auroit pû demander d'être reçu à prouver l'état de Rosete. Ainsi le premier Juge ordonna le partage, sans rien prononcer sur la demande en preuve de la démence, qui n'étoit que trop connue.

Jean Dumoret fut appellant de cette Sentence, mais les parens lui représenterent que son frere, quoique dans la démence, devoit jouir de son bien, & que ce bien lui reviendrait toujours, parce que son frere étoit incapable par son état d'en disposer valablement; de sorte que sur ces représentations, le procès fut transigé. On tâchoit d'étouffer de même tous les procès qui surviennent à l'insensé, soit à raison du bien paternel, soit à l'occasion d'un héritage que le Sieur Laforgue lui avoit laissé en 1704. On ménageoit cet esprit égaré, dans la crainte qu'il ne devînt furieux, car on ne pouvoit plus espérer de le guérir de sa folie. En effet, Pierre - Aymond Dumoret fut toujours

Mademoiselle Rosete. Il alloit vêtu en fille à la Messe aux Jacobins, & à l'Eglise Paroissiale de Bagneres: on l'en chassoit en vain, on le faisoit huer par les enfans, rien ne le guérissoit. Il disoit au contraire, *qu'on s'accoutumeroit insensiblement à le voir en habit de fille, ne pouvant pas paroître autrement, puisqu'il étoit véritablement fille.*

Si on lui représentoit que sa barbe, son air, le démentoient, il répondoit qu'on ne devoit pas s'arrêter aux traits de son visage; que comme la nature se plaisoit quelquefois à donner aux fleurs des figures bizarres qui ne convenoient pas à leur espece, elle avoit pû de même lui donner un visage mâle; mais que c'étoit tout ce qu'elle avoit de l'homme, étant vraie fille, sujette aux incommodités périodiques. Il prenoit des précautions, pour n'être pas démenti par la propreté de son linge.

Si quelquefois il paroissoit en habit d'homme, il portoit toujours un corset ferré, & une culote qu'il avoit rendue aussi commode qu'une juppe, pour imiter les femmes, dont il prenoit l'attitude dans le besoin. Il se faisoit lacer le petit-corps, & parce qu'un jour on le serroit trop, *Ne connoissez vous pas*, dit-il, *que je suis une fille enceinte?*

On ne finiroit jamais, si on vouloit rapporter toutes les extravagances de Dumoret: mais il est essentiel d'observer que vêtu en fille, étant allé un jour des fêtes de Pâques à l'Eglise de la Paroisse, il y causa un si grand scandale, pendant la Grand-Messe, que

que Messire Jaula, Aumônier de l'Hôpital, le chassa de l'Eglise, & mit après lui les enfans pour le huer. C'est cependant le même Aumônier, qui vient soutenir aujourd'hui que Dumoret étoit un homme de fort bon sens.

Cela ne fait pas honneur à Messire Jaula; ainsi il en jugea lui-même autrement, lorsqu'il étoit sans intérêt. Dumoret ne fut pas plus sage dans la suite, car on va voir au contraire que sa démence ne fit que croître & embellir, que ses derniers jours encherirent sur les premiers, & qu'enfin la fille imaginaire fit mourir l'homme réel.

Pierre-Aymond Dumoret disparut pendant quelque tems, & après avoir erré à l'aventure, il revint à Bagneres en l'année 1725. C'est la dernière de sa vie.

Il logea d'abord chez la Démoniselle le Bel, où il s'habilloit continuellement en fille; & quand on vouloit l'en détourner, il disoit, *qu'il avoit fait vœu de chasteté, comme vraie fille; qu'une belle Dame, ou une belle Déesse lui avoit apparu, qu'elle lui avoit recommandé cette vertu, & qu'elle lui avoit promis qu'en vivant de lait & de fruits, comme les Bergeres, le pouvoir de paroître partout en fille lui seroit bientôt donné.* Il représentoit qu'après cette promesse par révélation, on s'y opposoit en vain; voilà donc les visions qui fournissoient une nouvelle scène, nouveau degré de folie.

Il ajoutoit *qu'il n'étoit pas né fille, mais qu'il l'étoit devenu en sautant un ruisseau;*
il

il disoit à d'autres , *qu'en sautant un fossé à Toulouse, il se trouva vraye fille.* Voilà encore des discours plus extravagans que ceux qu'il avoit tenu jusqu'alors ; preuve certaine que la folie augmentoit , ou pour mieux dire , qu'elle étoit parvenue à son dernier période : elle prend souvent plusieurs formes.

En effet les Auteurs rapportés dans la Bibliothèque de la Médecine pratique , *in verbo mania & melancolia* , observent que cette maladie d'esprit arrivée au plus haut point se change souvent en fureur , & le malade tombe dans des accidens d'épilepsie.

Cet état violent arriva à Dumoret ; il est vrai qu'il tourna en secret sa fureur contre lui-même , & il ne la manifesta que contre ceux qui s'approcherent de lui , après une vérification faite par hasard , & qui découvrit tout l'excès de sa folie. Voici le fait.

Dumoret habillé en fille tomba en défaillance vers la fin du mois de Mai 1725. dans la maison de la Dame le Bel. On y accourut en foule , les uns pour lui donner du secours , les autres par curiosité ; on le trouva sans mouvement & sans connoissance.

Le Sieur Daffon Chirurgien Major , & Directeur des bains de Bareges , proposa de profiter de ce moment pour sçavoir si Dumoret étoit homme ou femme. On approuva la proposition , & la vérification fut faite en présence du Sieur d'Artiguelongue Médecin habile , du Sieur Dathu Chirurgien ordinaire du

du malade & d'un grand nombre d'autres personnes.

Mais quel fut l'étonnement des spectateurs, lorsqu'ils virent l'homme dans son appareil, mais cruellement enchaîné à travers un amas de peaux étrangères artistement arrangées, pour donner du corps à la folle idée de Rôfete! La figure d'un sexe détruisoit alors la réalité de l'autre, & l'homme qui gémissoit alloit s'évanouir; effet funeste d'une compression trop violente.

Le Sieur Daffon brisa promptement les chaînes qui étoient excessivement ferrées; il leva la figure hideuse, l'homme reprit son état naturel, on le vit rétablir. Ces soins charitables ramenerent Dumoret à la vie; mais incapable de reconnoître l'importance du service, il avoit fait des efforts pour s'y opposer, même dans son assoupissement. Revenu de sa défaillance, il entra en fureur, il mordoit ceux qui l'approchoient, il crachoit au visage, il brisoit & déchiroit tout, il fut le reste du jour & pendant toute la nuit dans des agitations violentes: en un mot il étoit furieux.

Le lendemain il apperçut sous les chaïses l'objet de ses complaisances, ce qui nourrissoit sa folie, que le Sieur Daffon avoit jetté en l'arrachant; il s'en saisit promptement, sa fureur s'appaïsa, & il continua seulement de soutenir qu'il étoit fille; il en portoit toujours l'habit dans la maison, & parce que la Dêmoiselle le Bel & ses filles ne vouloient pas permettre qu'il sortît sans prendre

dre un habit d'homme , il s'éloigna de ses hôteſſes importunes , & il alla loger chez le Sieur Caraux , où il parut toujours en habit de fille : mais il n'y demeura pas longtems , parce qu'on lui cacha charitablement les habits de femme , pour le forcer à prendre ſes habits naturels ; ce qui le mit dans une fi grande colere , qu'il falut lui rendre au plu-tôt ſes habits chers , & il quitta cette maiſon.

On lui inspira d'aller loger chez le Sieur Durand , où l'on auroit beaucoup de complaiſance pour Mademoiſelle Roſete : la promeſſe étoit flateuſe , il n'en falut pas davantage pour le déterminer. Il fut donc conduit à ſa derniere auberge , où il mourut un mois après.

Jean Dumoret ſon frere étoit décédé , & ſes ennemis formerent un complot pour tâcher d'enlever aux Succelleurs légitimes les biens de ce perſonnage. Ils comprirent bien qu'un Teſtament en leur faveur annonçoit ſur l'étiquete le vice qui l'infecteroit , & les expoſeroit à un procès infaillible , dont les frais retomberoient ſur eux.

Pour éviter donc ce malheur , & pour rendre la diſpoſition favorable , ils réſolurent d'inſtituer les pauvres de l'Hôpital de Bagneres. Me. Jaula , qui diſpoſoit de tout le revenu de l'Hôpital en qualité d'Aumônier , & qui s'en attribuoit le quart , travailloit pour lui.

Le Sieur Martial Soubiez ſon beau-frere étoit le Tréſorier , & on ſe ſervit de Soubiez

biez Notaire son frere pour faire le Testament. Tout cela étoit conduit par les Sieurs Jaula, freres de l'Aumônier, dont l'un est beau-frere du Sieur Berné, Juge de Bagnères, qui entra aussi dans ce complot domestique, parce qu'il étoit bien aise de nuire à l'héritier du sang; car il s'oublia même à ce point, que de tomber dans la prévarication, pour satisfaire à son ressentiment; ce qui donna lieu à un Arrêt de la Cour, qui en l'interdisant des fonctions de sa charge, le condamna encore aux dommages & intérêts envers cet héritier.

Cependant le complot ne pouvoit encore réussir sans mettre dans le parti la Demoiselle Durand, qui étoit l'hôtesse de Mademoiselle Rosete. Il fut donc convenu qu'elle auroit le mobilier, & la garde-robe de Rosete. On crut que pour mieux colorer la chose, il falloit faire quelques petits legs à certains parens, *plus aris, plus fraudis*. Enfin tout ayant été réglé, il ne fut pas difficile d'obtenir un seing de l'homme en démençe; il n'y avoit qu'à s'accommoder à sa manie, en l'appellant du nom chéri de Mademoiselle Rosete, pour l'engager à signer tout ce qu'on auroit voulu. C'est ainsi qu'on lui fit signer ce prétendu Testament le 6. Octobre 1725.

Il faut donc continuer la narration, pour faire connoître de plus près son état, avant, lors & après cette prétendue disposition.

Il est prouvé qu'un jour ou deux avant, il alla en habit de fille & le visage plâtré de

de blanc d'Espagne, trouver vers les neuf heures du matin la D^{emoiselle} Cortade, qui occupoit un appartement dans la même maison. *Tout bouffi & tout égaré, il lui demanda quel tems il faisoit, s'il étoit jour, ou bien s'il étoit nuit, & disant qu'il ne sçavoit plus où il étoit, il se jeta sur un lit, de sorte que dans cet abattement il falut le conduire à sa chambre. Voilà une disposition merveilleuse pour tester avec jugement.*

Cependant le lendemain ou le jour après, (c'est le jour du prétendu Testament) que la D^{emoiselle} Cortade alla le voir, elle trouva près de son lit Soubiez Notaire d'un côté, & la D^{emoiselle} Durand de l'autre. Elle demanda à ce Notaire ce qu'il faisoit là; le Notaire lui répondit qu'il alloit écrire une lettre pour le malade. Voilà le Testament écrit par Soubiez, qui en fit un mystère.

Or dans ce moment Dumoret étoit vêtu en fille, il l'a toujours été dans le cours de sa maladie chez le Sieur Durand. Quand il étoit dans son lit, il portoit souvent le corset, mais il avoit toujours des coëffures & une chemise de fille, un collier de perles, & des pendans d'oreilles, avec une bague au doigt; ses habits de fille étoient alors étalés sur une table dans sa chambre, pour ne pas les perdre de vue; & s'il se levoit, il prenoit toujours les mêmes habits de fille.

Il étoit si fort occupé de sa folie, que dans une occasion où il falut précipitam-

ment lui changer de linge, il entra en fureur, voyant que les personnes qui le servoient lui mettoient une chemise d'homme; & comme il n'avoit plus de force, puisqu'il mourut le même jour, il vouloit du moins mordre ces personnes officieuses, qui furent obligées de lui donner une chemise de femme.

Enfin Dumoret mourut le 18. Octobre, comme il avoit vécu, c'est-à-dire dans la même folie, toujours vêtu en fille. Il avoit en expirant les mêmes coëffures de fille, une chemise de fille, le collier, les pendans d'oreilles, & la bague. Le cadavre fut vû en cet état.

Mais en l'enveloppant dans le suaire, on découvrit encore la cause de sa mort & l'excès de la folie. On trouva qu'il avoit réappliqué ce monstrueux appareil, que le Sieur Daffon avoit levé si à propos pour faire revenir le malade de sa première défaillance.

On ne peut pas douter qu'il n'ait porté l'enseigne de sa folie pendant tout le cours de sa maladie. L'accident qui lui arriva la veille du prétendu Testament dans la chambre de la D^{mo}iselle Cortade, avoit la même cause que celui dans lequel il tomba chez la D^{mo}iselle le Bel.

Il est encore prouvé que trois jours avant sa mort, voyant qu'il n'y avoit personne dans sa chambre, il se leva pour aller prendre ses habits de fille; mais il n'eut pas la force de revenir à son lit, il tomba en défaillance au milieu de sa chambre. On entendit

tendit le coup de sa chute, on accourut, on le trouva tenant ses juppes à la main, il étoit presque sans mouvement.

Si le Sieur Daffon avoit été appelé, il auroit deviné la cause de ce dernier accident, & il auroit pû soulager le malade; mais les personnes qui le servoient n'y penserent pas, le mal augmenta; la compression devoit être violente. Dumoret fut donc son propre tyran; il mourut enfin, & il fut enterré avec les marques honteuses de sa folie.

Le Syndic de l'Hôpital, partie adverse, s'empara de tous les biens du défunt; & l'héritier du sang qui a les droits de son pere forma une instance devant Messieurs des Requêtes à Toulouse, en vertu de son *committimus*, en cassation du prétendu Testament par nullité, & il demanda subsidiairement à prouver la démence du défunt.

Cette instance fut évoquée à la Grand^e Chambre à la Requête de M. le Procureur Général, & le Syndic de l'Hopital ayant donné sa Requête en intervention, demanda que l'héritier du sang fût débouté par fins de non-valoir & de non-recevoir; mais par l'Arrêt du premier Juillet 1728. la Cour, *sans avoir égard à ces frivoles exceptions, demeurant les actes du Procès, & sans préjudice des nullités du Testament, admit l'héritier du sang à prouver la démence du Testateur avant, lors & après ce même Testament, sauf à M. le Procureur-Général & au Syndic la preuve contraire.*

En conséquence les Enquêtes ont été faites, & on y trouve la preuve complete de toutes les extravagances dont on a parlé dans l'exposition du fait ; de sorte que l'héritier du sang demande qu'en *vidant l'interlocutoire, cassant le prétendu Testament du 6. Octobre 1725. le Syndic de l'Hôpital soit tenu de restituer tous les biens de l'hérédité de Dumoret avec restitution de fruits.*

Tel est l'état du Procès.

Le Syndic ne pouvant pas résister à la preuve de la démence qui résulte des Enquêtes, s'attache à quelques frivoles exceptions que l'on détruira facilement. On croit même devoir commencer par-là, pour établir ensuite les moyens de cassation du Testament d'une manière solide.

Contre les exceptions du Syndic de l'Hôpital.

La chicane est un langage qu'on parle dans toute la France, mais il se diversifie dans différentes Jurisdictions. On remarque cette variété dans cette Cause.

Premièrement, il prétend que lors des plaidoiries sur lesquelles fut rendu l'Arrêt interlocutoire, il avoit avoué tous les faits prouvés par les Enquêtes ; & que l'héritier du sang qui les avoit articulés ne fut reçu à la preuve, que parce qu'il demanda par ses dernières Requêtes d'être admis à prouver cette démence par toute sorte de faits : d'où l'adversaire conclut que la Cour méprisait les faits articulés, & que par conséquent les Enquêtes sont inutiles, parce qu'elles ne contiennent que la preuve de ces mêmes faits.

Cette première exception n'est pas de bon,

bonne foi. Il est constant que le Syndic ne voulut jamais avouer aucun des faits articulés dans les écritures de l'héritier du sang. Il représenta seulement dans sa plaidoirie, que quand on supposeroit que Dumoret se fût quelquefois habillé en fille, on n'en pourroit pas conclure qu'il étoit fou, mais seulement qu'il se plaçoit quelquefois à prendre des habits de femme, parce que sa mere dans l'enfance l'habilloit quelquefois en fille : de sorte que sur cette représentation, l'adversaire prétendoit, qu'après les actes qu'il rapportoit, l'héritier devoit être débouté de sa demande en preuve par fins de non recevoir.

Mais outre que cette représentation n'étoit pas un aveu, & que M. le Procureur Général qui étoit la principale partie, ne tenoit pas même ce langage; d'ailleurs l'héritier ne se borroit pas à dire que Dumoret s'habilloit quelquefois en fille, mais il soutenoit que Dumoret disoit, vouloit & croyoit être fille. Il avoit articulé quelques faits notoires & publics, croyant que l'adversaire n'oseroit pas les contester.

Mais le Syndic disoit à cet égard, que l'héritier du sang faisoit une histoire fabuleuse pour réjouir le Public, & bien loin de convenir d'aucun de ces faits essentiels, il prétendoit au contraire en détruire la vérité au moyen des actes dont on parlera bientôt; & il soutenoit toujours qu'après ces actes, l'héritier devoit être débouté de sa demande en preuve par fins de non recevoir.

Dans cet état, l'héritier du sang voyant qu'il seroit ohligé de faire les frais d'une Enquête pour prouver les faits articulés dans ses premieres écritures, prit le parti de demander par sa derniere Requête la preuve de la démence par toute sorte de faits, parce qu'il y en avoit une infinité d'autres qui seroient prouvés en même tems, & qui donneroient une connoissance plus parfaite de son état; ce qui résulte en effet des Enquêtes rapportées.

D'ailleurs en matiere de démence, on n'ordonne jamais la preuve de quelques faits particuliers; mais quand une partie prétend qu'un Testateur étoit dans cet état, & que pour être admise à la preuve elle rapporte la nature & les traits de cette folie, si les Cours supérieures jugent que les faits avancés, une fois prouvés, sont capables de faire déclarer le Testateur sujet à la démence, elles ordonnent en termes généraux la preuve; ce qu'on peut voir dans tous les Auteurs qui rapportent les Arrêts rendus en cette matiere.

C'est donc une erreur de la partie adverse, de s'imaginer que la Cour ait méprisé les faits articulés; car au contraire ces faits articulés & certainement constatés servent à fixer la Cause d'une maniere décisive pour l'héritier.

En effet, l'héritier n'imputoit à Dumoret que de vouloir être & de se croire femme. Tous les faits articulés & rapportés en plaidant, ne tendoient qu'à prouver cette espe-

ce de démence. Il ne fut jamais question d'autre chose. Or, puisque sur l'idée d'un homme qui vouloit & qui croyoit être femme, la Cour ordonna la preuve de ce caractère de démence, il s'ensuit qu'elle jugea que si le fait étoit prouvé, Dumoret devoit être déclaré assujetti à la démence : de sorte qu'il n'est question aujourd'hui que de savoir si l'héritier du sang rapporte cette preuve.

Le Syndic ajoûte que la Cour ordonna la preuve (*demeurant les actes du Procès*), & il prétend que ces actes excluent toute idée de démence. Mais sa prétention a été condamnée par l'Arrêt inrerlocutoire ; car l'adversaire soutenoit sur le fondement des actes qu'il apportoit, que l'héritier du sang devoit être débouté de la demande en preuve de la démence par fins de non-recevoir.

Or l'adversaire fut démis expressément de ses fins de non-recevoir, & la Cour, sans y avoir égard, ordonna la preuve de la démence. Il est donc vrai de dire que la Cour jugea que ces actes étoient inutiles pour fixer l'état de Dumoret, & que celui-ci pouvoit avoir contracté, opiné dans des Sentences, & rendu des appointemens, & néanmoins être véritablement affecté de la démence qu'on lui impute, laquelle subsistant avant, lors & après le Testament, le rendoit incapabale de tester.

La réserve des actes ne pourroit donc être utile, qu'au cas que la preuve dont l'héritier du sang étoit chargé ne seroit pas

concluante; mais dès que la preuve est complète, ces actes sont inutiles, puisque la Cour, sans y avoir égard, à jugé qu'on devoit décider de l'état de Dumoret sur la preuve qui résulteroit des Enquêtes ordonnées.

Quoique les Jugemens de la Cour n'aient pas besoin d'être justifiés, on veut pourtant, pour deffiller les yeux de l'adversaire, faire quelques réflexions sur ces actes pour le fait & pour le droit.

On observe d'abord, que toutes les recherches de l'adversaire ont abouti à trouver quatre appointemens rendus par Dumoret tenant l'Audience sous un arbre dans quelques Villages dont son pere étoit le Juge; ces appointemens sont des années 1718. 1719. & 1720.

Mais on a expliqué dans l'exposition du fait, comment ces appointemens furent rendus par Dumoret. Son pere cherchoit à faire diversion à sa folie. A force de persécution, il parvint à lui faire tenir Audience deux ou trois fois, sur quelques légères contestations, dont il lui soumettoit la décision en apparence.

L'adversaire à lui-même remis une Sentence du 16. Mars 1719. qui découvre tout le mystere des appointemens, car on voit que cette Sentence fut rendue par M^e. Raymond Dumoret Juge, avec deux opinans, & on y met pour opinant surnuméraire Pierre - Aymond Dumoret, fils du Rapporteur; ce qui prouve évidemment que le pe-

re ne comptoit pour rien ce fils esclave de la démence, & qu'on crut que son seing ne pouvoit ni profiter, ni nuire : car autrement on ne l'auroit pas souffert dans cette Sentence, qui auroit été cassable, si la voix de Dumoret fils du Rapporteur avoit dû être comptée.

Notre adversaire a fouillé encore dans les Greffes de l'Hôtel de Ville & du Juge Royal de Bagneres. Il a trouvé dans le premier, des conclusions sur une Information du 17. Janvier 1721. signé par Dumoret, comme faisant la fonction d'homme du Roi. Il y a trouvé quatre Sentences où Dumoret a signé en qualité d'opinant. Enfin il a trouvé dans le Greffe du Juge Royal pareil nombre de Sentences, signées par Dumoret en la même qualité.

Mais la nécessité & l'intérêt ont érigé Dumoret en Juge dans ce petit nombre d'occasions. On marque souvent de Gradués dans cette petite-Ville. Dumoret avoit pris le degré de Bachelier; on s'adressoit à lui dans le besoin, & le Rapporteur y trouvoit son avantage, parce que cet opinant ne demandoit pas sa part des épices. On l'attiroit facilement en flattant son idée, & on le payoit libéralement en le nommant Mademoiselle Rosete.

Il faut observer que Dumoret, qui n'étoit que simple Bachelier, n'avoit pas été reçu Avocat postulant dans la Jurisdiction Consulaire, ni dans le Siege Royal. Il mourut à l'âge de quarante-sept ans. Sa famille est

une des plus distinguées de la ville de Bagneres. Cependant on ne s'est jamais avisé de déferer ni honneur ni charge publique à Dumoret.

Son pere étoit Juge de trente Villages ; il étoit estimé & chéri de tous les Seigneurs Justiciers. On sçait que dans ces occasions la survivance est assurée aux enfans, lorsqu'ils n'en sont pas tout-à-fait indignes ; cependant Dumoret n'a eu aucune part à la dépouille de son pere ; aucun des Seigneurs amis & protecteurs de sa famille ne l'a choisi pour Juge : pourquoi ? Parce que la Justice ne permet pas que les balances passent en des mains regies par une tête dépourvue de jugement.

Voilà des témoignages publics, qui condamnent bien hautement le faux argument qu'on avoit voulu fonder sur un petit nombre de seings de Dumoret tombée en démence, pris par nécessité ou par intérêt.

Mais, dit-on, Dumoret fit les fonctions du Procureur du Roi le 26. Septembre 1725. dans l'installation de M. Berné Juge de Bagneres. Le fait est certain, mais il prouve la démence de Dumoret.

Il faut observer que M. Berné crut qu'il aviliroit la Charge dont il étoit pourvû, s'il faisoit, suivant l'usage, une visite d'honnêteté aux Officiers du Siege. Il se contenta de faire avertir le Procureur du Roi du jour pris pour son installation ; cette impolitesse fit que le Procureur du Roi ne voulut point paroître au parquet. En son ab-

sen-

sence, on s'adressa aux Avocats du Siege. Mais les Avocats ayant le dévolu du bénéfice, n'eurent pas moins de délicatesse que le Procureur du Roi; & suivant les idées de cet Officier qui est à leur tête, ils se retirèrent pour ne pas assister à l'Audience, en sorte que le Juge lorsqu'il prit sa place se trouva seul, personne ne paroissant.

Dans ces circonstances, on pensa à Dumoret qui n'étoit pas Avocat du Siege. On fit donc prier Mademoiselle Rosete, & on le mit requerant dans l'appointement d'installation; ce qui causa une discussion pendant trois mois, parce que le Procureur du Roi ni les Avocats ne vouloient pas reprendre une place qu'on avoit fait occuper par un homme sujet à la démence, qui n'avoit jamais été reçu ni mis dans le tableau de la Matricule. On peut aisément supprimer toutes les réflexions sur ce point, parce que l'exposition du fait toute simple annonce qu'on traitoit & qu'on regardoit Dumoret comme un fou.

Enfin le Syndic a remis deux baux de ferme, deux transactions & deux contrats de vente, consentis par Dumoret. Mais cet homme dont l'esprit étoit aliéné, n'étant pas en état de régir son bien par lui-même, on lui procuroit des fermiers, & il signoit des baux. Un des contrats de vente fut consenti le 15. Avril 1721. par M^e. Dumoret pere, avec les deux fils. L'autre passé sans conseil le 24. Septembre 1715. contient la vente d'un fonds pour 50. liv.

& la lésion réelle intervenue dans ce contrat, annonce la démence du vendeur; car le fermier de l'ancienne métairie, qui fit l'acquisition, y trouvoit un si grand avantage, qu'il offrit de ne point diminuer le prix de la ferme.

A l'égard des transactions, l'une qui est du 21. Mai 1712. fut passée par les soins de son pere, & l'autre du 30. Décembre 1724. fut réglée par le pere de l'héritier du sang, & par cet héritier lui-même, qui ont signé le contrat. Les parens tâchoient d'étouffer tous les procès de Dumoret, & veilloient autant qu'ils pouvoient à la conservation de ses biens. Ils vouloient éviter une curatelle, qui est toujours désagréable pour une famille. Voilà pourquoi ils engagèrent Jean Dumoret à faire le partage des biens, sans faire déclarer l'état de son frere.

Comment le Syndic ose-t'il se prévaloir d'une conduite aussi naturelle? on voit au contraire que la demande en preuve de la démence, formée par Jean Dumoret, est une démarche décisive contre l'adversaire; car il en coute trop à prendre ce parti, pour qu'on puisse croire que sans avoir la vérité pour soi, on veuille faire caractériser un frere en Justice comme ennemi de la raison.

Mais les parens qui ne pouvoient pas prévoir que personne pensât à surprendre de ce personnage un Testament, dont on ne pouvoit espérer tirer aucun avantage, engagèrent Jean Dumoret à faire le partage,
par-

parce qu'il voyoit que tous les biens lui revien-
droient après le décès de cet homme
dénué de la raison.

Ces réflexions pour le fait, sur les actes
remis par l'adversaire, suffiroient donc pour
en faire voir l'inutilité; mais les raisons de
droit sont encore plus fortes.

Il faut observer que la démence ou l'im-
bécillité sont des termes généraux qui ren-
ferment plusieurs especes de folie. auxquel-
les les Médecins ont donné des noms parti-
culiers, pour expliquer en détail les causes
de ces différentes maladies de l'esprit. C'est
ainsi que l'observe Zachias : *quæst. medico-
legalium, lib. 2. tit. 1. quæst. 1.*

La fureur qui jette le malade dans une
agitation violente est définie : *alienatio men-
tis, delirium cum febre*. Cette maladie laisse
souvent aux malades de bons intervalles, *di-
lucida intervalla* : la fièvre ne dure pas tou-
jours.

On appelle dans l'usage du monde, mé-
lancolie, l'humeur particuliere d'un homme
rêveur qui s'occupe de ses idées. Mais les
Médecins donnent le nom de mélancolie à
une autre especes de folie, qu'ils définissent
une aliénation de l'esprit, qui fait que le
malade sans fièvre pense & dit des choses
absurdes. *Melancholia est ea mentis aliena-
tio, quâ laborantes cogitant, loquuntur, &
efficiunt absurda sine febre*. Voilà le cas de
Dumoret.

Cette Maladie d'esprit consiste principa-
lement en ce que le malade est joué par l'i-
dée

dée d'un objet qu'il croit réel & véritable, & qui est pourtant faux & chimérique. *Apud Medicos morbus hic in eo præcipue situs est, quod æger falsâ alicujus opinionis specie illuditur, quod tamen suo malo veram credit.* C'est donc un délire de l'esprit: *delirium sine febre.* Voilà comme parlent les Auteurs dont le sentiment est rapporté dans la Bibliothèque de la Médecine: *in verbo mania & melancholia.*

Cette folie si elle est invétérée est incurable, elle ne laisse aucun intervalle, la raison est continuellement affoiblie, l'esprit attaché à son idée ineffaçable est toujours dans le même égarement. Les petites-Maisons renferment une infinité de fous de cette espece, & les Auteurs en rapportent des exemples curieux.

Il y en a qui croient être sans tête. Il y en a qui pensent être morts. Il y en a-voit un qui se figurant de porter le monde au bout du doigt, ne le remuoit pas, de peur de causer la chute de l'Univers.

Zachias, lib. 2. quæst. 3. de signis non sane mentis, observe, pour qu'on ne se trompe pas, que tous ces fous paroissent avoir de la raison, & n'en manquent qu'à l'égard de l'objet de leur folie. *Hi omnes in cunctis bene quoad rationem, si habebant, in hoc uno delirantes.* Mais, ajoûte-t'il, qui pourroit dissimuler que ces hommes ne soient tous des fous manifestes? *in his tamen omnibus manifestam fuisse insaniam quis non videret?*

Cela

Cela posé, il seroit très-inutile à l'adversaire de dire que Dumoret faisoit les fonctions de Juge. M. le Président Boyer, *quest. 23. n. 59.* Tiraqueau, Panorme, & plusieurs autres Auteurs rapportent qu'un fou de Paris s'étant rencontré à une contestation qui survint entre un Rôtisseur & un Payfan, fut pris pour Juge. On lui exposa que le Payfan avoit pendant longtems mangé son pain à la fumée des viandes rôties, & que le Rôtisseur vouloit l'obliger à lui payer le prix de ce bon ordinaire. Le fou décida que le Rôtisseur devoit être payé, mais d'une valeur proportionnée à la dépense qu'il avoit fournie au Payfan; il fit tinter quelque piece d'argent; *le son*, dit-il au Rôtisseur, *vous paye la fumée.*

Les jugemens de Dumoret, qui n'en rendoit aucun tout seul, ne pouvoient pas être plus justes; car les Auteurs disent que le sage Caton n'auroit pas pû décider d'une manière plus judicieuse que le fou qui termina le différend du Payfan & du Rôtisseur: cependant le Juge Parisien étoit & fut déclaré fou. On peut donc déclarer Dumoret atteint de la démence, malgré ses prétendus jugemens, puisque d'ailleurs un homme de ce caractère qui ne connoît pas son état, fait tout ce qu'on lui inspire; & dans ces occasions, il ne faut que blâmer ceux qui se servent de lui pour des actes sérieux. Les Consuls & les Juges de Bagneres ne pouvoient pas ignorer la folie de Dumoret, & toutes ses extravagances qui étoient notoires
&

& publiques; eux seuls étoient donc coupables, de le prendre pour opinant dans leurs Sentences : mais leur mauvaise conduite ne peut pas changer l'état de Dumoret, comme la Cour le jugea, en ordonnant la preuve de la démence, malgré les Sentences que l'adversaire avoit remises, & sur lesquelles il fondeoit ses fins de non-recevoir, dont il fut débouté.

Si Dumoret dans ses discours & dans la conduite de ses affaires avoit paru quelquefois avoir de la raison, s'il avoit eu quelque politesse, quelqu'esprit dans la conversation, il auroit été comme ce fou dont parle Zachias, qui croyoit être le Saint-Esprit, mais qui raisonnoit avec justesse sur tout le reste, qui avoit du génie & de la politesse, puisque l'Auteur rapporte qu'un Etranger étant allé par curiosité dans l'Hôpital destiné pour les fous, rencontra cet extravagant, qu'il ne prit pas pour tel; car celui-ci le reçut avec beaucoup d'honnêteté, il s'offrit pour le conduire dans les appartemens, il lui rendoit compte des Statuts de cette maison si utile au public, il lui expliquoit les différentes folies des autres: en sorte que l'Etranger étoit enchanté des bonnes manieres, du savoir & de l'esprit de cet homme affable, & s'il l'avoit quitté un peu plutôt, il auroit jugé que ce fou étoit un homme d'un esprit excellent, & de fort bon sens.

Mais ayant apperçu dans un endroit retiré un de ces insensés, il voulut demander quelle étoit sa folie : le conducteur lui ré-

pon-

pondit que cet homme étoit le plus fou de tous ; il croit, dit-il, être le Saint-Esprit, mais voyez quel est son aveuglement, puisqu'il me voit ici présent, moi qui suis le Saint Esprit. *Homo ille præ cæteris insanus, putat enim se esse Spiritum sanctum, sed quam vero abest, cum me ipsum præsentem habeat, qui vere Spiritus sanctus sum.* Cette réponse surprit l'Etranger, & il reconnut que celui-ci étoit encore plus fou que l'autre.

Or ce fou qui raisonnoit si bien étoit pourtant enfermé, & mis avec justice au rang des gens de ce caractère dans cette maison, où les Notaires ne s'enrichissent pas à recevoir des Testaments. Dumoret auroit donc pû parler avec justesse sur différentes matieres, & néanmoins être fou, comme il l'étoit en effet, puisqu'il croyoit être femme, ce qui n'est pas moins extravagant que de croire être le Saint-Esprit, *In his omnibus manifestam adfuisse insaniam quis non videret.*

Enfin la Cour le jugea de même par son Arrêt interlocutoire du premier Juillet 1728. puisque malgré tous les actes remis par l'adversaire, elle condamna les fins de non-recevoir, & ordonna la preuve de la démence.

Il faut donc examiner cette preuve, mais pour n'y pas revenir, & pour détruire *uno contextu* toutes les objections du Syndic, il faut observer que l'adversaire oppose une Enquête contraire dans laquelle il a fait ouïr des témoins affidés, dont la plupart ont été

reprochés. Il n'est pas en effet supportable de voir dans cette Enquête Soubiez Notaire, fabricant du Testament, tous les Jaulas, tous les Rouffes tous les Pieras, toute la famille de Berné; en un mot, tous les ennemis de la famille de l'héritier du sang qui entrèrent dans le complot. C'est une assemblée de gens qui se sont vendus au mensonge.

En retranchant donc les témoins valablement reprochés, l'adversaire n'aura pas lieu de s'applaudir sur le nombre; les fausses qualités qu'il a fait prendre à quelques uns, croyant donner plus de poids à leur témoignage, ont été expliquées dans les instructions fournies sur les objets. Mais tout cela est même surabondant, car la vérité a partout le même avantage: il ne s'agit ici que des faits, & à cet égard les dépositions de ceux qui ont vû le fou, qui l'ont servi, qui ont logé avec lui, & qui l'ont assisté dans sa dernière maladie, sont sans difficulté les plus fortes.

Après ces réflexions générales, l'héritier du sang ajoute qu'il est très inutile à l'adversaire de dire que les témoins de son Enquête déposent que Dumoret étoit très savant, qu'il étoit poli, agréable dans la conversation, & un homme de fort bon sens: car le fou qui croyoit être le Saint Esprit avoit toutes ces bonnes qualités, & si l'Etranger l'avoit quitté un peu plutôt, il auroit dit comme les témoins de l'adversaire, que ce fou étoit un homme de fort bon sens.

Or

Or cet Etranger avoua un instant après, qu'il se seroit trompé; il faut donc dire de même que les témoins de l'adversaire se sont trompés, s'ils n'ont d'ailleurs déposé par des motifs d'intérêts. Mais leurs dépositions sont absolument inutiles, par deux raisons. Premièrement, parce que c'est une maxime certaine & un usage constant, que quand le fait affirmatif est admis & prouvé, l'Enquête du fait négatif ne sert de rien sur tout quand elle ne détruit pas la vérité des faits rapportés pour établir la preuve du fait interloqué; & il n'y a dans l'Enquête de l'adversaire aucun témoin qui démente les fait rapportés dans l'Enquête de l'héritier du sang. Il y en a au contraire plusieurs qui les confirment, & les autres ne parlent que de quelque autre fait étranger, de quelque occasion toute différente, & d'un autre tems.

Secondement, ce n'est pas aux témoins à juger du bon sens ou de la démence d'un homme, & l'héritier du sang auroit mal rempli l'interlocutoire, s'il n'avoit rapporté qu'une Enquête dans laquelle les témoins eussent dit en termes généraux que Dumoret étoit dans la démence. Les témoins doivent seulement dire les faits & les discours dont ils ont connoissance, & qui peuvent servir à prouver le bon sens ou la démence. *Opportet testes deponere de factis & verbis.* Zachias dans l'endroit déjà cité, le Président Boyer *quest.* 23 *n.* 4. Grassius & tous les Auteurs sont d'accord sur ce point.

Si c'étoit aux témoins à juger de l'état

d'un homme, on ne pourroit attaquer que par la voye de l'inscription en faux, les Testaments de ceux qui sont dans la démence, dans lesquels il seroit dit que les Testateurs étoient dans leur bon-sens; parce que d'un côté le fait seroit déclaré par un Notaire, personne publique; & que de l'autre il seroit attesté par sept témoins, qui ont signé dans un acte authentique.

Cependant il n'est pas douteux que sans prendre la voye de l'inscription de faux, on ne soit admis à la preuve de la démence malgré la foi d'un acte public, malgré la déclaration du Notaire, & l'attestation des sept témoins; pourquoi? parce que ce n'est ni au Notaire ni aux témoins à juger du bon-sens ou de la démence d'un homme. Ils ont pû facilement se tromper sur de fausses apparences. Il en faut toujours venir à la vérité, examiner les actions & les discours d'un homme, afin que sur les faits rapportés par les témoins, les Juges décident eux-mêmes de l'état du Testateur. Voilà pourquoi on ordonne la preuve de la démence, suivant le Président Boyer, *quæst. 23. d'Olive liv. 5 chap. 9. Boniface*, le Journal du Palais, & tous les Auteurs rapportés par Danty dans le Traité de la preuve par témoins. C'est aussi ce que la Cour jugea par son Arrêt du premier Juillet 1728.

Enfin le Syndic fait valoir la faveur de la cause pieuse: mais cette faveur, qui peut dispenser de quelques formalités scrupuleuses, est inutile pour conserver un Testament nul
par

par défaut de volonté. Tel est le Testament fait par un insensé, suivant le Président Boyer, *quæst. 23. n. 49.* Dumoret sur le titre du Code, *qui testam. fac. poss.* Tiraqueau dans son Traité, *de privileg. piæ causæ*, Barry, Fernand, Grassus, & tous les Auteurs qui ont traité cette matiere.

Le Syndic ajoûte que le sieur Dumoret a suivi la volonté du sieur Laforgue son bienfaiteur qui l'institua son héritier, à la charge de porter son nom & armes, & qui à défaut par lui de se soumettre à cette loi, vouloit que l'Hôpital profitât de son hérédité. Mais ce Testament n'a plus de lieu, puisque Dumoret prit le nom de Laforgue, qu'il ajoûtoit au sien; voilà donc l'Hôpital exclus.

La disposition du sieur Laforgue est bien opposée à celle qu'on attribue à Dumoret. Laforgue croyoit, en homme sensé, qu'on devoit toujours laisser ses biens à ses parens, & qu'à leur défaut seulement, on pouvoit en gratifier les Hôpitaux; il crut même que les simples alliés par une affinité spirituelle devoient être préférés aux pauvres. Suivant ces idées, Laforgue qui n'avoit point de parens, choisit pour son héritier Dumoret qui étoit son filleul; il se fit un parent par une espece d'adoption, en chargeant son héritier de porter son nom & armes. Quel exemple touchant pour Dumoret, s'il avoit été capable de sentiment! Laforgue se crée un parent de son nom, pour le préférer à l'Hôpital; & Dumoret à qui la nature a donné des proches parens de

son nom, oublie ses héritiers du sang pour leur préférer l'Hôpital. Il est donc vrai de dire que si Dumoret vouloit suivre les idées du sieur Laforgue, le Testament qu'on lui attribue n'est pas son ouvrage. Mais enfin Dumoret étoit dans la démence, & par conséquent incapable de tester. Il faut donc que les héritiers légitimes profitent de tous les biens qui lui appartoient.

Mais, dit-on, Dumoret avoit fait un autre Testament en 1723. par lequel il instituait également l'Hôpital de Bagneres. Autre preuve contre l'adversaire; car selon lui, ce Testament clos fut ouvert & déchiré par Dumoret. Il falloit qu'on l'eût surpris, & qu'on eût mis une volonté étrangère à la place de la sienne. En ouvrant cet acte il condamna la disposition, & il déclara nettement qu'il vouloit que ses biens parvinssent à ses successeurs légitimes: *Si quis eum Testamentum nullum habeat, perinde haberi debet, ac si omnes hæredes ejus essent ad quos legitima ejus hæreditas perventura esset, quoniam creditur sponte suâ his relinquere legitimam hæreditatem. l. 3. l. 8. §. 11. ff. de Jure Codic.*

On voit donc que toutes les exceptions de l'adversaire sont frivoles: elles sont encore plus inutiles, après l'Arrêt interlocutoire du premier Juillet 1728. qui a fixé la Cause. Elle consiste à savoir si l'héritier du sang prouve que Dumoret étoit dans la démence avant, lors & après le prétendu Testament. Si ce Testament est nul par l'incapacité

pacité du Testateur, il n'en faut pas davantage : c'est donc ce qu'il faut présentement démontrer.

*Moyens de cassation du prétendu Testament
datté du 6. Octobre 1728.*

PREMIER MOYEN.

La démence.

L'héritier du sang ne répète point ici toutes les extravagances que Dumoret fit avant sa dernière maladie ; il observe seulement qu'elles sont attestées par plus de quarante témoins dans une Enquête faite à Toulouse, & dans une autre faite à Bagnères. La plupart des témoins ouïs dans la contraire Enquête du Syndic, déposent les mêmes faits.

Il résulte donc des Enquêtes que Dumoret s'habilloit en fille, qu'il alloit dans les rues & aux Eglises en habit de fille, que les enfans courroient après lui avec des huées ; qu'il se confessoit & communioit en habit de fille ; qu'il disoit, qu'il vouloit, qu'il croyoit être fille ; qu'il imitoit les filles dans leurs manières, jusqu'à vouloir être malade comme elles ; & qu'enfin dans cette démence il étouffoit l'homme pour faire regner Rosete, au moyen d'une figure qu'il regardoit comme une réalité.

Cela posé, il en faut nécessairement conclure que Dumoret étoit dans la démence.

Premièrement, il est honteux à l'homme de s'habiller en femme, & s'il le fait, il est en abomination devant Dieu: *Vir non utetur veste fœminæ, abominabilis enim apud Deum est qui facit hæc.* Deuter. ch. 22. vers. 5.

Les Philosophes & les Jurisconsultes guidés par les seules lumieres de la raison en ont jugé de même: *Veste muliebri, vir non facile uti potest sine vituperatione.* La Glose dit que l'homme ne peut se servir des habits de femme, parce que cela est honteux: *Id autem fieri non potest, quod turpiter fit.* Et la Glose marginale cite à ce sujet Aristote & Platon; de sorte qu'un homme ne peut prendre ce parti, s'il n'est véritablement dans la démence.

Aussi Valere-Maxime, ch. 18. parlant d'un fou de son tems, dit qu'il n'y avoit pas de preuve plus certaine de sa folie, que parce qu'il avoit paru dans les places publiques en habit de théâtre, & qu'il avoit excité la risée du peuple: *Tam certæ quam notæ insania qui tragicam vestem in foro trahens, maximo cum hominum risu conspectus fuerit.*

L'habit de femme pour un homme, est un habit de théâtre. Dumoret alloit partout en cet équipage, il étoit la risée de tout le monde, les enfans couroient après lui pour le huer; Dumoret étoit donc fou: *Tam certæ quam notæ insaniæ.*

Mais sa folie étoit encore plus grande, puisqu'il alloit aux Eglises en habit de fille, & souvent avec sa quenouille & son fuseau.

Les

Les témoins des trois Enquêtes le déposent de même : le second & le dernier témoin de l'Enquête faite à Toulouse, l'ont vû se confesser & communier sous le même habit de femme dans l'Eglise des grands Carmes.

Cette impiété, commise par un homme non aliéné, seroit un grand crime devant Dieu, & la Justice humaine punit le coupable des peines capitales. Cependant Dumoret n'a offensé ni Dieu ni les hommes : pourquoi ? parce qu'il étoit dans la démence, & qu'on ne pèche pas quand on n'a pas l'usage de la raison ; il n'a donc pû tester valablement.

Dumoret disoit sérieusement qu'il étoit fille, il vouloit & il croyoit être fille, il agissoit conformément à cette fausse idée ; ce qui est attesté par tous les témoins ouïs dans l'Enquête faite à Toulouse, & dans celle qui fut faite à Bagneres. Dumoret étoit pire qu'une bête, puisqu'il n'avoit ni raison, ni instinct, ni sentiment ; c'est donc de lui qu'on peut dire qu'il étoit semblable à un mort, *mortuo similis* ; & les morts ne testent pas.

Zachias dit, dans l'endroit déjà cité, qu'il n'y a pas de marques plus assurées de la folie d'un homme, que de le voir aimer ce que les autres haïssent, haïr ce qu'ils aiment, desirer ce qu'ils rebutent, rebuter ce qu'ils desirent, n'avoir point de honte de ce qui est honteux : *Hæc omnia non sanæ, ac omnino errantis mentis humanæ certissima in-*

dicia ac infallibilia sunt. Il dit enfin qu'on ne peut mieux connoître la démence, que parce que ceux qu'on en accuse font tout ce que les gens de bon sens ne font pas : *Probat per ea omnia quæ in hominem sanæ mentis non cadunt.*

Or y a-t-il un homme de bon sens qui voulût faire toutes les extravagances que Dumoret a faites ? Le Sage au contraire rendoit grâces chaque jour aux Dieux, de ce qu'ils l'avoient fait naître homme plutôt que femme. Il faut donc déclarer extravagant un homme qui a voulu être femme, & c'est lui faire grâce que de le traiter comme les premiers Romains traitoient leurs femmes, qui n'avoient pas le droit de tester.

Mais Dumoret croyoit de plus être femme, il n'étoit pas en état de connoître son sexe ; il avoit donc moins de connoissance que les impuberes, qui ne s'y trompent pas, & qui néanmoins ne peuvent pas tester. Comment donc se pourroit-il qu'on accordât ce droit à Dumoret ?

La Loi regarde comme imbécile le Testateur qui a oublié son nom, & l'Empereur Justinien ne peut pas comprendre qu'il y ait un homme assez fou pour tomber dans ce cas : *Neque enim sic homo supinus, imò magis stultus invenitur, ut suum nomen ignoret.* l. ult. c. de hæred. instit. *Unde fatuus præsumitur qui in proprio nomine errat*, dit Godefroy sur cette Loi. Qu'auroit donc dit l'Empereur d'un homme qui n'auroit pas connu son sexe, d'un homme qui auroit cru être

être femme ? il auroit sans doute décidé que c'étoit le plus grand de tous les fous , parce qu'en effet cette folie surpasse toutes les autres.

Secondement, la démençe de Dumoret va encore plus loin : être homme parfait , & ne pas le connoître , c'est sans doute le comble de l'extravagance ; mais s'imaginer être femme , & vouloir donner du corps à cette imagination , entreprendre de se donner soi-même un sexe , le former de ses propres mains , l'appliquer avec art , & croire que cette figure est le véritable ouvrage de la nature , c'est un excès de folie si surprenant , qu'on ne sauroit exprimer l'étendue de cette extravagance. Il faut donc l'abandonner aux réflexions des Lecteurs , & cependant les avertir que le fait est prouvé par les dépositions des premier , quatrieme , cinquieme , sixieme , septieme , neuvieme , dixieme , douzieme , vingt-troisieme & vingt-quatrieme témoins de l'Enquête faite à Bagneres.

Ces mêmes dépositions justifient les observations des Médecins , qui tiennent que cette maladie de l'esprit qu'ils appellent mélancolie , se change souvent en fureur , quand elle est invétérée : c'est être furieux en effet , que de se détruire soi-même , & on voit que Dumoret étoit son propre tyran , puisqu'il avoit la cruauté d'étouffer l'homme par une compression violente. On voit que le sieur Dasson l'ayant une fois délivré en coupant les attaches du funeste appareil, Du-
moret

moret tourna sa fureur contre ceux qui venoient de révéler son véritable sexe. Il mordoit, il brisoit, il déchiroit tout. Ne connoît-on pas à ces traits un véritable furieux ? & Dumoret capable de tous ces excès, fera-t-il capable de tester ?

Les biens d'un homme qui meurt, appartiennent à ses proches parens ; c'est un droit de la nature & du sang, que les Loix ont suivi en réglant les successions *ab intestat*. Il faut donc pour priver les successeurs légitimes d'un droit que la nature leur donne, une disposition certaine, revêtue de toutes les formalités, & faite par un homme qui ait son bon sens : *Sanam mentem, perfectum judicium, integritatem mentis*. Ce sont les termes des Loix du Digeste & du Code, *tit. qui testam. facere poss.*

Sur ces principes, on décidera sans doute que le Testament attribué au sieur Dumoret ne peut pas subsister, si Dumoret étoit lors & après ce prétendu Testament dans la même extravagance, dans les mêmes égaremens, où l'on vient de voir qu'il étoit auparavant ; or il a toujours été dans le même état : en voici la preuve.

On observe d'abord, que celui qui est fou ou furieux, est toujours présumé l'être jusqu'à la mort, suivant *Menochius, præf. 44.* & *Danty, p. 294.* qui dit que c'est une maxime certaine. Mais indépendamment de cette présomption, l'héritier du sang rapporte la preuve complète des égaremens de Dumoret, lors & après le Testament.

Il résulte des dépositions des quatrieme, cinquieme, septieme & douzieme témoins, que la D^{moiselle} Lebel & ses filles vouloient empêcher Dumoret de sortir en habit de femme, de sorte qu'il prit le parti de quitter leur maison pour aller chez le sieur Cazaux. Celui-ci fut encore plus charitable, il cacha les habits de Dumoret; mais l'insensé se mit dans une si grande colere, qu'il salut lui rendre ses habits chéris, & il quitta la maison. C'est ainsi que le dépose Andrée Barés neuvieme témoin, qui étoit la servante de Dumoret.

Il alla loger chez le sieur Durand vers le 18. du mois de Septembre; il ne resta dans cette maison qu'environ un mois, car il mourut le 18. Octobre. On comprend bien que Dumoret ne quitta pas les deux premiers logis où l'on tâchoit de le détourner de sa folie, pour mettre en pratique les représentations de la D^{moiselle} Lebel & du sieur Cazaux, mais pour jouir d'une liberté entière, & pour profiter de la complaisance qu'on avoit promis à Mademoiselle Rosete.

En effet, il résulte de la déposition de la D^{moiselle} Cortade, que la veille du prétendu Testament datté du 6. Octobre 1725. Dumoret étoit habillé en fille, & qu'il avoit plâtré son visage de blanc d'Espagne. Il en résulte encore, que Dumoret étoit tout égaré, qu'il ne connoissoit pas à neuf heures du matin quel tems il faisoit, ni s'il étoit jour, ou s'il étoit nuit; & que ne sachant pas où il étoit, il se jetta sur un lit dans

dans un si grand abbattement, qu'il falut le conduire dans sa chambre.

Le lendemain, jour du Testament, & dans l'instant même que Soubiez Notaire étoit auprès du malade, Dumoret étoit habillé en fille, suivant les dépositions de la D^{moiselle} Cortade & du sieur Dathu, témoins qui ont signé au Testament. Ce qui résulte encore des dépositions des premier, sixieme, huitieme, onzieme, douzieme, quatorzieme, dix-huitieme, dix-neuvieme, vingt unieme, vingt-quatrieme & vingt huitieme témoins.

Ces mêmes témoins déposent que pendant tout le tems que Dumoret resta chez le sieur Durand, & pendant tout le cours de sa maladie, il étoit continuellement vêtu en fille. Si étoit dans son lit, il avoit quelquefois le corset ferré; mais il avoit toujours des coëffures de fille, une chemise de fille, un collier de perles & des pendans d'oreilles, avec une bague au doigt; alors ses autres habits de fille étoient étalés sur une table dans sa chambre.

S'il se levoit quelquefois, il prenoit d'abord ses jupes, & ses autres habits de femme de la tête aux pieds. Il soutenoit toujours qu'il étoit fille; il se faisoit extrêmement, si par méprise on l'appelloit Monsieur, au lieu de Mademoiselle Rosete. Deux ou trois jours avant son décès, il se leva malgré sa foiblesse, pour aller sur la table prendre ses habits de fille; mais il n'eut pas la force de rejoindre son lit, il tomba au milieu

lieu de la chambre. On le trouva presque sans mouvement, tenant pourtant les jupes à la main. Si en le changeant de linge avec précipitation on prenoit par mégarde une chemise d'homme, il entroit en fureur, & n'ayant plus de forces, il vouloit du moins mordre les personnes qui le servoient, & qui pour le calmer étoient obligées de lui donner une chemise de femme.

Enfin Dumoret mourut le 18. Octobre, portant les mêmes coëffures de fille, une chemise de fille, le collier & les pendans d'oreille, & la bague. Les deux & vingt cinquieme témoins virent le cadavre en cet état; mais le treize, dix-sept & vingt quatrieme témoins préposés pour l'envelopper dans le suaire, trouverent qu'il portoit encore ce funeste appareil que le sieur Daffon avoit levé si à propos chez la Démoniselle Lebel. Dumoret fut enterré avec ces marques honteuses de sa folie: la figure hideuse, désagréable à la vue, l'étoit encore plus à l'odorat, suivant les mêmes témoins. Cet objet, suivant le bon mot de Madame de Sevigné, *puoit aux yeux, avant que d'empoisonner le nez.* Dumoret, qui le ramassa avec tant de complaisance chez la Démoniselle Lebel, le réappliqua bientôt après, & le porta pendant tout le tems qu'il resta chez le sieur Durand. Voilà la cause de l'accident arrivé la veille du Testament dans l'appartement de la Démoniselle Cortade. Voilà ce qui le fit tomber en défaillance au milieu de sa chambre, deux ou trois jours
avant

224 T E S T A M E N T C A S S É
avant sa mort. Voilà enfin la preuve de la
démence de Dumoret, qui a été son propre
tyran.

On connoît à présent l'état de Dumoret
avant & après le prétendu Testament. On
voit que dans le tems de cette disposition
qu'on lui attribue, il étoit dans une situa-
tion encore plus triste que celle où il étoit
auparavant. Le Syndic osera-t'il donc sou-
tenir que cet homme à visions qui croyoit
obéir à une Déesse, qui comptoit sur une
promesse à lui faite par révélation, qui a
couru le monde en habit de fille, qui a
toujours crû être fille, & qui dans cette
idée ineffaçable a fait jusqu'à son décès tou-
tes les extravagances dont on a parlé; le
Syndic osera-t'il donc soutenir qu'un tel
extravagant étoit un homme de fort bon
sens, & qu'il avoit *sanam mentem, perfec-
tum judicium, integritatem mentis*? Un hom-
me qui penseroit ainsi, seroit assurément re-
gardé lui-même comme un extravagant.

Aussi la Cour, sur le récit d'une partie des
faits qui résultent des Enquêtes, jugea en
ordonnant la preuve de la démence, que
malgré les Actes, les Sentences & les Con-
trats que l'adversaire avoit remis, Dumoret
devoit être déclaré saisi de la démence &
son Testament cassé, s'il étoit vrai que cet
homme avant, lors & après le Testament
croyoit être fille, & qu'il faisoit les autres
extravagances qui répondoient à cette idée.
Car autrement la preuve n'auroit pas été or-
donnée, de sorte que l'Arrêt a fixé la cause,
&

& dans la vérité il n'est plus question que de sçavoir si l'héritier du sang rapporte la preuve de ce qu'il avoit avancé. Or cette preuve est complète & plus abondante qu'il ne l'avoit promise; il faut donc casser le Testament sans difficulté, comme fait par un imbécile.

Second Moyen de cassation, qui explique plus clairement le premier.

ERREUR DANS LE SEXE.

On a vu que Dumoret croyoit être fille; & qu'il agissoit conformément à cette idée gravée au fond de son ame; ce fait étant bien prouvé, on auroit pu se dispenser d'examiner la nature & l'étendue de cette folie, & l'héritier du sang auroit pu laisser sans réponse les argumens que le Syndic a pris des Sentences, des Contrats & de sa contraire Enquête, en faveur du bon-sens de Dumoret; car quand il seroit possible de ne pas regarder comme atteint de la démence, cet homme qui ne connoît pas son sexe, sa fausse opinion, & son erreur de croire être fille, suffiroient pour faire casser le prétendu Testament.

En effet, suivant le Droit, celui qui doute ou erre sur son état ou sa condition, ou qui l'ignore, ne peut tester. *De Statu suo dubitantes, vel errantes, Testamentum facere non possunt, ut divus Pius rescripsit. leg. 15. ff. qui testam. fac. poss.* Cette règle ne regarde pas seulement les esclaves ou les fils de famille, comme l'adversaire l'a voulu infirmer;

nuer ; car il y a des loix expreffes pour eux, fçavoir la loi 9. ff. *de jur. Cod.* pour les fils de famille, & la loi 14. ff. *qui testam. fac. poss.* pour l'esclave devenu libre ; mais après cette loi, on fait une regle générale dans la loi 15. qui comprend tous ceux qui doutent, errent & ignorent leur état, & leur condition ; ce qui est encore fondé sur cette regle du Droit : *in totum omnia quæ enim destinatione agenda sunt, non nisi verâ & certâ scientiâ perfici possunt*, l. 76. ff. *de divers. reg. jur.* Ce qui s'applique naturellement & avec plus de raison à Dumoret, qui ne connoissoit ni son état ni son sexe.

D'ailleurs le fils de famille devenu pere de famille, sans en être assuré, ne peut pas tester. Le Testament d'un homme libre qui ne connoîtroit pas son état est nul, parce qu'on présume qu'il auroit disposé de ses biens d'une autre maniere, s'il eût connu sa condition ; car les idées d'un pere de famille & d'un homme libre sont différentes de celles qu'ont les enfans d'esclaves, & les enfans de famille. On voit en effet dans l'usage du monde que le même homme raisonne différemment, quitte ses premieres idées, & prend de nouveaux sentimens, en changeant d'état & de condition.

Delà il s'ensuit à plus forte raison que le Testament de Dumoret, qui croyoit être femme, doit être cassé sans difficulté, puisqu'il ne seroit tout au plus qu'une disposition faite par une femme imaginaire, qui ne pourroit jamais faire perdre aux successeurs légi-

légitimes la succession d'un homme ; car ce n'est pas Dumoret homme , dont l'héritier du sang demande les biens , qui a testé ; mais c'est Dumoret femme , qui auroit testé suivant les idées d'un sexe assez foible pour préférer des étrangers aux héritiers du sang , ce que Dumoret n'auroit pas fait , s'il avoit connu son sexe.

Dumoret homme auroit au contraire recherché ses parens ; mais Dumoret femme les fuyoit , parce qu'ils ne vouloient pas reconnoître Mademoiselle Rosete. Dumoret homme les auroit accueillis gracieusement ; mais Dumoret femme s'éloignoit d'eux , pour suivre les inspirations de ceux qui flattoient son imagination. Dumoret homme auroit aimé son nom , il auroit voulu laisser son bien dans sa famille , pour la mettre en état de se soutenir avec honneur ; c'est un desir naturel à l'homme : mais Dumoret femme se conduisoit par d'autres idées ; il avoit affecté d'être dévot & modeste , parce que ces bonnes qualités conviennent principalement au sexe , & les proposoit en effet à Me. Dumont Archiprêtre quinzieme témoin , comme des preuves assurées de ce qu'il croyoit être fille ; il n'auroit donc institué les pauvres que pour soutenir ce caractère , pour justifier sa réputation de fille dévote. En un mot , Dumoret n'auroit fait ce Testament que parce qu'il croyoit être femme : de sorte qu'il est impossible de soutenir une disposition faite par un homme qui croyoit n'être pas homme.

Troisième Moyen de cassation.

LA SUGGESTION.

Le Testament qu'on attribue à Dumoret n'est pas son ouvrage, il n'y a d'autre part que l'apposition d'un seing qu'on a surpris à sa foiblesse. Il est prouvé par les actes du procès que Me. Jaula, soi disant Prieur de l'Hôpital, profitoit de tous les revenus de cette maison, d'où il avoit chassé tous les pauvres, pour n'avoir à partager avec personne, ce qui a été réprimé par trois ou quatre Arrêts de la Cour rendus en 1727. & 1728. & le mois de Février dernier, sans pourtant qu'on ait pu encore réussir à retirer les fruits qu'il a perçus, & qu'il doit rendre suivant les mêmes Arrêts.

En 1725. donner à l'Hôpital, c'étoit donner à Me. Jaula, qui pour profiter tranquillement de tous les revenus, avoit établi pour Trésorier Martial Soubiez son beaufrere. Le sieur Jaula son frere est beaufrere du Juge, qui l'autorisoit : de sorte qu'il s'étoit fait réellement un Prieuré d'un revenu considérable.

Toute cette famille ennemie de l'héritier du sang complota le Testament de Dumoret en faveur de l'Hôpital, croyant par là de donner quelque faveur à cette disposition. Ils contentoient leur ressentiment, & ils croyoient augmenter le revenu de Me. Jaula; mais comme ils virent que l'intérêt de celui-ci pouvoit tout gâter, ils insererent dans le
Testa

Testament que Dumoret prohiboit la quar-
te à M^e. Jaula; ce qui ne lui portoit au-
cun préjudice réel, parce qu'alors il jouissoit
de tous les revenus de l'Hôpital.

Pour faire réussir ce complot, on mit
dans le parti la D^émoiselle Durand hôtesse
de Dumoret; & Soubiez Notaire, frere
du Trésorier de l'Hôpital, écrivit le Tes-
tament.

Cela posé, il faut observer que la sug-
gestion est prouvée par des présomptions,
suivant tous le Auteurs; & la plus forte
est prise de l'état du Testateur, qui par la
force du mal, ou par la foiblesse de son
esprit, est aisé à persuader *In testatore im-
becilli judicii, & facile persuasibilis*, suivant
Dumoulin sur le conseil de Décius *in ver-
bo blandis*. Or quand on connoît l'état de
Dumoret, on ne peut pas douter qu'il ne
fût très-facile à persuader, puisqu'il suffisoit
de le flater du nom cheri de Rosete, pour lui
faire signer tout ce qu'on auroit voulu.

Voilà la premiere présomption; la seconde
est prise de ce que la disposition est faite au
préjudice des proches parens. *Quando proxi-
miores fraudantur*, suivant le même Du-
moulin, ce qui est encore confirmé par le
même Dumoulin, *in his qui habent testa-
torem sub suo regimine præsertim durante
illâ infirmitate*.

D'autant mieux qu'il est prouvé que la
D^émoiselle Cortade surprit Soubiez Notaire
auprès du lit de Dumoret, & que la D^é-
moiselle Durand étoit de l'autre côté. On

comprend aisément qu'il n'étoit pas difficile à ces deux personnes qui agissoient de concert, de persuader Dumoret, qui dès la veille étoit dans un abattement & dans un trouble à ne pas connoître s'il étoit jour, s'il étoit nuit, à neuf heures du matin. D'ailleurs Soubiez Notaire fit un mystère à la Demoiselle Cortade du Testament qu'il vouloit faire signer; car cette Demoiselle lui ayant demandé ce qu'il faisoit là, il lui répondit qu'il alloit écrire une lettre pour le malade. Cette conduite mystérieuse annonce quelque fraude, car si Dumoret avoit été en état, & qu'il eût voulu faire un Testament, Soubiez n'auroit pas caché le sujet de sa visite.

Troisièmement, Dumoret avoit alors des coëffures, & une chemise de femme, un collier & des pendans d'oreilles. Cet équipage ne permettoit pas à un Notaire de recevoir le Testament d'un homme qui decouvroit par-là sa démence; voilà pourquoi la Demoiselle Cortade fut surprise de voir un Notaire auprès de Dumoret, & ce fut aussi la raison qui détermina Soubiez à dire qu'il étoit là pour écrire une lettre, afin de ne pas s'exposer aux reproches de la Demoiselle Cortade.

Or si aucun Notaire désintéressé n'eût voulu recevoir ce Testament d'un homme habillé en femme par l'effet de sa démence, il faut nécessairement convenir que Soubiez se prêtoit à son frere, & M. Jaula son beau-frere.

Quatrièmement, ce prétendu Testament
se

se trouve écrit en entier de la main de Soubiez, & Dumoret ne fit que le signer, de sorte que toute la disposition dépendoit de ce Notaire; & cette circonstance achève de convaincre que ce prétendu Testament est l'ouvrage de Soubiez & de ceux qui le faisoient agir.

Quatrieme Moyen de cassation, pris des Nullités

On observe 1^o. d'abord, que les témoins numéraires ne s'accordent pas entre'eux. Les uns disent que le Testateur étoit couché dans son lit; les autres, qu'il étoit assis; & le sieur Estienne Rouffe, cinquieme témoin de l'Enquête de l'adversaire, assure que Dumoret étoit à la fenêtre, qu'il l'appella, & qu'étant monté, il le vit promener dans la chambre. Cette variation est très-suspecte, & il en faut du moins conclure que tous les témoins n'étoient pas présens à la fois, & que le Testament ne fut pas signé *uno contextu*, ce qui est une nullité insurmontable.

2^o. Thomas Camus, qui est le vingt-septieme témoin dans l'Enquête de l'héritier du sang, assure qu'il ne vit pas le Testateur, mais qu'il entendit que quand le Notaire eut lû le Testament, il demanda au Testateur s'il contenoit sa volonté, & que Dumoret répondit oui.

Cette disposition fournit plusieurs réflexions. 1. Il en résulte que le témoin ne

vit pas le Testateur, & c'est une nullité, suivant la Loi 9. & la Loi 12. *Cod. de Testam.* & M. Dolive, l. 5. c. 4.

3°. Le Testament par *interrogat*, auquel le Testateur répond simplement *oui*, est nul, suivant M. Maynard, liv. 5. ch 6. & liv. 8. ch. 59.

4°. Suivant ce témoin, Dumoret ne lut pas le Testament, mais il fut lu seulement par le Notaire. Cependant Soubiez a écrit de sa propre main, & a fait dire au Testateur qu'il avoit lu & relu ce Testament; ce qui découvre encore de plus en plus la suggestion & la fraude. Cette circonstance fournit encore une autre nullité. Un Testament clos, écrit par une main étrangere, n'est pas valable, quoique signé du Testateur, s'il ne paroît que le Testateur l'a lu & relu; ce qui ne peut être prouvé par la clause, que le Fabricateur peut insérer facilement de sa main; mais il faut que le Testateur l'écrive lui-même: car autrement la disposition dépendroit absolument du Notaire qui écrit le Testament. Mais dans cette espece on ne doit point s'arrêter à la clause écrite par Soubiez, puisqu'il est prouvé que Dumoret ne lut pas le Testament, & que le Notaire lui en fit seulement la lecture.

Ces nullités suffiroient pour faire casser le Testament d'un homme qui a toujours vécu en homme de bon-sens. On doit donc dire que ces nullités jointes aux présomptions de suggestion, seront infaillibles pour annuler

ler la disposition du Testateur, qui n'a connu ni son état, ni son sexe.

Cependant tous ces Moyens de cassation sont surabondans, après qu'on a prouvé la démence de Dumoret. La Cour en a ordonné la preuve, & cette preuve est rapportée. Il consiste que Dumoret, assez fou pour ne pas connoître son sexe, croyoit sérieusement être fille. Il consiste qu'il agissoit conformément à cette idée convertie, pour ainsi dire, dans sa substance, & qu'il détruisoit l'homme pour faire regner son sexe imaginaire. Comment donc proposer aujourd'hui à des hommes sages & à des Magistrats souverains, de confirmer le Testament d'un homme qui ne croyoit pas être homme?

Partant, conclut le Demandeur aux fins de ses Reqnêtes, avec dépens.

M^e. Pujot Avocat au Parlement de Toulouse, consacra son ministère à cette Cause.

ARREST DU PARLEMENT de Toulouse,

Le 30. Avril 1739,

Qui a cassé le Testament, & maintenu l'héritier du sang dans tous les biens de Pierre-Aymond Dumoret.

C'est un principe constant, que les dispositions de ceux qui sont en démence sont nulles de droit. Ceux qui sont de ce caractère, ne peuvent pas garantir leurs dernières

dispositions, quoiqu'ils aient de bons intervalles dans lesquels ils paroissent agir de bon-sens. A parler en général, suivant le langage du Poëte Satyrique :

*Tous les hommes sont fous, & malgré tous
leurs soins,
Ne diffèrent entr'eux que du plus ou du
moins.*

Ce sont ces vers-là, comme il le dit lui-même,

*Qui par le prompt effet d'un sel réjouissant,
Sont devenus proverbes en naissant.*

Qu'on suive l'homme dans ses actions, on le verra tyrannisé par plusieurs idées qui sont les principes qui le font agir. On le verra s'écarter souvent de la raison par des maximes singulieres qu'il épouse, sans qu'il sçache lui-même comment elles ont pris racine dans son cerveau. Pour bien définir sa conduite, par un étrange contraste, c'est un tissu de sagesse & de folie. La véritable distinction que l'on peut mettre entre les sages & les fous, c'est que les sages ont de mauvais intervalles, & les fous en ont de bons.

Les premiers s'égarent dans de certains momens, on les confond avec le fous. Les autres dans de certains tems sont éclairés par la raison la plus lumineuse, & peuvent s'affocier avec les sages.

De

De ce principe concluoit celui qui soutenoit la disposition de Pierre - Aymond Dumoret, que ce personnage ne devoit pas être relegué avec les fous, parce qu'il figuroit avec les gens sages dans plusieurs intervalles, & mêloit ses raisonnemens avec les leurs; & que s'il avoit une idée de folie qui s'emparoit de son cerveau, cela lui étoit commun avec plusieurs gens sages qui sont entichés du même vice.

On répond, que la Satyre affecte de confondre le fou avec le sage; mais que malgré ces vains discours qu'elle sacrifie à la raillerie, ils sont séparés par des distinctions bien sensibles, & des caractères bien frappans.

Le fou est presque toujours occupé de sa folie, le sage n'est occupé de la sienne que dans de certains momens. Celle du fou entre dans toutes les actions de sa vie, & en dérange toute l'œconomie; il y veut accommoder la Société qui participe avec lui, dont il trouble l'ordre; dans le tems même qu'il jouit des rayons de la raison, sa folie vient l'en priver malgré lui. En un mot, c'est une tyrannie des objets sur l'imagination, qui décide de son sort, règle ses pensées, le constitue dans la classe des fous, & le ramene toujours à ses idées absurdes qui l'assiègent. On laisse à penser après cela, si malgré ses beaux intervalles, on peut se dispenser de le placer dans la démence dont il a des accès, étant capable de causer de si grands désordres dans la Société civile, de se nuire à lui-même, & se perdre entie-

re;

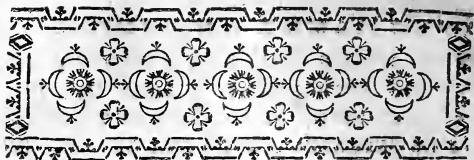
rement ? C'est pourquoi les Loix le dépouillent de l'administration de son bien , & de la faculté de contracter. Au lieu que le sage , malgré le portrait qu'en fait la Satyre , n'est occupé de sa folie que dans de certains instans ; il s'en peut désabuser & s'en désabuse souvent : mais celle du fou est incurable. Les principales actions de la vie du sage n'en sont point troublées ; il sçait bien déguiser sa folie , quand cela est nécessaire absolument ; elle n'est pas saillante , & il ne la présente pas à tout le monde ; elle est quelquefois si imperceptible , qu'il faut pour l'appercevoir la regarder de bien près ; & comme il peut se conduire sûrement , la Loi ne prend point de précautions contre lui.

Parmi ceux qu'on appelle sages , on convient qu'il y en a qui approchent de ceux qui sont déclarés fous. Ce sont ceux-là , qu'on taxe de fous dans la conversation , quoiqu'ils ne portent pas publiquement la marote : on leur sauve souvent l'építete de fous , en les appelant seulement étourdis , indiscrets. On les souffre parce qu'ils ne causent pas , comme on a dit , de grands désordres. Ils sont très-fréquens dans le monde ; il y en a même qui sont répandus , dont on déguise la folie sous le nom de *vapeurs*. C'est ce que disoit un fou des Petites-Maisons. *On appelle chez nous* , disoit-il , *les choses par leur nom. Le mal qu'on appelle ici folie , se nomme dans le beau monde vapeurs.* Ainsi , dès que la folie est dominante , qu'elle ramène tout à son objet , qu'elle regne

sur

sur les actions de la vie, c'est celle-là qui imprime l'interdiction à celui qui en est saisi. Les autres folies dans un moindre degré ne changent point l'état de celui qui en est atteint. Il y en a même qui font l'agrément de la Société, & les amusemens qui nous charment le plus.





J U I F S
C O N D A M N É S
P O U R U N C R I M E É N O R M E
Q U I R E V O L T E L ' H U M A N I T É .

On rapporte leurs Mœurs, leurs Coutumes, leurs Usages, leurs Crimes, & les traitemens qu'ils ont essuyés dans toutes les Nations depuis la Mort de J. C. & le fameux Siège de Jérusalem.

Voyez le
Traité de
la Vérité
de la Religion
Chrétienne
par
Abbadie.
Tom. I.
Sect. III.
Chap. I.

NULLE Nation plus illustrée & plus baffouée dans la suite que la Nation Juive. Plus illustrée, puisque tandis que nous ne voyons dans le monde qu'ignorance, superstition, mystères impurs, imbécillité dans les Peuples, imposture dans les Pontifes, incertitude dans les Philosophes, des hommes qu'on déifie après la mort, des bêtes qu'on érige en divinités, des divinités dont on fait des bêtes, le crime changé en devoir, & les principes de la Religion naturelle servant à flatter l'orgueil, ou à nourrir l'impiété des hom-

hommes ; nous trouvons dans un coin de la terre obscur, inconnu, cette Nation comme un Peuple de Sages, & de Philosophes Divins, qui ont de plus beaux sentimens de la Divinité que Socrate & que Platon, & qui portent l'idée de la vertu beaucoup plus loin que les Stoïciens ne l'ont jamais portée.

D'où sort ce caractère de distinction ? Cette Nation est éclairée par Dieu même immédiatement, qui se communique à elle, qui la rend dépositaire pendant plusieurs siècles de la véritable Religion, & des preuves qui la manifestent. Cette Nation est régie par prédilection, par une providence paternelle de Dieu qui la garantit de mille dangers, la fait triompher de ses ennemis, la châtie pour la ramener à ses devoirs lorsqu'elle s'en écarte, & remplit à son égard l'office du pere le plus tendre & le plus aimable. Cette Nation est choisie par Dieu même pour s'y incarner. En effet, c'est parmi eux que le Verbe fut fait chair, & que sorti du sein de son pere, il y parut, quoique voilé, avec des traits de Divinité assez perçans pour subjuguier des incrédules. Ce fut alors que cette Nation infidèle, qui méconnut son Dieu fait Homme, vint à cet excès de le haïr, & de l'immoler à sa haine. Elle subit les plus rudes châtimens de la colère de Dieu : Jérusalem sa Ville capitale ruinée & saccagée fut en proie à la fureur des Romains ; son Temple fut profané par les abominations les plus horribles. Le Sanctuaire où son Dieu se communiquoit à elle, fut,

fut , pour ainsi dire , anéanti. Les restes de ceux qui périrent , dispersés dans toute la terre , en font la fable , depuis plusieurs siècles. Leur postérité naît avec un mépris attaché à leurs personnes , qu'ils portent sur le front. Voilà cette Nation si illustrée devenue si méprisable.

J'entreprends de faire l'Histoire des crimes horribles dont les Juifs se sont souillés de notre tems , & de la punition qu'ils ont subie.

Plus les crimes sont énormes , moins ils trouvent de créance dans les esprits. Celui dont on accuse ici les Juifs est un Plagiat , dont ils étoient déjà coupables du tems de Moïse , qui fut obligé de le leur défendre par une Loi expresse de l'Exode Chap. 21. vl. 16. *Qui furatus fuerit hominem & vendiderit eum , convictus noxâ , morte moriatur.* Celui qui aura dérobé un homme , & l'aura vendu , soit condamné à mort.

Si ce crime étoit déjà commis parmi les Juifs du tems de Moïse , on croira facilement qu'ils l'ont renouvelé à l'égard des Chrétiens , dont ils sont les ennemis déclarés. Leur haine leur a inspiré d'en faire un usage abominable.

Baronius rapporte quantité d'exemples des crimes de Plagiaires , suivis d'extraordinaires cruautés exercées sur des enfans Chrétiens par des Juifs. La Chronique de Nuremberg parle de trois enlevemens qu'ils firent pres- que en même tems , l'un en Angleterre , l'autre à Frioli en Italie , & le troisieme dans

la Ville de Trente. L'on voit encore l'Histoire peinte dans l'Hôtel de Ville de Francfort, de ce dernier, qui surpasse les autres en cruauté : car l'enfant enlevé, nommé Simon, fut par les Juifs assemblés dans leur Synagogue martyrisé l'an 1472. en toutes les parties de son corps, où chacun d'eux prenoit plaisir de porter des coups successivement & par intervalle, afin de faire durer sa douleur jusques au-delà de sa vie, s'ils l'avoient pû. On verra dans la suite plusieurs exemples pareils.

Ces sortes de larcins & d'enlevemens ne sont pas de simples crimes de Plagiaires, dont il est parlé au Cod. *ad Legem Flavianam de Plagiariis*, mais ce sont des especes de Deicides, puisqu'en dérision de la Passion du Fils de Dieu, les Juifs font mourir ces innocentes victimes, après avoir exercé sur elles toute la cruauté & toute la fureur qui les animoit autrefois sur le Calvaire. Il y a même preuve au procès, que lorsqu'ils manquent d'occasions pour ravir des enfans Chrétiens, ils se servent d'un Crucifix, qu'ils exposent dans leur Synagogue, ou dans leurs maisons d'assemblée, sur lequel, les verges à la main, ils renouvellent la flagellation qu'ils firent souffrir à Jésus-Christ.

Il faudroit des volumes entiers pour décrire toutes les impiétés, tous les sacrilèges, & toutes les abominations que les Juifs commettent tous les jours, en haine & au mépris de la Religion Chrétienne. L'Histoire que j'ai entrepris du procès qu'on leur a

fait à Metz au sujet d'un enlèvement d'un enfant, dont Raphaël Levi a été convaincu, suffira pour donner une idée de leur caractère exécrationnel, qui est en horreur à la Nature.

Le mercredi 25. Septembre 1669. environ une heure après midi, la nommée Mangeote Willemin, femme de Gilles le Moine, Charron du village de Glatigni au pays Messin, alloit à une fontaine éloignée de deux cens pas du village pour y laver quelques linges, suivi de son fils âgé de trois ans, qui étoit couvert d'un bonnet rouge, & qui avoit les cheveux blonds & frisés, ce qu'il faut observer d'abord. Comme elle fut à vingt-cinq ou trente pas de la fontaine, ce petit enfant s'étant laissé tomber, la mere se tourna pour le relever; mais sur ce qu'il lui dit qu'il se relèveroit seul, elle continua son chemin, & alla laver ses linges, dans la pensée qu'il la suivroit bientôt après.

Environ demi-quart d'heure après, cette mere ne voyant point revenir son enfant, elle courut à l'endroit où elle l'avoit laissé, & ne l'ayant pas trouvé, elle crut qu'il s'en étoit retourné au logis; & ne l'y trouvant point, elle alla à l'instant le demander à son mari, & encore à son beau-pere & à sa belle-mere chez qui il avoit coutume d'aller, qui lui ayant tous répondu qu'ils ne l'avoient pas vû, les uns & les autres commencerent à craindre que cet enfant ne se fût égaré, & dans cette appréhension le

cher:

cherchent dans le village, reviennent ensuite à la fontaine avec le Maire du lieu, fouillent dans les buissons qui sont auprès, appellent l'enfant par le nom de Didier qu'il avoit reçu au Baptême, crient & se tourmentent, mais sans le trouver.

La mere accompagnée de son beau-pere & d'une autre femme s'étant avisée d'aller sur le grand chemin de Metz, éloigné de la fontaine d'environ deux cens pas, y trouva les vestiges des pieds de son enfant, qu'elle suivit jusqu'à ce que les ayant perdu parmi la trace des roues des charrettes & des pieds des chevaux, elle s'en revint le dire à son mari, qui courut en ce moment sur le même chemin; & peu après ayant vû venir à lui du côté de Metz un cavalier de la Compagnie du Comte de Vaudemont, nommé Daniel Payer, il lui demanda s'il n'avoit point trouvé un enfant, à quoi le Cavalier répondit ingénument, qu'il avoit trouvé un Juif qui étoit monté sur un cheval blanc, qui avoit une grande barbe noire, qui alloit du côté de Metz, qui portoit un enfant devant lui pouvant être âgé de trois à quatre ans, & qu'à sa rencontre il s'étoit éloigné du grand chemin de la portée d'un coup de pistolet. Ce pauvre pere qui reconnut par la circonstance de l'âge, que le Juif lui avoit enlevé son enfant, court après lui, demande à la porte de la Ville, qu'on nomme *des Allemands*, si on l'avoit vû passer. Un nommé Thibault Regnault, Tourneur, qui demeu-

re près de la même porte, lui dit, qu'il l'avoit vu entrer; mais ce n'étoit pas assez, car il ne lui disoit point où ce Juif étoit allé, ni où il avoit poté l'enfant.

Néanmoins le pere ayant appris presque dans le même tems d'un habitant du village de Hez que ce Juif étoit Raphaël Levi de Boulai, que cet habitant avoit rencontré le même jour sur le grand chemin, portant devant lui quelque chose qu'il couvroit de son manteau, & que lorsqu'il venoit à Metz il logeoit chez le nommé Garçon, Juif son parent, il fut à l'heure même chez ce Juif demander son enfant. On lui dit qu'on ne sçavoit ce que c'étoit, & que le Maître du logis n'y étoit pas. Il se résolut de l'attendre, & ayant vu près de la porte une femme, il lui dit encore qu'il cherchoit son enfant; & bientôt après une fille Juive qui revenoit de la ville, & qui sçavoit que cet homme demandoit son enfant, dit, parlant à la femme en langue Allemande, qu'il ne falloit rien dire. Ce que le pere, qui parle Allemand, ayant entendu, s'en revint, & ne doutant plus de la perte de son fils, songea dès-lors d'en poursuivre la vengeance & la réparation contre Raphaël Levi.

Dans ce dessein, il donna sa plainte au Lieutenant Criminel du Bailliage de Metz le 3. Octobre 1669. qui lui permit d'informer. Mais avant que d'entrer dans le détail des charges, il faut remarquer que ce Raphaël étoit un homme âgé de cinquante-six ans & de moyenne taille, les cheveux noirs
&

& frisés, la barbe noire & fort grande, hardi & entreprenant. Il avoit voyagé au Levant, en Italie, en Allemagne, en Hollande, & en d'autres endroits où les affaires des Juifs, dont il avoit toujours été Agent, l'avoient appelé. Il y en a même qui ont dit qu'il avoit porté les armes, & qu'il avoit été Coureur de Partis durant les Guerres; mais il n'y en a point de preuves au procès.

Il étoit né dans le village de Xelaincourt, situé au pays Messin & s'étoit habué depuis plusieurs années dans la ville de Boulai, dépendant du Duché de Lorraine, éloignée de celle de Metz de quatre lieues du pays qui en valent six de France, où il étoit comme le Chef de la Synagogue, & y faisoit la fonction de Rabbi*. Il en partit, * Quand on met ce mot devant le nom propre d'un Docteur Juif, il faut dire Rabbi & non Rabbi Salomon, Tarsus. suivant qu'il en est demeuré d'accord par ses interrogatoires, le même jour de l'enlèvement à sept heures du matin, & arriva à Metz sur les dix heures; il dit qu'il y venoit pour y prendre une corne de Bélier pour la solennité de la Fête des Trompettes qui étoit le lendemain, & pour y faire emplette d'huile, de vin & de poisson; que l'ayant fait, il la mit sur le cheval de son fils; qu'il fit partir son fils de la ville le premier, & pour lui, il dit qu'il en sortit seul environ une heure après midi.

Le village de Glarigni n'est éloigné de Metz que d'une lieue & demie, & du grand chemin de Metz à Boulai de deux cens-cinquante pas. Il a été remarqué ci-dessus

que l'enfant étoit allé à ce chemin, au lieu d'aller à la fontaine où étoit sa mere; de sorte que cet impitoyable Juif l'ayant trouvé seul sur ce même chemin, le prit, le mit devant lui, & le porta sur son cheval dans la ville de Metz, & le remit entre les mains des autres Juifs, & s'en retourna encore le même jour coucher à Boulai.

Les Juifs de Metz, avertis que le Lieutenant Criminel informoit de cet enlèvement, mirent d'abord tout en usage pour sauver Raphaël; & dans la pensée de persuader qu'il étoit innocent, l'un d'eux nommé Salomon lui écrivit de venir à Metz pour se justifier, & d'y venir sans s'arrêter en chemin dans aucun village, ni avec aucuns Paysans, & enfin sans parler à personne du sujet de son voyage; ce sont les termes du billet paraphé fix, qu'on a trouvé sur lui.

Ce Juif arrivé à Metz fut conduit par les autres chez le Commandant de la ville, qui lui dit qu'il ne faisoit rien craindre, supposé qu'il fut innocent: cependant comme le Lieutenant Criminel avoit déjà décrété contre lui, le Juif ayant sçu qu'on le faisoit chercher, & qu'il y avoit ordre aux portes de la ville de ne laisser sortir aucun Juif de ce jour-là, il fit de nécessité vertu, & se rendit en prison, où il fut écroué en conséquence du même décret.

On continua l'information où furent ouïs dix-huit témoins, du nombre desquels fut compris le Cavalier. Il y en a cinq qui ont déposé avoir vu entrer, ou aller dans la ville

ville de Metz , le mercredi 25. Septembre jour de l'enlèvement , un Juif qui avoit une grande barbe noire , qui étoit monté sur un cheval blanc , & qui portoit sous son manteau devant lui un enfant âgé d'environ trois ans , ayant un bonnet rouge & les cheveux blonds & frisés.

A la confrontation , Blaisette Thomas , l'un des témoins , reconnut l'accusé pour être le même qui portoit l'enfant , & le lui soutint. Les autres ne le reconnurent pas affirmativement ; & à l'égard du Cavalier , il dit que le Juif qu'il avoit rencontré portant un enfant , étoit d'une plus grosse & plus grande taille. Il y a preuve au procès de la subordination de ce Témoin , & d'ailleurs l'accusé lui-même a reconnu par l'interrogatoire prêté devant le Lieutenant Criminel le 24. Octobre , qu'il n'y avoit point d'autre Juif que lui en campagne le jour de l'enlèvement de l'enfant , à cause de leur fête des Trompettes , dont la solennité commençoit le même jour à cinq heures du soir. Il est vrai que par la même raison l'accusé a toujours soutenu qu'il s'étoit retiré à Boulai dès les quatre heures ; mais outre que le contraire est prouvé manifestement dans l'information faite par le Parlement de Metz dont il sera parlé ci-après , c'est que les enlèvements d'enfans Chrétiens passant pour des actions de Religion parmi les Juifs , beaucoup plus grandes que celle d'assister à la solennité de leurs fêtes , ils croient que bien loin de manquer en ne s'y trouvant

pas, ils feroient une faute de s'y trouver pendant le tems qu'ils pourroient faire un semblable enlèvement.

Après la confrontation, les Juifs de Metz, qui n'oublioient rien pour garantir l'accusé de la peine que son crime avoit méritée, donnerent requête sous son nom au Lieutenant Criminel, par laquelle ils demanderent qu'il fût reçu à la preuve de ses faits justificatifs, sçavoir, que le jour qu'on supposoit qu'il avoit enlevé l'enfant, il étoit à trois heures après midi au village des Estangs qui est éloigné de Metz de deux lieues, & de celui de Glatigni de demie lieue, & qu'à quatre heures il étoit arrivé à Boulai, accompagné de son fils & du Meunier du même lieu.

Cette Requête fut communiquée au Procureur du Roi du Bailliage, lequel après avoir vu les charges résultantes des informations, donna ses conclusions à ce que sans avoir égard à celles du Juif, il fût brûlé vif & auparavant appliqué à la question ordinaire & extraordinaire, pour sçavoir ce qu'il avoit fait de l'enfant, & le lieu où il l'avoit mis.

Néanmoins le Lieutenant Criminel avec les autres Officiers du Bailliage reçurent l'accusé à la preuve de ses faits justificatifs, par Sentence du 8. Novembre 1669.

Le Procureur Général du Roi en ayant eu avis, s'en porta pour appellant, se rendit partie, & dès le lendemain fit ses réquisitions à ce qu'il fut informé par ampliation,

tion, & permis à lui de faire publier des lettres monitoires; ce qui lui fut accordé par le Parlement, qui évoqua l'affaire.

Deux jours après, ſçavoir l'onzieme du même mois de Novembre, le Géolier fit ſa déclaration au Greſſe, qu'il avoit ſurpris l'accuſé jettant un billet par la fenêtre de ſa chambre à la ſervante de la priſon, & qu'ayant fouillé l'accuſé, il lui avoit encore trouvé neuf billets dans ſa bourſe ou dans ſes poches, & un autre dans la pailleſſe de ſon lit; tous leſquels billets au nombre d'onze furent déposés au Greſſe, & paraphés par premier & dernier par le Conſeiller commis à l'information. Cette ſervante nommée Marguerite Houſter étoit auſſi de Boulai, lieu de l'habitation de l'accuſé. On décréta contre elle, & par ſes réponſes aux interrogations qui lui furent faites, elle reconnut que le fils de l'accuſé lui avoit donné pluſieurs billets à la porte de la priſon, pour les porter à ſon pere, en conſidération de quoi ce fils lui avoit donné un Scaſlin, & le pere un autre.

Ces billets étoient écrits en lettres Hébraïques, & en langue Allemande: car les Juifs de Metz parlent Allemand entr'eux: & quoiqu'ils ſachent lire & écrire l'Hébreu, tous néanmoins ne le ſçavent pas parler. Il y en a pluſieurs qui liſent & écrivent le Latin, mais qui ne ſçauroient l'expliquer.

On eut de la peine à trouver une perſonne capable de la traduction de ces billets. A la fin on fit venir un jeune homme nom-

mé Louis-Anne Cordonnier qui avoit été Juif, qui en fit une traduction, qu'il soutint véritable en présence de l'accusé, lequel demeura d'accord qu'elle étoit fidele, à l'exception entiere du billet paraphé dix, qui se trouvoit écrit de sa main aux principaux des Juifs de Metz, & qui étoit le même qu'il avoit jetté à la servante. Il excepta encore quelques mots peu considérables dans les autres billets.

On fit traduire le même billet dix à l'accusé par deux diverses fois, & en différens jours, comme aussi à quelques autres Juifs de Metz. Ils convinrent tous en ce point, que le billet étoit écrit aux principaux d'entr'eux; mais à l'égard du surplus ils firent leur traduction avec si peu de rapport les uns aux autres, & avec tant de différence de celle de Louis-Anne, qu'on n'y connoissoit presque rien; la dernière traduction de l'accusé se trouva même toute différente de la première; & comme il persistoit toujours à soutenir que celle de Louis-Anne n'étoit pas conforme à l'original, on fit encore venir un nommé Paul Duvalier qui autrefois avoit été Juif, & Médecin à Metz, & qui depuis sa conversion & son Baptême s'étoit retiré à Kaiserbert en Alsace. Il fit la traduction du même billet dix, qu'il soutint pareillement véritable à l'accusé, qui pour-lors en demeura d'accord, à l'exception du mot *lié*, au lieu duquel il dit qu'il avoit écrit *trouvé*: & cela avoit sa raison, parce que par-là il prétendoit éta-

blir

blir que l'enfant n'étoit pas mort, ou s'il l'étoit, ôter la connoissance du genre de mort qu'on lui avoit fait souffrir. Comme les termes de ce billet sont assez curieux, & même essentiels pour la conviction de l'accusé, il sera ici rapporté mot pour mot suivant la traduction de Duvalier.

Billet écrit par Raphaël Levi pendant sa prison, aux principaux Juifs de la Synagogue de Metz.

Chers Directeurs, je voudrois bien sçavoir ce qui a été conclu au Parlement; car le Grand Procureur de la Cour a parlé, & je crains toujours. Ainsi que l'on me mande ce qui s'est passé devant la Justice, & ce que le Controlleur fait ici (a). La servante du Maître de la prison m'a dit que le Juif qui m'apporte à manger lui a dit que l'on avoit lié l'enfant. Ah! écrivez-moi comment les affaires sont touchant mes témoins; écrivez-moi le fond de façon ou d'autre, afin que je puisse avoir une fois de la consolation; envoyez-moi du papier. Le Homan (qui veut dire pendard) (b) a été cejourd'hui en prison;

(a) Ce Controlleur étoit un homme du Boulai, auquel l'accusé étoit débiteur de sommes considérables.

(b) Il entend parler du Procureur Général qu'il qualifie *Homan*, ce qui est parmi les Juifs la plus grande injure qu'ils puissent dire, à cause d'Aman qu'ils prononcent *Homan* par corruption, qui voulut les proscrire du tems de Mardochée & de la Reine Esther.

son ; il a dit qu'il casseroit tout ce que la Justice a fait. Pour cet effet ayez égard au Parlement ; je prie que l'on m'assiste , que je sorte de cette misere ; & si j'étois surpris , & que je ne pusse parler à ma chere femme & mes enfans , & que je ne pusse compter dans Metz avec le Controlleur , & que ma chere femme de bien & mes enfans ne pussent avoir un morceau de pain , que je serois malheureux ! Je souffrirai la mort comme un fils d'Israël , & je sanctifierai le nom de Dieu : je demande seulement que l'on marie ma fille Blimelé qui est fiancée , & qu'on n'abandonne point ma femme & mes enfans. Je me suis mis dans cette misere pour la Communauté , le Grand Dieu m'assistera.

Ce billet n'est point datté , non plus que les autres. Ceux qu'on lui envoya , contiennent presque tous des instructions pour l'accusé , pour donner des reproches contre les témoins lorsqu'ils lui seront confrontés par le Lieutenant Criminel. Le billet paraphé deux contient quelque chose de plus particulier , car il porte qu'on lui envoie un petit détrain , c'est-à-dire , un petit fétu de paille , qu'on lui marque de mettre sous la langue lorsqu'on le meneroit répondre en la Chambre ; on lui ajoute que cela ne l'empêcheroit point de parler ; & enfin on lui dit de prononcer trois fois certains mots Hébreux au nombre de cinq , dont il a déclaré qu'il ne sçavoit pas l'interprétation , & même les traducteurs ne purent les lire assez bien pour les expliquer.

Le

Le billet paraphé neuf est encore plus singulier, & contient mot pour mot ce qui suit, suivant l'aveu & la reconnoissance de l'accusé.

*Billet écrit par les principaux Juifs
de Metz à Raphaël Levi pendant
sa prison.*

Si en cas (Dieu t'en garde) on te veut donner la question, tu diras trois fois tout cela; moi Juif, Juif moi, vive Juif, Juif vive, mort Juif, Juif mort.

L'accusé fut exactement interrogé sur tous les billets, & principalement sur ce dernier, pour sçavoir si c'étoit quelques caractères, ou quelques sortilèges; & ce qu'il entendoit par ces paroles. A quoi il répondit qu'il n'y avoit nul sortilège en cela, & que c'étoit une priere parmi eux.

Cependant les Juifs de Metz, pour donner plus de couleur & d'apparence aux faits qu'ils avoient posés pour la justification de l'accusé, se servirent du même stratagème & de la même excuse que les enfans de Jacob après qu'ils eurent vendu leur frere, *fera pessima comedit eum, bestia devoravit Joseph.* Gen. 37. v. 33. car ils publièrent dans la ville & dans les villages d'alentour, que l'enfant enlevé avoit été dévoré par les bêtes féroces; & pour tâcher à le persuader, voici quelle fut leur conduite, ou plutôt quel fut leur aveuglement.

Ils

Ils s'aviserent d'exposer les habits & la tête de cet enfant , à laquelle tenoit encore partie du col & des côtes , dans un bois éloigné d'un quart de lieue du village de Glatigny ; & afin qu'on pût le découvrir plus aisément , ils étendirent sa chemise sur un buisson de la hauteur de trois pieds. Ensuite ils s'adressèrent à plusieurs personnes , & de la ville & de la campagne , pour les obliger d'aller chercher dans le bois , leur disant que s'ils pouvoient trouver quelque reste de cet enfant ; ils les recompenseroient de sommes considérables.

Une femme du village de Ratonfai , qui n'est pas beaucoup éloigné de celui de Glatigny , dépose dans l'information faite au Parlement , que trois Juifs de Metz qu'elle ne connoissoit point par leurs noms , s'adressèrent à elle pour sçavoir ce que l'on disoit de l'enfant enlevé ; & sur ce qu'elle leur répondit que s'il étoit vrai que cet enfant eût été mangé des bêtes , ils devoient faire chercher dans le bois , qu'on y trouveroit encore quelque petit reste de ses hardes , l'un des Juifs ajoûta qu'on pourroit bien aussi y trouver la tête.

En effet peu de jours après , savoir le 26. Septembre 1669. quatre porchers qui gardoient leurs troupeaux dans le même bois , trouverent la tête d'un enfant avec le col , & partie des côtes , deux petites robes l'une dans l'autre , un bas de laine , un bonnet rouge & une petite chemise étendue sur un buisson , le tout sans être déchiré ni ensanglanté.

glanté. Sur l'avis qu'ils en donnerent au pere de l'enfant, & lui au Procureur Général, le Parlement commit à leur requisition un Conseiller qui se transporta sur les lieux, & qui dressa procès verbal de l'état du lieu où l'enfant avoit été perdu, & de celui où l'on avoit trouvé une tête & des habits d'enfant. Le pere reconnut en présence du Conseiller cet habillement pour celui dont son enfant étoit vêtu le jour qu'il fut enlevé. A l'égard de l'enfant, il ne put pas être reconnu à l'aspect de cette tête, parce que le visage en étoit défiguré, quoique les chairs parussent assez fraîches, & sanguinolentes, selon qu'il est porté par le même procès verbal qui en contient la levée.

Dans le même tems les porchers furent ouïs, qui déposèrent avoir trouvé les choses exposées de la maniere qu'elles ont été dites ci-dessus, & l'un d'eux ajoûta qu'il n'étoit pas possible que cet enfant eût été dévoré par les bêtes; car outre que les habits n'étoient point déchirés ni ensanglantés, il avoit remarqué que lorsque les bêtes féroces ravissoient quelques brebis ou autre animal domestique, ils en mangeoient toujours la tête la première.

Ce reste de cadavre, & les habits, furent apportés au Greffe: & de l'ordonnance du Parlement, le cadavre visité par deux Maîtres Chirurgiens qui en firent leur rapport, par lequel ils reconnurent que conformément au procès verbal, les chairs étoient encore rouges & sanguinolentes, & que
l'enfant

l'enfant n'avoit été mis à mort que plusieurs jours après son enlèvement ; que depuis ce tems-là jusques au jour que la tête avoit été trouvée , il s'étoit écoulé deux mois & un jour.

L'accusé fut encore interrogé sur le fait de l'exposition des hardes & de la tête de l'enfant , qui lui furent représentées. Il nia d'en avoir connoissance , perlista à soutenir qu'il n'avoit point enlevé d'enfant , & à dire que les Juifs faisoient tous les jours des prières à Dieu , afin qu'il les garantît de pareilles accusations , parce que , disoit-il , les Peuples Chrétiens , lorsqu'ils avoient perdu quelqu'enfant , avoient coutume de s'en prendre aux Juifs (a). Il ajouta encore , qu'il n'avoit point porté de manteau le jour qu'on supposoit qu'il avoit pris l'enfant , & qu'il étoit arrivé chez lui le même jour à quatre heures du soir.

Dans l'information que l'on continuoît tous les jours , furent ouïs les voisins de Gédeon Levi Juif demeurant au village de Hez , éloigné d'une lieue de celui de Glatigny , & de trois lieues de Metz. Ils déposèrent que depuis la perte de l'enfant , les Juifs de Metz étoient venus chez ce Gédeon Levi très-souvent , & beaucoup plus fréquemment qu'ils n'avoient de coutume ; qu'ils y étoient venus à toute heure , même à mi-

(a) Cela fait voir que de tout tems les Juifs ont été ou soupçonnés , ou convaincus de pareils enlèvements.

à minuit, au nombre de trois, quatre, & quelquefois cinq ou six.

Un des mêmes voisins a encore dit qu'il avoit vu Gédeon Levi entrer & sortir dans le bois, portant une hotte sur le dos, quelque tems avant qu'on eût trouvé les habits & la tête de l'enfant; & un autre des témoins, que le même Gédeon lui avoit donné ordre de les chercher, & lui avoit indiqué l'endroit du bois où ils furent trouvés.

Sur ces preuves qui étoit fortes & concluantes, le Parlement décréta contre Gédeon Levi, qui fut constitué prisonnier & ensuite interrogé. Par ses réponses il nia d'avoir aucune connoissance de l'enlèvement de l'enfant, ni de l'exposition qui avoit été faite de sa tête & de ses habits; mais il demeura d'accord que de l'ordre des Juifs de Metz, il avoit parlé à quelques personnes pour les obliger de chercher dans le bois, & qu'il leur avoit promis cent écus, en cas qu'ils trouvaissent quelque chose del'enfant.

On continua l'instruction du procès tant à l'égard de ce dernier accusé que du premier, par la confrontation des témoins, contre lesquels les accusés ne donnerent aucun reproche.

Cependant il y avoit preuve contre Raphaël par des témoins même qu'il avoit nommés pour ses faits justificatifs: Que le jour de l'enlèvement de l'enfant, 25. Septembre, il passa sur le soir à une demie heure de soleil, revenant de Metz monté sur un cheval blanc, ayant un manteau, étant seul,

si effrayé & si troublé qu'au sortir du village il s'égara de son chemin à travers des prés, où il fut rencontré par trois de ses témoins, qui le redressèrent & lui firent prendre le grand chemin (a).

Preuve encore par trois témoins, autres que ceux qui ont déposé dans l'information faite par le Lieutenant Criminel, que le même jour de l'enlèvement, un Juif qui est dépeint par la barbe, par les cheveux, & par son cheval blanc de même que Raphaël, avoit été vu dans la rue qui est près de la Porte des *Allemands*, portant un enfant devant lui, qui avoit un bonnet rouge, & qui étoit âgé de trois ans. Une des mêmes témoins nommée Marguerite Gassin entrant dans la chambre pour être confrontée à l'accusé, dit d'abord, en le voyant, qu'elle le reconnoissoit pour être le même, auquel elle avoit vu porter l'enfant. Après l'avoir envisagé, & considéré plusieurs fois, elle dit encore la même chose : & quoiqu'elle n'ait pas parlé en termes tout-à-fait affirmatifs, & qu'il semble qu'elle ait eu quelque scrupule à se déterminer, néanmoins ce qu'elle a dit, concilié avec les autres preuves & avec les autres circonstances du procès, bien loin de laisser du doute que Raphaël ne fut le coupable, acheva de persuader que ce ne pou-
voit

(a) C'étoit au tems de l'équinoxe, de sorte qu'à demi heure du Soleil il pouvoit être cinq heures trois quarts, ou six heures du soir; ce qui détruit entièrement les faits posés par Raphaël, qu'il étoit arrivé à quatre heures à Boulay sans manteau, & en compagnie de son fils & du Meunier du lieu.

voit être que lui qui avoit enlevé l'enfant.

Enfin il y a encore en deux manieres preuve de la subornation du Cavalier. La premiere, que le fils de Raphaël l'avoit remercié après la confrontation, & lui avoit dit que tout ce qui étoit dans la maison de son pere étoit à son service, même à l'heure de minuit. La seconde, que le Cavalier avoit déclaré au retour de la confrontation & en présence de plusieurs personnes, que s'il eût dit tout ce qu'il sçavoit contre Raphaël, il auroit été brûlé dans huit jours.

Il y a encore une circonstance qui mérite d'être remarquée, sçavoir, qu'encore que Raphaël, qui avoit été interrogé plusieurs fois & à différentes reprises, eût toujours répondu avec une présence d'esprit merveilleuse & sans se couper, quoiqu'il eût affaire à un très-habile Commissaire * ; néanmoins étant sur la sellette, pressé de reconnoître qu'il avoit enlevé l'enfant sur le grand chemin, & qu'il l'avoit mis sur son cheval, il répondit avec beaucoup de hardiesse que cela ne pouvoit pas être, puisque son cheval étoit déjà chargé de barils d'huile & de vin qu'il avoit acheté à Metz. Cependant par un interrogatoire prêté devant le Lieutenant Criminel le 14. Octobre, il étoit demeuré d'accord du contraire, & avoit dit positivement qu'il avoit mis les barils sur le cheval de son fils ; qu'il avoit fait partir son fils le premier avec le Meûnier de Boulai, & leur avoit dit qu'il les attraperoit bientôt, parce que son cheval n'étoit pas chargé.

* M. David d'Aillon, Conseiller.

Le Procès fut jugé en cet état, & tant sur les charges en résultans, que sur les Conclusions du Procureur Général, on donna l'Arrêt qui suit.

LA COUR, sans s'arrêter aux Requêtes de Raphaël Levi, faisant droit sur l'appellation du Procureur Général du Roi, dit qu'il a été mal jugé. Emendant, a déclaré & déclaré ledit Raphaël Levi Juif, suffisamment atteint & convaincu d'avoir enlevé le 25. Septembre 1669. sur le grand chemin près le village de Glatigny, l'enfant de Gilles le Moine, habitant dudit lieu, qui étoit âgé de trois ans, de l'avoir apporté en cette ville de Metz, & duquel depuis, la tête, partie du col & des côtes, ensemble les hardes ont été trouvées, exposées dans les bois près dudit lieu de Glatigny; pour réparation de quoi a condamné ledit Raphaël Levi à faire amende-honorable au devant du grand Portail de l'Eglise Cathédrale de Metz, & étant à genoux, nud en chemise, la corde au col, tenant entre ses mains une torche ardente du poids de trois livres, dire & déclarer que malicieusement & méchamment il a enlevé ledit enfant, & l'a apporté en cette Ville, qu'il s'en repent, & en demande pardon à Dieu, au Roi & à la Justice. Ce fait, ledit Levi conduit en la place du Champ à Seille pour y être brûlé vif, & ses cendres jettées au vent; & auparavant l'exécution, appliqué à la Question ordinaire & extraordinaire, pour avoir révélation de ceux entre les mains

Arrêt qui
condamne
Raphaël
Levi à être
brûlé
vif.

mains desquels il a mis ledit enfant, & qui
 l'ont fait mourir; ses biens acquis & confis-
 qués à qui il appartiendra, sur iceux préa-
 lablement pris la somme de mille livres d'a-
 mende envers le Roi, en cas que confiscation
 n'ait lieu, au profit de Sa Majesté; quinze
 cens livres d'intérêts civils envers ledit le
 Moine, & les dépens du Procès; & avant pro-
 céder au Jugement d'icelui à l'égard de Gé-
 deon Levi, sans préjudice des preuves résul-
 tantes du Procès à l'encontre de lui, ordon-
 ne qu'il sera aussi appliqué à la Question ordi-
 naire & extraordinaire; ouï & interrogé
 pour savoir ceux qui ont porté dans le bois à
 un quart de lieue de Glatigny, la tête & par-
 tie du corps dudit enfant, ses hardes & che-
 mise, pour le procès verbal communiqué au
 Procureur Général du Roi, & rapporté, é-
 tre ordonné ce que de raison. Ordonne que
 Marguerite Hoster, servante du Géolier des
 prisons Royales, sera mandée en la Chambre
 du Conseil, pour être sévèrement blâmée &
 réprimendée d'avoir donné des billets audit Ru-
 phaël Levi, reçu de sa main le billet para-
 phé dix par écrit, & pris de l'argent à
 cet effet. Ordonne en outre que Maieur Schuaube,
 Juif habitant de Metz, sera pris & ap-
 préhendé au corps, & amené sous bonne &
 sure garde ès prisons de la Conciergerie du
 Palais, avec saisie & annotation de ses biens,
 & que la femme dudit Schuaube sera adjour-
 née à comparoir en personne au premier jour à
 la Cour, pour être ouïe & interrogée sur les
 charges résultans du procès, pour les inter-

rogatoires pris & communiqués au Procureur Général, être ordonné ce que de raison. Sera l'inventaire des biens & effets dudit Schuaube fait par le Greffier en chef Civil & Criminel de la Cour, & le tout laissé entre les mains de ladite femme Schuaube, qui s'en chargera comme dépositaire des biens de Justice. Et faisant droit sur la Requête du dit Procureur Général, a ordonné & ordonne qu'il sera plus amplement informé du lieu où l'enfant a été mis en cette ville par ledit Raphaël Levi, pour les informations faites & communiquées au Procureur Général, être ordonné ce qu'au cas appartiendra. Et cependant sera le procès, sur lequel est intervenu le présent Arrêt, envoyé au Roi, pour être pourvu par Sa Majesté sur le surplus des fins & conclusions de la Requête dudit Procureur Général. Fait à Metz, en Parlement en la Chambre de la Tournelle, le 16. Janvier 1670.

Le même jour de l'Arrêt, Gédeon Levi fut appliqué à la question ordinaire & extraordinaire : il la souffrit sans rien avouer, & comme il étoit fort tard, l'exécution fut remise à l'égard de Raphaël au jour suivant.

Le lendemain à huit heures du matin, Raphaël étant dans la Chambre de la torture, tira de sa poche un petit livre en forme d'Heures, imprimé en caractères Hébreux, dans lequel il voulut lire quelques paroles. Messieurs les Commissaires l'interrogerent là-dessus ; & parce qu'il demeura d'accord que ces paroles étoient semblables à celles qu'on lui avoit

voit écrites de dire, en cas qu'il fut appliqué à la question, ils lui firent quitter son livre.

Après la prononciation qui fut faite de son Arrêt, & qu'il ouït sans s'émouvoir, il dit qu'il n'avoit pas sujet de se plaindre de ses Juges; mais que ses témoins, qu'il qualifia de faux témoins, étoient cause de sa mort. Ensuite il protesta que si la douleur de la torture lui faisoit avouer quelque chose, de le révoquer une heure après.

Cette protestation, que l'accusé réitéra jusqu'à trois fois, lui fut inutile; car il n'avoua rien; au contraire il voulut persuader qu'il étoit innocent. On remarqua pendant les plus fortes douleurs de la torture, & dans le tems qu'il étoit suspendu en l'air, avec les poids attachés aux ponces des pieds, qu'il demeura près d'un quart-d'heure dans une espèce de l'éthargie, paroissant ne souffrir aucun mal. Quelques-uns ont crû que ce pouvoit être un effet des paroles qu'on lui avoit écrit, ou de celles qu'il avoit commencé à lire avant que d'être appliqué à la question; mais c'est une grande simplicité de croire que des paroles puissent produire cet effet.

Au sortir de la torture, il fut conduit dans la chambre des prisons destinée pour ceux qui sont condamnés au dernier supplice, & laissé entre les mains du sieur d'Arras, Curé de la Paroisse de Saint Marcel de Metz, & du Gardien des Capucins, qui étoit venu pour l'exhorter à quitter sa Loi,

& embrasser la Religion Chrétienne. Peu de tems après, le Procureur du Roi au Bailliage de Metz vint aussi dans la même chambre : le Criminel l'ayant apperçu, lui dit, C'est à ce coup, Monsieur, que je suis perdu. Le Procureur du Roi lui répondit, que la perte n'étoit que pour le corps, mais qu'il devoit songer à se convertir, & à sauver son ame. A ce discours le criminel se leva en colere du banc sur lequel il étoit assis auprès du feu, dit qu'il ne se convertirait point, & ajouta une chose considérable; savoir qu'il avoit souffert la question ordinaire & extraordinaire sans avoir voulu dire tout ce qu'il savoit, crainte d'embarrasser bien des gens*; & continuant, il dit encore, N'importe, je suis Juif, & je veux mourir Juif. Le Procureur du Roi dressa son procès verbal de cet aveu & déclaration, qui a été joint aux pieces du procès.

* Il entendoit parler de la Communnauté des Juifs.

On avoit permis à ce criminel de voir sa femme avant que d'être conduit au supplice, mais elle se trouva malade, & ne put venir à la prison. Il demanda à parler à quelques-uns des principaux d'entre les Juifs, ce qui lui fut accordé. Un moment après il vint deux Juifs, le nommé Salomon, & un autre. Aussitôt que le criminel les vit entrer dans la chambre, il leur dit, Vous êtes cause que je suis en l'état où vous me voyez. Il leur fit aussi beaucoup valoir la constance & la fermeté qu'il disoit avoir eue de soutenir les douleurs de la torture, & les pria ensuite d'avoir soin de sa femme,

&c

& de ses enfans. Ces deux Juifs promirent au criminel de n'abandonner jamais sa famille : mais pour les y engager davantage, le criminel demanda leur serment, lequel il leur fit réitérer jusqu'à trois fois. Les Juifs ont coutume de jurer la droite mise ou sur le Décalogue, ou sur la poitrine ; & ce fut de cette dernière façon de serment dont les Juifs usèrent en cette rencontre. Après quelques paroles qu'ils dirent au criminel en leur langue, & qu'aucun François n'entendit, on les fit retirer, afin de donner plus de tems au Curé & au Religieux pour travailler à la conversion de ce misérable.

Il est constant que tout ce que peut produire le zele de la plus ardente charité Chrétienne, fut employé pour la conversion de ce Juif, mais sans aucun fruit. Ce malheureux, en avouant qu'il n'étoit pas sçavant dans sa Loi, tournoit la tête, crainte d'entendre ce qu'on lui disoit pour le salut de son ame.

Comme on voulut le mener au supplice, il s'attacha autour de la tête & du bras gauche deux courroyes de cuir, qui étoient nouées au milieu : le nœud étoit approchant de celui de la bride d'un cheval, & paroïsoit sur le front du criminel. Le Greffier du Parlement lui ayant demandé pourquoi il avoit ainsi attaché ces choses, & ce qu'elles signifioient, il répondit que dans ce nœud étoient enfermés les Commandemens de la Loi, & que les Juifs avoient coutume de les attacher autour de leur tête, lorsqu'ils étoient

sur le point de mourir. Dans la pensée que ce ne fût encore quelques sortilèges ou quelques charmes, le Greffier fit quitter au criminel ces deux courroyes de cuir, & le pressa de déclarer la vérité de l'enlèvement de l'enfant dont il avoit été convaincu, le lieu où il l'avoit mis, & le genre de mort dont on l'avoit fait mourir. Pour-lors ce criminel répondit bien différemment du langage qu'il avoit tenu devant le Procureur du Roi du Bailliage, en l'absence du Greffier du Parlement : car il dit encore qu'il étoit innocent, & que les témoins qui avoient déposé dans son procès étoient des faux témoins *.

* Il a été remarqué qu'il n'a jamais donné de reproches contre des témoins.

Enfin comme c'étoit perdre le tems de parler davantage à cet obstiné Juif, on le fit conduire au supplice à la place du Champ à Seille, où il marcha avec une intrépidité surprenante. Le Sieur d'Arras, & le Gardien des Capucins le suivirent, le pressant toujours de se convertir : mais bien loin de se rendre & de les écouter, il les repoussoit à coups de coudes, & disoit qu'il vouloit mourir Juif, & que mourant de la sorte, il étoit assuré que son ame seroit reçue dans le sein d'Abraham : il dit encore, qu'il ne demanderoit jamais pardon à Dieu du crime pour lequel il avoit été condamné. Ce qui a confirmé dans l'esprit de plusieurs, que les Juifs considèrent les enlevemens des enfans Chrétiens, comme des actes de Religion dans lesquels ils ne croyent pas offenser Dieu.

C'est

C'est sans doute par cette raison que ce criminel porta sa fermeté, ou plutôt son obstination jusques au bout; car étant près du pucher qui lui étoit destiné, ils s'aïda à vêtir la chemise ensouffrée. Après qu'il fut attaché au poteau, pressé encore par le Gardien des Capucins de reconnoître ses erreurs, & par le Greffier du Parlement d'avouer son crime, il répondit à l'un & à l'autre avec autant d'opiniâtreté & de présence d'esprit, que s'il eût été bien éloigné de la mort. Enfin tournant la tête du côté de l'Exécuteur, il le pria de lui donner le coup de grace en l'étranglant par dernière le poteau. Ce malheureux mourut en cet état, sans confesser ni la vérité de la Religion Chrétienne, ni la vérité de l'enlèvement qu'il avoit fait.

On a pu voir que l'Arrêt en vertu duquel ce Juif fut brûlé, contient encore un décret de prise de corps contre Maieur Schuaube, Juif de Metz, & un décret d'ajournement personnel contre sa femme nommée Sibelle Zé. Voici principalement ce qui donna lieu à ces décrets. Quatre témoins qui furent ouïs dans l'information faite au Parlement contre Raphaël Levi, déposèrent que Maieur Schuaube avoit été surpris par défunt Antoine Clausquin habitant de Metz, un Vendredi Saint, sur les onze heures du matin, il y avoit huit ou neuf ans, dans une chambre basse sur le dernière de sa maison, avec dix ou douze autres Juifs armés de halebardes, d'épées, de cou-
teaux

teaux & de pertuisannes. Que tous ces Juifs étoient autour d'une grande table sur laquelle il y avoit un Crucifix, & une figure humaine, du papier & de l'encre, & toutes les autres choses qui pouvoient persuader que ces impies contrefaisoient la Mort & Passion du Fils de Dieu. Ces mêmes témoins ajoûterent que Clausquin ayant été apperçu par les Juifs, l'un d'eux s'en vint à lui, disant qu'il falloit le tuer; & au même moment, il lui porta un coup de couteau à la gorge, lequel coup Clausquin para avec tant de bonheur pour lui, qu'il n'en fut blessé qu'à la main. Or fit effort pour le retenir par son manteau, mais Clausquin qui ne voulut pas le préférer à sa vie, le laissa entre leurs mains, & s'enfuit dans la rue, où peu de tems après la femme de Maieur Schuaube le lui apporta.

Il est vrai que ces quatre témoins n'ont déposé que d'avoir ouï dire ces choses à Clausquin; mais l'un d'eux ajoûta qu'il avoit trouvé Clausquin dans la rue des Juifs, ayant la main couverte de sang, criant & se plaignant qu'il avoit été maltraité chez Maieur Schuaube, parce que, disoit-il, il l'avoit surpris en représentant la Passion de Jésus-Christ avec plusieurs autres Juifs. Le même témoin encore dit, que dans le tems que Clausquin se plaignoit ainsi dans la rue, & près de la porte de Maieur Schuaube, survinrent deux Juifs, nommés Aaron Alphen & Maieur Birier, qui prièrent Clausquin de ne point faire du bruit, & d'entrer dans

dans une maison voisine, pour se faire panser, sous promesse qu'on lui donneroit six richedales. La femme de Clausquin qui est une des témoins a déposé de la blessure que son mari avoit reçue chez Maieur Schuaube, & a ajoûté qu'elle avoit aidé à le panser pendant plus de trois semaines, d'où l'on a pû juger que ce n'étoit pas une legere blessure.

Il est nécessaire de savoir que ce Maieur Schuaube est un des principaux Directeurs des Juifs de Metz, & sans la participation duquel on ne décide aucune chose considérable dans leur Synagogue: en cette qualité il avoit sans doute connoissance de l'enlèvement & de la mort de l'enfant, & ce fut encore par cette derniere raison qu'on décréta contre lui. La prudence du Parlement n'éclata pas moins dans cette occasion que dans les autres, car Maieur Schuaube se sentant coupable du crime dont il étoit accusé à l'égard de Clausquin, & complice du crime de Raphaël, avoit déjà diverti tous ses effets les plus précieux; desorte que lorsque le Greffier du Parlement fut chez lui pour en faire l'inventaire, il n'en trouva pas pour deux cens pistoles, quoique sans contredit Maieur Schuaube soit le plus riche des Juifs de Metz. Comme le Greffier voulut savoir où étoient les autres effets, Maieur Schuaube fut contraint d'avouer qu'il en avoit envoyé à Amsterdam la plus grande partie, & qu'il en avoit encore donné quelques uns à ses créanciers, qui depuis
 peu

peu l'avoient fort pressé. Néanmoins étant en prison, & ayant été interrogé sur le fait qui le regardoit en particulier, & sur les circonstances du procès de Raphaël, il dénia toutes choses : sa femme en fit autant. Aaron Alphen & Maieur Birier, contre lesquels on avoit encore décrété des ajournemens personnels, en userent de même dans l'information qui a été continuée en exécution de l'Arrêt de Raphaël. Plusieurs autres témoins ont aussi déposé de l'impiété commise chez Maieur Schuaube ; les uns pour l'avoir ouï dire à Clausquin, & les autres pour lui avoir vu sa blessure à la main le jour qu'il la reçut. Un des mêmes témoins a encore parlé plus précisément que tous les autres ; car il a dit qu'il étoit présent lorsque Clausquin entra chez Maieur Schuaube, & lorsqu'il en sortit étant blessé à la main.

Cette information a été continuée pendant plusieurs jours, & plus de cent cinquante témoins ont été ouïs. Un pere & une mere, habitans de Metz, ont déposé qu'ils avoient perdu leur enfant âgé de cinq ans dans la même Ville de Metz, il y avoit six ans ou environ, sans que depuis ils eussent pû en apprendre des nouvelles, quelque travail & quelque soin qu'ils eussent mis à le chercher. Les autres témoins de la même information ont déposé de plusieurs crimes différens, si convaincans de la méchanceté des Juifs, qu'il est certain que la Religion Chrétienne & les Chrétiens, n'ont

n'ont pas de plus grands ennemis dans le monde. Ils proferent tous les jours & même à toute heure des blasphèmes si grands & si horribles contre Jésus-Christ & la Vierge sa mere, qu'on n'oseroit les rapporter ici. Lorsqu'ils ne peuvent ravir d'enfans Chrétiens, ils prennent un Crucifix, & comme il a été dit, ils l'exposent les Vendredis Saints de chaque année dans leur Synagogue : chacun d'eux l'un après l'autre donne des coups de fouet à ce Crucifix, jusqu'à ce que leur rage soit assouvie & satisfaite.

Ces abominables Juifs n'ont pas borné leurs crimes à ces sortes d'impiétés, ils sont encore en possession de ruiner les Chrétiens par leurs usures excessives. Durant le malheur des guerres, ils ont plus pillé & ruiné le Païs que les ennemis mêmes de l'Etat. Et voici comme les Juifs en usoient : ils prêtoient sur gages de l'argent à plusieurs pauvres habitans, tant de la Ville de Metz, que des villages d'alentour, à douze pour cent d'intérêts pour chaque année, & deux gros pour chaque écu d'entrée. Ils retiennent par leurs mains, selon leur coûtume, ces deux gros par écu sur les sommes qu'ils prêtent ; lorsque ces pauvres gens ne pouvoient pas payer à la fin de l'année qu'on leur avoit donnée pour terme, tout ce qu'ils avoient mis en gage étoit perdu pour eux sans ressource, encore que leurs meubles & effets engagés fussent de valeur trois fois plus

plus que ne montoient les dettes en principal & intérêts.

Si les usures & les pilleries des Juifs de Metz avoient cessé avec la guerre, les gens qui sont contraints par la nécessité & par la misère d'avoir affaire avec eux auroient sujet de se consoler ; mais en tems de paix comme en tems de guerre, les Juifs se servent de leur ruses & de leurs artifices pour tromper les Chrétiens. Ils achètent en Allemagne de méchans chevaux refaits, qu'ils vendent à crédit & cherement aux laboureurs, à la charge de payer l'intérêt du prix à douze pour cent, & de leur donner une quarte de bled, & une quarte de navette, pour chaque cheval. Au jour du terme, & même sans attendre qu'il soit expiré, ils font vendre les chevaux, faute du paiement du prix, & sous main ils les rachètent presque pour rien. Ils en usent de même à l'égard des gages qui sont mis en leurs mains ; car lorsqu'ils ne peuvent pas les retenir impunément, comme ils ont fait pendant la guerre, ils les font vendre sans autre formalité, & avec tant de précipitation, & si à contre-tems pour le débiteur, qu'il lui est impossible, ni de les racheter, ni d'en éviter la vente. Ils en demeurent encore les maîtres à vil prix sous des noms interposés ; & portent si loin leurs usures, que soit qu'ils prêtent, vendent ou achètent, ils ont les chevaux, les grains & les choses mises en gage, & se trouvent encore créanciers.

C'est de cette façon qu'ils ont ruiné, & qu'ils

qu'ils ruinent tous les jours les Laboureurs du Pays Messin, & généralement tous ceux qui ont le malheur de passer par leurs mains. Ils commettent encore d'autres usures différentes, lorsqu'ils prêtent de l'argent; car outre les intérêts qu'ils reglent d'abord sur le pied de douze pour cent au moins, ils prennent un liard, & quelquefois deux, d'intérêt par semaine sur chaque écu, de sorte qu'ils tirent vingt-cinq, trente, & quelquefois jusqu'à plus de quarante pour cent de profit.

Toutes ces choses sont établies par la dernière information, & s'il falloit rapporter en détail les preuves des autres sortes d'usures, & des tromperies, que les Juifs pratiquent journellement contre les Chrétiens, on en feroit un gros livre.

Enfin il y a encore preuve par cette information, que les principaux Juifs de Metz font un trafic continuel des monnoyes de France, qu'ils transportent hors du Royaume, & les changent contre des monnoyes étrangères, qu'ils débitent dans Metz, & les lieux voisins, pour plus qu'elles ne valent. Par là ces insatiables trompent encore le Public & les Particuliers, & violent ce que les Ordonnances de nos Rois ont le plus expressément défendu pour le bien de leurs sujets, & pour la conservation de l'Etat.

Le Parlement, qui n'a rien omis pour découvrir les complices de la mort de l'enfant enlevé, a donné un Décret de prise de corps le 21. Mars 1670. contre Abraham

Spire & Lazare Wilstat, Juifs de Metz, qui offrirent, lors du Procès de Raphaël, cinquante pistoles au nommé Oulri habitant de Metz, pour l'obliger d'aller chercher dans le bois, où les Juifs avoient fait exposer la tête de l'enfant & ses habits. Abraham Spire ayant eu avis de ce Décret, se sauva de Metz, & quant à Lazare Wilstat, il fut arrêté prisonnier, & ayant été interrogé, il dénia tout.

Après que le Procès de ce dernier Juif a été instruit, le Parlement a jugé celui de Gédeon Levi, qui étoit demeuré en prison depuis le tems de sa torture. Pour continuer l'ordre des dattes & des procédures, on mettra ici l'Arrêt donné contre lui.

Arrêt
qui con-
damne
Gédeon
Levi à un
bannisse-
ment per-
pétuel
hors du
Ro-
yaume.

LA COUR, pour les cas résultans du Procès, a banni ledit Gédeon Levie, Juif, du Royaume à perpétuité, déclare tous ses biens acquis & confisqués au Roi, & lui fait défenses à peine de la vie, d'enfreindre son ban. Fait à Metz en Parlement en la Chambre de la Tournelle, le 29. Mars 1670. & à lui prononcé l'an & jour que dessus.

Deux jours après l'Arrêt de Gédeon Levi, comme quelques témoins ouïs dans la dernière information avoient déposé que par une fenêtre où ils regardoient de la Synagogue des femmes dans celles des hommes, ils avoient vu que les Juifs fouettoient un Crucifix, le Parlement ordonna qu'en présence des mêmes témoins, descente & vûe
des

des lieux seroient faites dans la Synagogue par le Conseiller Rapporteur, & par le Commissaire qui avoit instruit le dernier Procès, pour leur être par les témoins montré l'endroit où ils avoient vu le Crucifix. Par cette descente des lieux, le Parlement, qui avoit eu quelque doute que les témoins se fussent trompés, fut entièrement persuadé de la vérité de leurs dépositions; & ces impiétés sont si fréquentes & si communes parmi les Juifs, qu'ils ne s'en cachent presque point; même une femme de leur Religion a dit depuis peu à un des témoins, que tous les ans ils faisoient les mêmes choses.

Une autre des témoins, qui est une femme de fort bon sens, fit encore remarquer à Messieurs les Commissaires l'endroit près la seconde porte de la Synagogue, où le Vendredi Saint, il y avoit près de trois ans, elle avoit vu quelques Juifs qui étoient attroupés, & qui avoient un Crucifix couronné d'épines. Ce témoin ajoûta qu'autour du lieu où étoit posé le Crucifix, il y avoit plusieurs lampes allumées; qu'il y avoit une espece de poêle ou de réchaud, avec du feu qui produisoit une fumée noirâtre & épaisse; & enfin qu'il y avoit un plat séparé au milieu, dans lequel il paroissoit y avoir de l'eau d'un côté, & du vin ou du vinaigre de l'autre. A l'aspect de toutes ces choses, cette femme ne put s'empêcher de crier contre ces exécrables Juifs. Eux l'ayant aperçue, le plus vieux lui fit la grimace en

se moquant d'elle, & les autres la chassèrent, & la poursuivirent jusques dans la rue. Les mêmes témoins, au sortir de la Synagogue, furent encore confrontés à Maieur Schuaube, & le lendemain le Procès, tant à son égard, que des autres Juifs accusés, fut jugé l'Arrêt qui suit.

Arrêt
qui con-
damne
Maieur
Schuaube
en trois
mille li-
vres d'a-
mende.

TOUT CONSIDERE' : LA COUR, pour les cas résultans du Procès, a condamné & condamne ledit Maieur Schuaube en trois mille livres d'amende, le tiers applicable aux pauvres de l'Hôpital saint Jaques, les deux autres tiers au Roi; lui fait main levée de sa personne, & des biens sur lui saisis; a renvoyé Sybillezé femme dudit Schuaube, Maieur Birier & Aaron Alsen, des ajournemens personnels contr'eux décernés. Ordonne qu'il sera plus amplement informé contre Lazare Wilstat, cependant les prisons à lui ouvertes à sa caution juratoire, à la charge de se représenter, & que le Procès commence contre Abraham Spire sera continué; & faisant droit sur les Conclusions du Procureur Général du Roi, fait très-expresses inhibitions & défenses aux Juifs, à peine de la vie; d'exposer dans les cérémonies de leur Religion l'image d'un Crucifix, ou autres figures tendantes au mépris de la Mort & Passion de Jésus Christ, à celui de la Vierge ou de la Religion Chrétienne, ni de faire aucune assemblée ou acte de Religion dans leurs maisons particulières, à la Ville, ni à la Campagne, mais seulement dans la Synagogue qu'ils ont en cette Ville, les

por-

portes de la Synagogue ouvertes. Enjoint aux Seigneurs Hauts-Justiciers, Maires & Gens de Justice des lieux où il y a des Juifs, de saisir les contrevenans & les envoyer sous bonne & sûre garde en la Conciergerie du Palais, à peine de mille livres, & d'en répondre en leurs propres & privés noms. Fait défenses aux mêmes Juifs à peine de cinq cens livres d'amende de sortir de leur quartier depuis le Mercredi Saint jusqu'au Mercredi suivant, si ce n'est par ordre de Justice ou du Commandant. Ordonne que les informations faites, depuis l'Arrêt de mort de Raphaël Levi, contre les Juifs, pour leurs impiétés, billonages & usures, seront envoyées au Roi pour y pourvoir; & à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, sera le présent Arrêt affiché, gravé dans une lame de cuivre, attaché à un pilier de pierre de taille qui sera élevé dans la Place de la rue des Juifs, dont les frais seront pris sur les deux tiers de l'amende adjugée au Roi. Fait à Metz en Parlement, le 26. Mars 1670.

On dira peut-être que le Parlement pouvoit prononcer un Jugement plus severe contre Maieur Schuaube, & contre la Communauté des Juifs visiblement coupables de la mort de l'enfant enlevé par Raphaël, & de tout ce qui a été dit à leur égard. Mais comme on ne peut les punir avec assez de sévérité, qu'en les chassant & bannissant du Royaume, & que le droit de bannir tout un peuple dépend du Prince, le

Parlement à judicieusement ordonné que le procès fait à Raphaël, & les informations depuis continuées, seroient envoyées au Roi pour y être pourvû par Sa Majesté.

En 1670. l'Empereur chassa les Juifs de ses Etats, à cause des mauvaises actions, dont ils étoient accusés & convaincus.

Le Parlement de Metz, ensuite des Arrêts donnés contre Raphaël Levi, & contre Maieur Schuaubè, a envoyé à Sa Majesté toutes les procédures.

Je raconterai ici une exaction que le Maréchal de la Ferté fit à leur égard, & que les Rieurs approuverent.

Lorsque ce Seigneur prit possession du Gouvernement de Lorraine, les Juifs de Metz parurent fort empressés à lui rendre leurs hommages. Ils lui firent un présent d'une bourse de deux cens jettons d'or. Sur le jetton d'un côté étoit représentée l'effigie du Maréchal, & sur le revers la Ville de Nanci étoit gravée. Malgré l'horreur qu'on a pour cette Nation, il les reçut d'un air gracieux à la faveur d'un tel présent. Il leur demanda quelle Ville ils avoient voulu désigner dans le revers: ils lui répondirent que c'étoit la Ville de Nanci; mais il répliqua: Vous vous y êtes mal pris, on ne voit rien qui distingue la Ville de Nanci d'une autre Ville; afin qu'on ne s'y méprît pas, ne voyez-vous pas qu'il falloit prendre un plus grand module, pour pouvoir y mettre quelques caractères distinctifs de la Ville de Nanci? Ils firent la révérence au Maréchal, en lui di-

sant

sant qu'ils comprenoient sa pensée , & ils lui apportèrent une autre bourse de deux cens jettons d'or , qui par leur grandeur étoient des médaillons.

J'ai crû qu'à l'occasion de cette Cause , on seroit bien aise que je rapportasse les Coutumes des Juifs dans une petite étendue. Je continue de me conformer à mon usage en faveur des gens du monde , & pour me faire lire , qui est de ramener à mon sujet tout ce que je sçai de curieux.

USAGES ET COUTUMES DES JUIFS *.

Si quelque Juif fait bâtir une maison , il doit laisser une partie imparfaite , & cela en mémoire de ce que leur Temple & leur Sanctuaire sont pour ainsi dire anéantis. Ils ajoûtent grande foi aux songes. S'ils en font qui contiennent quelque chose de mauvais , ils jeûnent pour en éluder le présage. Ils aiment en tous lieux aller en robes ou en habits longs. Ils portent sous leurs habits un morceau d'étoffe quarré , avec quatre cordons , pendans en forme de houppe , en mémoire des Commandemens de Dieu , suivant ce qui leur est prescrit aux Nombres. Ils se lavent souvent les mains & le visage. Ils sont obligés de donner des bénédictions & des louanges à Dieu cent fois par jour. Ils font leur Synagogue ou Ecole là où ils peuvent ; les femmes sont dans une Galerie , où elles

* Voyez les Cérémonies & Coutumes qui s'observent parmi les Juifs , par le Sieur Simonville.

elles ne peuvent être vues des hommes. Ils ont une arche ou armoire qui représente l'Arche d'Alliance, où ils enferment les cinq Livres de Moïse, écrits à la main sur du vélin en caracteres quarrés, copiés avec une extrême exactitude sur l'original écrit de la main d'Esdras. S'il y avoit quelques petites lettres plus ou moins, cette copie ne vaudroit rien, & on la mettroit à part sans la lire. Ce Pentateuque n'est point dans la forme des livres dont on se sert aujourd'hui, mais en forme de volume ou rouleau, comme on faisoit anciennement, c'est-à-dire sur des peaux de vélin non cousues avec du fil, mais avec les nerfs d'un animal monde. Ces peaux ainsi cousues bout à bout, & écrites, se roulent sur deux bâtons de bois qui sont aux deux bouts : ce livre ainsi roulé est couvert d'un ouvrage de lin ou de soye, qui est ordinairement le chef-d'œuvre de ce que les femmes savent faire de plus beau, & qu'elles consacrent à cet usage, avec une autre enveloppe de soye, qui se met par dessus pour en rehausser l'éclat ; lorsqu'on veut en faire la dépense, on couvre les deux extrémités des bâtons qu'ils nomment, *Hez Haim*, (bois de vie) & qui excèdent le vélin de beaucoup, on les couvre dis-je, d'un ouvrage d'argent, où il y a des Grenades, & des Clochettes, qu'ils appellent encore à cause de cela, *Rimonim*, (Pomme de Grenade), & mettent au dessus tout autour une Courronne qui est entière, ou à motié, & pend devant. Ils appellent
cette

cette Couronne *Hatara*, ou *Cheder Tora*, (Couronne de la Loi,) le tout suivant l'usage du lieu, ou le caprice du maître du livre. Il y a quelquefois dans cette armoire plus de vingt de ces Livres nommés *Sefer Tora* ou *Livre de la Loi*. On lit dedans aux fêtes & aux heures ordonnées.

A l'occasion de ce travail, je parlerai ici ^{La Masso-} de la *Massore*, qui est un terme de Théologie Judaïque. C'est un travail fait sur la Bible par quelques sçavans Rabbins pour en empêcher l'altération, & pour servir de *baye à la Loi*, comme ils parlent, pour la défendre de tous les changemens qui y pourroient arriver, *Massora*, *traditio*. Buxtorf l'a définie, une critique du texte Hébreu que les anciens Docteurs Juifs ont inventée, par le moyen de laquelle on a compté les versets, les mots & les lettres du texte, & l'on en a marqué toutes les diversités. Car le texte des Livres Sacrés étoit autrefois écrit tout d'une suite, sans aucune distinction de chapitres ni de versets, ni même de mots, de manière que tout un livre n'étoit qu'un mot continu, à la manière des anciens, dont on voit encore plusieurs manuscrits Grecs & Latins, qui sont écrits de cette sorte. Comme il étoit arrivé aux Livres Sacrés une infinité de changemens qui formoient diverses leçons, & que le premier original a été perdu ou altéré, les Juifs ont eu recours à une règle qu'ils ont jugée infaillible, & qu'ils nomment *Massore*, pour fixer la lecture du texte Hébreu ;

ainsi ce mot ne signifie proprement que *Tradition*, comme si cette critique n'étoit autre chose qu'une *Tradition* que les Juifs avoient reçue de leurs peres. On tient que ce sont les Juifs d'une Ecole fameuse qu'ils avoient à Tibériade, qui ont fait, ou du moins commencé cette *Massore*, comme dit Elias Lévitæ. Aben Esra les fait Auteurs des points & des accens qui sont dans le texte Hébreu qu'on a aujourd'hui, qui servent de voyelles. On voit la même chose dans l'Alcoran des Arabes, que dans la Bible des Massorettes. Les Juifs demeurent d'accord qu'ils ont emprunté cette invention des Arabes, qu'on tient être du septieme siecle. Il y a une grande & une petite Massore imprimées à Venise & à Bâle, avec le texte Hébreu en différens caractères. Voyez là-dessus le pere Morin, & Richard Simon, Buxtorf dans le Commentaire Massorétique qu'il a intitulé *Tiberias*,

On appelle Massorète un Docteur Juif qui a travaillé à la Massore.

La Caba-
le.

Mon sujet m'entraîne ici à parler de la Cabale: c'est un mot Hébreu, *Kabbalah*, qui signifie proprement, & précisément, *tradition*, & vient du verbe *Kibbel*, qui signifie recevoir par tradition, recevoir de pere en fils, d'âge en âge, surtout en Chaldéen, & Hébreu Rabbinique; mais non pas, comme on le dit mal à propos dans le Moréri, *Tradidit, il a enseigné*. Delà il se dit premièrement d'un sentiment, d'une opinion, d'une explication de l'Ecriture, d'une cou-
tume

tume ou pratique qui s'est transmise de père en fils. Les Juifs, comme on le peut voir dans la Préface de Maïmon sur la Mischné, croient que Dieu donna à Moïse non seulement la Loi, mais encore l'explication de la Loi, sur la montagne de Sinaï. Quand il étoit descendu, & qu'il s'étoit retiré dans sa tente, Aaron l'alloit trouver, & Moïse lui apprenoit les Loix qu'il avoit reçues de Dieu, & lui en donnoit l'explication, que lui-même avoit aussi apprise de Dieu. Quand il avoit fini, Aaron se mettoit à la droite de Moïse; Eléazar & Ithamar, fils d'Aaron, entroient, & Moïse leur disoit ce qu'il avoit déjà dit à Aaron. Après quoi s'étant placés l'un à sa droite, & l'autre à sa gauche, venoient les soixante-dix Vieillards qui composoient le Sanhédrin, & Moïse leur répétoit encore tout ce qu'il avoit dit à Aaron & à ses enfans. Enfin on faisoit entrer tous ceux du Peuple qui vouloient, & Moïse les instruisoit encore comme il avoit fait les autres: de sorte qu'Aaron entendoit quatre fois ce que Moïse avoit appris de Dieu sur la montagne, Eléazar & Ithamar l'entendoient trois fois, les soixante-dix Vieillards deux, & le Peuple une fois. Or des deux choses que leur apprenoit Moïse, les Loix que Dieu imposoit, & l'explication de ces Loix, on n'en écrivoit que la première, c'est-à-dire les Loix; & c'est-là ce que nous avons dans l'Exode, le Lévitique & les Nombres. Pour ce qui regarde l'intelligence & l'explication de ces Loix, on se contentoit de se l'imprimer

primer bien dans la mémoire, & ensuite les peres l'apprirent à leurs enfans, & ceux-ci aux leurs, & ainsi de siecle en siecle jusques au dernier âge. C'est pour cela que la premiere partie de ce que Dieu avoit dit à Moïse s'appella simplement *Loi* ou *Loi écrite*: & la seconde *Loi orale*, ou *Cabale*: car voilà originairement ce que c'est que *Cabale*, & le sens propre & primitif de ce nom. Quelques Rabins prétendent que leurs peres l'avoient reçue des Prophetes, qui l'avoient reçue des Anges. Rabin Abraham Ben Dior dit dans la Préface de son livre de la Création, (Jetsira) que l'Ange Rasiel fut le maître d'Adam, & qu'il lui apprit la *Cabale*; que Japhiel fut le maître de Sem, que Tisé-dékiel le fut d'Abraham, Raphaël d'Isaac, Péliel de Jacob, Grabiél de Joseph, Mé-ratron de Moïse, & Malathiel d'Elie. Les Rabbins apporterent de Chaldée les rêveries de la *Cabale*, & y ajoûterent une infinité de fables.

Les Juifs vont trois fois le jour pour faire leurs prieres dans la Synagogue.

Il leur est défendu de boire, ni de manger, ni de faire aucune chose, ni même de se détourner pour saluer quelqu'un, ou pour lui faire la reverence, qu'ils n'ayent été à la priere du matin: il faut qu'avant que d'entrer dans la Synagogue, ils se soient lavés les mains.

Les Sacrificateurs & les Lévites n'ont point à présent les prééminences & n'exigent point les redevances qu'ils avoient autre-

trefois. Les Juifs ne peuvent semer ensemble deux sortes de grains ; comme l'orge & le froment ; ni accoupler ensemble deux sortes d'animaux , comme l'Ane & le Taureau.

Les Juifs exercent de grandes charités envers leurs pauvres , surtout le jour du Sabbat. Peu de Juifs possèdent l'Hébreu parfaitement , quoique cette Langue , qui est toute renfermée dans les vingt-quatre livres de l'ancien Testament , soit aisée à apprendre. Les Rabbins sont les Savans parmi eux ; qui jugent toute matiere de Religion , & se mêlent quelquefois du Civil.

Quand ils excommunient quelqu'un , ils le maudissent publiquement , après quoi un Juif ne peut parler à l'excommunié , ni approcher de lui d'une toise : l'entrée de la Synagogue lui est défendue , & il est obligé de s'asseoir pieds nuds à terre , jusqu'à ce qu'il soit absous par un ou plusieurs Rabbins , & beni de nouveau.

Si l'excommunication doit être solennelle & extraordinaire , on s'assemble dans la Synagogue , & l'on allume des torches noires : puis au son d'un coup , ils prononcent malédiction à qui a fait , ou fera telle & telle chose , à quoi l'assemblée répond *Amen*.

Celui qui veut être dispensé de ses vœux , représente ses raisons à un Rabbín , ou à trois particuliers , qui les trouvant bonnes , lui disent par trois fois , *soit delié* & il
de;

demeure libre. Le mari en dispense sa femme, & le pere sa fille.

Les usures ne sont point permises aux Juifs, ni par la Loi, ni par les Rabbins; mais ils se les permettent.

Ils ne peuvent manger de la chair d'aucun de bête à quatre pieds, qui n'ait l'ongle fendu en deux, & qui ne rumine comme la vache & la brebis: ainsi ils ne mangent point de lapin, de lievre, ni de pourceau. Ils ne mangent point aussi de poisson sans écaille, ou sans ailerons, ni aucun oiseau de proie, ni reptile, comme il est porté au long dans le chap. 11. du Lévitique.

C'est ce qui a donné lieu de dire à Auguste, Empereur, un bon mot sur Hérode qui avoit fait mourir son fils: *J'aimerois mieux, dit cet Empereur, être son cochon, que son fils.*

Ils ne mangent point de graisse de bœuf, ni d'agneau, ni de chevre, comme il est marqué à la fin du troisieme chapitre du Lévitique. Ils ne mangent point aussi du nerf de la cuisse, cela leur est défendu à la fin du trente deuxieme chapitre de la Genese.

Ils ont le vin en grande vénération, parce qu'il est dit que le vin réjouit le cœur de l'homme. Psal. 104. Ils observent le jour du Sabbat très-religieusement, & portent fort loin ce jour-là la cessation de toutes sortes d'œuvres.

Comme ils croient encore que les âmes des damnés, & de ceux qui sont en purgatoire,

toire, ne souffrent point pendant tout le tems du Sabbat, aussi en prolongent-ils la durée par leurs chants & par la priere.

Le cours d'une Lune est le mois des Juifs; la nouvelle Lune est le commencement du mois. C'est un jour de fête.

Pour égaler les années solaires avec celles de la Lune, ils font un Cycle ou révolution de dix neuf ans; & de ces dix-neuf années, il y en a sept de treize mois chacune; si bien que deux ou trois ans, l'un est de treize mois; qu'on appelle *Meubar*. Quand cela arrive, on compte deux fois le mois *Adar*, & on le place entre Février & Mars. Il y a alors *Adar* premier, & *Adar* second, qu'on nomme *Veadar*. Les douze mois s'appellent *Tisri*, *Hassuan*, *Chisleu*, *Teved*, *Scevat*, *Adar*, *Nissan*, *Jiar*, *Sivan*, *Tamus*, *Au*, *Elut*.

Le 15. du mois de Nissan, qui répond souvent à Avril, est le premier jour de la fête de Pâques, qui dure huit jours, pendant lesquels ils ne mangent que du pain sans levain.

Ils célèbrent leur Pâque en mémoire de leur délivrance du joug de l'Egypte. Cinquante jours après est la fête de la Moisson, où ils offrent les prémices des fruits. C'est le sizieme du mois de Sivan; elle dure deux jours; c'est la Pentecôte.

Les Talmudistes (a) ont eu dispute touchant

(a) Docteurs qui étudient le Talmud, Livre qui renferme toute l'explication de la Loi.

chant le tems auquel le Monde a commencé. Les uns vouloient que ce fut au Printems, savoir au mois de Niffan qui répond à notre mois de Mars; & les autres en Automne, c'est-à-dire en Tifri qui est notre mois de Septembre; & ils s'en sont tenus à cette dernière opinion. Ainsi ils commencent l'année en ce tems-là, encore qu'il soit dit dans l'Ecriture en parlant de Niffan : *Ce mois vous est le commencement des mois.* Exod. 12.

La fête de *Ros Afana*, ou chef de l'an; se célèbre les deux premiers jours du mois. Le dixieme de ce mois on célèbre la fête de *Chipur*, ou jour de pardon, parce qu'ils demandent pardon ce jour-là à ceux qu'ils ont offensés. Il n'étoit permis au Grand Sacrificateur d'entrer que ce jour-là dans le Saint des Saints. La fête des Tentés, des Tabernacles, ou la Scenopegie, se célèbre le 15. du mois de *Tifri*, en mémoire de ce qu'ils camperent sous des tentes dans le desert à la sortie d'Egypte. Chacun fait chez soi une cabane couverte de feuillages en un lieu découvert, tapissée à l'entour, & ornée autant qu'on le peut. Cette fête dure neuf jours.

La fête des Lumieres se célèbre le 25. du troisieme mois, qui répond à Décembre. Cette fête dure huit jours. On allume une lampe le premier jour, deux le second, ainsi en continuant chaque jour jusqu'à huit. Cette fête est en mémoire de la victoire que les Machabées remportèrent sur les Grecs. Cet-

Cette cérémonie des Lampes est en mémoire d'un miracle qui se fit ce jour-là, où l'huile manquant pour allumer les lampes du Chandelier, Dieu en fit trouver qui dura huit jours. On célèbre dans ce jour la victoire de Judith sur Holopherne.

Le 14. d'Adar, ou de Mars ou de Février, est la fête de *Purim* * que l'on célèbre en mémoire d'Esther, qui empêcha ce jour-là que le Peuple d'Israël ne fût entièrement exterminé par la conjuration d'Aman, qui fut pendu avec tous ses enfans. Le nom de *Purim* a été donné à cette fête à cause qu'on lit dans le dernier chapitre d'Esther : *Pour cela ils seront appelés les jours Purim.* * Des SORTS.

Les Juifs ont durant le cours de l'année plusieurs jeûnes commandés & volontaires.

Un des plus grands péchés que les Juifs connoissent, c'est l'adultère. Le plus grand ensuite est d'avoir affaire à ses parentes qui sont dans le degré défendu dans le vingtième chapitre du Lévitique. Selon eux on ne doit connoître que sa femme; corrompre une fille & ne pas l'épouser, c'est commettre un grand crime.

Tout Juif est obligé de se marier, & les Rabbins ont arrêté que ce devoit être à dix-huit ans; que celui qui en passe vingt sans prendre femme, est censé vivre en péché; & cela fondé sur ce que l'on est obligé de faire des enfans pour satisfaire au Commandement que Dieu fit au premier homme:

Croissez & multipliez & remplissez la terre; *Genes. ch. I. vs. 28.*
mais lorsque l'on a un fils & une fille, le

précepte passe pour être accompli. D'autre côté, comme en demeurant sans femme, on peut tomber dans le péché de fornication, ils tiennent qu'on ne doit point vivre que marié.

Il n'est pas permis aux Juifs d'approcher de leurs femmes, lorsqu'elles ont une incommodité périodique.

Il est permis à tous Juifs d'avoir plusieurs femmes, ce qui ne se pratique gueres pourtant que parmi les Levantins.

Leurs fiançailles & leurs noces n'ont point de cérémonies bien curieuses.

Une jeune fille au dessous de dix ans, soit qu'elle ait son pere ou non, si elle a épousé un mari (a) du consentement de sa mere ou de ses freres, & que ce mari vienne à ne lui point agréer, peut se démarier; elle a cette liberté jusqu'à l'âge de douze ans & un jour, qui est le tems où elle prend la qualité de femme. Il suffit de dire qu'elle ne veut point un tel pour son mari, dont elle prend deux témoins qui mettent par écrit ce refus, & avec cet écrit elle peut se démarier, & se remarier avec qui lui plaît.

Celui qui par force ou autrement corrompt une fille & en jouit, est contraint par le Juge, quand le pere & la fille y consentent.

(a) Les Juifs marient souvent leurs enfans fort jeunes, quoique le mariage ne se consomme point qu'ils n'aient l'âge nécessaire pour cela; & c'est de ces sortes de mariages dont il est parlé ici.

sentent , à la prendre pour femme , sans pouvoir jamais la répudier , conformément à ce qui est dit au 22. chap. du Deuteronomie ; ou bien on lui fait réparer avec de l'argent l'honneur & l'offense.

Autrefois un mari jaloux menoit sa femme au Sacrificateur , qui lui donnoit à boire d'une certaine eau , dont elle crevoit si elle étoit coupable , & en échapoit étant innocente , comme il est dit au cinquieme chapitre des Nombres. Mais à présent un mari jaloux se contente de défendre à sa femme celui qui lui fait ombrage. Si après cela le bruit court qu'elle en use mal , que les indices soient forts contre elle , ou qu'il les trouve ensemble , & surtout en flagrant délit , alors il est contraint par les Rabbins , quand même il ne le voudroit pas , de répudier sa femme & de s'en séparer pour toujours. Cependant il est libre à cette femme répudiée de se marier avec qui lui plaît , hormis avec celui qui a donné lieu à la répudier.

Quand une femme ne donneroit aucun sujet de se plaindre de sa conduite , le mari peut la répudier , s'il en est dégoûté. Les Rabbins ont ordonné tant de formalités pour la répudiation , qu'avant qu'elles soient remplies , on a le loisir de s'en repentir.

La cérémonie d'épouser sa belle-sœur veuve , prescrite par le Deuteronomie , s'observe & se nomme *Ibum*. Celle de ne la pas épouser , & d'être déchaussé par la veuve , s'appelle *Caliza* , & s'observe aussi ; mais si

le mort a plusieurs femmes, le beau-frere ne peut en épouser qu'une.

La Circoncision s'observe religieusement parmi eux avec plusieurs cérémonies, au bout de huit jours après la naissance de l'enfant mâle : elle peut se différer. C'est un titre d'un grand mérite parmi les Juifs d'être *Circonciseur*, & si le pere de l'enfant est de ce nombre, il peut circoncire son propre fils. Lorsqu'il naît une fille, on ne fait point de cérémonie. Un enfant qui a treize ans un jour, est réputé majeur, & ne dépend plus des ses Tuteurs. Une fille est réputée majeure à douze ans & un jour.

La Circoncision exploite le péché originel. On faisoit à la place de cette cérémonie un Sacrifice pour les filles.

Job 2.

Les Juifs honorent extrêmement leurs peres & leurs meres; ils croient pourtant qu'on doit plus de respect à celui qui nous a instruit dans la Religion, qu'à celui qui nous a donné la vie; car celui-ci, disent-ils, ne donne que *l'être*, & l'autre donne le *bien-être*. Ils veulent aussi que l'on honore par paroles & par actions les gens sçavans & pieux, les vieillards & même les vieillards qui ne sont point Juifs, parce que ce sont, comme disent les Rabbins, les anciens Citoyens du monde, qui ayant vû quantité d'événemens, sont fort expérimentés. *La Sageesse est dans les anciens, & la Prudence dans un long espace de tems.* Les Juifs sont capables d'actions civiles; ils ne peuvent être Juges, mais bien Arbitres; ils ne peuvent posséder des Offices publics; ils sont incapables de legs; ils ne peuvent avoir des esclaves Chrétiens, ni épouser des Chrétiens.

tiennes. Leur témoignage est admis contre les Hérétiques, mais non contre les Catholiques.

On divise les Juifs en Rabbanites, en Samaritains & en Caraïtes.

Les *Rabbanites* sont ceux qui mêlent le texte pur de l'Ecriture Sainte avec plusieurs traditions.

Les *Samaritains* ont pris leur naissance dès le tems de la division des Tribus d'Israël, d'avec celles de Juda & de Benjamin. Ils ont plusieurs usages & plusieurs coutumes différentes de celles des Rabbanites.

La troisième espèce sont les *Caraïtes*. Caraïte veut dire un homme consommé dans l'Ecriture Sainte. Ils se piquent de recevoir le texte pur de l'Ecriture Sainte, ou du moins de distinguer les Traditions.

Les Juifs croient le Purgatoire, le Paradis & l'Enfer. Plusieurs croient la Mététempseuse de Pithagore.

Voici leurs treize Articles de foi.

I. Qu'il y a un Dieu créateur de toutes choses, premier principe de tous les êtres, qui peut subsister sans aucune partie de l'Univers, mais rien au monde ne peut subsister sans lui.

II. Que Dieu est un & indivisible, mais d'une unité différente de toutes autres unités.

III. Que Dieu est incorporel, & qu'il n'a aucune qualité corporelle possible, & qui puisse s'imaginer.

IV. Que Dieu est de toute éternité, &

que tout ce qui est , hormis lui , a eu commencement avec le tems.

V. Qu'on ne doit adorer & servir que Dieu seul : & que l'on ne doit adorer ni servir pas un autre , soit comme Médiateur , ou comme Intercesseur.

VI. Qu'il y a eû & qu'il peut encore y avoir des Prophètes disposés à recevoir les inspirations de Dieu.

VII. Que Moïse a été plus grand Prophète que tout autre , & que le degré de Prohétie dont Dieu l'a honoré étoit singulier , & fort au-dessus de celui qu'il a donné aux autres Prophètes.

VIII. Que la Loi que Moïse leur a laissée , a été dictée de Dieu , & qu'elle ne renferme pas une syllabe qui soit purement de Moïse ; & par conséquent , que l'explication de ces préceptes qu'ils ont par tradition est entièrement sortie de la bouche de Dieu , qui la donna à Moïse.

IX. Que cette Loi est immuable , & qu'on n'y peut rien ajouter ni retrancher.

X. Que Dieu connoît & dispose de toutes nos actions humaines.

XI. Que Dieu récompense ceux qui gardent sa Loi , & châtie ceux qui la violent ; que la meilleure récompense est l'autre vie bienheureuse , & le plus grand châtiment est la damnation de l'ame.

XII. Qu'il viendra un Messie , qui sera d'un plus grand mérite que tous les Rois qui auront été dans tout le monde avant lui ; qu'encore qu'il tarde à venir , il ne faut

faut point douter de sa venue, ni se prescrire un tems où elle doit être : qu'il doit être de la race de David & de Salomon.

XIII. Que Dieu ressuscitera les morts, pour leur faire subir un Jugement universel.

Le Talmud est le recueil de leurs traditions ; voici ce qu'en dit M. Simon. Il est rempli de questions inutiles, ou plutôt de contes faits à plaisir, que les simples croient être véritables ; mais pour peu de jugement qu'on ait, il est aisé de voir que ce sont des allégories inventées par des personnes qui n'avoient nul esprit, & qui ne peuvent servir qu'à rendre les Juifs ridicules. Il y a même des faussetés manifestes dans le Talmud, particulièrement ce qui appartient à l'Histoire & à la Chronologie. Mais les Juifs qui ont un peu de capacité, n'y ajoutent pas foi dans ces sortes de faits, sans les avoir examinés auparavant. Ce seroit néanmoins un crime & une espece d'apostasie de ne pas recevoir leurs décisions ou interprétations de la Loi, pour lesquelles ils ont autant de vénération que si elles sortoient immédiatement de la bouche de Moïse.

Le Talmud est, à le bien définir, une compilation des pensées de tous les Rabbins sur les Loix divines & humaines, qui avoient été écrites jusqu'à 476. de Jésus-Christ. Les Juifs Rabbanistes préfèrent souvent ce Livre à l'Ancien Testament : c'est la regle de leur discipline & de leur foi. Quand on parle de Talmud, on entend celui de Babylone qu'on nomme *la Guemara*

ou la *Misna*, beaucoup plus étendu que celui de Jérusalem qui lui est postérieur de cent ans.

On vient de voir par les XIII.. Articles de foi, qu'ils ont une idée très-pure de la Divinité; ils ont même été la seule Nation qui ait conservé avant Jésus-Christ cette idée. Mais ils ne connoissent pas la Trinité, qu'on prétend néanmoins être exprimée dans l'Ancien Testament. Ils adorent l'Unité de Dieu, mais ils n'adorent pas l'Unité féconde en trois Personnes.

J'insérerai ici un trait qui concerne les Juifs.

Les Juifs modernes observent aussi religieusement le Sabbat que les Juifs anciens, à qui le Seigneur reprocha leur exactitude là-dessus trop scrupuleuse, en leur disant que le Sabbat étoit fait pour l'homme, & non l'homme pour le Sabbat. Un Juif à Amsterdam tomba dans la fosse des lieux destinés aux besoins de la nature: c'étoit un pere de famille. On sçut d'abord sa destinée; sa femme & ses enfans ne voulurent point le tirer du cloaque, pour ne point violer le jour du Sabbat; mais ils prièrent un Chrétien qui logeoit dans la maison voisine, à qui la fosse étoit commune, de faire cet office de charité. Le Chrétien, indigné de leur scrupule, dit qu'il ne tireroit point le Juif de là, s'ils ne l'aideroient à le tirer; ils furent obligés d'attendre au lendemain: alors ils voulurent retirer ce prisonnier de sa prison infectée, & ils ne le pouvoient faire qu'en

qu'en le faisant passer par le tuyau qui communiquoit à la maison du Chrétien ; il s'y opposa fortement, en leur disant : *Vous ne voulutes pas travailler à cause du jour du Sabbat ; je ne puis pas travailler aujourd'hui à cause du Dimanche ; plus religieux que vous, non seulement je m'abstiens du travail pendant ce jour sacré, mais je ne permets pas que personne travaille, autant que cela dépend de moi : voilà ma religion ;* ainsi le Juif resta dans son cachot odorant le Samedi & le Dimache, & n'en sortit que le Lundi.

Histoire des traitemens qu'on a faits aux Juifs après la mort de J E-
S U S - C H R I S T

Après qu'on a vû comment les Juifs ont été considérés dans l'Ancien Testament, & quelle a été leur Loi, j'ai crû que je devois ici, dès qu'ils ont signalé leur fureur sur la personne de Jésus-Christ, raconter comme ils ont été traités de siecle en siecle, & la conduite qu'ils ont tenue, & quelle a été leur ignominie.

En la dix-neuvieme année de Jésus-Christ, le Sénat défendit d'exercer dans Rome les Cérémonies Judaïques ; & on ordonna sous Tibere qu'ils sortiroient d'Italie. Ce fut parce qu'ils pervertirent une Dame de Rome nommée *Fulvie*, & qu'ils lui surprirent ses richesses par leurs artifices. L'an 30. de Jésus-Christ, les Romains leur ôtèrent le pouvoir de condamner personne à la mort ;

aussi quand ils firent mourir S. Etienne à la fin de l'an 33, ce fut moins par un Jugement régulier, que par une sédition populaire.

Divers
massacres
qui ont
été faits
des Juifs
en diffé-
rens lieux
dans tous
les siècles

Les Juifs furent fort maltraités à Alexandrie sous l'Empereur Caligula. Ils étoient bien un million & dans cette ville & dans le reste de l'Egypte. Flaccus, qui commandoit pour les Romains, ordonna qu'on les traitât comme des captifs pris en guerre; les Gentils tuèrent & brûlèrent grand nombre de Juifs, & traînerent leurs corps par la ville. Flaccus fit fouetter cruellement plusieurs de leurs Sénateurs; & sous prétexte de désarmer la Nation, il fit fouiller les maisons & en tira plusieurs femmes, qu'il faisoit tourmenter quand elles refusoient de manger de la chair de Porc: c'est ainsi que la vengeance divine commençoit à éclater contre les Juifs.

Ces cruautés servoient de divertissement public pour la fête de Caligula; & les Alexandrins prétendoient lui faire leur cour en traitant ainsi les Juifs qui ne vouloient pas le reconnoître pour un Dieu, quoiqu'ils lui eussent rendu tous les honneurs que leur Loi permettoit de rendre à un homme. On lui envoyoit des relations de ce qui s'étoit passé chaque jour à l'occasion des Synagogues, & l'Empereur ne lut jamais avec tant de plaisir ni poëme, ni histoire.

Caligula voulut placer sa statue dans le Temple de Jérusalem. Les Juifs, fort alarmés, lui envoyèrent des Députés, & ils
vin-

vinrent à bout de détourner cette abomination.

Dans ce même tems ils furent fort maltraités par les Parthes, qui sous prétexte de leurs pilleries, en tuerent plus de cinquante mille.

Après la mort de l'Empereur Caligula, ils se releverent à l'Alexandrie. Ils furent chassés de Rome sous l'Empereur Claude la neuvieme année de son Regne, & la quarante-neuvieme de Jésus Christ, à cause des tumultes qu'ils excitoient à tout moment à l'occasion de l'Evangile & du nom de Jésus-Christ.

Dans le tems qu'ils se révoltoient à Jérusalem sous l'Empereur Claude, les Gentils s'éleverent à Césarée en Palestine contre les Juifs, & en tuerent plus de vingt mille. Florus, qui commandoit pour les Romains, fit prendre ceux qu'on avoit épargné, & les envoya enchaînés dans les ports. A ce massacre de Césarée, la nation des Juifs entra en fureur. Ils se partagerent, & se mirent à ravager les bourgs des Syriens, & les villes voisines. Les Syriens de leur côté n'épargnerent pas plus les Juifs. Ils prenoient ceux qui étoient dans les villes, & les égorgeoient, entraînés par leur ancienne haine, & la nécessité de les prévenir pour se mettre en sureté : ainsi chaque ville, étoit divisée comme en deux Armées, & toute la Syrie étoit dans une confusion terrible. Les plus modérés étoient excités au massacre par le pillage, car c'étoit un honneur à qui en;

entasseroit dans sa maison plus de dépouilles. On voyoit les villes pleines de corps morts, les vieillards jettés sur les enfans, les femmes exposées aux insultes.

Il y eut une ville où les Juifs même s'armèrent contre leurs freres. Ce fut à Scythopolis : mais les habitans ne pouvant s'y fier, les obligerent, comme pour preuve de leur fidélité, à s'enfermer avec leur famille dans un petit bois; & là ils les égorgèrent tous, au nombre de plus de treize-mille. Simon fils de Saul, qui avoit paru le plus zélé contre sa Nation, voyant ce triste événement, se voulut punir lui-même d'y avoir contribué. Il s'écria : Je n'ai que ce que je mérite, mais je ne dois périr que de ma main. Alors il regarde toute sa famille avec des yeux égarés, il prend son pere par ses cheveux blancs, & le perce de son épée, puis sa mere qui n'y résista pas, puis sa femme & ses enfans, qui alloient presqu'au devant des coups. Enfin il éleva le bras pour faire remarquer une si belle action, & s'enfonça dans le sein son épée jusqu'à la garde. Telle étoit la fureur des Juifs.

L'exemple de Scythopolis anima les autres villes. A Ascalon on tua deux mille cinq cens Juifs, à Ptolemaïde deux mille. On en tua plusieurs à Tyr, & on en mit la plupart aux fers. Il n'y eut qu'Antioche, Sidon, & Apamée, qui les épargnerent. Mais à Alexandrie le massacre fut grand. Le peuple étoit assemblé dans l'amphithéâtre pour délibérer sur une députation qu'ils de-
voient

voient envoyer à l'Empereur. Il s'y trouva plusieurs Juifs; leurs adversaires les voyant s'écrierent tout d'un coup que c'étoit des ennemis & des espions, & en même tems ils se jetterent sur eux : les Juifs s'enfuirent. On en prit trois, & on les traînoit, dans le dessein de les brûler vifs. Tous les Juifs vinrent au secours : ils commencerent par jetter des pierres aux Grecs, puis prenant des flambeaux, ils coururent à l'amphithéâtre, voulant brûler tout le peuple qui y étoit, & l'auroient fait, si Tibère Alexandre Gouverneur de la ville ne les eût retenus. Il leur envoya dire qu'ils prissent garde à ne pas irriter les Troupes Romaines : ils se moquerent de ses avis, & lui dirent des injures à lui-même. Alors il lâcha sur eux les deux Légions qui étoient à Alexandrie, & cinq cens soldats de Libye qui s'y trouverent par hazard. Il leur donna ordre non seulement de les tuer, mais encore de les piller & de brûler leurs maisons. Les Soldats les attaquèrent dans le Delta d'Alexandrie, qui étoit leur quartier. Les Juifs se défendirent autant qu'ils purent, avec ce qu'ils avoient de gens les mieux armés. Mais enfin ils plierent, & les Romains les tuèrent sur la place & dans leurs maisons, sans distinction d'âge, ni de sexe : en sorte que tout le quartier nagoit dans le sang, & que les corps entassés montoient jusqu'au nombre de cinquante mille. Alexandre par pitié conserva le reste. Les soldats Romains, accoutumés à l'obéissance, se retirèrent aussitôt

tôt sur ses ordres ; mais il fut bien difficile d'arracher le peuple d'Alexandrie d'autour de ces corps morts , tant ils haïssoit les Juifs.

Les Juifs prirent partout les armes. Cestius-Gallus, Gouverneur de Syrie, crut devoir les attaquer. Il partit d'Antioche avec la douzieme Légion, les troupes auxiliaires des Rois Antiochus, Agrippa & quelques autres. Agrippa l'accompagnoit en personne. Comme il connoissoit mieux le pays, il seroit de guide. Cestius s'avança à Ptolemaïde, & ensuite à Césarée, d'où il envoya un détachement contre Joppé : elle fut prise & brûlée, on y tua tous les Juifs, au nombre de 8400. D'ailleurs Cestius-Gallus envoya en Galilée un autre Gallus, avec des troupes suffisantes. Sephoris, qui étoit la ville la plus forte de la Province, lui ouvrit les portes, & tout le reste suivit son exemple. Il y eut seulement quelques séditeux qui résisterent, & on en tua plus de mille. La Galilée étant paisible, Gallus vint à Césarée rejoindre Cestius, qui marcha à Antipatride, puis à Lyda qu'il brûla, & continua sa marche vers Jérusalem. Il monta par Béthoron, & vint camper à Gabaon à cinquante stades, c'est-à-dire moins de trois lieues de Jérusalem. Tout le peuple y étoit assemblé pour la fête des Tabernacles. Ils prirent les armes, sortirent en foule de la ville, vinrent avec de grands cris contre les Romains ; & quoiqu'ils marchassent sans ordre, ils étoient en si grand nombre, & donnerent d'abord avec tant de furie, qu'ils en-

enfoncerent les bataillons, & mirent en péril toute l'Armée de Cestius. Les Romains perdirent en cette journée cinq cens quinze hommes, & les Juifs seulement vingt-deux. Le Roi Agrippa envoya deux hommes leur porter des propositions de paix de la part des Romains : mais les séditieux tuerent un de ses députés, & blessèrent l'autre, quoique presque tout le peuple ne desirât que la paix. Cestius voulant profiter de leur division, s'avança avec toutes ses troupes, & vint camper à sept stades, ou près d'un quart de lieue de la ville. Il l'attaqua le trentième d'Octobre ; les séditieux qui étoient les seuls qui résistoient, eurent peur du bel ordre des Romains, abandonnerent les parties extérieures de la ville, & se retirèrent à la ville intérieure & au Temple. Cestius brûla les deux parties de Jérusalem que l'on nommoit Bezeta, & la ville neuve, & campa devant le Palais Royal, pour attaquer la ville haute.

S'il eût voulu à l'heure-même donner l'assaut, il eût dès lors pris la ville, & fini la guerre. Mais le Prefet du Camp Tyrannius Priscus, & la plupart de ceux qui commandoient la Cavalerie, étant gagnés par l'argent de Florus, Gouverneur de Judée, l'en détournèrent. Cestius négligea même les propositions que quelques-uns faisoient de lui ouvrir les portes, & il n'osa s'y fier. Enfin le sixième jour il fit donner un assaut au Temple, du côté du Septentrion. Les soldats Romains joignant leurs écus, & fai-
sant

fant ce qu'ils appelloient la tortue, étoient prêts à saper la muraille, & à brûler les portes. Les séditieux perdoient courage, & le peuple le reprenoit, & alloit recevoir Cestius comme son bienfaiteur; mais Cestius ne s'apperçut pas de ses avantages, & se retira contre toute sorte de raison. Les séditieux reprirent cœur, & battirent les Romains en queue; & pendant plusieurs jours que dura leur retraite jusqu'à Antipatride, ils furent toujours poursuivis & battus: en sorte que toute l'Armée de Cestius y pensa périr. Il perdit de son Infanterie cinq mille trois cents hommes, & neuf cents quatre-vingt-dix de sa Cavalerie. Les Juifs prirent son bagage, sur-tout les traits & les machines qu'il avoit fait apporter pour le siège, qui leur servirent bien depuis pour défendre Jérusalem contre les Romains mêmes. Cestius fit cette perte le huitième de Novembre, la douzième année de Néron, soixante & sixième de Jésus-Christ.

Retraite
des Chré-
tiens de
Jérusa-
lem.

Matthieu
24. 15.

Luc 21.
20.

Après cette défaite de Cestius, plusieurs des plus considérables d'entre les Juifs se sauverent de Jérusalem; comme on se sauve d'un vaisseau qui coule à fond; & il est vrai-semblable que les Chétiens furent de ce nombre. Ils voyoient l'accomplissement de la Propéhtie de Jésus-Christ, l'abomination de la désolation dressée dans le lieu saint, c'est-à-dire les Armées autour de Jérusalem: car les troupes Romaines ne marchoient pas à cette guerre sans leurs enseignes qui étoient chargées d'Idoles; or les Idoles dans

dans l'Ecriture sont nommées abomination; & toute la terre, principalement autour de Jérusalem, étoit regardée comme sainte.

La nouvelle de cette défaite des Romains étant venue à Damas, les habitans résolurent de se défaire de tous leurs Juifs. Ils les avoient déjà enfermés dans le Gimnase *: mais ils craignoient leurs femmes, la plu-
* Quartier de cette ville.
 part adonnées à la Religion des Juifs; ils leur en firent un secret, & tenant ainsi les Juifs désarmés en un lieu étroit, ils les égorgerent tous en même tems au nombre de dix mille.

Tous ces événemens annonçoient la ruine de Jérusalem, telle que Jésus-Christ l'avoit prédite, & telle qu'elle devoit arriver à un peuple coupable d'un Déicide. Les Juifs souffroient depuis longtems des calamités sans exemple, & telles, pour parler comme l'Ecriture, *qu'il n'y en a point eu de semblables depuis le commencement du monde. La peste, la guerre, les trepplemens de terre, des prodiges de toute espece, des voix menaçantes, des armées en l'air, des épées formées d'un feu étincelant & suspendues sur Jérusalem, furent, dit-on, les présages de la ruine des Juifs.* Cependant prévenus de l'idée qu'ils étoient le peuple saint, le peuple élu, ils ne s'appercevoient pas qu'ils devenoient chaque jour de plus en plus l'objet de la colere du Ciel.

L'Empereur Néron, averti par Cestius de ce qui s'étoit passé, donna le commandement des troupes de Syrie à Vespasien,

306 JUIFS CONDAMNÉS
qui envoya son fils Titus dans la Judée avec
des troupes.

Catulle, Gouverneur de la Cyrenaïque, fit massacrer trois mille Juifs, sous prétexte qu'ils trempoient dans la rebellion. Enfin l'année fatale de la colere de Dieu arriva. Titus vint assiéger Jérusalem, la seconde année de l'Empire de son pere. On étoit alors dans les premiers jours d'Avril près de la Fête de Pâques, en laquelle les Juifs avoient fait mourir Jésus-Christ, depuis trente-sept ans, & cette Fête avoit rassemblé un nombre infini de Juifs de toutes sortes de pays, dans cette malheureuse ville; de sorte que toute la Nation s'y trouva tout d'un coup enfermée comme dans une prison: non, dit M. Tillemont, par un ordre du destin, mais de la sagesse divine. La ville étoit divisée entre trois Chefs des séditieux qui se faisoient la guerre, & se réunissoient pourtant contre les Romains. Titus s'approcha de la ville, & y entra par une brèche. Il se trouva maître de la partie septentrionale jusqu'à la vallée de Cedron, mais de ce côté-là Jérusalem avoit trois murailles. Cinq jour après, Titus fit encore une brèche à la seconde enceinte, gagna la ville neuve, & vint à la troisieme muraille, & à la tour Antonia. Il y demeura quelque tems, car les Juifs firent sur lui des sorties, & brûlerent ses machines. Il tenta toutes les voyes de la douceur, & fit parler aux assiégés par Joseph l'Historien, mais inutilement, il ne put toucher les factieux. Quelques-uns du
peu:

Défolation de Jérusalem.

peuple s'enfuirent, & Titus leur permit d'aller où ils vouloient : mais Jean & Simon chefs des factieux faisoient garder les portes, en sorte qu'il n'étoit gueres plus facile aux Juifs de sortir de Jérusalem, qu'aux Romains d'y entrer. Ils n'étoient pas fort empressés de sortir, pour la plûpart. Ils se faisoient une gloire & un honneur de périr avec leur Temple. Rien n'égalait leur courage accru par leur désespoir : de sorte que, dit Tacite, quelque grand nombre qu'il y eût dans la ville, il y avoit autant de soldats. Ils tomberent dans la calamité d'une famine qu'ils auroient pû éviter, s'ils n'eussent pas eux-mêmes brûlé leurs vivres. Leur ville étoit sur deux montagnes dans une situation très-avantageuse, & fortifiée comme si on n'eût rien espéré de sa situation. Dans les endroits moins forts d'assiette, elle étoit environnée de trois murailles. Le Château appelé Antonia, le Palais, & surtout le Temple avec ses galeries, étoient comme autant de citadelles : mais pouvoient-ils se dérober à la colere de Dieu ?

La famine étoit déjà grande au dedans, on n'y voyoit plus de bled, & les factieux se jettoient dans les maisons pour les fouiller. S'ils en trouvoient, ils frapportoient les gens pour l'avoir celé : s'ils n'en trouvoient pas, ils les tourmentoient pour l'avoir trop bien caché. Ils jugeoient à l'inspection des personnes, que ceux qui se souvenoient encore avoient des vivres en abondance. Plusieurs vendoient en cachette leurs héritages

Famine
horrible.

pour une mesure de froment , & les pauvres pour de l'orge. Puis s'enfermant dans le plus secret de leurs maisons , les uns mangeoient le grain tout crû , les autres en faisoient du pain , selon qu'ils étoient plus ou moins pressés de la faim & de la peur. On ne voyoit nulle part des tables dressées. Ils tiroient de dessus le feu la viande à demi crue , & se l'arrachotent les uns aux autres , car le plus fort l'emportoit. La femme ôtoit le pain de la bouche de son mari , le fils à son pere ; & ce qui est de plus étrange , la mere à son enfant , qui défailloit entre ses bras. La faim changeoit les hommes en monstres.

Ils ne pouvoient se cacher aux féditieux. Une porte fermée signifioit qu'il y avoit des vivres ; ceux-ci l'enfonçoient , & leur ôtoient les morceaux dans le tems qu'ils les mangeoient , en les prenant à la gorge. On fraploit les vieillards qui défendoient leur pain. On prenoit aux cheveux les femmes qui cachoient ce qu'elles tenoient à leurs mains. On enlevoit les enfans avec le morceau où ils s'attachoient. Leur plus grande rage étoit contre ceux qui les avoient prévenus , avalant les morceaux avant qu'ils les eussent attaqués. Les tourmens qu'ils employoient étoient également cruels & honteux à dire , & ne tendoient souvent qu'à découvrir un pain ou une poignée de farine. Ce n'est pas que ces factieux fussent pressés de la faim , c'étoit afin d'amasser des provisions pour plusieurs jours. Ils arrachotent

choient même aux pauvres les herbes qu'ils avoient cueillies la nuit hors de la ville au péril de leur vie, sans leur en vouloir laisser une partie, que ceux-ci leur demandoient au nom de Dieu, bienheureux s'ils ne les tuoient pas encore. Quand aux plus riches, ils les accusoient de trahison, ou de désertion, & les faisoient mourir. Simon renvoyoit à Jean ceux qu'il avoit pillés, & Jean en renvoyoit à Simon. Le seul crime qu'ils connoissoient étoit l'injustice de ne pas partager entr'eux le butin. Ils maudissoient leur Nation, & témoignoient moins de haine contre les Etrangers.

Cependant il y avoit de ces séditieux armés, que la faim contraignoit comme les autres à sortir pour chercher des herbes. Titus commanda de la Cavalerie pour les observer; & avec eux on prenoit aussi des gens du peuple, qui n'osoient se rendre sans combat, de peur que les séditieux ne s'en vengeassent sur leurs femmes & leurs enfans. Ceux qui étoient ainsi pris les armes à la main, Titus les faisoit crucifier sans distinction, tant à cause de la difficulté de les garder, que pour épouvanter les assiégés. On en crucifioit jusqu'à cinq cens par jour, & quelquefois plus, en sorte que l'on manquoit & de croix & de place pour les dresser. Les soldats par moquerie les clouoient en différentes postures; mais les séditieux se servoient de ce spectacle pour animer le peuple, & traînant sur la muraille les parens & les amis des patiens, ils leur mon-

troient le malheur qu'on éprouvoit en se rendant aux Romains. Il y en eut que Titus leur renvoya les mains coupées : mais rien ne pouvoit ni les effrayer , ni les adoucir.

Pour achever de les affamer , Titus résolut de les enfermer entierement , & fit bâtir par ses troupes tout autour de la ville une muraille de deux lieues de circuit , soutenue de treize petits Forts , où l'on faisoit garde nuit & jour. Ce grand ouvrage fut achevé en trois jours.

La prédiction de Jésus-Christ fut accomplie. Elle disoit que Jérusalem seroit environnée de circonvallations.

Jérusalem étant ainsi fermée , la famine emportoit les familles toutes entieres. Les maisons étoient pleines de femmes & d'enfans morts , les rues de vieillards. On voyoit dans les places des jeunes gens enflés se traîner semblables à des fantômes , puis tomber tout d'un coup. Ils n'avoient plus ni la force , ni le courage d'enterrer les morts ; plusieurs mouroient en enterrant les autres , plusieurs se mettoient dans leurs sépulchres pour y attendre la mort. On ne voyoit plus de larmes , on n'entendoit plus de cris , toute la ville étoit dans un profond silence , & comme dans une funeste nuit. Les féditieux ouvroient les maisons pour piller les morts , & après les avoir dépouillés , ils s'en alloient en riant. Ils essayoient la pointe de leurs épées sur ces cadavres , & quelquefois même sur ceux qui respiroient encore :

core : mais si quelqu'un les prioit de l'achever, ils n'en tenoient compte. Les mourans tournoient les yeux vers le Temple, comme pour se plaindre à Dieu, de ce qu'il laissoit encore en vie ces méchans. Du commencement, les séditieux faisoient enter-
rer les morts aux dépens du Trésor public, pour n'en être point infectés ; ensuite n'y pouvant suffire, ils les jettoient de la muraille dans des précipices. Titus les voyant remplis de ces cadavres, & frappé de l'odeur qui en sortoit, soupira, & levant les mains, prit Dieu à témoin que ce n'étoit pas son ouvrage ; & pour finir ces miseres, il fit continuer ses travaux.

Ce Prince dit cette parole remarquable, quand on le loua sur la conduite qu'il avoit tenue dans cette guerre : J'ai suivi les ordres du Ciel, qui paroissoit irrité contre cette nation.

Les séditieux continuerent leurs violences. Simon accusa le Pontife Matthias d'être pour les Romains, & le condamna à mort, sans lui permettre de se défendre. Ce Pontife l'avoit fait entrer lui-même dans la ville. Simon fit aussi mourir les trois fils de Matthias à ses yeux ; & quoiqu'il demandât à mourir le premier, il ne put obtenir cette grace ; & leurs corps demeurèrent sans sépulture. Simon fit encore périr dix-sept autres personnes considérables. Il se rendit si odieux, que Judas, un de ceux qui commandoient sous lui, voulut livrer aux Romains une tour dont il avoit la garde. Mais

Simon le prévint & le fit mourir avec ses complices au nombre de dix. D'un autre côté Jean, qui étoit enfermé dans le Temple, ne pouvant plus piller le peuple, pillait le Temple même. Il fondit plusieurs des pieces qui étoient consacrées à Dieu, & même des vaisseaux nécessaires pour le service, des coupes, des plats, des tables, disant à ses gens, que l'on pouvoit se servir pour Dieu de ce qui étoit à Dieu, & que le Temple devoit nourrir ceux qui le défendoient. Ainsi ils consumoient sans scrupule l'huile destinée aux Sacrifices, & le vin sacré dont ils prenoient sans mesure.

Cependant quelques-uns du peuple s'échappoient toujours pour passer aux Romains, & se sauver de la famine. Ils étoient enflés comme des hydropiques, & croyoient bientôt de la nourriture qu'ils prenoient tout d'un coup avec excès, à moins que d'user d'une grande discrétion. Un de ces transfuges fut surpris par des Syriens, comme il ramassoit des pieces d'or dans ses excréments; car il y avoit une grande quantité d'or dans la ville, & les habitans l'avoient avalé, pour le dérober aux recherches exactes des séditionnaires. Le bruit se répandit dans le camp, que ces transfuges étoient pleins d'or; en sorte que les Arabes & les Syriens leur ouvroient le ventre & cherchoient dans leurs entrailles. En une nuit on en trouva deux mille éventrés. Titus l'ayant appris, pensa d'abord envoyer de la Cavalerie pour tirer sur les coupables; mais

mais voyant qu'ils étoient en plus grand nombre que les morts, il se contenta d'appeler les Chefs des troupes auxiliaires, & même des siennes, car quelques Romains aussi étoient accusés de cette barbarie, & déclara qu'il puniroit de mort quiconque en feroit convaincu. Nonobstant cette défense, les Syriens & les Arabes en éventrèrent encore plusieurs; mais ils se cachèrent des Romains: la plupart ne trouverent rien, & commirent inutilement cette cruauté.

Mannée un des transfuges raconta à Titus, que par une seule porte dont il avoit la garde, on avoit enlevé cent quinze mille huit cens quatre-vingt corps, depuis le 14. d'Avril où le siège avoit commencé jusques au premier de Juillet, & cela des pauvres seulement que l'on enterroit aux dépens du public; ce qui l'obligeoit à les compter pour payer les porteurs. Les riches enterroient leurs parens. D'autres transfuges dirent que l'on avoit jetté par les portes six cens mille corps de pauvres. Le reste ne se pouvoit compter, & comme il ne fut plus possible d'enlever les pauvres, on les entassoit dans les plus grandes maisons, que l'on fermoit quand elles étoient pleines. Ces transfuges ajoûtoient que la mesure de bled se vendoit un talent, qui est au moins deux mille livres; & que comme on ne pouvoit plus aller dehors cueillir des herbes, il y en avoit qui fouilloient jusques dans les égouts où ils cherchoient de vieille fiente de bœuf, & mangeoient ce qu'auparavant ils n'au-

roient pû regarder. Les Romains étoient touchés du seul récit de ces miseres : mais elles ne faisoient point d'impression sur les Juifs factieux. Leur fureur en augmentoit, & ils marchaient sans horreur sur les monceaux de corps dont la ville étoit pleine, pour aller au combat contre les ennemis avec des mains ensanglantées du meurtre de leur citoyens. Ce n'étoit plus l'espérance de vaincre, mais le désespoir de se sauver, qui leur donnoit du courage.

Les Romains firent de nouvelles plateformes avec bien de la peine, à cause de la rareté du bois qu'il falloit aller chercher jusqu'à quatre-vingt-dix stades, c'est-à-dire, près de quatre lieues, & ils en dépouillerent tout le pays ; en sorte que les environs de Jérusalem, auparavant délicieux à voir, furent entièrement défigurés & méconnoissables. Enfin après des combats furieux, Titus prit la forteresse Antonia, la ruina, & vint jusques au Temple le 17. de Juillet, jour auquel le Tamide ou Sacrifice perpétuel avoit cessé, faute d'hommes pour l'offrir : ce qui affligoit extrêmement le peuple. Les Juifs en font encore dans leur Calendrier un jeûne perpétuel le 17. du dixieme mois. Cette nouvelle étant répandue parmi les Romains Joseph par ordre de Tite dit tout haut en Hébreu, que si Jean avoit tant d'envie de se battre, Tite lui offroit de le laisser aller où il voudroit, & avec tel nombre de soldats qu'il voudroit ; qu'il cessât seulement de profaner le Temple, & de vouloir envelop-

per

Les Juifs
donnoient
ce Sacri-
fice per-
pétuel
comme
un caracte-
re de la
vérité &
de l'ex-
cellence
de leur
Religion.

per ce lieu saint & toute la ville dans la même ruine : qu'il prendroit soin de faire offrir par des Juifs les Sacrifices dûs à Dieu, & qu'il laissoit même à Jean le choix de ceux qui les offriroient

Jean ne répondit à cela que par des injures contre Joseph, ajoutant qu'il ne craignoit rien, & que Jérusalem ne pouvoit être prise, puisque c'étoit la ville de Dieu. Sur quoi Joseph dit en pleurant : „ Qui ne „ voit que la Sentence que Dieu a pronon- „ cée contre cette misérable ville va s'exé- „ cuter ? Les Prophètes ont prédit qu'elle „ fera prise, quand les Juifs répandront le „ sang de ceux de leur nation. Et non seu- „ lement la ville, mais le Temple même, „ ne sont-ils pas pleins des corps de ceux „ qu'ils ont si cruellement massacrés ? Ainsi „ peut-on douter que Dieu lui-même n'ait „ amené les Romains, pour expier par le „ feu tant d'abominations & tant de cri- „ mes ? Titus essaya encore par Joseph & par lui-même d'obliger les séditieux à se rendre, afin de n'être pas obligé de forcer le lieu saint ; mais inutilement. Il vint aux attaques, & se rendit maître des deux Galeries extérieures du Temple, qui le fermoient au Septentrion & à l'Occident. Les Juifs avoient déjà brûlé une partie de ces Galeries, & les Romains acheverent.

Cependant la famine croissoit toujours dans la ville. Sur la moindre apparence de nourriture dans une maison, c'étoit une guerre, & les personnes les plus chères en

venoient aux mains. Les voleurs couroient comme des chiens enragés la gueule béante, frapportoient aux portes, & rentroient aux mêmes maisons deux ou trois fois en une heure. On mettoit tout sous la dent, même ce qui ne seroit pas à l'usage des bêtes les plus sales. Ils ne laisserent ni leurs ceintures, ni les courroyes de leurs sandales, ni les cuirs de leurs boucliers. On mangeoit des restes de vieux foin : on en ramassoit jusques aux moindres brins, dont une petite quantité se vendoit au poids quatre dragmes Attiques : on estime la dragme environ huit sols de notre monnoye. On ne pourroit jamais imaginer les cruelles extrémités auxquelles la famine porta tout le monde : les hommes qui en sont pressés, sont des forcenés capables des plus grands excès.

Femme
qui man-
ge son en-
fant.

Une femme nommée Marie, fille d'Eléazar d'au delà du Jourdain, distinguée par son bien & par sa naissance, se trouva comme les autres enfermée dans la ville. Les séditieux lui prirent tout ce qu'elle avoit apporté, & enfin le reste de ses joyaux, & jusques à la nourriture qu'elle pouvoit trouver de jour en jour. Outrée de douleur, elle les chargeoit d'injures & de malédictions, faisant son possible pour les obliger à la tuer : enfin pressée de la faim & du désespoir, elle prit son enfant qu'elle nourrissoit de son lait, & le regardant avec des yeux égarés, elle dit : Malheureux enfant, à qui est-ce que je te garde ? est-ce pour
mou-

mourir de faim, ou pour devenir esclave des Romains, ou pour tomber entre les mains de ces séditions encore pires? Elle le tue, le rôtit, en mange la moitié, & cache le reste. Aussitôt les séditions accoururent, attirés par l'odeur de la viande; & tirant leurs épées, menaçoient la femme de l'égorger sur le champ, si elle ne le leur montrait. Je vous en ai gardé une bonne part, dit-elle, & leur découvrit ce qui restoit de son enfant. Ils furent saisis d'horreur, & se regardant fixement, ils demouroient immobiles & hors d'eux-mêmes. Elle continua: C'est mon enfant, c'est moi qui l'ai tué, vous en pouvez bien manger après moi; vous n'êtes pas plus délicats qu'une femme, ni plus tendres qu'une mère. Ils sortirent de la maison en tremblant, & le bruit de cette abomination se répandit bientôt par toute la ville; chacun en eut horreur, comme si lui-même l'eût commise, & envia la condition de ceux qui étoient morts avant que de voir une tel désastre. Les Romains eurent peine à le croire, quelques-uns en eurent pitié, la plupart en furent plus animés contre cette malheureuse Nation. Titus protesta encore devant Dieu, que c'étoit eux qui avoient voulu la guerre, & qui avoient refusé la paix & l'amnistie qu'il leur offroit. Ainsi fut accomplie la menace que Dieu avoit faite à tout son Peuple en général, & la prophétie particulière de Jésus-Christ aux femmes de Jérusalem, qu'un jour viendroit où l'on
est;

estimeroit les ventres stériles, & les mamelles qui n'auroient pas allaité.

Le Tem-
ple pris &
brûlé.

Le huitieme Août les Romains attaquèrent la seconde enceinte du Temple: ils ne pûrent abattre les murs avec leurs béliers, ni déraciner les seuils des portes, à cause de la grandeur des pierres & de la force de leurs liaisons: ils ne pûrent aussi escalader les galeries, à cause de la résistance des Juifs. Titus fut donc contraint de sacrifier tous les égards que le respect des lieux lui avoit inspirés, & ce même jour fit mettre le feu aux portes de la seconde enceinte du Temple. Le feu gagna les galeries, qui brûlerent le reste de ce jour-là & toute la nuit suivante. Titus & ses Capitaines vouloient conserver le corps du Temple; mais le dixieme Août les Juifs qui gardoient le Temple, ayant fait une sortie sur les Romains qui travailloient par ordre de Titus à éteindre le feu de la seconde enceinte, furent repoussés dans le corps du Temple. Alors un soldat Romain sans attendre l'ordre, mais poussé comme d'un mouvement furnaturel, prit un tison à ce feu, & soulevé par un autre soldat, le jetta dans une des fenêtres dorées des cabinets qui tenoient au Temple du côté du Septentrion: le feu prit aussitôt. Titus y accourut lui-même, mais le tumulte étoit tel, qu'il ne put se faire obéir. Le feu pénétra au dedans même du Temple, & le consuma entièrement, quelque soin que prît Titus pour le faire éteindre. Ainsi fut accomplie la
pro:

prophétie de Jésus-Christ, qu'il n'y resteroit pas pierre sur pierre. Ce second Temple fut brûlé le même jour du même mois que le premier avoit été brûlé par Nabucodossor, c'est-à-dire, le dixième du mois Judaïque nommé *Ab*, qui est le cinquième depuis le mois de la Pâque, nommé *Nisan*. Comme ces mois sont purement lunaires, il est difficile de les ajuster aux nôtres. On a suivi l'ancien Interprète de Joseph, qui exprime par les mois Romains, les mois Macédoniens dont Joseph a pris les noms, quoique Joseph ait en effet voulu marquer par ces noms les mois Judaïques qui y répondent à peu près.

L'époque des Juifs est le neuvième du mois qui répond à peu près à celui d'Août.

Tout ce qui se trouva dans le Temple fut massacré sans distinction d'âge, de sexe, de condition. L'Autel étoit environné de corps entassés. Le pavé ne paroissoit point, tant il étoit couvert de sang & de carnage; il n'y eut que les séditieux qui s'échappèrent l'épée à la main, & gagnèrent le Mont de Sion. On compte que le peuple qui périt dans le Temple, montoit à six mille personnes, hommes, femmes, enfans, qu'un faux Prophète avoit abusés, & y avoit fait monter de la ville, disant que Dieu l'ordonnoit, & qu'ils y recevroient de sa part des signes de salut. Il y avoit plusieurs imposteurs semblables, dont les tyrans se servoient pour retenir le peuple, & l'empêcher de passer vers les Romains. Jésus-Christ avoit prédit qu'il y auroit des imposteurs dans le siège de Jérusalem. Joseph

seph écrit avec éloquence le spectacle affreux de cet embrasement, & les cris horribles des Juifs qui voyoient s'évanouir toute leur gloire.

Que de soldats qui tirèrent tout ce qu'ils purent de l'embrasement, & fouillèrent dans les égoûts, & s'enrichirent!

Le Temple étant brûlé, les Romains planterent leurs Enseignes devant la porte Orientale, & sacrifierent à la place même, c'est-à-dire, aux idoles dont leurs Enseignes étoient chargées. Ils donnerent à Tite avec grands cris de joye, le titre d'*Imperator*. Ainsi finit le second Temple, dont les Juifs pleurent encore la ruine avec celle du premier, par le plus grand de tous les jeûnes. Leur regle est d'aller ce jour-là nuds pieds. Ils égayent leur amere douleur par des danses infames, & expriment leur désespoir en sautant. Les séditieux avoient gagné la ville haute. Titus les somma de se rendre à discrétion la vie sauve; mais ils demanderent qu'il leur permît d'aller dans le desert avec leurs femmes & leurs enfans. Titus, irrité de leur insolence, fit brûler toute la ville basse, & attaqua la ville haute, où les Romains entrèrent par la brèche, le huitieme de Septembre ou Gorpiée, jour du Sabbat, la seconde année de Vespasien, soixante & dix de Jésus-Christ, & y mirent tout à feu & à sang. Titus acheva de faire abattre ce qui restoit du Temple & de la Ville, & y fit passer la charue. Il reserva seulement une partie de
la

la muraille à l'Occident, avec trois tours, Hippique, Phasaël & Mariamne, afin que leur beauté fît voir à la postérité un échantillon de cette malheureuse Ville, auparavant si magnifique. Le butin fut si grand, que l'or diminua de la moitié de son prix en Syrie.

Saint Chrysostôme dit que le siège de Jérusalem n'est pas seulement une image de l'Enfer, mais une preuve contre ceux qui auroient l'imprudence d'en douter. Les Prêtres se retirèrent sur une muraille. La faim les contraignit de se rendre au bout de cinq jours. Ils furent menés à Tite, & lui demandèrent la vie; mais il leur répondit que le tems de la miséricorde étoit passé, & qu'il leur étoit honteux de vouloir survivre à leur Temple: ainsi ils furent menés au supplice.

On trouva dans les égoûts souterrains environ deux mille corps de Juifs morts de faim, ou de maladie, ou qui s'étoient tués les uns les autres, plutôt que de se rendre aux Romains. Les deux tyrans Jean & Simon, qui s'y étoient cachés, se rendirent à la fin, & furent gardés pour le triomphe. On compte jusqu'à onze cens mille Juifs morts en ce Siège, & quatre-vingt dix-sept mille vendus, mais à peine vouloit-on les acheter. Titus refusa des Couronnes que les Nations voisines lui offroient pour honorer sa victoire. Il répéta encore, que ce n'étoit point son ouvrage, & qu'il n'avoit fait que prêter ses mains à la vengeance de

Dieu irrité contre les Juifs. Pour garder les ruines de Jérusalem, il y laissa une Légion, & avec deux autres retourna à Césarée, où il assembla tous les captifs & tout le butin, & y demeura le reste de l'année soixante & dix, attendant le tems propre pour se mettre en mer, & passer en Italie. Saint Epiphane dit positivement que la maison où les Apôtres avoient reçu le S. Esprit sur la montagne de Sion, qui étoit alors une petite Eglise, échappa à la ruine générale de Jérusalem avec quelques autres bâtimens.

A la fête de la naissance de Domitien; frere de Titus, qui étoit le 30 Décembre, il y eut plus de deux mille cinq cens Juifs qui périrent, soit par le feu, soit par les bêtes auxquelles ils furent exposés, soit les uns par les mains des autres, comme Gladiateurs. Il périt encore un grand nombre de ces misérables captifs aux Jeux que Titus fit à Berite en Phenicie, pour célébrer l'anniversaire de l'avenement de son pere à l'Empire, qui fut le premier de Juillet de l'année suivante soixante & onze de Jésus-Christ.

Titus visita les villes de Syrie, puis il revint par la Judée & par Jérusalem en Egypte, & s'embarqua à Alexandrie. Après qu'il fut arrivé à Rome, il triompha de la Judée avec son pere.

En ce triomphe furent menés Jean & Simon, chefs des séditiens, avec sept cens Juifs des plus forts, & des mieux faits. Si-
mon

mon comme chef des Ennemis fut exécuté à mort, suivant la coutume. En ce même triomphe fut porté la table, le chandelier d'or à sept branches. & ce que l'on avoit conservé des vaisseaux sacrés du Temple, principalement le livre de la Loi, qui fut gardé dans le Palais avec les rideaux de pourpre du Sanctuaire. On voit encore à Rome l'Arc qui fut bâti pour ce triomphe, où paroissent en bas-relief de marbre le chandelier & la table. Le chandelier est porté par huit hommes : contre la table sont appuyées deux trompettes croisées l'une sur l'autre. Avant la table on porte un titre, un second avant le chandelier, un troisième suit, qui précédoit apparemment le livre de la Loi. On voit aussi dans les cabinets des curieux des médailles de Vespasien & de Titus, où est représentée une femme assise au pied d'une palme, couverte d'un grand manteau, la tête panchée & appuyée sur sa main, avec cette inscription ; *La Judée captive.*

Pour achever entièrement la conquête, Lucilius Bassus fut envoyé en Judée en qualité de Légat avec des troupes. Il prit par composition le Château d'Hérodition : puis il assiégea celui de Macheron, au-delà du Jourdain, & le prit enfin par composition, quoique très-fort. Liberius Maxime étoit Procureur * de la Judée. L'Empereur lui écrivit de vendre toute la terre des Juifs, & leur imposa pour tribut, quelque part qu'ils fussent, de porter tous les ans au Ca-

* Ce nom est encore en usage en Italie dans ce sens.

Pitole les deux Dragmes, que, suivant la Loi, ils avoient accoutumé de porter au Temple de Jérusalem. Ce fut l'an de Jésus-Christ soixante & douze.

Tel fut le sort de la célèbre ville de Jérusalem, qui après avoir fleuri deux mille cent ans, honorée d'une Providence particulière, & d'une prédilection spéciale de Dieu-même, a été reprouvée, & est devenue l'objet de sa colere. Elle a été entièrement ensevelie sous ses ruines. L'Etat & le Gouvernement des Juifs a été aboli en même tems, & on ne voit pas le moindre vestige de son ancienne gloire. Ils ont été répandus par toute la terre, sans former un corps de peuple, n'ayant ni Magistrats ni Princes de leur Nation.

Dans le troisieme siècle ils avoient dans la Palestine un Ethnarque, ou Chef de Nation, qui avec la permission des Empereurs, exerçoit une espece de pouvoir Royal, avec des Magistrats qui rendoient la justice, & condamnoient quelquefois à mort. Cet Ethnarque portoit le nom de Patriarche, dans le quatrieme & cinquieme siècle, & étoit alors si considéré, que les Empereurs lui donnoient le titre d'Illustre, comme aux premieres personnes de l'Empire. Cependant avant le milieu du cinquieme siècle, les Ethnarques des Juifs étoient entièrement abolis.

La relation du siège de Jérusalem qui nous a été faite par Joseph contient des événemens si extraordinaires & si singuliers, qu'on
n'en

n'en avoit point d'exemple dans l'Histoire. La punition dont Dieu affligea les Juifs, porte le caractère de la colere de Dieu. Il semble qu'il ait pris plaisir à la dépeindre avec les couleurs les plus vives, & qu'il ait voulu imprimer la terreur de son nom. Les Juifs, rassasiés d'opprobres, étoient obligés de boire dans la coupe de la colere du Seigneur. On verra que de siècle en siècle ils ont toujours été en bute au courroux céleste.

Rien n'est plus remarquable que la prédiction que fit Jésus Christ de la désolation de Jérusalem. Il l'annonça lorsque l'on ver-^{Accom-}
roit l'abomination de la désolation dans^{plisse-}
le lieu saint, prédite par Daniel dans le^{ment de la}
septieme & neuvieme chapitre; c'est-à-dire^{prédiction}
lorsque la ville étant prise, les Romains y^{de J. C.}
placeroient leurs enseignes chargées des figures de leurs faux Dieux: les Chrétiens l'ont toujours ainsi entendu. On ne peut pas rassembler des traits plus frappans, que ceux qui sont dans le vingt-quatrième chapitre de S. Mathieu. Le Temple fut durant le siège un théâtre de guerre où regnoit le carnage, où l'on répandoit le sang, non des victimes offertes à Dieu, mais des hommes immolés à l'ambition, à la vengeance & à la cruauté des plus scélérats; aussi plusieurs Interprètes croient que c'est-là l'abomination de la désolation, & Joseph paroît avoir pris dans ce sens la Prophétie de Daniel. Jésus-Christ ordonna à ses Disciples de se retirer de la Judée, quand ils verroient des présages de ces malheurs. Ils previnrent ce tems-là.

Qui in Judæa sunt, fugiant ad montes. Que ceux qui seront dans la Judée en ce tems-là, s'enfuyent aux montagnes. Je conseille donc à ceux qui se trouvent alors dans la Judée, de quitter le plat-pays, & de gagner les hauteurs : & que celui qui sera sur le toit, n'en descende point pour prendre quoi que ce soit dans sa maison ; & que celui qui sera dans les champs, ne retourne point sur ses pas pour prendre son vêtement. Ces paroles marquent le danger de ceux qui ne pourront pas s'enfuir, dans un tems où il n'y aura de salut que dans la fuite.

Vae autem prænantibus, & nutrientibus in illis diebus. Malheur aux femmes qui en ce tems-là se trouveront enceintes, & à celles qui allaiteront des enfans. Le Sauveur plaint ici le malheur des Juifs durant le siège de Jérusalem, durant lequel on vit arriver tout ce qu'il leur avoit prédit de plus funeste. La désolation passa tout ce qu'on peut imaginer de plus affreux.

Orate autem ut non fiat fuga vestra in hieme, vel in Sabbato. Cependant priez que vous n'ayez point à fuir en Hiver, ou le jour du Sabbat. Durant l'Hiver les jours sont courts, les chemins sont mauvais, les voyages sont incommodes ; tems peu propre pour une fuite précipitée : les Juifs croyoient qu'il ne leur étoit pas permis de faire plus d'une demie lieue le jour du Sabbat. Toutes ces expressions faisoient entendre qu'il ne seroit plus tems alors d'éviter les tristes effets de la colere divine.

Erit

Erit enim tunc tribulatio magna, qualis non fuit ab initio. La désolation fera grande, & telle qu'il n'y en a point eu de semblable depuis le commencement du monde jusques alors, & qu'il n'y en aura jamais de pareille. Cette prédiction s'est pleinement vérifiée, & par la guerre que les Juifs se firent à eux mêmes par leurs divisions domestiques, & par les persécutions qu'ils souffrirent de la part de tous leurs voisins, & par les maux que leur firent les Romains durant cette dernière guerre. Joseph avoue aussi que les crimes des séditieux, qui s'étoient emparés du Temple, monterent à un tel excès que si les Romains n'étoient venus pour exterminer une race si corrompue & si impie, la terre se seroit ouverte pour les engloutir, ou que Dieu auroit envoyé un nouveau déluge pour les noyer, ou le feu du Ciel pour consumer une ville si criminelle.

Et nisi breviati fuissent dies illi, non fieret salva omnis caro. Que si le nombre de ces jours-là n'eût été diminué, il n'y auroit personne de sauvé; mais il sera diminué à cause des élus. En effet, si le siège de Jérusalem eût duré plus long-tems, il ne fût pas resté un seul Juif dans la ville. Mais ce fut en faveur des Juifs qui avoient embrassé l'Evangile, & qui seroient tous pérís dans cette malheureuse ville, que Dieu abrégea le nombre de ces jours de tribulation. Selon quelques Interprètes, Dieu avoit encore en vue les Chrétiens des siècles à venir, en empêchant la destruction entière de toute la

Nation Juive. Dieu vouloit que ces malheureux restes, méprisés, dispersés, aveuglés, subsistassent pour vérifier dans tous les siècles les Prophéties, & pour servir à tous les peuples de monument éternel de la vérité de tout ce que Jésus-Christ leur avoit prédit.

Non relinquetur hic lapis super lapidem qui non destruat. On ne laissera pas du Temple pierre sur pierre.

On voit dans saint Luc, chap. 19. vs. 43. que Jésus Christ a prédit qu'il viendrait un jour où les ennemis environneraient Jérusalem de tranchées, où ils l'enfermeraient & la ferreraient de toute part : *Quia venit dies in te, & circumdabunt te inimici tui vallo, & circumdabunt te, & coangustabunt te undique* : c'est ce que les Romains accomplirent à la lettre.

Toutes ces expressions tirées du stile figuré des Prophètes, qui s'appliquent au dernier Jugement, marquent que les Juifs seront abandonnés de Dieu, & livrés à leur aveuglement ; qu'ils ne seront plus éclairés par l'Esprit Saint ; que la lumière qui luisoit sur eux sera éteint : ténèbres affreuses, nuit obscure sur toute la Nation : la Synagogue ne sera plus la vraie Eglise.

Continuation des
traitemens
qu'on a
fait aux
Juifs dans
la suite.

La vengeance de Dieu poursuit les Juifs en Egypte. Ils y avoient un Temple, qui fut fermé ; après qu'on l'eut dépouillé de ses richesses, Catulle, Gouverneur pour les Romains, fit mourir sous de légers prétextes plus de trois mille Juifs des plus riches. Après la guerre que Vespasien avoit fait à
tous

tous les Juifs, il en fit une particuliere à la race de David : il fit chercher tous ceux qui en étoient descendus, ne voulant pas qu'il restât personne de cette famille Royale, pour couper la racine de leur sédition, ayant scû sans doute qu'ils attendoient un Messie de cette race.

Saint Augustin envisage le châtiment que Dieu fait subir à cette Nation, comme une image vivante du Jugement terrible qu'il exercera contre les réprouvés. Il dit que l'histoire du Siège de Jérusalem, qu'on ne peut lire sans frémir d'horreur, sert pour montrer la vérité des paroles & des menaces de Jésus Christ. Dieu a permis, afin que nous en fussions encore plus frappés, que Joseph le plus sincere des Historiens, célèbre parmi les Juifs & qui possédoit l'art de l'histoire, se soit adonné à celle-ci, qu'il y ait reconnu le Messie, & le Christ prédit par les Prophètes, qu'il ait rendu témoignage à sa Résurrection dans le tems qu'il voyoit la Religion Chrétienne s'élever sur les ruines de celle des Juifs & du Sacerdoce d'Aaron ; qu'il ait rendu un témoignage avantageux à saint Jean-Baptiste, dont toute la fonction avoit été de faire connoître Jesus pour le Christ, & qu'il ait loué saint Jaques, qu'il avoit vû être chef des Chrétiens de Jérusalem, qu'il ne désigne que par la qualité de frere de Jésus appelé le Christ.

Statim autem post tribulationem dierum illorum Sol obscurabitur, & Luna non dabit lumen suum, & Stellæ cadent de Cælo, &

virtutes Cælorum commovebuntur, & tunc parebit signum Filii hominis in Cælo. Mais aussitôt après ces jours de tribulation, le Soleil s'obscurcira, la Lune n'éclairera plus, les étoiles tomberont du Ciel, & les vertus célestes seront en désordre.

Sous Domitien, les Juifs étoient fort maltraités à Rome, & menoient une vie très-misérable. On exigeoit avec la dernière rigueur les tributs dont ils étoient chargés; jusques là qu'un vieillard de quatre-vingt-dix ans qui prétendoit n'être point Juif, fut visité publiquement dans la place pour voir s'il étoit circoncis. La plupart étoient réduits à la mendicité, vendoient des allumettes, & n'avoient pour tous meubles qu'une corbeille & un peu de foin pour se coucher. Domitien chargea si fort les Juifs de tributs, que Nerva fut obligé de les modérer; on les exigeoit avec la dernière rigueur. Ils furent traités avec la même sévérité sous Trajan & sous Adrien.

La dix-huitième année de Trajan, cent quinze de Jésus-Christ, les Juifs, comme transportés d'un esprit séditieux, se révoltèrent dans Alexandrie, dans toute l'Égypte & la Cirénaïque, sous la conduite d'un nommé André ou Andrias, & commencèrent à faire main basse sur les Romains & sur les Grecs. Non contents de les tuer, ils mangeoient leur chair, se ceignoient de leurs intestins, se frottoient de leur sang & se revêtoient de leurs peaux. Ils en scierent plusieurs par le milieu depuis la tête. Ils en don-

nerent

nerent d'autres aux bêtes, & en forcerent quelques-uns à se battre l'un contre l'autre. Ils firent ainsi périr plus de deux cens vingt mille personnes. Dans l'Isle de Chypre ils en tuèrent environ deux cens quarante mille sous la conduite d'Artémion; ce qui attira une loi par laquelle il fut défendu à aucun Juif d'aborder en Chypre sous peine de la vie, en sorte que ceux même qui y alloient innocemment, sans sçavoir la loi, ou qui y étoient jettés par la tempête, étoient punis de mort.

L'année suivante les Juifs furent massacrés à Alexandrie, & à Cirene en Egypte, & en Mésopotamie.

Saint Justin se plaint de ce que les Juifs font des imprécations contre les Chrétiens, il leur reproche leur aveuglement (a).

Tertullien a écrit contre eux. Eusebe prouve leur réprobation dans son livre de la Démonstration Evangélique.

Le grand Constantin déclare aux Juifs que si quelqu'un d'entr'eux insulte aux Juifs qui se convertissent, il sera brûlé avec ses complices.

(a) Buxtorf dans sa Synagogue Juive, chap. 10. & 14. dit que les Juifs ne manquent pas dans leurs assemblées de prier pour la destruction des Chrétiens, qu'ils appellent Iduméens, Gentils, Hérétiques & Idolâtres: *Domine, disent-ils, cito exscindantur, superbumque & arrogans illud imperium festice & celeriter eradicetur, comminatur, laceretur & omnino extirpetur.* Le même Auteur dans le chap. 26. de sa Synagogue, dit que les Juifs à leur fête de l'Expiation ouvrent leur Tabernacle où est leur Loi, & déclarent qu'ils n'entendent point s'engager par tous les sermens qu'ils feront, & les anathèmes qu'ils prononceront.

332 J U I F S C O N D A M N E ' S
plices. Il leur défendit de circoncire les esclaves qu'ils auroient achetés.

Sous Constantius , les Juifs se soulevèrent en Orient : ils prirent les armes à Diocésarée en Palestine , égorgerent de nuit la garnison , & coururent les pays voisins sous la conduite d'un nommé Patrice qu'ils reconnurent pour leur Roi , ne voulant plus obéir aux Romains. César-Gallus , qui étoit à Antioche , y envoya des troupes qui en tuèrent une grande quantité , jusqu'aux enfans , brûlerent & ruinerent Diocésarée , Tibériade , Diospolis & plusieurs autres villes.

Dieu s'op-
pose visi-
blement
au réta-
blissement
du Temple
des Juifs.

Julien l'Apostât favorisa les Juifs : il leur demanda pourquoi ils ne faisoient point de chefs : ils répondirent qu'ils n'en pouvoient faire qu'à Jérusalem : il leur offrit de rebâtir leur Temple , ce qu'ils acceptèrent avec grande joye , croyant avoir trouvé l'occasion favorable de leur rétablissement. Mais Julien avoit encore une autre vue : il vouloit démentir les Prophéties , tant celle de Daniel , qui porte que la désolation durera jusqu'à la fin , que celle de Jésus-Christ ; qu'il n'y demeureroit pas pierre sur pierre. Il fit donc venir de toutes parts les plus excellens ouvriers , & donna l'intendance de ce grand ouvrage à Alypius un de ses meilleurs amis , le chargeant d'y faire travailler incessamment sans épargner la dépense. Les Juifs accouroient de toutes parts à Jérusalem , insultoient aux Chrétiens & les menaçoient avec une insolence extrême , comme si le tems étoit venu où leur Royaume devoit être

tre

tre rétabli. Leurs femmes se dépouilloient de leurs ornemens les plus précieux pour contribuer aux frais de l'ouvrage, y travailloient de leurs mains, & portoient la terre dans les pans de leurs robes. On dit même qu'ils firent faire pour ce pieux travail des pics, des pèles & des corbeilles d'argent. Saint Cyrille Evêque de Jérusalem, revenu de son exil, voyoit tranquillement tous ces préparatifs, se confiant en la vérité infaillible des Prophéties, & il assûra qu'on en alloit voir l'accomplissement.

En travaillant aux fondemens, une pierre du premier rang se déplaça, & découvrit l'ouverture d'une caverne, creusée dans le roc. On y descendit un ouvrier attaché à une corde, & quand il fut dans la caverne, il sentit de l'eau jusqu'à mi-jambe. Il porta les mains de tous côtés, & sur une colonne qui s'élevoit un peu au dessus de l'eau, il trouva un Livre enveloppé d'un linge très-fin; il le prit, & fit signe qu'on le retirât. Tous ceux qui virent ce Livre, furent surpris qu'il n'eût point été gâté; mais leur étonnement fut bien plus grand, particulièrement des Payens & des Juifs, quand l'ayant ouvert, ils y lûrent d'abord en grande lettres ces paroles: *Au commencement étoit le Verbe, & le Verbe étoit Dieu*, & le reste, car c'étoit l'Evangile de Saint Jean tout entier.

Comme

Comme Alypius pressoit fortement l'ouvrage , étant aidé par le Gouverneur de la Province , des globes terribles de flammes sortant auprès des fondemens par des élanemens fréquens , rendirent le lieu inaccessible , ayant plusieurs fois brûlé les ouvriers. Ainsi cet élément s'obstinant à les repousser , on abandonna l'entreprise.

Ce sont les paroles d'Ammian Marcellin , Historien Payen du même tems , autant ennemi des Chrétiens , qu'admirateur de Julien. Les autres Chrétiens témoignèrent la même chose , & ajoutent les circonstances suivantes. Ce prodige arriva la nuit qui précédoit le jour auquel , après avoir nettoyé & préparé la place , on devoit commencer l'ouvrage. Il survint un grand tremblement de Terre , qui jetta au loin de tous côtés les pierres des fondemens , & renversa presque tous les bâtimens du lieu , entr'autres des galeries publiques , où s'étoient logés quantité de Juifs destinés à ce travail ; tous ceux qui s'y trouverent en furent accablés , ou du moins estropiés. Des tourbillons de vents emporterent tout d'un coup le sable , la chaux & les autres matériaux , dont on avoit amassé des monceaux immenses : le feu consuma même les marteaux , les ciseaux , les fies , & les autres outils que l'on avoit ferrés dans un bâtiment enfoncé au bas du Temple. Le jour venu , comme les Juifs étoient accourus pour voir les désordres de la nuit , il sortit de ce bâtiment un torrent de feu , qui s'étendit par le milieu

lieu de la place , & continua de courir çà & là , après avoir brûlé & tué les Juifs qui s'y trouverent. Ce feu recommença plusieurs fois , pendant toute la journée : la nuit suivante ils virent tous sur leurs habits des croix lumineuses , qu'ils ne pouvoient effacer , quelque moyen qu'ils employassent : il parut aussi une Croix de lumiere dans le Ciel. Les Juifs ne laisserent pas de revenir au travail , pressés tant par leur inclination , que par les ordres de l'Empereur ; mais ils furent toujours repoussés par ce feu miraculeux. Nous ne connoissons point de miracle mieux attesté que celui-ci : aussi plusieurs Payens & plusieurs Juifs en furent touchés , & reconnoissant la Divinité de Jésus-Christ , demanderent le Baptême.

Les Juifs ennemis des Chrétiens les ayant attaqués sous Théodose le jeune à Alexandrie , en tuerent un grand nombre pendant la nuit. Le jour venu , on connut les auteurs de ce massacre , & Saint Cyrille alla avec un grand nombre de peuple aux Synagogues des Juifs , les leur ôta , les chassa eux-mêmes de la Ville , & abandonna leurs biens au pillage. Ainsi les Juifs furent chassés d'Alexandrie , où ils avoient habité depuis le tems d'Alexandre le grand son Fondateur.

Les Chrétiens dans l'année quatre cens dix-huit , ayant brûlé la Synagogue des Juifs ; par un bonheur inespéré , & par une grâce singuliere , ceux-ci se convertirent.

L'année 439. le dernier de Janvier, Théodose

dose le jeune publia une Loi contre les Juifs, & les Samaritains, qui leur défend d'exercer aucune charge plubique, même de Géolier, de bâtir aucune nouvelle Synagogue, & de pervertir aucun Chrétien.

Le troisieme Concile de Toledé en cinq cens quatre vingt neuf, défendit aux Juifs d'exercer des charges publiques, d'avoir des esclaves Chrétiens, ou d'épouser des Chrétiennes, & s'ils en ont des enfans, on les fera baptiser.

Dans l'an 512. on raconte que Dieu fit un miracle à Constantinople sur un enfant Juif. C'étoit une ancienne coûtume dans cette Eglise, que quand il restoit beaucoup de particules du corps de Jésus-Christ, on envoyoit querir des enfans innocens, de ceux qui étudioient aux petites écoles, pour les leur faire consumer. Il arriva que l'on fit venir entre les autres le fils d'un Verrier Juif. Comme les parens lui demanderent pourquoi il revenoit si tard, il leur dit ce qui s'étoit passé, & ce qu'il avoit mangé avec les autres. Le pere en fureur lia son fils, & le jetta dans sa fournaise: la mere affligé le cherchoit par toute la Ville: enfin au bout de trois jours, elle vint à la porte de la Verrerie, appelant l'enfant par son nom: il répondit du fourneau, & la mere ayant rompu les portes, le trouva debout au milieu des charbons, sans aucun mal. On lui demanda comment il avoit été garanti du feu, & il dit qu'une femme vêtue de pourpre venoit souvent jeter de l'eau

'eau pour éteindre les charbons autour de lui, & lui donnoit à manger quand il avoit faim. L'Empereur ayant appris ce miracle, fit baptiser la mere & l'enfant, & les mit dans le Clergé, c'est-à-dire que l'enfant fut Lecteur, & la mere Diaconesse. Mais le pere ne voulant pas se faire Chrétien, l'Empereur le fit empaler, comme meurtrier de son fils.

Justinien entroit aussi en connoissance des différends que les Juifs avoient pour leur Religion, comme il paroît par une Loi du huitieme Février 552. par laquelle il leur permet de lire l'Ecriture Sainte dans leur Synagogue; en Grec, en Latin, ou en telle langue qu'ils voudront, pourvû qu'on ne la lise en Grec, que, selon les Septante, ou Aquila; mais il défend ce qu'ils appelloient la seconde Edition, c'est-à-dire la Misna, qui ne contient que des traditions humaines. On voit par-là qu'il y avoit des Juifs qui ne vouloient point qu'on lût publiquement l'Ecriture sur des versions, & ce parti à prévalu, car ils ne la lisent qu'en Hébreu dans leurs Synagogues.

Le quatrieme Concile de Toledé ordonna que les Juifs seroient séparés de leurs parens, & mis dans des Monasteres avec des personnes de piété, pour être instruits dans la Religion Chrétienne.

Les Juifs d'Espagne étant convaincus sous le Roi Egina, d'avoir conspiré contre l'Espagne & contre les Chrétiens, & d'avoir traité avec les Maures d'Afrique, le dix-

septieme Concile de Toledé les condamna à être tous dépouillés de leurs biens, les réduisit en servitude perpétuelle, les distribua aux Chrétiens, suivant la volonté du Roi, à la charge que leurs maîtres ne leur permettroient aucun exercice de leurs cérémonies, & leur ôteroient leurs enfans à l'âge de sept ans pour les faire élever chrétiennement, & les marier à des Chrétiens. Enfin Ferdinand V. chassa les Juifs d'Espagne en 1474. au nombre de six-vingts familles. Le Roi de Portugal les chassa dix ans après.

Il y eut deux imposteurs qui trompoient les Juifs se disant le Messie Fils de Dieu. L'un étoit Sirien, & parut en 732. : son imposture n'eut point de suite. L'autre étoit Juif, & parut deux ans après. Il promit une longue vie à Yefid, Caliphe d'Egipe, s'il abolissoit les images. Ce Prince travailla à les détruire, & il mourut l'année suivante. Son fils Oualid, qui regna vingt ans après, fit mourir honteusement le Juif qui l'avoit trompé.

Léon l'Isaurien faisoit baptiser les Juifs par contrainte.

Dans le commencement du douzieme siecle, une troupe de deux cens mille hommes qui se croisoient pour la Terre Sainte, quoiqu'il y eût quelque nobles parmi eux, mais ils ne leur obéissoient point, & se donnoient toutes sortes de licence, s'aviserent de se jeter sur les Juifs qu'ils rencontrèrent dans toutes les Villes où ils passoient, & de

massa-

massacrer cruellement ces malheureux qui n'étoient point sur leurs gardes, ce qu'ils firent principalement à Cologne, & à Mayence, où un Comte nommé Emicon se joignit à eux, & les encouragea à ces crimes. A Spire les Juifs se réfugièrent dans le Palais du Roi, & se défendirent par le secours de l'Evêque Jean, qui fit ensuite mourir quelques Chrétiens pour ce sujet, étant gagné par l'argent des Juifs. A Wormes les Juifs, poursuivis par les Chrétiens, allèrent trouver l'Evêque, qui ne leur promit de les sauver, qu'à condition qu'ils recevraient le Baptême. Ils demanderent du tems pour délibérer, & aussi-tôt entrant dans la chambre de l'Evêque, tandis que les Chrétiens attendoient dehors leur réponse, ils se tuerent eux-mêmes.

A Treves les Juifs voyant approcher les Croisés, quelques-uns d'entr'eux prirent leurs enfans & leur enfoncerent le couteau dans le ventre, disant qu'ils vouloient les envoyer dans le sein d'Abraham, plutôt que de les exposer aux insultes des Chrétiens. Quelques-unes de leurs femmes monterent sur le bord de la riviere, & ayant rempli de pierres leur sein & leurs manches, se précipiterent au fond de l'eau. Les autres, qui vouloient conserver leur vie, prirent avec eux leurs enfans & leurs biens, & se retirerent au Palais, qui étoit un lieu de franchise, & la demeure de l'Archevêque Egilbert. Ils lui demanderent avec larmes sa protection, & lui profitant de l'occasion,

les exhorta à se convertir, leur représentant qu'ils s'étoient attirés cette persécution par leurs péchés, principalement par leurs blasphèmes contre Jésus-Christ, & sa Sainte Mere; & leur promettant de les mettre en sûreté, s'ils recevoient le Baptême.

Alors leur Rabin, nommé Michée, pria l'Archevêque de les instruire de la foi Chrétienne, ce qu'il fit, leur expliquant sommairement le Symbole. Michée dit ensuite : *Je proteste devant Dieu, que je crois ce que vous venez de dire, je renonce au Judaïsme, & j'aurai soin de m'instruire plus à loisir de ce que je n'entens pas bien encore : baptisez-nous, pour nous délivrer des mains de ceux qui nous poursuivent.* Tous les autres Juifs en dirent autant. L'Archevêque baptisa donc Michée, & lui donna son nom, & les Prêtres qui étoient présents baptisèrent les autres; mais il n'y eut que le Rabin qui persévéra dans la foi, tous les autres apostasièrent l'année suivante.

Saint Bernard dans l'an 1146. en exhortant les Chrétiens à la Croisade, leur représenta qu'il ne faut point persécuter les Juifs, qu'il ne faut point les tuer, ni même les chasser. Ce sont, dit ce Pere, comme des lettres vivantes qui nous représentent la Passion de Notre-Seigneur; c'est pour cela qu'ils sont dispersés dans tous les pays du monde, où souffrant la juste peine de leur Déicide, ils rendent témoignage à notre Rédemption.

Ce que le saint Abbé dit des Juifs, re-
garde

garde le zèle indiscret d'un nommé Rodolphe, qui prêchoit en même tems la Croisade à Cologne, à Mayence, à Vormes & aux autres Villes proches du Rhin. Il faisoit profession d'une grande sévérité, mais il étoit peu instruit; & dans les prédications il disoit qu'il falloit tuer les Juifs, comme les ennemis de la Religion Chrétienne; & ses discours séditieux firent un tel effet, qu'en plusieurs Villes de Gaule & de Germanie, il y eut grand nombre de Juifs massacrés.

Pierre le Vénérable, Abbé de Cluni, intercédait aussi pour les Juifs auprès des Croisés. Il convient que les Juifs sont les plus grands ennemis des Chrétiens, & pires que les Sarrazins. Toutefois il ne veut pas qu'on les fasse mourir, mais qu'on les réserve à un plus grand supplice, qui est d'être toujours esclaves, timides & fugitifs.

Ce qu'il demande au Roi Louis le Jeune, c'est de les punir en ce qu'ils ont de plus cher qui est leur argent, le moyen de faire des gains illicites sur les Chrétiens, non seulement par les usures, mais par les larcins dont ils sont complices & recelleurs, principalement de l'argenterie des Eglises; car les voleurs leur vendoient les vases sacrés qu'ils avoient dérobés, les Juifs les fondoient & les employoient à faire des usages profanes. L'Abbé de Cluni exhorte le Roi à punir ces Sacrileges, & à prendre sur les Juifs de quoi faire la guerre aux Sarrazins.

En 1182 le Roi Philippe Auguste avoit

une grande aversion pour les Juifs, qui étoient puissans dans son Royaume, & particulièrement à Paris. Il avoit souvent ouï dire aux Seigneurs qui avoient été élevés à la Cour avec lui, que ces Juifs de Paris, tous les ans le Jeudi Saint, ou quelque'autre jour de la Semaine Sainte, égorgeoient un Chrétien, comme en Sacrifice, en des lieux souterrains. Plusieurs avoient été convaincus de ce crime du vivant du Roi son pere, & avoient été brûlés, & on comptoit pour Martyr un nommé Richard, ainsi tué & crucifié par les Juifs, dont le corps reposoit à Paris en l'Eglise de S. Innocent, au lieu nommé Champeaux, où étoit le cimetiere de la Ville, que le Roi Philippe fit fermer de murailles. Richard avoit été tué à Pontoise, & de là apporté à Paris, suivant le témoignage de Robert, Abbé du Mont Saint Michel.

Les Lettres de change, suivant la remarque de Giovan Villani, dans son Histoire Universelle, ont été pratiquées & inventées dans les différens tems que les Juifs ont été bannis du Royaume, sous les Regnes de Dagobert I. Philippe-Auguste, & Philippe le Long, en 640. 1281. & 1316. Ils trouverent alors le moyen de tirer leurs effets, qu'ils avoient consignés ou recelés entre les mains de leurs confidens, par des Lettres secrètes, ou des billets conçûs en peu de paroles, & par l'entremise des voyageurs & des marchands étrangers.

Ce même Auteur rapporte qu'en l'an

1171. Thibaut, Comte de Chartres, fit brûler plusieurs Juifs demeurant à Blois, parce qu'ayant crucifié un enfant au tems de Pâques, au mépris des Chrétiens, Ils l'avoient mis dans un sac, & jetté dans la Loire, où il avoit été trouvé. Les Juifs convaincus furent brûlés, excepté ceux qui se firent Chrétiens. Il ajoûte qu'ils avoient fait la même chose à Norvic en Anglèterre du tems du Roi Estienne, en la personne d'un enfant nommé Guillaume; & encore depuis à Glocestre, sous Henri II. Un Auteur Anglois rapporte le martyre du jeune Guillaume, à la neuvieme année du Roi Estienne, qui est l'an 1144. & celui de l'enfant crucifié à Glocestre dans la sixieme année de Henri II qui est l'an 1160. Enfin on trouve encore un enfant nommé Robert, tué en Angleterre par les Juifs, à Pâques, l'an 1187. & enterré dans l'Eglise de S. Edmond, où l'on disoit qu'il se faisoit plusieurs miracles. Je ne vois point que jusques-là l'on ait formé contre les Juifs de telles accusations, qui devinrent très-fréquentes depuis. Les Juifs prétendent que ce sont des calomnies, mais pourquoi les Chrétiens les auroient ils avancées en ce tems plutôt qu'en un autre, s'il n'y avoit eu quelque fondement? La cause des Juifs de Metz que j'ai rapportée, prouve que les Juifs sont capables des excès qu'on leur impute.

Le Roi Philippe Auguste étoit encore animé contre les Juifs, parce que l'antiquité

de leur établissement à Paris, & la réputation de leurs Docteurs, les y avoient tellement enrichis, qu'ils possédoient près de la moitié de la Ville, au mépris des Loix & des Canons. Ils avoient chez eux des esclaves Chrétiens de l'un & de l'autre sexe, qu'ils faisoient judaïser; ils exerçoient des usures sans bornes avec les Chrétiens, Nobles, Bourgeois & Payfans, dont plusieurs étoient contraints de vendre leurs héritages, d'autres de demeurer dans les maisons des Juifs comme prisonniers, leur étant engagés par serment. Si pour le besoin des Eglises on leur empruntoit de l'argent, ils prenoient en gage le Crucifix & les Vases Sacrés, qu'ils profanoient: ils buvoient dans les Calices, & les cachoient dans les lieux les plus infects de leurs maisons. Le Roi consulta sur ce sujet un Hermite nommé Bernard, qui vivoit dans le bois de Vincennes en réputation de Sainteté, & par son conseil il déchargea tous les Chrétiens de son Royaume de ce qu'ils devoient aux Juifs, en retenant à son profit la cinquieme partie. Enfin au mois d'Avril 1182. il publia un Edit portant que tous les Juifs se tinssent prêts de sortir de son Royaume dans la Saint Jean, leur donnant ce tems pour vendre leurs meubles, & confisquant à son profit leurs maisons, leurs terres & leurs autres biens immeubles. Quelques-uns se firent baptiser, & obtinrent la conservation de leurs biens & de leur liberté. D'autres gagnèrent par présens & par promesses des

Pré;

Prélats & des Seigneurs pour solliciter le Roi de révoquer son Edit, mais il demeura ferme dans sa résolution, & les Juifs ayant réduit leurs meubles en argent, sortirent au mois de Juillet de la même année 1182. avec leurs femmes, leurs enfans & toute leur suite.

L'année suivante le Roi fit dédier toutes les Synagogues pour les changer en Eglises, ce qui lui attira la bénédiction de tout son peuple.

En 1189. Richard Roi d'Angleterre, après son Sacre, donna un festin solennel. Il fit publier que dans ce tems-là, il n'entrât point de Juifs dans son Palais, pour éviter les maléfices, dont on les soupçonnoit. Malgré cet ordre, les premiers d'entre les Juifs vinrent apporter au Roi des présens. Ils furent repoussés avec insulte. Le peuple y accourut, & croyant qu'on le faisoit par ordre du Roi, ils se jetterent sur les Juifs qui étoient en grand nombre à la porte du Palais. On commença par les coups de poings, d'où l'on vint aux pierres & aux bâtons. Il y en eut de tués & laissés pour morts. Un d'entre eux nommé Benoit le Juif, d'Yorc, fut si maltraité qu'on désespéroit de sa vie, & la crainte de la mort le fit résoudre à recevoir le Baptême de la main du Prieur de Notre-Dame d'Yorc. Cependant le bruit se répandit dans la Ville de Londres que le Roi avoit commandé d'exterminer tous les Juifs; ce qui fit accourir en armes une infinité de peuple, tant de la Ville que de ceux

qui-étoient venus des Provinces pour le Sacre. On tuoit donc les Juifs, & comme ils se retiroient dans les maisons fortes, on y mettoit le feu. Le Roi qui étoit encore à table ayant appris ce désordre, envoya pour l'appaiser quelques-uns des principaux Seigneurs: mais n'étant point écoutés par le peuple en furie, ils furent contraints de se retirer.

Le lendemain, le Roi fit prendre quelques-uns des coupables; trois furent pendus pour avoir mis le feu, dont des maisons de Chrétiens avoient été brûlées. Puis il se fit amener le Juif qui avoit été baptisé, & lui demanda s'il étoit Chrétien. Celui ci lui répondit que non, mais que pour éviter la mort, il s'étoit laissé faire par les Chrétiens ce qu'ils avoient voulu. Le Roi demanda à l'Archevêque de Cantorbéri en présence de plusieurs autres Evêques, ce qu'il falloit faire de cet homme, & le Prélat répondit en colere. S'il ne veut pas être à Dieu; qu'il soit au Diable. Benoît retourna donc au Judaïsme, & mourut peu de tems après: mais ni les Juifs, ni les Chrétiens ne voulurent l'enterrer parmi eux. Ensuite le Roi envoya son Edit par tous les Comtés d'Angleterre, pour défendre que l'on fît aucun mal aux Juifs: mais avant que cet Edit fût publié, plusieurs Villes avoient suivi l'exemple de Londres, plutôt par avidité du gain, que par zele de Religion. Plusieurs Juifs pour éviter ces violences reçurent le Baptême, & épouserent leurs femmes à la maniere
des

des Chrétiens. Tous les Juifs d'Yorc périrent au mois de Mars de l'année suivante 1190. Le Vendredi avant le Dimanche des Rameaux, qui étoit le seizième du mois, ces Juifs au nombre de cinq cens, sans compter les femmes & les enfans, par la crainte des Chrétiens, s'enfermerent dans la Tour malgré le Commandant, à qui ils refusèrent de la rendre, & celui-ci excita le peuple à les attaquer. Les Juifs se voyant pressés jour & nuit, offrirent une grande somme d'argent pour se retirer la vie sauve; & comme le peuple ne voulut pas le permettre, un d'entre eux leur conseilla de se tuer les uns les autres, ce qui fut exécuté. Chaque pere de famille prit un razoir, dont il coupa la gorge à sa femme & à ses enfans, ensuite à ses domestiques, enfin se la coupa à lui-même. Quelques-uns jetterent les corps morts dehors sur le peuple, d'autres les enfermerent dans la maison du Roi, où ils les brulerent avec les bâtimens. Tous ceux qui restèrent après avoir tué les autres, furent tués par le peuple. Cependant quelques Chrétiens pilloient & brûloient les maisons des Juifs. Ainsi périrent tous les Juifs d'Yorc, & leurs papiers étant brûlés, les Chrétiens se crurent quittes de ce qu'ils leur devoient.

Quoique le Pape Innocent III. en 1198. défendît aux Juifs les usures envers les Croisés, & jusqu'à ce qu'ils les eussent remises, défense d'avoir commerce avec eux, il ne laissa pas de les prendre sous sa protection,
&

& ordonna qu'on ne les forçât point à recevoir le Baptême, & qu'on ne leur ôtât point leurs biens par violence.

Cette même année au mois de Juin le Roi Philippe Auguste rappella à Paris les Juifs, contre l'opinion de tout le monde, & contre l'Edit qui les avoit chassé au commencement de son regne. Le Roi Louis huit ôta aux Juifs leur Sceau. Le Roi Saint Louis par une Ordonnance de 1254 voulut qu'on punit leurs usures & sortilèges, & qu'on brûlât leur Talmud: *Judæi cessent ob usuris, blasphemis, sortilegis & caracteribus, & am Talmud, quam alii libri in quibus blasphemie inveniuntur, comburantur.*

Les derniers Canons du Concile de Latran en 1215. regardent les Juifs. Il y est ordonné entre autres choses, qu'ils porteront quelques marques à leur habit pour les distinguer des Chrétiens, comme il se pratiquoit déjà en quelques Provinces.

L'an 1236. les Juifs furent maltraités en plusieurs lieux, particulièrement en Espagne, où on en fit un grand carnage. Il est certain que dans ce Royaume les Juifs convertis, ou les Chrétiens qui en tirent leur origine, qu'on appelle *Christian novos*, sont en mauvaise odeur auprès de l'Inquisition.

En France les Croisés de Guienne, de Poitou, d'Angers & de Bretagne, en tuèrent un grand nombre, sans épargner les enfans & les femmes enceintes. Ils en blessèrent plusieurs mortellement, & en foulèrent d'autres aux pieds de leurs chevaux, lais-

laissant les corps des morts exposés aux bêtes. Ils brûlèrent leurs livres, pillèrent leurs biens, & menaçoient de leur faire encore pis: le tout sous prétexte qu'ils refusoient de recevoir le Baptême.

Le Pape Grégoire neuf fut obligé de les prendre sous sa protection.

L'année 1240. le Duc Jean de Bretagne, à la priere des Evêques & des Seigneurs, chassa les Juifs absolument de toutes les terres de son obéissance, par Edit du mardi avant Pâques, c'est-à-dire, du dixieme jour d'Avril.

Sur ce que l'on représenta au Pape Grégoire neuf, que le Talmud, que les Juifs ont en vénération, est plus gros sans comparaison que la Bible, qu'il contient tant d'erreurs & de blasphêmes, qu'on a honte de les rapporter, & qu'il feroit horreur à qui les entendroit, & que c'est la principale cause qui retient les Juifs dans leur obstination: le Saint Pere écrivit une Lettre en date du neuf Juin 1239. aux Archevêques de France, où il leur manda de prendre par son autorité tous les livres des Juifs. Il envoya la même Lettre aux Archevêques des Royaumes d'Angleterre, de Castille & de Léon. Il écrivit de même aux Rois de France, d'Angleterre, d'Arragon, de Castille, de Léon, de Navarre & de Portugal, & en particulier à l'Evêque de Paris. Le Pape ordonnoit, qu'on brûlât tous les Livres des Juifs, infectés de mille erreurs. Il envoyoit trente-cinq Articles extraits du

Tal-

Talmud , qui avec plusieurs autres erreurs furent vérifiés sur les Livres en présence de Gautier Archevêque de Sens , des Evêques de Paris , de Senlis & de Frere Géofroi de Blevel de l'Ordre des Prêcheurs , Chapelain du Pape , & alors Docteur Regent à Paris , de quelques autres Docteurs en Théologie , & des Docteurs mêmes des Juifs , qui reconnurent que ces propositions étoient dans leurs Livres. Ils avouerent celles-ci entre autres : Que dans leurs Ecoles on estimoit plus l'étude du Talmud que celle de la Bible , & qu'on n'appelleroit point Docteur celui qui sçauroit la Bible par cœur , s'il ne sçavoit le Talmud. Que les Docteurs pourroient se dispenser de sonner de la trompette le premier jour du septieme mois , & de porter des palmes le quinzieme , si ces jours arrivoient au Sabbat , de peur de le profaner en portant par les rues une trompette ou une palme , ce qui est un crime horrible. Que Dieu se maudit trois fois tous les jours pour avoir abandonné son Temple , & réduit les Juifs en servitude. Qu'aucun Juif ne sentira le feu d'Enfer , ni aucune peine en l'autre monde. Que les corps & les ames de tous les méchans seroit réduits en poudre , & ne souffriront plus d'autre peine , excepté ceux qui se sont révoltés contre Dieu & ont voulu être Dieux : l'Enfer de ceux-là sera éternel. Que Dieu tient école tous les jours en instruisant des enfans , & se joue avec Leviathan.

Ayant soigneusement examiné ces Livres
des

des Juifs, on reconnut qu'ils les éloignoient non seulement du sens spirituel de l'Ecriture, mais encore du sens littéral, pour la détourner à des fictions & à des fables. Après cet examen, & suivant la délibération de tous les Docteurs en Theologie & de Droit Canonique, tous les Livres des Juifs que l'on put recouvrer alors dans toute la France, furent brûlés, jusques à la quantité de vingt chartées, quatorze en un jour, & six en un autre.

Le Cardinal Eude Légat du Saint Siege, sur la commission du Pape, donna une Sentence définitive, en présence des Docteurs appelés exprès, où il condamne le Talmud comme contenant une infinité d'erreurs, de blasphêmes & d'abominations. Guillaume Evêque de Paris mit son Sceau à la Sentence.

Au mois d'Avril 1287. on rapporte la mort d'un jeune Chrétien tué par les Juifs à Vesel, au Diocèse de Treves. C'étoit un garçon de quatorze ans nommé Verner, né à la campagne & accoûtumé à vivre de son travail. Etant venu à Vesel, des Juifs le prirent à la journée pour porter de la terre dans une cave. Son hôtesse lui dit, Verner, garde toi des Juifs, voilà le Vendredi Saint, ils te mangeront. Il répondit, Je m'en rapporte à Dieu. Le Jeudi Saint il se confessa & communia: le même jour les Juifs l'attirerent pour travailler dans la cave, où ils lui mirent premierement une balle de plomb dans la bouche pour l'em-

pê;

pêcher de crier, puis ils l'attachèrent à un poteau la tête en bas pour lui faire rendre l'Hostie, qu'il avoit reçue, parce qu'il leur dit qu'il venoit de communier. Mais n'y ayant pû réussir, ils commencerent à le déchirer à coups de fouet, puis avec un couteau, ils lui ouvrirent les veines par tout le corps, & les presserent avec des ténailles pour en mieux faire tirer le sang. Ils le tinrent ainsi trois jours, tantôt pendu par les pieds, tantôt par la tête, jusqu'à ce qu'il cessât de saigner.

En cette maison les Juifs avoient une servante Chrétienne, qui ayant vû l'action secretelement, alla trouver le Scultet ou Juge de la Ville, & l'amena sur le lieu; mais les Juifs le gagnerent par argent, & le jeune homme étant mort, ils le transporterent de nuit, & le mirent dans un bateau pour le mener à Mayence. Le jour venu, ils trouverent qu'ils n'avoient avancé qu'une lieue, & ne pouvant faire enfoncer le corps dans l'eau, ils le jetterent dans une petite grotte couverte de ronces & d'épines près de Bacharac. Mais les Sentinelles des Châteaux voisins ayant vû pendant plusieurs nuits de la lumiere sur ce lieu, on en tira le corps & on le porta selon la coûtume à l'Auditoire de la Justice de Bacharac: & la vérité de la chose ayant été découverte par le témoignage de la servante Chrétienne, on l'enterra dans une chapelle voisine, dédiée à Saint Cunibert Archevêque de Cologne. Il y eut

un grand concours de peuple, & il s'y fit plusieurs miracles.

Nous avons vu que dès le siècle précédent, on accusoit les Juifs de ces meurtres d'enfans commis pendant la Semaine Sainte, & j'en ai rapporté plusieurs exemples. J'en trouve encore plus dans le treizieme siècle. En 1220. on dit qu'un nommé Henri fut tué en Alsace. En 1225. un autre enfant crucifié à Norwic en Angleterre. En 1236. plusieurs tués près de Fulde, dont les corps furent transférés à Haguenau. En 1255. Hugues enfant de neuf ans crucifié à Lincoln. En 1261. une fille de sept ans à Forsheim dans le Marquisat de Bade. En 1287. un enfant nommé Rodolfe à Berne en Suisse. Un autre à Munic au Diocèse de Frisingue. En 1289. un autre Suabe. Tous ces exemples rendent très-croyable le crime pour lequel ils ont été condamnés par le Parlement de Metz. Les Turcs & les Chrétiens Orientaux assurent communément que les Juifs font mourir tous les ans au jour du Vendredi Saint un esclave Chrétien, en haine de notre Religion, mais qu'ils se cachent de crainte d'être surpris, parce qu'ils ont été plusieurs fois châtiés exemplairement par la Justice pour avoir commis une action aussi détestable.

Le Roi Philippe le Bel voulant chasser les Juifs de son Royaume, les fit tous arrêter en un même jour, qui fut la fête de la Magdeleine 22. Juillet 1306. & l'ordre fut donné si secretement qu'ils ne s'en apperçurent

rent presque pas. Tous leurs biens furent confisqués autant qu'on put les découvrir. On laissa seulement à chacun ce qu'il lui falloit d'argent pour le conduire hors du Royaume: mais il leur fut défendu d'y rentrer sous peine de la vie. L'exécution de cet ordre se fit pendant le mois d'Août & de Septembre. Quelque peu de Juifs se firent baptiser, & demeurèrent; plusieurs d'entre les autres moururent en chemin de fatigue ou de chagrin.

En 1315. le Roi Philippe le Bel permit aux Juifs de rentrer en France, dont ils avoient été chassés & leurs biens confisqués. On ne croyoit pas qu'ils dussent jamais revenir; mais le Roi le permit moyennant de l'argent, dont il avoit besoin pour sa guerre de Flandres. Louis Hutin permit aux Juifs de revenir en France, à condition qu'il auroit le tiers de ce qui leur étoit dû. Ils étoient Serfs & main-mortables des Seigneurs, ils reprirent leur ancienne condition. Ils furent chassés sous le Regne de Philippe le Long, comme on le verra.

En 1338. l'Empereur Louis de Baviere arrêta un mouvement violent des peuples qui s'étoit élevé en Allemagne contre les Juifs, & qui avoit commencé en Autriche à cette occasion: En une ville nommée Pulca au Diocèse de Passau, un homme laïque trouva devant la maison d'un Juif une hostie ensanglantée dans la rue sous la paille; le peuple crut que cette hostie étoit consacrée, & la fit lever par le

Cu-

Curé du lieu & porter dans l'Eglise, où il se fit un grand concours de dévotion, supposant que le sang en avoit coulé par miracle, des coups que les Juifs lui avoient donnés. Sur ce soupçon, & sans autre examen, ni aucune procédure juridique, les Chrétiens commencèrent à se jeter sur les Juifs & en tuèrent plusieurs : mais les personnes les plus sages jugèrent que c'étoit plutôt pour piller leurs biens, que pour venger le prétendu Sacrilege.

Ces violences contre les Juifs s'étendirent plus loin dans la haute Allemagne, où un particulier, qui se faisoit nommer le Roi Armiledér, rassembla quantité de gens, & faisoit tuer tous les Juifs qu'il pouvoit trouver, sous prétexte de la religion : mais à la fin ses troupes se jetterent aussi sur les Chrétiens, ce qui obligea à leur résister ; & ce fut principalement l'Empereur Louis de Baviere qui l'entreprit. Il fit si bien qu'il prit le Chef de cette faction & le fit mourir, après quoi les autres se disperserent & disparurent.

En 1348. le peuple vint à s'imaginer que les Juifs avoient procuré la peste en jettant du poison dans les fontaines & les puits ; & ce bruit s'étant répandu, plusieurs Juifs furent brûlés & tués sans autre examen ; ce qui les jetta dans un tel désespoir, que les mères craignant qu'après leur mort on ne baptisât leurs enfans, les jettoient dans le feu, & s'y jettoient ensuite elles-mêmes pour être brûlées avec leurs maris. Ces

356 **JUIFS CONDAMNÉS**
massacres des Juifs s'étendirent beaucoup en
Allemagne.

Sous le Regne de Philippe le Long, frere & successeur de Louis X. dit le Hutin, & fils de Philippe le Bel, la manie de la Croisade saisit les payfans & pastoureux pour le recouvrement de la Terre Sainte, comme du tems du Roi Saint Louis. Ce fut à l'instigation d'un Moine défroqué, & d'un Prêtre chassé de sa Cure. Ils firent montre aux Prés-aux-Clercs les Paris, passerent en Aquitaine, de-là en Languedoc, massacrerent partout les Juifs, & pillerent leurs magasins. Le Comte de Foix leur donna la chasse si vivement, qu'il les dissipat tous. Ce fut l'an 1320: mais l'année suivante le même Roi Philippe le Long chassa les Juifs de son Royaume, & en fit brûler quantité, accusés d'avoir conspiré avec les Ladres pour empoisonner les puits & les fontaines en y jettant des sacs pleins d'herbes malfaisantes, & autres mixtions pestiférées.

Je finirai par une Déclaration du Roi Louis XIII. qui instruit de la méchanceté, & de l'impiété des Juifs, & sachant même qu'au commencement de son Regne, ils se glissoient en France déguisés, afin de n'être pas reconnus, il fit, pour en prévenir les effets & les mauvaises suites, une Déclaration expresse portant que tous les Juifs eussent à sortir de son Royaume sous peine de la vie, & de confiscation de leurs biens. Cette déclaration fut vérifiée au Parlement
de

POUR UN CRIME ENORME. 357
de Paris, qui en ordonna l'exécution contre
tous ceux qui avoient fait profession du Ju-
daïsme.

DÉCLARATION

DU ROI LOUIS XIII.

Du 23. Avril 1615.

Par laquelle est enjoint à tous les Juifs de
sortir du Royaume, Pays, Terres &
Seigneuries de l'obéissance du Roi, dans
un mois, à peine de la vie, & de con-
fiscation de leurs biens.

L OUIS PAR LA GRACE DE DIEU,
*Roi de France & de Navare: A tous
ceux qui les présentes lettres verront, salut.
Les Rois nos prédécesseurs s'étant toujours
conservé ce beau titre de Très-Chrétiens que
nous possédons aujourd'hui, ont par conséquent
en horreur toutes les nations ennemies de ce
nom, & surtout celle des Juifs, qu'ils n'ont
jamais voulu souffrir en leurs Royaumes,
Pays, Terres & Seigneuries de leur obéissan-
ce; même depuis le tems du Roi Saint Louis
de très-louable & heureuse mémoire, qui chas-
sa entièrement de tout l'Etat, ceux lesquels
y avoient été auparavant soufferts; en quoi
nous sommes résolu de les imiter autant qu'il*

Z 3

nous

nous sera possible, comme en toutes les autres excellentes qualités qui les ont rendus admirables parmi toutes les Nations étrangères, afin de ne rien omettre qui puisse servir à la réputation de cet Etat, & à la conservation des bénédictions qu'il a plu à Dieu répandre sur icelui; & d'autant que nous avons été avertis que contre les Edits & Ordonnances de nos prédécesseurs, lesdits Juifs se sont depuis quelques années déguisés en plusieurs lieux de notre Royaume; ne pouvant souffrir les impiétés de cette Nation, sans commettre une très-grande faute envers sa divine bonté offensée de plusieurs blasphèmes qui leur sont ordinaires, Nous nous sommes avisés d'y pourvoir, & remédier, le plus promptement qu'il nous sera possible.

A CES CAUSES: Nous avons dit, déclaré, voulu & ordonné, disons, déclarons, voulons, & ordonnons & nous plaît que tous les Juifs qui se trouveront en notre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de notre obéissance, seront tenus sur peine de la vie & de confiscation de tous leurs biens, d'en fuir & se retirer hors d'iceux incontinent, & ce dans le tems & terme d'un mois après la publication des présentes, tant en nos Cours de Parlement, qu'ez Bailliages, Sénéchaussées & autres Jurisdicions Royales de notre Royaume. Faisant très expresses inhibitions & défenses sur les mêmes peines de la vie, & confiscation de biens, à tous nos sujets, de les y recevoir, assister, ni converser avec eux ledit tems passé; & où après ladi-

te

te publication & terme expiré, il s'en trouvera en quelque lieu que ce puisse être de notre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de notre obéissance, Nous voulons aussi qu'il soit extraordinairement & incessamment procédé contr'eux à la requête de nos Procureurs Généraux & leurs Substituts selon la rigueur de nos Edits & Ordonnances, que nous voulons être exactement exécutés, & inviolablement gardés & observés contre les Juifs. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers, les gens tenant nos Cours de Parlement, Baillifs, Sénéchaux, Prévôts, Juges, ou leurs Lieutenans, & à tous autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que lesdites présentes ils fassent lire, publier & enrégistrer, & le contenu en icelles exécuter, garder & observer selon sa forme & teneur. Enjoignons à nosdits Procureurs Généraux, & leurs Substituts présens & à venir, d'y tenir la main. Car tel est notre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre le scel à cesdites présentes. Donné à Paris le 23. jour d'Avril, l'an de grace 1615. & de notre regne le cinquieme. Signé LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi. DE LOMENIE. Et scellées sur double queue en cire jaune du grand scel.

Lues, publiées & registrées, ouï & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour avoir lieu d'être exécutées tant contre les Juifs que contre ceux qui ont fait profession & exercice de Judaïsme, & ordonné que copies collationnées seront renvoyées aux Bail-

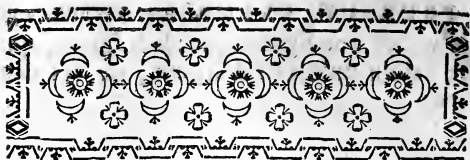
liages & Sénéchauffées, pour y être liés, publiés, registrés à la diligence des Substituts du Procureur Général, qui seront tenu certifier la Cour de leurs diligences au mois. A Paris en Parlement, le 18. May 1615.

Telle est l'histoire des crimes des Juifs, & des traitemens qu'ils ont éprouvés dans tous les siècles depuis la mort de Jésus-Christ. On voit dans le siège de Jérusalem que la fureur de Dieu a distillé sur eux goutte à goutte, & que n'étant pas quittes encore, ils n'ont pas satisfait depuis ce tems-là la vengeance Divine, ni expié par les châtimens les plus horribles, le Dèicide qu'ils ont commis. Ils sont répandus dans presque toutes les nations de l'Europe, distingués des autres, afin que tout le monde soit témoin de leur punition & de leur endurcissement. Ils conservent leurs Ecritures avec une grande jalousie, afin d'en autoriser la vérité contre les Payens & contre eux-mêmes. Ils sont en butte à la haine des peuples, dont ils sont le jouet & l'opprobre, & dont ils effuyent la fureur. Heureux si la miséricorde Divine plus grande que leurs crimes, par une ressource qu'elle a toujours dans son fonds, les déroboit à leur destinée ! Ils ne se sont jamais rebutés, quoiqu'accablés du poids de l'indignation des peuples. Nous voyons dans les Mémoires de la Régence du Duc d'Orléans, qu'ils offrirent en 1716. plusieurs millions à Son Altesse Royale pour la permission de s'établir à Paris,

&

POUR UN CRIME ENORME. 361
& d'y bâtir une Synagogue : le Régent , quel-
que besoin qu'il eût d'argent , ne les écou-
ta pas.





FILIATION RECLAMÉE MALGRÉ L'ACTE DE BAPTEME.

DES affaires m'appellerent dans ma Province: pendant le séjour que j'y fis, on m'y confia une affaire où il s'agissoit d'une question de filiation. Les Juges jugerent contre mes parties, & crurent reconnoître des caracteres de filiation dans les moyens qu'allégua une Veuve qui reclamoit leur proche parent pour pere. On n'a pas porté cette affaire au Parlement, parce qu'elle a été accommodée. C'est ici un Mémoire de ma façon, où j'étale les grands principes sur cette matiere. J'appréhende bien qu'on ne trouve à dire le Mémoire d'un habile homme que je remplace par le mien dans mon Recueil. Mais j'ai crû que puisqu'il me faisoit paroître les ouvrages d'autrui, je devois céder à la tendresse de pere pour le

le mien , en le mettant au grand jour , & j'ai jugé qu'il pourroit le soutenir.

On ne dira pas que je ne penserois point , si d'autres n'avoient pensé avant moi. On ne me releguera point dans le rang des faiseurs de Recueil , dont la gloire est subordonnée à celle d'autrui. Puisque j'ai cultivé l'éloquence du Barreau , & tiré de la poussière d'excellens Plaidoyers , j'ai crû qu'on me pardonneroit d'avoir mêlé & confondu mon ouvrage , quelque inférieur qu'il soit , avec ceux des Avocats qui s'y distinguent. Pour éviter toute affectation , je ne dirai ni bien ni mal de ce Mémoire , & je laisserai la liberté entière à mon Lecteur de son jugement. Voici comme je commence.

L'*état* est la place que nous tenons dans le Monde Civil , dans la Republique , c'est la place que la nature nous donne sans notre participation : comme cette place n'a pas dépendu de nous , il ne dépend pas de nous de nous en donner une autre suivant notre caprice , & de nous déplacer du rang que nous tenons.

Le corps de l'Etat politique est une image du corps humain , où chaque membre a son lieu suivant la destination que la nature lui a donnée. Si l'on renversoit cet ordre , on détruiroit l'harmonie qui unit & assemble les parties.

Imaginons quel désordre on causeroit dans le monde , si un aventurier pouvoit à son gré entrer dans une famille & s'y faire reconnoître en mettant en œuvre des preuves spé-

spécieuses. C'est pour obvier à de pareilles entreprises qu'on a établi des principes fixes & certains, qui guident les Juges & portent dans leur ame la lumière, qui leur fait connoître ces attentats & les oblige à les réprimer.

Les deux grands flambeaux qui les éclairent sont l'acte de Baptême & la possession de l'état. Ces deux titres se réunissent-ils? tous les nuages s'évanouissent. L'acte de Baptême dément-il la possession de l'état? alors s'il y a des circonstances favorables, & un commencement de preuve par écrit, le Juge accorde la preuve testimoniale. Depuis quelques années les questions d'Etat se sont présentées en foule: mais quelques efforts qu'on ait fait pour obliger le Parlement à s'écarter des principes, il a été inébranlable, au risque même quelquefois, mais très-rarement, de condamner un innocent, dont le crime artificieux auroit caché l'Etat sous des voiles épais. La malice humaine est plus ingénieuse que la Loi, qui ne sauroit parer tous ses détours; il suffit qu'elle remédie au plus grand nombre d'inconvéniens, & que ceux qui lui échappent par leur singularité soient extrêmement rares. Le seul Législateur Divin pénètre tout, sa Sagesse pare toutes les ruses de notre malignité, comme elle prévoit tous les cas, elle les comprend tous généralement & y apporte un remède efficace.

Dans la question d'Etat qui se présente, les grands principes s'élevent contre Catherine

rine Dubois, qui veut usurper l'état de fille du sieur Antoine le Roi, en se prévalant d'une fausse reconnoissance qu'il a faite dans son contrat de mariage & à la bénédiction nuptiale; elle a rapporté ses preuves avec tant de confiance, qu'elle semble vouloir faire violence à la Justice, afin qu'elle lui donnât l'état qu'elle s'est attribué; mais quand on a examiné ses titres de près, on ne la soupçonne pas même d'avoir reçu cet état de la nature, & on voit clairement qu'il est l'ouvrage de l'art.

Commençons par rapporter son système & le mystere de sa naissance, ainsi qu'elle l'a expliqué. Voici quel est son roman, qui est un mélange de fable & de vérité. A travers son histoire & les pieces qu'elle apporte pour la justifier, on appercevra qu'elle a mis à profit l'avanture de sa naissance obscure & les amours libres du sieur le Roi & de Marie le Fevre, pour s'introduire dans la famille du premier; confondant les époques des regnes de deux amans, fille d'un nommé Dubois, elle s'est dite fille du sieur le Roi qui lui a succédé.

Marie de Lorme le Fevre (a) est née,
nous

(a) Le Fevre est un nom de guerre que son pere prit: il s'appelloit Hercule de Lorme, il étoit Avocat à Vienne, mais de ces Avocats qui d'une robe à longs plis balayent le Barreau. Désœuvré au Palais, il fut tenté de s'enroller sous les Drapeaux du Dieu Mars; c'est alors qu'il prit le nom de le Fevre, qui lui parut plus militaire que celui de Lorme. La Ga-

zette

nous dit-on, d'une maison distinguée, elle se prétend unie par les liens de la parenté à des personnes respectables qui portent ce nom; mais son défenseur nous avoue que la nature a contrarié dans elle la fortune: il sent que cette phrase n'a pas une extrême justesse, il la corrige en disant que plutôt la fortune a cherché à affoiblir les agrémens de la nature; mais ne se seroit-il pas mieux exprimé, s'il eût dit que la foiblesse de la vertu de Marie le Fevre ternit ses agrémens. Elle souffrit les assiduités du sieur le Roi: dirons-nous qu'elle se laissa séduire, ou plutôt déjà séduite auparavant, n'avoit-elle pas appris tous les secrets de cet art? Elle joua si naturellement le rôle d'amoureuse, que le sieur le Roi ne fut pas assez fin pour discerner la comédie de la vérité; sur la foi des promesses de mariage, elle accorda de gré ce que Lucrece n'accorda que par force. Bientôt elle s'aperçut que l'amour lui avoit confié un dépôt qui lui étoit extrêmement à charge: c'est ainsi que l'on nous prépare l'histoire de la naissance de l'héroïne. On nous dépeint l'amant très inquiet, qui avoit un pere difficile à ménager. On conçoit qu'il auroit relegué dans son dépit Marie le Fevre dans le rang de ces filles mépri-

zette a passé sous silence ses exploits. Il revint à Vienne sa patrie, où il mourut dans un Charivari, d'une mort violente, le fruit d'une querelle. Le plus précieux héritage qu'il laissa à sa fille, fut le nom de le Fevre, dont elle se servit pour relever ses appas.

prifables malgré leurs agrémens , dont les hommes font idolâtres , & qu'il auroit été irrité contre un fils efclave d'une paffion qui pouvoit le conduire à l'Hôpital. On s'attend après cela aux événemens qu'on nous raconte. Le fieur le Roi, dit l'Historien, place fa maitrefle chez une nommée Aliffant, Accoucheufe. Ces fortes de femmes officieufes, grace à leur avarice, font faites expès pour venir au fecours des amans dont les démarches font trop précipitées. Marie le Fèvre fe débaraffa dans cet afile de fon dépôt : le fieur le Roi, dit-on, qui le veut faire porter à l'Hôtel-Dieu, n'ofe pas fe déclarer au fieur Coppin Recteur pour les cas fortuits (a). Ces fortes de Recteurs, favans dans les hiftoires des myfteres amoureux, pourroient nous donner des Anecdotes curieufes des amours d'une grande ville : auffi les choifit-on d'une difcrétion éprouvée, parce que leur indiscretion reveleroit des foibleffes dans des hommes refpectables qu'on ne foupçonne point, & ils cauferoient de grands fcandales. Le fieur le Roi fe ferveit du miniftère complaifant de la Dame Aliffant, qui porta l'enfant à l'Hôtel-Dieu, munie d'un billet du fieur Coppin ; c'eft toujours l'Historien qui parle ; elle le fit baptifer, elle en fut la marraine. Admirons la
pré-

(a) C'eft le nom qu'on donne au Recteur à qui s'adreffent les filles familières avec le vice, lorsqu'elles font embaraffées du fruit de leur amour. Il les détermine même lorsqu'elles fe cachent, c'eft où fon zele le conduit.

précaution qu'on prend pour nous rendre raison pourquoi dans l'Acte de Baptême on voit le nom d'un autre pere que le sieur le Roi, & pourquoi le titre constitutif de la naissance de Catherine Dubois s'éleve contre sa prétention : on ne suppose aucune attention dans les Acteurs de l'intrigue pour conserver la mémoire du pere, ils ne pensent qu'à conserver celle de la mere. Si l'Historien a lû des Romans, il a dû voir que pour s'affujettir à la vraisemblance, l'Auteur qui propose une reconnoissance d'un pere, suppose qu'on a laissé des bijoux, un portrait ou quelque autre signal qui font reconnoître un pere ; mais ici on ne laisse aucune marque, aucun titre pour reconnoître le sieur le Roi ; n'importe, le Roman veut qu'il soit pere.

A-t'on cru par une fable dénuée de preuve, & qui n'est pas vraisemblable, détruire la vérité d'un acte & étayer une paternité fictive ? Pour faire évanouir toute cette histoire, il suffit de rapporter l'acte de Baptême.

Marie Catherine Dubois, fille illégitime de Marie Fevrot, âgée de deux jours, a été baptisée par moi souffigné, le 14. Avril 1703. sa marraine a été Catherine Duchêne, & ont signé à l'original. Catherine Duchêne, Ollier Sacristain.

Trouve-t'on seulement dans cet acte le nom de la mere ? Fevrot est-ce le Fevre ? y découvre-t'on le moindre vestige de la pater ;

paternité du sieur le Roi ? au contraire, le nom de Dubois qu'on donne à la fille, ne prouve t'il pas que c'étoit le nom de son pere ? Qui n'admireroit cet Historien, qui voulant nous apprendre que Catherine Dubois est fille du sieur le Roi, nous présente une histoire bien circonstanciée, où il ne manque rien que la paternité du sieur le Roi ? Admirons son jugement: n'éclate t'il pas lorsqu'il employe un acte de Baptême où l'on juge qu'un nommé Dubois est le pere de l'enfant ? cet Historien a imaginé une nouvelle Logique, où l'on prouve les faits par des contrevérités.

L'Historien poursuit: L'Aliffant chercha de l'ordre du pere une nourrice à l'enfant, elle le fit remettre aux mariés Cour & Archenet du Colombier en Dauphiné, elle eut soin dans tous les tems de veiller à la situation de l'enfant, & de payer de la bourse du pere les soins & attentions de la nourrice. Cette circonstance est encore démentie par les actes qu'on a tirés du Registre de l'Hôtel Dieu, qui prouvent que cet enfant a été nourri & entretenu aux dépens de cette Maison de charité pendant plus de cinq années.

On a pourtant le front de nous dire que cette histoire n'est pas une fable concertée avec plaisir, quoiqu'il soit évident qu'elle est éclosée du cerveau de Catherine Dubois, ou de son Historien. Mais supposons un instant que la paternité imaginaire du sieur le Roi est réelle.

Sur la foi des actes tirés des Registres de l'Hôtel-Dieu, disons que l'amour paternel s'est bien refroidi; le voilà dans l'inaction pendant plus de cinq ans: ou plutôt convenons que nous ne trouvons point dans cette inaction le pere de Catherine Dubois. Mais cet amour paternel, nous dira-t'on, est un feu sous la cendre qui s'est reveillé au bout de cinq ans; le sieur le Roi a mis cet enfant en pension en 1705. chez le sieur Cusfinet, gendre de l'Aliffant, il l'a tenu dans cette pension jusqu'au 23. May 1712. On nous produit des quittances avec des notes de la main du sieur le Roi, on se récrie: *voilà des preuves bien claires, bien saines, bien constantes que la demanderesse a été remise à son pere.*

Nous examinerons la force de ces preuves dans la suite; nous observerons seulement ici que Catherine Dubois est désignée sous le nom de *Cateau*, & que dans tous ces Actes qu'on nous produit, on ne lui a jamais donné le nom de fille du sieur le Roi, ni même le nom de le Roi.

Mais on demande à l'Historien pourquoi dans une histoire si bien circonstanciée il a oublié l'acte d'adoption du 23. Juin 1710. de Catherine Dubois, âgée de sept ans, par le sieur Aliffant & Catherine Duchêne; cependant il a conduit Catherine Dubois jusqu'à l'âge de neuf ans en 1712. Cette adoption est elle échappée à la mémoire de l'Historien, ou a-t'il glissé là-dessus de propos délibéré? Un Orateur supprime dans le

le Panégyrique de son Héros des faits dont il ne pourroit faire usage conformément à son dessein. *Supprimit Orator quæ rusticus edit ineptè.* Mais un Historien qui doit être véridique n'oublie aucune circonstance essentielle. Suppléons à ce qu'il a oublié. Catherine Dubois fut adoptée sous le nom de Catherine le Fevre, le 13. Juin 1710. par le sieur Alissant & son Epouse. *Ils se sont obligés solidairement de la loger, nourrir & entretenir à leurs frais, & de l'élever dans la Religion Catholique, & de l'établir.*

Voilà donc notre Historien en défaut ; dégradons-le de sa qualité, pour le placer dans celle de Romaniste ; rendons pourtant justice à son habileté, cet acte d'adoption l'embarassoit & ne s'accordoit point avec la paternité qu'il attribue au sieur le Roi, il a désespéré de vaincre cet obstacle, il l'a élu- dé, il ne pouvoit rien faire de mieux.

On dit ensuite que Catherine Dubois est mise en pension dans la Communauté des Religieuses de S. Bernard, qu'elle y a resté jusqu'au 8. Octobre 1716: on ne lui donne plus le nom vague de Cateau, on l'appelle Catherine de Lorme, on n'ose pas encore lui donner le nom de la Fevre. Enfin elle est entrée en pension chez la D^{emoiselle} Champi, où on nous produit des quittances jusqu'au 28. Novembre 1725. On nous dit que le sieur le Roi a cotté la dernière de sa main par ces mots, *quittance de Mademoiselle Champi pour Cateau; la D^{emande}resse perd son nom de de Lorme, & re-*

A a 2

prend

prend le nom vague de Cateau ; elle rentre dans l'obscurité dont elle étoit sortie. C'est une vicissitude continuelle, on n'est pas encore bien déterminé sur le nom fixe qui doit lui rester.

Il faut pourtant observer que le grand obstacle étoit levé depuis longtems ; le sieur le Roi le pere étoit mort le 3. Novembre 1720. on a produit l'Extrait mortuaire, & la mere du sieur le Roi est morte en 1718. On a voulu nous persuader que la crainte que le sieur le Roi avoit de son pere étouffoit sa paternité, il vouloit se ménager la qualité d'héritier à laquelle il croyoit avoir droit, parce qu'il étoit l'aîné ; son ambition échoua, deux de ses cadets lui furent préférés, & voilà la source de la haine de ce nouvel Esaü pour ses deux cadets, qui étoient pour lui d'autres Jacob. Suivant le système de Catherine Dubois, le sieur le Roi pouvoit donc sans aucune contrainte déployer sa tendresse paternelle.

Cependant dans le contrat de mariage qu'elle passe avec le sieur Fleury Viviot, Marchand, le 28. Juin 1727. la paternité du sieur le Roi est éclipsée, l'épouse future y prend le nom de Catherine Dubois, & y ajoute celui de *le Fevre*, dit de *Lorme*. Elle n'a dans ce contrat ni pere ni mere, c'est une fille de hazard que personne ne reclame, *elle s'y constitue tous ses biens & droits, présens & à venir, & spécialement la somme de 4500. liv. qu'elle apporte à son mari.* Elle a encore des droits, & pour les
exi-

exiger elle constitue son époux futur son Procureur général & irrévocable. Reconnoît-on dans ce contrat la fille du sieur le Roi? S'il eût été son pere, n'auroit-il pas paru dans une occasion si importante? n'auroit-il pas doté sa fille? il n'avoit aucune raison qui le pût retenir; on ne voit pas pourquoi il se cacheoit, & continuoit de faire un mystere qui n'en devoit pas être un, en supposant toujours qu'il fût le véritable pere. Il est vrai que le 12. Juillet 1727. il paroît à la Bénédiction Nuptiale & en signe l'acte; mais comment y paroît-il? afin de certifier le Curé que les époux sont domiciliés dans la Paroisse; il n'a garde de prendre la qualité de pere, il semble qu'il craigne qu'on ne l'en soupçonne, & qu'il ne se présente à la Bénédiction Nuptiale que pour confesser qu'il n'est point pere, puisqu'il ne s'y montre que pour donner une attestation qu'il auroit donnée en faveur d'un étranger.

Il naît un fils de ce mariage, on voit dans l'Extrait de Baptême du 5. Juillet 1728. que le sieur le Roi est parrain; mais il n'y prend point la qualité d'ayeul de l'enfant. On a bien prévu que le contrat de mariage dérangerait tout le système, aussi n'est-ce pas là-dessus qu'on l'appuie; On a caché cet acte avec soin. Voici le titre solennel.

On nous produit un contrat de mariage passé entre Antoine le Roi & Marie de Lorme de le Fevre, du 16. Septembre 1729.

Ils y reconnoissent Catherine Dubois pour leur

filles, comme le fruit d'un commerce qu'ils ont eu il y a trente années, sur la foi des promesses de mariage qu'ils se firent.

Ce contrat de mariage fournit matière à plusieurs réflexions. Voilà une reconnaissance bien tardive. Il falloit bien dire pour excuser la fragilité de l'épouse, qu'il y avoit des promesses de mariage; mais supposons-les, on admirera son habileté, que dans un âge où ses appas avoient depuis longtems perdu leur première fleur, elle ait fait valoir une promesse surannée: rien ne prouve mieux qu'il n'y a point de prescription contre l'amour. Quelle foi peut-on ajouter à cette reconnaissance, puisqu'elle est entièrement démentie par l'acte de Baptême de Catherine Dubois qu'on y rappelle? On voit dans ce contrat de mariage que la dot de Marie de Lorme le Fevre n'a aucune réalité: le sieur le Roi après avoir fait la démarche de l'épouser, semble avoir épuisé son amour, puisqu'il ne lui donne pour tout augment qu'une pension de 300. livres.

On nous produit ensuite une Donation entre vifs, du 11. Octobre 1731. que le sieur le Roi fait à Catherine Dubois, sous le nom de Catherine le Roi sa fille, épouse du sieur Viviot, présente & acceptante de l'autorité de son époux, de la somme de 6500. liv. que le donateur leur a payé réellement & comptant: cette Donation n'est pas purement gratuite, il est d'abord dit que le sieur Viviot s'en charge envers son Epouse, ainsi que de la constitution dotale de

4500. liv. qu'il a reçûe du sieur le Roi pere ; elle en doit tenir compte sur la succession de son pere ; on doit payer sur cette somme une pension viagere de 260. liv. au donateur , laquelle pension après sa mort sera payée à la D^{emoiselle} Champi avec une augmentation de 40. livres.

On a voulu au bout de quatre ans démentir le contrat de Mariage de Catherine Dubois , & faire voir que le sieur le Roi avoit constitué la dot de 4500. liv. car il est énoncé dans l'acte qu'il l'a fournie. On nous produit ensuite plusieurs actes où le sieur le Roi a pris la qualité de pere de Catherine Dubois.

Il n'est pas étrange qu'après avoir reconnu Catherine Dubois pour sa fille dans son mariage , il continue de jouer ce rolle dans la suite. Il n'avoit garde de se démentir. Toutes ces reconnoissances ne sont pas plus fortes que celles du mariage , & dépendent de la premiere qui a été si tardive : en renversant celle ci qui est la base , on renverse toutes les autres ; ainsi Catherine Dubois nous étale envain une donation & les autres actes postérieurs au mariage du sieur le Roi : on lui demandera toujours , pourquoi ne nous en produisez-vous point d'antérieurs au mariage , où vous avez été reconnue pour fille du sieur le Roi ?

A travers cette histoire , malgré tout l'art de son Auteur , on démêle facilement la vérité d'avec la fable , & l'on reconnoit qu'une avanturiere , ouvrage d'un amour illégi-

time d'un nommé Dubois , a été introduite dans la famille du sieur le Roi par l'adresse d'une autre aventuriere ; c'est ce qu'on va mettre au grand jour de la Justice. Ce sont de ces coups de hazard & de fortune, dont le nœud & le dénouement font le merveilleux du Roman.

Le sieur le Roi mourut *ab intestat* le 17. Avril 1736 : on apposa le scellé sur ses effets. Le sieur de la Pierre s'est porté cohéritier , comme frere du défunt ; le sieur Jacques Riviere & la Demoiselle Susanne Riviere comme représentant leur mere , sœur du défunt , se sont portés cohéritiers avec leur oncle.

Catherine Dubois a réclamé toute la succession , comme fille unique du sieur le Roi.

Toute la question du procès se réduit à sçavoir si les titres de sa filiation sont légitimes.

On convient d'abord que les Loix Civiles & Canoniques concourent à la légitimation d'une Bâtarde par la voye d'un mariage subsequent , lorsque cette Bâtarde est issue de deux personnes libres ; mais ici la question qui se présente , c'est de sçavoir si Catherine Dubois a été avant le mariage fille illégitime du sieur le Roi.

Car on ne pense pas qu'on ose soutenir qu'une personne puisse par une reconnoissance dans le mariage rendre légitime une fille qu'elle n'a pas mise au monde ; la faveur de ces reconnoissances ne s'étend pas jusques là , autrement il dépendroit de nous
de

de nous donner les enfans que nous voudrions, en les mettant sous le voile lors de notre mariage: ce voile auroit une vertu bien merveilleuse. Une semblable invention de paternité n'a pas encore été reçue; Catherine Dubois voudroit elle l'introduire?

Les Défendeurs lui contestant la filiation qu'elle reclame, elle nous produit donc un titre inutile dans la reconnoissance du sieur le Roi, dans son mariage, si elle ne nous apporte des titres légitimes de sa filiation: on verra qu'on ne peut point admettre ceux qu'elle produit.

On établira deux propositions. La première, que les propres preuves que Catherine Dubois met en œuvre, établissent qu'elle n'est pas fille du sieur le Roi.

Seconde proposition. On ajoûtera des faits & des actes qu'elle a évité d'employer, qui confirment la même vérité.

PREMIERE PROPOSITION.

Les preuves que Catherine Dubois employe, établissent qu'elle n'est pas fille du sieur Antoine le Roi.

Pour établir la naissance de la Demandresse, on débute par nous faire l'histoire des amours du sieur le Roi & de la Demoiselle le Fevre. Pourvue des agrémens de son sexe, elle inspire une forte passion au sieur le Roi: si elle blesse le cœur de son amant par des coups sûrs & inévitables, pleine

d'humanité elle apporte elle-même le remède à la blessure ; elle n'est pas de ces femmes dont l'amour difficile rebute enfin celui qui en veut faire la conquête ; elle se contente d'une simple promesse de mariage, elle veut seulement garder une espece de bienfaisance : ses appas méritoient bien qu'on fît un pareil effort. Sa taille qui n'est plus dégagée va bien-tôt nous apprendre qu'elle a un gage de l'amour, le mystere va se reveler, voilà l'amertume des plaisirs qu'on a goûté. On songe à se décharger de ce fardeau incommodé & à le confier à l'Hôtel-Dieu ; ressource ordinaire des fils de famille embarrassés qui n'ont pas des peres complaisans. Telle est l'histoire qu'on nous fait. Qui ne s'attendroit après de telles circonstances, que l'enfant étant baptisé à l'Hôtel-Dieu, son acte de Baptême ne confirmât cette histoire, & qu'on n'y vît les noms des pere & mere que Catherine Dubois se donne ? Cependant cet acte de Baptême nous présente une autre mere & un autre pere ; la mere c'est Marie Fevrot, le pere c'est un nommé Dubois. Quel rapport entre le Fevre & le Roi ? Quand on dit que le pere est un nommé Dubois, on se fonde sur ce qu'on donne ce nom à l'enfant ; suivant l'usage, on ne donne à un enfant pour surnom que celui de son pere. D'ailleurs ce nom de Dubois lui a été donné dans des actes importants, comme on le verra dans la suite. Qu'on ne nous dise point que Dubois est un nom de fantaisie. Donne-t'on à une personne dans des
actes

actes de conséquence un nom de fantaisie ? En un mot, les surnoms ne sont établis que pour discerner les familles ; c'est par cette raison que le Roi Henri II. par son Ordonnance rendue le 26. Mars avant Pâques 1555. article IX. a défendu de changer de surnom. On ne peut donc point douter que le nom de Dubois ne fût le nom du pere de l'enfant.

Peut-on concevoir que la Démonstrée, pour prouver qu'elle est fille du sieur le Roi, nous apporte un semblable acte de Baptême ? ne semble t'il pas qu'elle veuille se jouer de la Justice ? On a bien senti le ridicule d'une telle preuve. On ne s'est point attaché à écarter l'idée qu'offre à l'esprit le nom de *Dubois* ; mais on s'est efforcé de prouver qu'il y a une erreur dans le mot *Fevrot* qu'on a mis à la place de *le Fevre*. Dans cette opinion qu'on a voulu insinuer, on n'a pas gardé la vraisemblance. Si on avoit mis à la place de *le Fevre*, un mot qui eût la même terminaison, c'est-à-dire, en *eure*, on pourroit croire qu'on auroit fait une erreur, mais pensera-t'on qu'Alissant la Sage-Femme, si familiere avec l'intrigante qu'elle a accouchée, dit-on, se fût méprise jusqu'à dire au Prêtre que la mere s'appelloit *Fevrot*, voulant dire *le Fevre* ? Voilà ce qui ne s'offrira point à l'esprit. Encore si le nom qu'on eût donné à la mere eût été l'anagramme de *le Fevre*, on auroit pû soupçonner la mere. Dans l'affaire du sieur de Villier, jugée par Arrêt du 10. Mars 1708.

on

on avoit donné à l'enfant provenu du mariage qu'on réhabilita, & qui fut reconnu, le nom de son pere anagrammatifé. *Neuvieme tome. de cet ouvrage.*

Voilà un acte de Baptême qui donne à Catherine Dubois une autre mere & un autre pere que ceux qu'elle s'attribue. Voilà sa filiation renversée par son titre primordial.

Dans l'acte de Baptême d'une bâtarde où l'on ne rappelle point le titre du pere, c'est assez le désigner que d'en donner le nom à l'enfant.

L'Ordonnance de 1667. dans le titre XX. des faits qui gisent en preuve, articles VII. & IX. ne prescrit la forme des actes de Baptême qu'afin qu'ils servent de preuves authentiques & incontestables de la naissance des enfans.

Dans l'acte de Baptême, dit-elle, article IX. seront nommés l'enfant, le pere & la mere, le parrain & la marraine. Il s'ensuit que le pere & la mere qui sont nommés dans l'acte de Baptême sont le véritable pere & la véritable mere, que la preuve en est incontestable. Ainsi le nommé Dubois, dont on donne le nom à l'enfant, voilà son véritable pere, Marie Fevrot sa véritable mere.

On a soutenu au Procès que Fevrot c'étoit le mot de le Fevre alteré; rien n'est plus curieux que la preuve qu'on en a voulu faire. Le zele du Procureur de la Démonderesse l'a conduit loin, lors du Compulsoire qui a été fait à l'Hôtel-Dieu, de cet acte

acte de Baptême. Ce nom de *Fevrot*, dit ce Procureur, est dans une entreligne après le nom de *Marie*, avant le mot *agée*; l'altération paroît d'une manière sensible. Elle paroît d'un premier coup d'œil, & l'on voit que l'e étoit bien formé; que le premier Ecrivain qui a fait l'acte de Baptême, n'a jamais pensé à faire un o: il est vrai qu'on voit qu'on a voulu substituer un o, mais c'est une lettre ajoutée après coup dont on a voulu faire le nom de le *Fevre*. Cette lettre paroît d'autant plus ajoutée, qu'on voit, malgré l'art du faussaire que l'on découvre aisément, que cette addition a été formée d'une main étrangère & plus déliée que celle qui a formé le corps de cet acte de Baptême. On n'a qu'à y jeter les yeux, pour s'appercevoir que l'ouvrage est d'une main différente. Dieu permet que les faussaires se trahissent, & qu'on ne donne point dans les pièges qu'ils tendent; il semble qu'ils annoncent eux-mêmes qu'on se tiennent sur ses gardes. Ainsi la vérité se présente, pour ainsi dire, elle-même. Ce Procureur ne s'en tint pas-là, il voulut travestir le Commissaire qui procédoit au Compulsoire en Expert, & l'obliger à faire cette vérification qu'il lui indiquoit. Le Commissaire n'eut pas cette complaisance. Comment ce Procureur n'a-t'il pas passé tout d'un coup à une inscription de faux? ne voit-il pas qu'on ne peut point s'arrêter à ses observations, qui sont démenties par l'Extrait figuré de l'acte de Baptême qui a été fait dans le Compulsoire? Ce ne sont que
de

de vaines pointilleries, à moins qu'elles ne soient soutenues par une vérification d'Experts. Ces observations sont de ces écritures frivoles, qu'on est convenu au Palais de laisser faire aux Procureurs sans conséquence.

Mais d'où vient que ce Procureur qui se consume en efforts impuissans pour prouver que *Fevrot* est le mot de *le Fevre* altéré, ne s'est pas attaché à établir que le nom de *Dubois* qu'on donne à l'enfant est le nom de *le Roi* altéré? c'étoit pourtant là la preuve essentielle qu'il devoit faire: car il ne s'agit ici uniquement, que de sçavoir si Catherine Dubois est fille du Sieur le Roi. Quand il réussiroit à prouver que *Fevrot* est l'altération de *le Fevre*, que s'ensuivroit-il? que Catherine Dubois est fille de Marie le Fevre: supposons-le; mais il s'ensuivroit toujours qu'elle étoit fille d'un nommé Dubois (a), & on concluroit que Marie le Fevre qui a été libérale de ses faveurs au Sieur le Roi, n'avoit pas été cruelle au nommé Dubois; il avoit régné le premier, & le Sieur le Roi lui avoit succédé. On ne doit pas faire l'injustice à Marie le Fevre de la mettre dans le rang de ces Coquettes qui ont pour règle, en fait d'Amans, ce premier principe d'arithmétique, qu'un & un font deux,

(a) Il étoit sans doute d'une condition obscure; les Coquettes les plus célèbres choisissent dans toutes les conditions; ce ne sont pas des preuves de noblesse qu'elles exigent.

deux, soit qu'elles s'imaginent qu'une cour d'Amans donne du relief à leurs appas, ou qu'elles se veuillent ménager plusieurs ressources. Marie le Fevre n'a jamais livré son cœur qu'à un seul en même tems, & depuis qu'elle s'attacha au Sieur le Roi, elle se piqua d'avoir pour lui une fidélité édifianse & exemplaire parmi les Coquettes.

Afin de ne nous pas laisser le moindre doute que le mot de *Fevrot* est altéré & a été substitué à la place du mot de *le Fevre*, voici comme parle le Défenseur de Catherine Dubois: *Ce qui prouve l'erreur, c'est qu'il est parlé de cette sorte dans le Registre de reception des Enfans de l'Hôtel-Dieu. Nous avons reçu le 14. Avril 1703. suivant le billet de M. Coppin, Catherine Dubois le Fevre, fille illégitime de Marie le Fevre, F. D. B. laquelle a fait ses couches hors l'Hôtel-Dieu, avec qui on a traité No. 45. L'on ajoutera que par la vérification de trois Registres de l'Hôtel-Dieu qui servent de Controlle les uns aux autres, le même jour 14. Avril 1703. il n'étoit point entré à l'Hôtel-Dieu, & n'avoit point été baptisé d'autre fille que Catherine Dubois le Fevre. En second lieu, que deux jours auparavant & deux jours après, il n'a point été reçu, ni n'a point été baptisé, ni sous le nom de Marie-Catherine, ni sous celui de Catherine, ni sous celui de Dubois, ni sous celui de le Fevre; & enfin que si Marie-Catherine Dubois, supposée écrite dans les Registres de Baptême, comme fille de Marie Fevrot, n'étoit pas la même*
que

que Catherine Dubois, couchée sur les deux autres Registres, & sur celui de reception, comme fille de Marie le Fevre, il se trouveroit que Marie-Catherine Dubois, fille de Marie Fevrot, n'auroit ni entrée ni sortie à l'Hôtel Dieu, il n'y auroit ni sa reception ni sa destination, & que Catherine Dubois le Fevre, fille de Marie le Fevre, ne seroit point écrite sur les Registres de Baptême.

Il est certain que Catherine Dubois a une grande obligation à son Défenseur, qui a mis sa cervelle à la torture pour établir qu'elle est fille de Marie le Fevre; mais elle lui auroit une plus grande obligation, s'il s'étoit efforcé de prouver qu'elle est fille du Sieur le Roi, & qu'il y eût réussi; il semble qu'il veuille éviter cette dernière preuve comme un écueil, tant il est persuadé qu'il ne pourroit pas en venir à bout: aussi il nous a prévenu en nous disant, qu'on n'a laissé aucune marque qui pût établir que le Sieur le Roi est le pere, & qu'on ne s'est attaché qu'à prouver la maternité de la Démoniselle le Fevre. Voilà un Systême qui cloche tellement, qu'il va tomber: en effet, en voulant nous prouver que Catherine Dubois est fille de Marie le Fevre, il nous prouve en même tems qu'elle est fille d'un nommé Dubois, car on voit que dans tous ces Registres qui servent mutuellement de Contrôle, on donne toujours le nom de Dubois à la Demanderesse. Il s'ensuit de ces Registres qui méritent tant de foi, suivant la Demanderesse, qu'elle est

est fille de Dubois, & non de le Roi. Voilà la conséquence que l'on tire de cette preuve amenée avec tant d'effort.

La clef de l'énigme des trois lettres *F. D. B.* signifie fille débauchée; ainsi il faut d'abord observer la qualification de fille débauchée dans les Registres de reception des enfans de l'Hôtel-Dieu, qualification qu'on donne à Marie le Fevre que la Démonde-resse se donne pour mere. On voit donc que le portrait qu'on a fait de Marie le Fevre est d'après nature.

On dit qu'on a traité avec elle. Voici le menage pieux que le Recteur des cas fortuits exerce, entraîné par des prétextes de charité pour les pauvres. Lorsqu'il lui tombe quelque fille fragile entre les mains, qui implore sa charité pour la débarasser du fruit de son intrigue, il l'interroge captieusement pour découvrir le pere. Quoique, suivant la Physique, le fils d'une Coquette n'ait qu'un pere, comme le Recteur ordinairement n'est pas Physicien, il s'imaginé que l'enfant de contrebande a plusieurs peres; les Amans de l'avanturiere sont autant de peres, que le Recteur fait contribuer; ainsi il leur fait payer deux fois à chacun en particulier les faveurs qu'elle leur a accordées, sans compter les amertumes dont ces faveurs sont souvent détrempées, qui obligent d'en faire confidence à un Chirurgien; c'est un payement bien plus cher que les deux autres. Cet usage, que pratique ce Recteur, est un abus à réformer.

Ici la mere de Catherine Dubois en traitant avec le Recteur des cas fortuits, selon les apparences, nomma pour pere le Sieur Dubois, & n'en nomma point d'autre; c'est ce qui a été cause qu'on a donné à l'enfant le nom de Dubois.

De là il résulte que l'acte de Baptême, & tous ces actes tirés des Registres de l'Hôtel-Dieu, quand ils prouveroient que Marie de Lorme le Fevre est mere de Catherine Dubois, prouveroient aussi qu'elle est fille du nommé Dubois; ainsi les actes que Catherine Dubois employé pour prouver que le Sieur le Roi est son pere, établissent qu'elle a un autre pere. Comment a-t'elle osé mettre en œuvre de pareilles preuves, où l'on ne voit pas l'ombre du nom du Sieur le Roi, ni le moindre vestige de la paternité qu'on lui attribue? Voyons si cette paternité, qui ne peut pas même être soupçonnée dans l'acte de Baptême & dans les actes tirés des Registres de l'Hôtel-Dieu, éclatera dans la possession d'état qu'a eu Catherine Dubois.

Il est d'abord constant au Procès, que pendant cinq années, depuis le 14. Avril 1703. jusqu'au 23. Mai 1708. l'enfant a été nourri & entretenu aux dépens de l'Hôtel-Dieu. Voilà une possession d'état dès le commencement de fille du Sieur Dubois, qui dément la filiation que Catherine Dubois s'attribue. L'acte de Baptême s'accorde donc avec la possession d'état des cinq premières années, pour prouver que l'enfant n'est

n'est pas fille du Sieur le Roi. Comme Catherine Dubois a bien vû que cette premiere possession sappoit tout le fondement de son Systême , elle a allegué que le Sieur le Roi faisoit des présens à sa nourrice & à sa sevreuse ; mais c'est une allégation sans preuve , un vain discours qui ne peut faire aucune impression , & qui ne sert qu'à faire connoître que Catherine Dubois sent bien qu'elle ne peut pas résister à cette premiere possession d'état qui dérange tout son plan.

De là il s'ensuit qu'en supposant qu'elle eût après cela une possession d'état telle qu'elle la prétend , dès que cette possession ne s'accorderoit point avec son acte de Baptême , ni avec les cinq premieres années de sa vie , ne seroit-ce pas une possession d'un état feint & supposé ? & ne concluroit-on pas que le Sieur le Roi a nourri & entretenu la fille d'autrui , sous le voile du titre de sa propre fille ? Mais on a contre elle de bien plus grands avantages : car on démontrera qu'elle n'a jamais eu la possession d'état de fille du Sieur le Roi depuis le 23. Mai 1708. jusqu'au 16. Septembre 1729. qu'il a plû au Sieur le Roi de donner un démenti à son acte de Baptême & à sa possession d'état , pour la reconnoître pour sa fille.

Le Sieur le Roi , on le suppose , l'a nourrie & entretenue depuis le 23. Mai 1708. jusqu'au 23. Mai 1712. chez le Sieur Cuiffinet , & depuis dans la Communauté des Religieuses de Saint Bernard jusqu'au 18.

Octobre 1716. & depuis ce tems-là jusqu'au 28. Novembre 1724. chez la D^émoiselle Champi. Mais Catherine Dubois peut-elle prétendre que cette nourriture & cet entretien puissent être un titre de filiation? Voyons-nous que dans tous les actes qu'on nous produit pour justifier cette nourriture & cet entretien, on lui ait jamais donné le nom de le Roi? Voyons-nous que le pere lui-même, n'étant éclairé de personne, dans les notes qu'il a faites de sa main sur les quittances de nourriture & d'entretien, ait mis: *Quittance de pension pour ma fille?* il a mis, *Quittance pour la pension de Cateau.* C'est ainsi qu'il a parlé dans un tems où son pere étoit mort. On ne voit dans cette nourriture, & cet entretien, aucune trace de paternité: ni le Sieur le Roi, ni le Sieur Cuiffinet, ni les Religieuses de Saint Bernard, ni la D^émoiselle Champi dans tous ces actes ne lui donnent aucun nom, qui puisse faire juger qu'elle est fille du Sieur le Roi. Comment le Chapitre, *Tuas de probationibus*, du Droit Canon s'explique-t'il? *Satis esse ad ejusmodi de natalibus quæstiones ut quis nominetur filius & publicè agnoscatur passimque habeatur & credatur apud omnes.* Il suffit pour la question de filiation qu'on ait été nommé fils & reconnu publiquement pour tel, que cette reconnoissance ait été vulgaire & universelle. Or a-t'on nommé ici Catherine Dubois pour fille du Sieur le Roi? Cette

reconnoissance a-t'elle été , je ne dis pas publique , mais a - t'elle été seulement clandestine parmi ceux à qui on a dû confier le secret ? Est - ce là la possession d'état de fille du Sieur le Roi ? Quels titres nous apporte Catherine Dubois ? un acte de Baptême , où on lui donne le nom de Dubois , nom présumé être le nom de son pere ; des actes importans , où on continue de lui donner ce nom de Dubois ; une nourriture & un entretien qui lui ont été donnés par le Sieur le Roi , après qu'il l'a abandonné pendant cinq ans : nourriture & entretien qu'elle justifie par des actes où l'on se garde bien de lui donner le nom de le Roi , & encore plus de fille du Sieur le Roi , où elle n'est désignée que par le nom de Cateau , comme une fille de hazard venue trop tôt. Il a quelquefois échapé à la plume de l'Ecrivain de ces actes de l'appeller de Lorme ; mais on est enfin revenu au nom de Cateau , sans surnom , comme on en use à l'égard d'une fille obscure.

Supposons que toutes ces quittances n'aient pas été fabriquées après coup par le Sieur le Roi depuis la reconnoissance qu'il a faite , que résulte t'il de cette nourriture & de cet entretien ? Que le Sieur le Roi ne les lui a point donné à titre de pere ; mais à titre de charité , d'amitié , d'inclination , comme il y en a plusieurs exemples dans des personnes qui n'ont point d'enfans , qui prennent du goût pour de petites filles qui ont des graces & qui promettent beau-

coup ; espérances souvent trompeuses. Si la nourriture & l'entretien sont réputés des titres de filiation, on va interdire ces effets de la générosité, de l'amitié. on ne voudra plus être généreux à ce prix-là, crainte de donner contre soi-même des titres de filiation à ceux sur qui on répand ses bienfaits. En supposant que Catherine Dubois fût fille de Marie le Fevre, on trouvera aisément la cause de la générosité & de l'inclination du Sieur le Roi pour Catherine Dubois. Cette maîtresse qui regnoit sur son cœur, lui inspiroit de l'inclination pour sa fille, l'amour de la mere le conduisoit à l'amour de la fille, la fille retrace la mere, l'amour qu'il avoit pour l'original réfléchissoit sur la copie. Mais on ne doit point regarder la nourriture & l'entretien, qu'il prétend avoir donné à Catherine Dubois, surtout après qu'il l'a abandonnée les cinq premières années de sa vie, comme des preuves de sa paternité.

Henriette Mellin reclamoit l'état de fille illégitime du Baron de Siméoni: il avoit aimé la mere d'Henriette Mellin, il avoit eu soin de la fille pendant son enfance, il l'avoit élevée, entretenue, quand elle avoit été mariée, il avoit fait une pension à son mari de 360. liv. par mois; mais parce que son extrait de Baptême dépositoit contre elle, qu'il lui donnoit un autre pere que le Baron de Siméoni, elle ne fut pas écoutée.

*Le titre, lui dit-on, le plus authentique que requierent les Loix, celui même qui est
seul*

seul digne de la foi publique pour constater la filiation, est l'extrait de Baptême. Or ce titre s'éleve contre votre prétention. Voilà l'écueil où se brise votre imposture. On peut tenir le même langage à Catherine Dubois; la Cause d'Henriette Mellin étoit plus favorable que la sienne, puisque le Baron de Siméoni l'avoit toujours nourrie & entretenue depuis sa naissance, & qu'il paroît que le Sieur le Roi n'a commencé à nourrir & entretenir Catherine Dubois qu'à l'âge de cinq ans. Cependant par Arrêt du 9. Août 1727. il fut fait défense à Henriette Mellin de prendre la qualité de fille naturelle du Baron de Siméoni: cette Cause est rapportée dans le dixieme Tome de ce Recueil.

Un des motifs de cet Arrêt fut, qu'on ne vit point que la nourriture & l'entretien que lui avoit donné le Baron de Siméoni, fût à titre de paternité: d'où il s'ensuit que la nourriture & l'entretien ne sont point des titres de filiation. Mais rien ne prouve mieux cette vérité que l'Arrêt rendu récemment contre la Dame de Bruys le 8. Avril 1737. On a rapporté cette Cause dans le 17^e. tome des Causes Célèbres. La Dame de Bruys reclamoit l'état de fille du Marquis & de la Marquise de la Ferté; elle prouvoit qu'elle l'avoit nourrie & entretenue depuis sa naissance jusqu'à son mariage; elle produisoit des lettres que la Marquise lui avoit écrites, où il sembloit que la nature elle même exprimoit la tendresse maternelle. Ses sentimens étoient rendus avec une élé-

gance inimitable, empressements, chagrin de l'absence, les plus vifs transports, tout étoit peint avec tant de vivacité, qu'on étoit ému & attendri, l'on ressentoit tout ce qu'elle éprouvoit. Dans ce commerce de lettres de plusieurs années, cet amour maternel étoit toujours de la même force. La Dame de Bruys produisoit une donation de cent mille livres que la Marquise lui avoit faite. Tout annonçoit qu'elle étoit sa mere, jusqu'à la haine qu'elle avoit pour Virgine, qu'on disoit sœur de la Dame de Bruys, à qui elle avoit fait une pension viagere considérable, malgré l'antipathie qu'elle avoit pour elle, parce qu'on devoit juger qu'il n'y avoit qu'une mere qui pût établir une personne qu'elle haïssoit. Cependant malgré toutes ces preuves si spécieuses, malgré le cri universel, parce qu'on ne voyoit pas qu'on eût jamais donné à la Dame de Bruys le nom de la Ferté, que la nourriture, l'entretien, l'éducation qu'elle alleguoit ne lui avoient jamais été donnés par la Marquise à titre de filiation, & que son acte de Baptême, ainsi que dans l'espece de ce procès, déposoit contre elle, elle fut déboutée au Parlement de sa demande de la preuve testimoniale qu'elle avoit formée & qu'elle avoit obtenue au Châtelet. Après cela quel jugement portera-t'on de la nourriture & de l'entretien que le sieur le Roi a donné à Catherine Dubois depuis l'âge de cinq ans jusqu'à son mariage? tandis qu'on voit que dans les premieres années de la vie de Catherine Du-

bois,

bois, elle a été nourrie & entretenue aux dépens de l'Hôtel-Dieu sous le nom de Du-bois.

Écoutons ce que dit alors M^e. Cochin, Défenseur de la Marquise. *On nous allégué, dit-il, des faits d'éducation, de tendresse & de libéralité; il ne s'agit pas de prouver que la Dame de la Ferté a élevé, nourri & gratifié la Dame de Bruys, il s'agit de prouver que la Dame de la Ferté est sa mere.*

C'est abuser, poursuit-il éloquemment, des choses les plus innocentes, de vouloir que les soins & la tendresse deviennent des preuves de maternité; c'est bannir de la société toutes ces communications qui peuvent la rendre si douce & si agréable: si l'on est en droit d'en tirer de si funestes conséquences, c'est se servir des propres bienfaits d'une personne tendre & charitable, pour la dés honorer: en un mot, c'est corrompre, c'est empoisonner ce qu'il y a de plus pur & de plus sacré.

Que demandoit la Dame de Bruys? d'être reçue à la preuve de sa filiation; donc elle reconnoissoit elle-même que l'éducation, la nourriture & l'entretien qu'elle avoit reçu de la Marquise de la Ferté n'étoient pas une preuve parfaite de maternité. Catherine Du-bois encherit bien sur la Dame de Bruys: elle n'employe pas la nourriture, l'entretien & l'éducation comme un commencement de preuve de sa filiation, mais comme une preuve complete; elle veut sur ce fondement de plein vol être reconnue fille du sieur le Roi.

On n'exige pas qu'une fille illégitime ait une possession aussi publique de son état qu'une fille légitime ; le crime qui a donné le jour à la premiere se cache dans l'obscurité, on évite de se rappeler sa honte, un pere se refuse à un titre qui la manifeste, & il ne s'abandonne point en public à une tendresse qui revele sa turpitude. On ne veut pas qu'il fasse trophée de son amour paternel à l'égard du fruit de son crime ; mais du moins reconnoît-il son enfant devant ses confidens, en présence de ceux qui ont participé au mystere & qui ont conduit l'intrigue amoureuse. Ces mêmes confidens, ces spectateurs, ces acteurs des scenes épisodiques qui ne sont pas obligés d'être si discrets, ne trahiroient-ils pas eux-mêmes le secret ? On ne voit ici ni de la part du sieur le Roi ni de leur part aucune trace, aucun vestige de filiation : aucun nom, aucun titre, aucune reconnoissance ne la rappelle ; c'est une fille nourrie & entretenue aux dépens de l'Hôtel-Dieu pendant les cinq premieres années de sa vie ; c'est un fille dans laquelle le sieur le Roi ayant vu quelque grace naissante, il a entrepris de l'élever. A mesure qu'elle avance en âge, ses agrémens deviennent plus vifs, plus touchans, leur éclat frappe le sieur le Roi, il a toujours de nouvelles raisons pour verser sur elle ses bienfaits. Voilà la cause de l'éducation qu'il lui donne, éducation qui n'est point donnée à titre de pere, mais à titre d'homme charitable, bienfaisant ; non seulement le public

né

ne lui connoît point d'autres titres, mais ceux même qui élèvent, nourrissent Catherine Dubois ne lui en connoissent point d'autres. Est-ce là une possession de la filiation qu'elle reclame? (a)

Enfin, l'acte important sur lequel se fonde Catherine Dubois, est la reconnoissance solennelle que le sieur le Roi a fait dans son contrat de mariage & à la bénédiction Nuptiale. Rapportons cette reconnoissance dans son intégrité.

Le sieur le Roi & Marie le Fevre ont reconnu avoir fait il y a trente années de promesses de mariage, ensuite desquelles y ayant eu cohabitation ensemble, il leur est né le 14. Avril 1703. une fille qui fut nommée au Baptême Catherine Dubois le Fevre, dite de Lorme, & depuis élevée, nourrie & entretenue par les soins dudit sieur le Roi, & mariée au sieur Fleury Viviot, Marchand à Lyon, laquelle ici présente ils reconnoissent pour leur fille naturelle & légitime le 16. Septembre 1729.

Le 29. Septembre suivant lorsqu'ils reçurent la bénédiction Nuptiale, ils déclarent encore *que de la cohabitation qu'ils ont eu ensemble depuis très-longtems, ils ont eu une fille née & baptisée le 14. Avril 1703. à laquelle on a imposé le nom de Catherine Dubois*
le

(a) On parle de cette nourriture, de cet entretien; en supposant sinceres les quittances qui les justifient: on verra dans la suite combien elles sont suspectes.

le Fevre, & qui a ensuite été élevée par les soins dudit sieur le Roi, après mariée à Fleury Viviot, Marchand de cette Ville, le 28. Juin 1727. laquelle les susdits époux & épouse reconnoissent pour leur véritable fille, & ont demandé qu'elle soit mise sous le voile à la bénédiction, ce qui leur a été accordé.

Voilà proprement l'unique titre de filiation de Catherine Dubois, démenti par son acte de Baptême, & qui n'est point soutenu par sa possession. Puisque l'acte de Baptême & la possession ne concourent point à cette filiation, n'est-il pas évident que c'est une fille que le sieur le Roi a voulu se donner par cette reconnoissance solennelle, une fille dont il n'étoit point le pere? & comme il est certain que par la reconnoissance la plus solennelle une personne ne peut pas se donner la fille d'autrui, il s'ensuit que la reconnoissance du sieur le Roi ne sçauroit donner un caractère de vérité à la fausseté même. Après qu'on a vu que Dubois étoit le véritable pere & que le sieur le Roi avoit été son successeur, on est convaincu qu'il a porté l'époque de son amour à trente années au delà de son mariage, afin d'établir sa paternité dans un tems où Catherine Dubois étoit venue au monde, tems où regnoit alors le nommé Dubois son pere.

Voici les grands motifs qui ont engagé le sieur le Roi à faire une action si extraordinaire.

Il étoit extrêmement irrité contre les sieurs
le

le Roi ses cadets, que leur pere lui avoit préféré dans le titre universel d'héritier qu'il leur avoit donné. Il se croyoit en droit comme l'aîné d'obtenir ce titre. Piqué contre eux, les regardant comme des cadets qui avoient enlevé son droit d'aînesse, il voulut se venger en les privant de sa succession par la voye de la reconnoissance d'une fille étrangere.

D'ailleurs, en supposant que Marie le Fevre fût la Mere de Catherine Dubois, on voit que cette reconnoissance est l'ouvrage de sa tendresse maternelle; en habile femme, elle fit jouer des ressorts bien puissans : l'empire qu'elle avoit sur le sieur le Roi déjà âgé, qu'elle avoit l'art de renouveler de tems en tems : la haine allumée dans le cœur du sieur le Roi contre ses freres : le desir ardent de vengeance qu'il en vouloit prendre : & par dessus tout cela, l'amitié qu'il avoit conçû pour Catherine Dubuis qu'il prétend avoir élevée : toutes ces passions, mises en œuvre par une femme adroite dans le cœur d'un vieil homme, dont les sens, quoique refroidis, étoient depuis longtemps accoutumés à aimer Marie le Fevre par la tyranie d'une vieille habitude : toutes ces passions, dis - je, mises en œuvre par une ingénieuse ouvriere d'intrigues, pouvoient-elles ne la pas conduire à son but ? Quelle éloquence n'empruntoit-elle pas de la tendresse maternelle ? Malgré tant de secours, Marie le Fevre auroit peut-être échoué, si le sieur le Roi eût pû espérer d'avoir des enfans

enfans de son mariage ; mais elle étoit dans un âge où l'on ne produit plus de fruits ; voilà ce qui acheva de le déterminer à reconnoître Catherine Dubois pour sa fille. Quand on connoîtra le cœur humain , on croira aisément que tant de passions ont subjugué dans le sieur le Roi les principes de l'honneur & de la Justice. Que peut la raison contre des passions si vives , qui savent si bien le chemin de notre cœur ?

Cette reconnoissance dont tant de passions aveugles sont les principes , ne peut jamais être autorisée ; d'ailleurs on trouve dans cet acte des caracteres de fausseté qui le proscrivent absolument.

Le sieur le Roi reconnoît pour sa fille Catherine Dubois : il dit qu'elle est née le 14. Avril 1703. conformément à l'acte qu'on prétend être celui de son Baptême , & on voit dans cet acte qu'elle est née le 12. Avril , c'est-à-dire , deux jours auparavant. On dit que dans l'acte de Baptême on lui a donné le nom de Dubois le Fevre , dite de Lorme , & à la bénédiction Nuptiale on allegue qu'elle a été baptisée sous le nom supposé de Catherine Dubois le Fevre. Dans l'acte de Baptême on l'appelle Marie-Catherine Dubois , & on ne lui donne ni le nom de le Fevre , ni celui de Lorme ; elle a le nom de Marie , que le sieur le Roi ne rappelle point. Un véritable pere auroit-il fait de pareilles erreurs ? sont elles vraisemblables.

Il dit que l'enfant a été nourri & entretenu

nu par ses soins, & il est prouvé qu'il a été nourri & entretenu, pendant les cinq premières années de sa vie, aux dépens de l'Hôtel-Dieu.

Une reconnoissance qui porte sur ces faussetés, peut-elle être de quelque poids?

D'ailleurs les déclarations des peres contre les enfans, ou en leur faveur, ne sont d'aucun mérite, dès qu'elles ne sont pas conformes à leurs actes de naissance ni à leurs possessions d'Etat; c'est la décision des Loix.

Premièrement, à l'égard des déclarations qui sont contr'eux, il est décidé qu'elles ne leur nuisent point, soit qu'elles soient faites devant les Juges, ou dans des Testamens, ou des Transactions; que ces déclarations laissent toujours place à la vérité qui pourroit être contraire, quand même les déclarations seroient de concert avec les enfans. L. 29. ff. §. 1. de Prob. L. 27. ff. de inoff. Test. L. 26. C. de Transf. L. 9. C. de Part. Pot. L. 14. §. 2. ff. de Lib. & Posth.

Secondement, à l'égard des déclarations en leur faveur, la Loi dit, *Parentes natales professio non assignat. C. de lib. Caus.* Une déclaration solemnelle ne donne pas le caractère de pere.

L'habitude même que prend un homme d'en appeller un autre son fils, ne prouve pas la vérité de sa naissance. *Neque professio, neque asseveratio nuncupantium filios veritati præjudicat. L. 4. C. de Test.* Et nous avons encore une Loi là-dessus bien précise: *Non nudis asseverationibus nec e-*
mentitâ

mentitâ professione, sed matrimonio legitime concepti patri filii constituuntur. C. L. 4. de Probationibus. De simples allégations, ou une déclaration solennelle ne constituent pas un enfant, il faut qu'il prouve son mariage légitime. Les peres ne sont point les maîtres de proscrire l'état de leurs enfans, ni de reconnoître pour leurs enfans des étrangers, il faut que leurs reconnoissances soient conformes aux titres légitimes & à la possession de leur filiation; les Loix sont trop judicieuses pour n'avoir pas fermé la porte ou à la haine contre un fils qui obligeroit un pere à le désavouer, ainsi qu'il y en a eu plusieurs exemples, ou à l'animosité contre des Collatéraux & à un esprit de vengeance contr'eux, soutenu par l'inclination qu'il concevroit pour un étranger, & à divers autres motifs qui engageroient une personne à reconnoître pour son fils l'enfant d'autrui.

Les Loix ont pris sous une protection particuliere l'état des hommes, & n'ont pas permis qu'il dépendit du caprice des passions de lui donner atteinte.

La reconnoissance dont il s'agit, si contraire aux titres légitimes de filiation, porte d'ailleurs des impressions trop claires des passions qui ont inspiré le sieur le Roi, pour n'être pas rejetées & reprouvées en Justice.

Enfin, pour établir sa filiation, Catherine Dubois a produit une donation du 11. Octobre 1731. où le sieur le Roi donateur l'appelle

l'appelle sa fille : elle produit encore une procuration du 2. Septembre 1733. que lui ont passé le sieur le Roi & Marie le Fevre, pour recueillir la succession d'Helene de Lorme le Fevre, sœur de Marie le Fevre : elle produit des actes d'assemblée de parens, tenue après la mort du sieur Viviot son mari, arrivée au mois de Janvier 1735. Dans ces actes le sieur le Roi l'appelle hautement sa fille, agit comme ayeul maternel de ses enfans. Elle auroit pû se dispenser de rapporter ces actes. Dès que le sieur le Roi l'a reconnue pour sa fille dans son contrat de mariage du 14. Septembre, & à la bénédiction Nuptiale du 29. du même mois 1729. on conçoit bien qu'il n'a pas dû se démentir, & qu'il a agi conséquemment suivant le titre qu'il s'étoit donné. Ainsi tous ces actes postérieurs empruntent toute leur force de la reconnoissance dans le contrat de mariage & la bénédiction Nuptiale, & tombent avec cette même reconnoissance. Ce n'est pas par des actes postérieurs qu'elle doit être soutenue, ils sont des suites naturelles de l'imposture qui cherit son ouvrage. Le sieur le Roi l'avoit rendue trop solennelle pour la retracter, il ne lui étoit plus permis de reculer, il s'étoit engagé trop avant ; ainsi tous ces actes qu'on produit sont superflus pour établir la prétention de Catherine Dubois. On n'a jamais prouvé une imposture en continuant de la soutenir, & en y perseverant.

S E C O N D E P R O P O S I T I O N .

On ajoutera des faits & des actes que Catherine Dubois a passés sous silence , & qui confirment qu'elle n'est pas fille du sieur le Roi.

Outre l'acte de Baptême où l'on ne voit pas le plus léger crayon de la paternité du sieur le Roi , & où on a lieu de juger qu'elle est fille d'un nommé Dubois , parce qu'on lui en donne le nom ; la nourriture & l'entretien qu'elle a eu pendant les premières années de sa vie aux dépens de l'Hôpital-Dieu , ne nous permettent pas de penser que le sieur le Roi fût son pere. C'est dans ce tems-là que la tendresse paternelle se déploie dans toute sa force. Si la honte de reconnoître le fruit de son crime l'avoit retenu , ne pouvoit-il pas , sans paroître lui-même , fournir des secours à l'enfant ? En un mot , n'auroit-il pû dans ce commencement donner une nourriture , un entretien , qu'il prétend avoir donné depuis ? Il faut observer qu'on n'a pas seulement donné à l'enfant le nom de Catherine Dubois dans l'acte de Baptême , mais encore dans le billet de reception de l'enfant à l'Hôpital-Dieu : elle y porte toujours le nom de Catherine Dubois , ce qui ne nous permet pas de douter que Dubois ne fût son véritable nom , comme étant le nom de son pere. Cet oubli du sieur le Roi , son silence dans les cinq
pre-

premières années de la vie de Catherine Dubois, établissent parfaitement qu'il n'étoit pas le pere de l'enfant ; sa paternité ne se feroit pas tue si longtems , quand une paternité contrainte ne peut pas élever sa voix , elle parle tout bas , & même par signes quand elle a perdu la parole, ainsi que s'exprima celle de Zacharie ; on la doit supposer ici plongée dans un sommeil létharique.

Trouvons - nous l'ombre de paternité dans ce profond assoupissement , surtout quand on en rapproche l'acte de Baptême qui la dément si formellement ?

Tombe - t'il dans la pensée que le sieur le Roi eût souffert qu'étant en état de nourrir & d'entretenir son enfant , il l'eût laissé à la merci de la charité de l'Hôtel-Dieu ? l'honneur, la justice, le devoir, la tendresse paternelle, tout l'auroit engagé à se montrer pere , du moins sous un voile qui en le cachant au Public, l'auroit découvert à des confidens nécessaires du mystere. Supposons que dès ce tems - là on eût soutenu que le sieur le Roi étoit le pere, on ne pourroit prendre un si long silence que pour un désaveu formel ; or ce désaveu soutenu si longtems , ne détruiroit - il pas entierement une reconnoissance faite au bout de plus de vingt - cinq ans ?

Mais quel jugement porterons - nous de l'acte d'adoption du 13. Juin 1710. c'est-à-dire, lorsque Catherine Dubois étoit âgée de sept ans ? Voici comme cet acte est conçu : *Pierre Alissant Bourgeois de Lyon,*

& de son autorité, Dame Catherine Du-
 chesne sa femme, sans division ni discussion
 de biens, à quoi ils renoncent, pour bonnes
 & justes causes, & à pieux dessein, affec-
 tionnant Catherine le Fevre, fille âgée d'en-
 viron sept ans, qui étoit à la charge & dans
 la maison du grand Hôpital de Lyon, ils ont
 adopté ladite le Fevre, ce faisant solidaire-
 ment promis de la loger, nourrir & entrete-
 nir en bons peres de famille auprès d'eux, à
 leurs propres fraits, & élever dans la Religion
 Catholique, Apostolique & Romaine, en sorte
 qu'elle ne soit en aucune maniere à la charge
 de l'Hôpital, ni directement ni indirectement,
 lui constituant la somme de deux cens livres
 dont ils lui font dès à présent donation entre
 vifs & irrévocable, acceptée pour ladite le
 Fevre par le sieur Paul Rochevalier, l'un des
 Messieurs Recteurs & Administrateurs, &
 ayant la direction des enfans du dit Hôpital,
 pour ce cy présent, qu'ils lui payeront à sa
 majorité ou établissement, soit par mariage
 ou entrée en Religion. Cet acte a été reçu
 par M^e. de Lorme Notaire, & son Con-
 frere.

Osera-t'on dire après cela que le sieur le
 Roi étoit pere de Catherine Dubois? le sieur
 Alissant & la Dame Duchesne sa femme,
 qui a, dit-on, accouché Marie le Fevre,
 n'auroient-ils pas été les confidens de cette
 paternité, & auroient-ils adopté l'enfant d'un
 homme accommodé des biens de la fortune?
 Cet acte d'adoption ne prouve-t'il pas
 qu'ils étoient persuadés que Catherine Du-
 bois

bois n'étoit pas fille du sieur le Roi? que c'étoit une fille sans ressource, qui n'en avoit point d'autre que celle de la charité de l'Hôtel-Dieu? Quoi! le sieur le Roi auroit souffert qu'on eût adopté sa fille comme une personne dénuée de tout secours, abandonnée par son pere & sa mere? Convenons qu'il ne songeoit pas dans ce tems-là à être pere de Catherine Dubois, que c'est une idée qui lui est venue depuis. S'il avoit prévu que l'envie d'être pere de Catherine Dubois lui viendrait un jour, il se seroit bien gardé de la laisser adopter par un autre. Cet acte d'adoption jure extrêmement contre le système de paternité du sieur le Roi, il prouve même que dans ce tems-là, c'est-à-dire, au mois de Juin 1720, Catherine Dubois étoit encore à la charge de l'Hôtel-Dieu; d'où l'on doit conclure qu'elle y a été jusqu'à l'âge de sept ans, & qu'après avoir prouvé que le sieur le Roi ne l'a ni nourrie, ni entretenue pendant les cinq premières années de sa vie, on doit y ajouter encore deux autres années qui la conduisent jusqu'à l'âge de sept ans : ainsi les quittances de sa nourriture & de son entretien depuis 1708. qu'on nous a produites, sont fausses & faites après coup, du moins jusqu'en 1710; car on ne dira pas qu'elles doivent prévaloir sur cet acte d'adoption authentique, où l'on énonce que Catherine Dubois étoit à la charge de l'Hôtel-Dieu, & où le sieur Rochevalier l'un des Recteurs de l'Hôtel-Dieu ayant la direction des

enfans , paroît pour se décharger de la conduite de celle-ci qu'il a toujours eue depuis sa naissance , & il consent à l'adoption.

Ainsi , disons donc que pendant les sept premières années de la vie de Catherine Dubois , elle a été nourrie & entretenue aux dépens de l'Hôtel-Dieu , & qu'elle ne sortit de la dépendance de cet Hôpital que par la voye de l'adoption. Reconnoît-on là-dedans une fille du sieur le Roi ? De quel poids sont des quittances de nourriture & d'entretien démenties par un acte authentique ? Si ces quittances tombent d'elles-mêmes depuis 1708. jusqu'en 1710. est-ce juger témérairement que de penser que les quittances suivantes ont été fabriquées pour soutenir l'imposture ? L'acte d'adoption prouve encore la fausseté de l'énonciation que la Dame Allissant a fait insérer sur le Registre de l'Hôtel-Dieu , en y faisant inscrire qu'elle a retiré l'enfant pour le remettre à son pere. Voilà l'édifice de la paternité du sieur le Roi qui menace ruine : non seulement il manque par le fondement , mais on voit qu'il s'ouvre de tout côté , qu'il est entièrement ébranlé , & qu'il annonce sa chute prochaine.

Voici encore un acte important qui s'élève contre cette paternité , c'est le contrat de mariage de Catherine Dubois avec le sieur Fleury Viviot , du 28. Juin 1727. contrat qu'elle n'a eu garde de produire.

Elle n'y a point d'autre domicile que le sien , qui n'est pas celui du sieur le Roi. Les enfans qui ne sont point établis , n'ont point

point d'autre domicile que celui de leur pere, suivant la Loi 3. & la Loi 4. ff. *ad Municip.*

Dans ce contrat Catherine Dubois se constitue pour sa dot 4000. liv. en especes ayant cours, & 500. liv. en la valeur de son cabinet garni d'habits, linges & nippes : le contrat porte quittance : elle dit qu'elle a encore d'autres droits & biens, elle nomme son époux son Procureur général, pour les exiger & recevoir. Le sieur le Roi ne donne dans cet acte aucun signe de paternité ; quoique Catherine Dubois fût mineure, c'est elle qui a faite cette constitution dotale sans être autorisée. Sans doute que dans l'imagination du sieur le Roi, le projet de sa paternité n'étoit pas parvenu à sa maturité, puisque lorsqu'il s'agit de l'établissement de Catherine Dubois par la voye solennelle d'un mariage, cette paternité ne dit mot. Mais Catherine Dubois qui n'a pas eu le front de produire le contrat de mariage où la paternité du sieur le Roi est muette, nous a produit un extrait de la benédiction Nuptiale, où elle nous veut persuader que cette paternité a recouvré la parole ; le sieur le Roi y parle en effet : mais que dit-il ? Il ne prend point le nom de pere, il certifie seulement que les parties sont domiciliées dans la Paroisse de saint Nizier depuis plusieurs années. Ce langage nous annonce-t'il le personnage d'un pere ? sa paternité n'est-elle pas entierement

voilée, ou plutôt en trouve-t-on la plus légère trace?

Concluons que cette paternité n'est point réelle, puisqu'elle n'éclate point dans cette occasion: qu'elle n'est point l'ouvrage de la nature, mais celui de l'art. *Naturam expellas furcâ, tamen usque recurret.*

Quand la fourche à la main Nature on chasseroit,
Nature reviendrait.

Si la Nature avoit fait pere le sieur le Roi, non seulement sa paternité auroit parlé dans le contrat de mariage, mais elle auroit tellement élevé sa voix, que les fourds l'auroient entendue & l'auroient reconnue; en effet, si un pere a de la tendresse pour sa fille, où paroît-elle que dans un acte qui décide de sa destinée pour toute sa vie?

On a bien senti que ce silence profond que garde le sieur le Roi est un fort argument contre sa paternité: il s'est avisé pour prévenir l'induction qu'on tireroit de ce contrat, dans un acte du 8. Octobre 1731. c'est-à-dire, deux ans après qu'il a reconnu Catherine Dubois pour sa fille, & quatre ans après son contrat de mariage avec le sieur Viviot, de dire que c'est lui qui a fait la constitution dotale de 4500. liv. L'artifice est grossier: comme si l'on pouvoit détruire la vérité d'un contrat de mariage par des actes passés au bout de quatre ans. Il a cru qu'il pouvoit bien faire une pareille entreprise, après qu'il s'étoit efforcé au bout de vingt-six ans de détruire la vérité de l'acte
de

de Baptême de Catherine Dubois. On ne peut s'empêcher de dire ici qu'il falloit que les lumieres du conseil du sieur le Roi fussent bien courtes , pour lui avoir fait si mal colorer la supposition.

Observons le nom que prend la Démonderesse dans le contrat de mariage , *Catherine Dubois* ; peut-on douter que ce soit son véritable nom , puisqu'elle le prend dans un acte si autentique ?

Elle met au monde un fils le 4. Juillet 1728. il est baptisé le lendemain , le sieur le Roi en est parrain , il signe l'acte de Baptême ; on sçait quelle est la force de la tendresse d'un ayeul pour son petit-fils , elle se redouble à mesure qu'elle descend ; mais cet ayeul a le cœur d'une trempe différente des autres , son cœur ne lui dit rien , il craint jusqu'au nom d'ayeul , il n'ose le prendre dans un acte si important ; est-il difficile de voir que le sieur le Roi , ou n'avoit pas encore formé le dessein d'être pere de Catherine Dubois , ou s'il l'avoit formé , qu'il ne s'étoit pas encore bien préparé à porter ce titre ?

Quel nom donne-t'on encore à la Démonderesse dans l'acte de Baptême de son enfant ? *Catherine Dubois* ; on lui a donné ce nom dans son acte de Baptême , dans son billet de reception à l'Hôtel-Dieu , dans son contrat de mariage & dans l'acte de Baptême de son enfant : elle prend encore ce nom-là , & elle signe Catherine Dubois dans le contrat de mariage du sieur

le Roi, où il la reconnoît pour sa fille; n'est-ce pas là le triomphe de la vérité, dans le tems même que le mensonge veut l'étouffer? Peut-on entreprendre de lui ôter ce nom, après qu'elle l'a pris dans tant d'actes si solennels, & dans l'acte même où on veut qu'elle en prenne un autre?

Quand ensuite on voit Catherine Dubois reconnue par le sieur le Roi pour sa fille dans son mariage, n'est-on pas convaincu que c'est une fille qu'il s'est donné, & que sa paternité est fictive? Rassemblons sous un seul point de vûe toutes les preuves de l'imposture.

Une fille baptisée sous le nom de Catherine Dubois, nourrie & entretenue aux dépens de l'Hôtel-Dieu jusqu'à l'âge de sept ans, adoptée ensuite par des étrangers; le sieur le Roi se charge de sa nourriture & de son entretien, on le suppose: il ne donne aucun signe qui puisse faire soupçonner qu'il donne cette nourriture & cet entretien à titre de pere; le mystere de la paternité n'est pas seulement pour le Public, mais pour ceux qu'on dit être les acteurs, les ouvriers de l'intrigue; enfin dans cette filiation que s'attribue Catherine Dubois, son acte de Baptême, sa possession d'état, tout s'élève contre elle avec le nom de Catherine Dubois qu'elle prend dans tant d'actes authentiques; tout nous annonce la supposition de la reconnaissance.

N'est-ce pas sur le fondement du nom de Marie de la Salle, que la Dame de Bruys
avoit

avoit eu dans son acte de Baptême & dans son contrat de mariage, qu'elle fut déboutée de la demande de la preuve de sa filiation contraire à son nom?

Catherine Dubois n'a plus d'autre ressource que de soutenir qu'une personne peut se donner un enfant étranger dans son mariage en le mettant sous la Chape, & que cette reconnoissance, par la vertu du Sacrement, a tant de force qu'elle consacre la fausseté & la supposition.

Il n'est plus question que d'examiner les fins de non-recevoir qu'oppose la Démonstrée.

L'on détruit les Fins de Non-recevoir qu'elle a alléguées.

Elle croit remplacer les titres légitimes de sa filiation qui lui manquent, par les fins de non-recevoir qu'elle met en œuvre.

Le sieur le Roi de la Pierre, dit-elle, l'un des Défendeurs, a signé le contrat de mariage du sieur le Roi du 16. Septembre 1729. où il la reconnoît pour sa fille; le sieur Jacques Riviere, qui est l'autre Défendeur, a paru dans l'assemblée des parens qui fut tenue après le décès du sieur Viviot, au mois de Janvier 1735. & y a figuré comme parent des enfans de Catherine Dubois. Après la mort du sieur le Roi, le Pere le Roi, Procureur des Célestins, lui a écrit comme à la fille du défunt, & lui a donné des conseils. Susanne Riviere,
sœur

sœur du sieur Jacques Riviere, qui paroît dans ce procès sous l'autorité d'un Curateur, lui a fait des complimens de condoléance sur la mort du sieur le Roi qu'elle appelle son pere. Tous deux se sont rendus opposans au scellé, non comme Cohéritiers du sieur le Roi, qualité qui leur étoit dévolue de droit, si Catherine Dubois n'étoit pas sa fille; mais seulement pour la conservation des titres & des papiers qui les intéressent.

Il faut ignorer les principes admis dans les questions d'Etat, pour opposer de pareilles fins de non-recevoir.

Il est d'abord évident que pendant les vingt six années qui ont précédé la reconnaissance du sieur le Roi, elle ne peut citer aucun parent qui ait reconnu sa filiation. Depuis le 16. Septembre 1729. qu'elle fut reconnue jusqu'au 17. Avril 1736. jour du décès du sieur le Roi, c'est-à-dire, dans l'espace de sept ans, on ne voit que la signature du sieur le Roi de la Pierre au contrat de mariage qui contient la reconnaissance, & la comparution du sieur Riviere dans une assemblée de parens, après le décès du sieur le Roi, une lettre d'un Religieux mort civilement, & une autre lettre de Susanne Riviere mineure. Ajoutons l'induction qu'on tire du silence que Jacques Riviere & le Curateur de Susanne sa sœur ont gardé, dans une opposition, sur la qualité de Cohéritiers.

Voilà où se réduisent toutes les recon-
nois.

noissances de ces prétendus parens. On voit que leur silence pendant les vingt six années qui ont précédé sa reconnoissance est contre sa filiation un argument invincible. Quel avantage après cela peut-elle tirer de la signature du sieur le Roi de la Pierre, qui n'est point en qualité dans l'acte, & qui n'y paroît que comme une personne, dont on a mendié la signature après coup pour faire honneur au contrat, & de la comparution du sieur Riviere à une assemblée de parens; comparution, ouvrage de sa complaisance pour son oncle & son tuteur? Il est encore constant que la lettre d'un homme mort civilement, & d'une mineure, ne sont d'aucun poids; quelque mérite qu'ait le Pere le Roi, c'est un membre précieux pour la Religion: mais il n'est plus membre de la République, & n'y peut faire aucune fonction civile.

Après tout, quand les parens du sieur le Roi lui auroient fait l'honneur de croire qu'il n'étoit pas imposteur dans une reconnoissance qu'il faisoit au bout de trente ans, ce seroit un effet de l'estime qu'ils auroient eu pour lui; ils ne connoissoient pas la vérité: dès qu'ils l'ont connue, ils se sont repentis de leur complaisance & ont abjuré les témoignages qu'ils avoient rendus à Catherine Dubois, qui ne peut pas se prévaloir de leur ignorance.

Rien n'est plus vain que l'induction qu'elle tire de l'opposition du sieur Riviere & du Curateur de sa Sœur. Parce qu'ils
n'ont

n'ont point pris la qualité de Cohéritiers, y ont-ils renoncé? est-elle entrée dans cet acte? Quand dans des questions d'Etat l'on veut tirer avantage des reconnoissances de parens, ce sont des reconnoissances continuelles dans tous les tems de la vie. C'est dans ces especes qu'on trouve des Arrêts qui admettent ces reconnoissances pour des preuves de paternité. Ici on voit un vuide de vingt-six ans tout de suite, qui prennent leur commencement depuis la naissance de Catherine Dubois.

Mais oublions tous ces moyens qui détruisent les prétendues fins de non-recevoir, & rappelions les véritables principes dans les questions d'Etat.

Il est constant que l'imposture dans l'état naturel ne peut être autorisée, ni par le tems, ni par les actes les plus solennels, dès que la vérité se découvre: un homme est toujours ce qu'il est naturellement, les hommes ne sçauroient lui donner atteinte; c'est une vérité qui ne dépend point de leurs Jugemens, & un Senatus-Consulte ne pouvoit pas faire d'un homme libre un esclave: nous avons la Loi 24. au ff. *De liberali causa: Cæterum ex eventu aut utile judicium, aut nullum, si contra libertatem pronuntiatum sit; nec enim res judicata potest opponi libertati.*

Le jugement sur l'état dépend de la vérité, c'est elle qui le confirme ou qui l'annule, on ne peut pas opposer un jugement

à une vérité évidente sur l'état. D'où il s'ensuit qu'il n'y a point de fins de non-recevoir à opposer contre l'état. Voici comme j'ai parlé dans une question d'état agitée au Parlement (a). *En effet, quand Titius prétendant être issu immédiatement de Mævius, & son adversaire lui contestant sa filiation, Titius succombe, la Cour prononce qu'il n'est pas Mævius, sa décision est envisagée comme une vérité constante. Titius depuis l'Arrêt recouvre depuis cinquante ans, si l'on veut, des titres qui établissent sa filiation, & qui apprennent qu'il est fils de Mævius; son état lui doit être rendu malgré le premier Arrêt, par un nouveau Jugement; pourquoi? parce que l'Arrêt n'a pu lui ôter le pere que la nature lui avoit donné, pour lui en substituer un autre: dès que le premier se présente avec les rayons de la vérité qui l'accompagne, le faux pere, quoique muni de l'autorité d'un Arrêt, doit céder à la Loi du sang & de la nature, encore plus forte, plus respectable. Or si un Arrêt contre la vérité de l'état n'est pas une barrière assez puissante & n'opere point de fin de non-recevoir, de legeres approbations, des reconnoissances équivoques, après un silence de vingt-six ans, seront-elles efficaces en faveur du faux état de Catherine Dubois,*
con-

(a) Voyez le VIII. Tome de ce Recueil, Question d'Etat. Si je me cite, ce n'est pas mon autorité que j'invoque, elle n'est rien; mais c'est la raison que j'ai employé.

contre laquelle son acte de Baptême & sa possession de vingt-six années, depuis sa naissance, s'élevent ? Parce qu'au bout de ce tems-là, le Sieur le Roi de la Pierre aura signé une reconnoissance dans un acte où il ne parle point : que le Sieur Riviere aura comparu dans une assemblée de parens : Catherine Dubois, à qui on donne un nouvel état, aura acquis contre la vérité une fin de non-recevoir invincible, elle cessera d'être ce qu'elle étoit, elle perdra l'état que la nature lui a donné, & elle en prendra un autre qu'on lui suppose ? Cette prétention heurte trop toutes les lumieres naturelles, & les premiers principes gravés au fond de notre cœur, pour qu'elle puisse être écoutée de ceux-là même qui n'ont qu'une foible étincelle d'équité.

Que résulte-t'il de tout ce qu'on a dit ? Que le Systême de la filiation de Catherine Dubois porte des caracteres évidens de fausseté, qui se découvrent à la lumiere des grands principes qui guident invariablement les Juges dans la décision des questions d'état. Elle a allegué dans cette Cause une ressemblance avec le Sieur le Roi, qu'elle se donne pour pere, ressemblance qui n'est pas même dans son imagination. Quand on met en œuvre un pareil moyen, c'est une dernière ressource, dont on se sert pour surprendre le Public, dans le désespoir où l'on est de ne pouvoir imposer à la saine partie du monde, qui regarde la ressemblance com-
me

me un jeu de la nature , le plus solide argument des imposteurs.

Enfin l'on peut dire que si elle réussissoit dans de telles circonstances , on ouvriroit la porte à l'imposture de quiconque voudroit dans son mariage reconnoître l'enfant d'autrui , dont son épouse seroit la mere ; surtout si c'étoit un garçon âgé , esclave de sa passion.

Par Sentence rendue en la Sénéchaussée de Lyon en 1739. Catherine Dubois a été déclarée fille du Sieur Antoine le Roi.

J'avois compté de confier au Parlement l'intérêt de mes parties à M. de la Valette fils de M. le Procureur Général , qui exerçoit l'apprentissage de la Magistrature en remplissant le ministère d'Avocat où il se distingue , & j'avois lieu d'espérer que par un tel organe , si la vérité parloit pour lui , il la feroit percer , & le cri qu'elle pousseroit se feroit entendre. Je voyois un jeune Avocat marcher hardiment & sûrement dans la voye qui lui avoit été frayée par son illustre pere , qui attachoit ses regards sur lui & l'encourageoit ; mais , comme je l'ai dit , je fus prévenu , & l'affaire fut terminée par un accommodement.

Malgré tous les traits qu'on a portés à la naissance de Catherine Dubois , dont on a contesté la filiation , on dira qu'elle est estimée de tous ceux qui la connoissent , & que sa vertu est hors d'atteinte. D'ailleurs l'heureux succès qu'elle a eu en Justice , & la reconnoissance que les parens ont faite

en faveur de la filiation en se délistant de l'appel, est une réparation authentique. Ici on apostrophera les Avocats, & l'apostrophe s'adressera à moi. On a lieu de juger que la vérité déposéit contre votre Cause, me dira-t'on : la Justice s'est expliquée, les parens ont obéi à sa voix. J'ai pû leur consacrer mon ministère, puisque la vérité étoit enveloppée : toujours prêt à lui rendre mes hommages. Les mystères qui nous la cachent se dérobent souvent à nous : nos efforts aident aux Juges à la découvrir. C'est dans mon Recueil que je dois faire entrer les Causes qui étant douteuses dans leur source, se sont éclaircies. C'est ce progrès qui fait le plaisir du lecteur : c'est ce Crépuscule qui devenant une Aurore très-lumineuse, nous présente enfin le Soleil.





R O B E R T,
COMTE D'ARTOIS,
CONDAMNÉ
COMME REBELLE,

*Et la Justice de Philippe de Valois
justifiée.*

QUAND j'entrepris le Recueil curieux de Jurisprudence que le Public a approuvé, j'appréhendois que quelque choix que je fisse des sujets que je mettrois en œuvre, les redites inévitables, & la sèche-ressé qui est quelquefois inséparable de la matière, & les épines dont les dissertations sont hérissées, ne causassent du dégoût dans l'esprit de mes Lecteurs. C'est pourquoi je m'attachai à faire un mélange des Causes de Palais, avec des Causes historiques: c'étoit des Jugemens, cela me suffisoit pour les faire entrer dans mon re-

cueil. C'est à ce titre que je présente à mon Lecteur Robert d'Artois : c'est aussi à titre de paresse que j'emploie ce sujet, qui a été traité par M. Lancelot, de l'Académie des Belles Lettres. Je me suis permis quelques additions & réflexions : j'ai décrit le Lit de Justice. Je n'ai pu, je l'avoue, résister à la tentation de rappeler un Jugement célèbre qui est de l'Histoire, ni à l'attrait de grossir cet ouvrage d'une histoire toute maniée, en satisfaisant la délicatesse qui m'obligeoit de ne point ravir la gloire à l'Auteur, qui insinue jusqu'au fond de l'ame la vérité qu'il a en vûe, qui est la justification de Philippe de Valois.

On verra que Robert d'Artois est très-criminel, très-injuste, & qu'il offre un Prince tyrannisé par son ambition, qui lui fait fouler aux pieds ses devoirs les plus sacrés.

Robert d'Artois, Comte de Beaumont le Roger, est regardé comme le principal instigateur de la funeste division qui s'éleva vers 1336. entre Philippe de Valois & Edouard Roi d'Angleterre. Ce fut lui qui persuada à ce dernier que son droit à la Couronne de France étoit incontestable, qui le détermina à en prendre le titre de Roi, qui l'engagea à entrer en armes dans le Royaume, à y porter le feu & la désolation par-tout, & à commencer une guerre qui a duré près de six-vingts ans avec une fureur & un acharnement, qui ont peu d'exemples dans l'Histoire.

Mais si l'on en croit la plus grande partie

tie de nos Historiens, Robert d'Artois fut moins criminel que malheureux dans cette occasion. La dureté de Philippe de Valois à son égard pour une chose de peu de conséquence, ne lui permit pas de faire moins que de chercher son salut hors de sa patrie, où il étoit persécuté injustement.

Du Haillan dit formellement que Robert d'Artois fut contraint à cela *par l'indignité qu'on lui fit recevoir, de laquelle s'engendra le dépit, qui lui fit faire ce qu'il fit.* Hist. de France, Tom. I. p. 657. Cet exemple, ajoute-t'il, qui en a assez d'autres semblables, doit enseigner les Princes de n'offenser jamais un Grand, ni même un petit; car un Grand offensé a moyen & courage de s'en ressentir.

Belleforest, Mezeray, &c. parlent à peu près dans les mêmes termes: mais les expressions du célèbre Auteur qui nous a donné, depuis peu d'années, une Histoire de France, sont encore plus fortes. Selon lui, ce ne fut que parce que *Robert fut poussé trop rudement, qu'il s'abandonna à son desespoir.* Hist. de France du P. Daniel, Edition de Holl. Tom. II. p. 410. 411. 417. &c. Ailleurs il le représente comme un Prince malheureux: dans un autre endroit il dit, *qu'il fut regardé avec compassion, comme un homme de mérite persécuté; qu'on le vit sans jalousie dédommagé par les bonnes grâces du Roi d'Angleterre, &c. qu'il avoit rendu des services essentiels à Philippe de Valois.*

Si l'on veut s'en tenir aux sentimens de ces Auteurs, il y eut de l'ingratitude, peut-être même de l'injustice, du moins beau-

coup d'aigreur dans la conduite de Philippe de Valois.

J'ai cru qu'il convenoit d'éclaircir ce point de notre Histoire, & en rendant à la vérité ce qui lui est dû, de justifier la mémoire de ce Prince, & de faire voir que ce ne fut qu'après avoir mis en usage tout ce que la prudence & l'équité la plus exacte purent lui inspirer de moyens propres à faire revenir Robert d'Artois de son animosité contre lui, qu'il se porta à laisser aller le cours ordinaire de la Justice; que la condamnation prononcée contre Robert étoit juste; enfin que Philippe de Valois eut besoin de toute sa modération & de sa clémence, pour ne pas pousser plus loin son ressentiment.

Robert d'Artois III. du nom étoit fils de Philippe d'Artois Seigneur de Conches, & petit-fils de Robert second Comte d'Artois. Ce dernier n'étant mort que quatre ans après Philippe son fils, Matilde, sœur de Philippe, & son mari Othon, se mirent en possession du Comté à l'exclusion de Robert son neveu, comme étant la plus proche héritière d'un degré, & autorisée par la Coutume du Pays, qui ne veut pas que la représentation ait lieu.

A peine Robert d'Artois eut-il atteint vingt-un ans, âge que les Loix prescrivoient alors pour la majorité des personnes nobles, qu'il intenta action contre la Comtesse Matilde sa tante devenue veuve, & demanda que le Comté d'Artois lui fût rendu. Après plu-

plusieurs procédures, les Parties se remirent de leur différend à l'arbitrage de Philippe le Bel, & s'engagerent de payer cent mille livres, en cas qu'elles refusassent de s'en tenir à ce qu'il auroit prononcé. La décision de Philippe le Bel fut favorable à Matilde: le Comté d'Artois lui fut adjugé pour elle & ses hoirs à toujours. Ce Jugement est du 3. Octobre 1309. Robert y acquiesça, & tant que Philippe le Bel & Louis Hutin son fils regnerent, il ne paroît pas qu'il ait inquieté la Comtesse sa tante dans la jouissance de l'Artois.

Il n'en fut pas de même lorsque la mort de Louis Hutin mit en 1316. la France dans une espece d'Interregne; Robert regarda cette conjoncture comme très-favorable à ses desseins.

Une partie de la Noblesse d'Artois ne pouvoit souffrir le gouvernement de Thiery d'Irechon, Prevôt d'Aire, & depuis Evêque d'Arras, & principal Ministre de la Comtesse Matilde. Robert saisit cette occasion; il passe en Artois, & s'étant mis à la tête des mécontents, il y profite de leurs dispositions & de leurs forces pour s'emparer du Comté. Hesdin, Avennes, Arras même lui ouvrirent leurs portes: les habitants de Saint Omer ne furent pas si faciles, ils demanderent à ses Députés, *si le Roi l'avoit reçu à Comte*. Ceux-ci ayant dit qu'ils ne sçavoient, * *a donc répondirent ceux de la Ville, nous ne sommes mie faiseurs de Comtes d'Artois; mais si le Roi l'eût reçu à Comte*

* Ancienne Chronique de

Flandres
donnée
par Sau-
vage, *ch.*

58. p. 116.
117.

Cont.
Chron. de
Guill. le
Nong. Spi-
cileg. l. II.
p. 668.
670.

d'Artois, nous l'aimissions autant qu'un au-
tre.

Ces mouvemens intéressoient trop le repos des autres Provinces voisines, pour que Philippe Comte de Poitiers, alors Régent du Royaume, connu dans l'Histoire sous le nom de Philippe le Long, ne portât pas ses vues à les appaiser. Il assembla une Armée considérable, & marcha vers la frontière de Picardie. Cette expédition se termina par un traité, que la nécessité du tems rendit très-avantageux à Robert. Il fut convenu que sans avoir égard au jugement de Philippe le Bel en faveur de la Comtesse Matilde, la question du Comté d'Artois seroit remise au même état où elle auroit pû être à la mort de Robert II. ayeul de notre Robert; que les parties produiroient leurs raisons, & que les Pairs de France & Grands du Royaume, Juges naturels & nécessaires de cette affaire, la décideroient. Je passe quelques autres circonstances, pour dire qu'après un nouvel examen très-exact, il fut rendu un Jugement solennel au mois de Mai 1318. qui conformément à la décision de Philippe le Bel, adjugea une seconde fois l'Artois à la Comtesse Matilde. Non seulement Robert d'Artois ratifia ce Jugement par des Lettres expresses pour cela, mais le Comte de Richemont son oncle, le Comte de Namur son beau-frere, & tous les Princes du Sang, entre lesquels étoit Philippe de Valois alors Comte du Maine, s'engagerent par d'autres Lettres particulières.

ticulieres * de faire observer cette déci-
sion, & d'agir même contre celle des deux
parties qui voudroit l'attaquer.

* Ces
Lettres
sont du
Dimanche
devant
l'Ascen-
sion.
1318.

Un Arrêt si authentique sembloit avoir
ôté à Robert d'Artois les moyens de re-
nouveler ses prétentions. Aussi le Regne
de Philippe le Long & de Charles le Bel
se passerent sans qu'il parût aucune demande
de sa part. L'avénement de Philippe de Va-
lois à la Couronne, lui fit naître de nou-
velles idées. Il crut avoir contribué par
son crédit à l'élevation de ce Prince sur le
Trône, & que ce service étoit trop impor-
tant pour que le nouveau Roi ne se portât
pas avec empressement à tout ce qui pou-
voit flatter son ambition. Non content d'a-
voir obtenu de Philippe de Valois, dès la
premiere année de son Regne (a), l'érec-
tion de sa terre de Beaumont-le-Roger en
Pairie, pour le dédommager de celle d'Ar-
tois, il songea à mettre tout en usage pour
se procurer la propriété de ce Comté. La
ratification qu'il avoit faite de ce Jugement
de 1318. les engagements que les Princes du
Sang & Philippe de Valois lui-même
avoient pris pour le faire observer, ne fu-
rent point capables de l'arrêter. Il employa
les moyens les plus indignes, pour parvenir
à son dessein. Il sçut se ménager plus de
cinquante faux témoins, & fit travailler à
qua-

(a) Philippe de Valois parvint à la Couronne le Sa-
medi Saint 2. Avril 1327. & les Lettres d'érection de
Beaumont sont du mois de Janvier 1328.

quatre Lettres par le moyen desquelles il prétendoit établir son droit sur l'Artois. L'une datée du mois de Novembre 1281. contenoit les prétendues conventions de mariage de Philippe d'Artois son pere avec Blanche de Bretagne, où il étoit stipulé entr'autres Articles, que Philippe auroit l'Artois, après la mort de son pere Robert II. Ces conventions étoient inferées dans des Lettres données à Paris au mois de Septembre 1286. par lesquelles on supposoit que Philippe le Bel avoit confirmé ces conventions. Les trois autres pieces étoient des déclarations de ce même Robert II. & de la Comtesse Matilde, qui reconnoissoient la vérité de cette fausse donation, & la ratifioient.

Pendant que les faussaires travailloient à fabriquer ces titres, on conseilla à Robert d'entamer l'affaire en produisant ses témoins. Il crut qu'il faloit pour en imposer davantage, attendre quelque conjoncture éclatante. Elle se présenta lorsque le Roi d'Angleterre vint prêter hommage à Philippe de Valois à Amiens, au mois de Juin 1329. Cette cérémonie avoit attiré en ce lieu-là la plus auguste & la plus nombreuse compagnie qu'on eût vû depuis long-tems. Robert choisit cette occasion, pour demander qu'on entendît les témoins qu'il avoit à présenter pour établir ses prétentions sur l'Artois.

Philippe de Valois, dont il avoit l'honneur d'être beau-frere, lui accorda volontiers
cette

cette grace (a), toute contraire qu'elle fût aux Jugemens de 1309. & 1318. Les témoins furent entendus par des Commissaires nommés à cet effet, qui y employèrent près de trois mois. Leurs dépositions tendoient à dire que le droit de Robert étoit établi sur des titres incontestables, mais que ces titres avoient été soustraits par l'artifice de la Comtesse Matilde & de ses Ministres, entr'autres de Thiery d'Irechon, Evêque d'Arras.

Ce coup imprévu étonna la Comtesse. Chroni. que de Flandres, Chap. 69. p. 138. Ne doutant point qu'il n'y eût de la fausseté dans toutes ces dépositions, elle travailloit à la prouver, lorsqu'elle mourut *en herbée*, c'est-à-dire empoisonnée, le 27. Octobre suivant. La Reine Jeanne sa fille aînée, veuve de Philippe le Long, demanda que la jouissance provisionnelle de l'Artois lui fût adjugée. Elle l'obtint, (b) de Robert d'Artois, tendante à être oui à dire & proposer ce qu'il lui semblera à faire contre cette Princesse. Elle ne survécut qu'un mois à cette déclaration. Le même genre de mort qui avoit emporté la mère, emporta la fille. Un Officier de sa bouche qui avoit appartenu à la Comtesse Matilde, lui présenta du *clarey* (de l'hypocras) dont elle mourut peu d'heures après, avec des marques indubitables de poison. Chroni. que de Flandres. Ibid.

Jean-

(a) Par Lettres données à Amiens le 7. Juin 1329.

(b) Par Lettres données à Paris le Jeudi après Noël 1329.

Jeanne fille aînée de Philippe le Long & de cette Princesse, & femme du Duc de Bourgogne, se représenta au Roi, comme héritière du Comté d'Artois, & pour être reçue à en faire l'Hommage. Jusques-là Robert d'Artois s'étoit contenté de faire entendre ses faux témoins, il n'avoit point encore produit ses titres; aussi ne le pouvoit-il pas, ses ouvriers ne les avoient pas achevé. Une de ses malheureuses complices convint dans la suite, qu'elle n'avoit travaillé à la dernière pièce qu'après la mort de la Reine Jeanne. Ce ne fut donc que lorsque le Duc & la Duchesse de Bourgogne demanderent à être mis en possession de l'Artois, que Robert les présenta, & s'opposa à la demande du Duc & de la Duchesse. Le Roi, qui ne soupçonnoit rien de mauvais dans la conduite de Robert, entérina sa Requête (a) & donna jour pour procéder; mais à peine ces titres eurent paru, que le Duc & la Duchesse s'inscrivirent en faux contre ces pièces, & demaderent au Roi qu'il s'en fassit. Quelque disposition que Philippe de Valois eût à favoriser Robert d'Artois, il ne put *se refuser à Justice*. Les titres furent déposés, il fut facile à la seule inspection d'en découvrir la supposition. Le stile, les Sceaux, le parchemin, tout parloit contre ces Actes; l'on en fut encore plus pleine-

(a) Lettres données à Becoyfel en Brie le 30. Août 1330. & en l'Abbaye de Longpont en Valois le 31. Octobre de la même année 1330.

nement convaincu lorsqu'on eut pris quelques-uns de ses complices. On ne pouvoit douter que la D^{emoiselle} de Divion qui avoit été le premier témoin entendu dans l'Enquête faite à Amiens l'année précédente, ne fût le principal mobile de toute l'intrigue, ses dépositions le prouvoient. Ce fut à elle aussi que le Duc & la Duchesse de Bourgogne s'attachèrent : on prit son Clerc, qui avoua tout ce qu'il sçavoit : on se saisit peu de tems après d'elle même, & elle fut mise dans la prison de Nefle. *C'étoit une des plus fausses & déloyaux créatures qui fut oncques*, comme il est dit dans le narré de ce procès. Il y avoit peu de crimes dont elle ne fût coupable : elle fut convaincue de débauche, de maléfices, d'empoisonnements, de faussetés, de corruption de témoins. On la traitoit de sorciere; comme si, dit Le Gendre, Historien, on ne pouvoit pas être faussaire sans être forcier.

Par ses déclarations on sçut l'histoire véritable de ces titres, par qui ils avoient été écrits & scellés, à la sollicitation de qui on y avoit travaillé, entre les mains de qui ils avoient été déposés pour les produire ensuite en public. Tous les coupables chargeoient le Comte & la Comtesse de Beaumont. Philippe de Valois avoit trop d'intérêt à sauver son beau-frere & sa sœur, pour ne pas mettre tout en usage pour cela. Il parla, il exhorta Robert d'Artois seul à seul, *il lui montra charitablement & doucement ces fausses Lettres, & après lui présent les y fit mon-*
trer

trer par ceux de son lignage, & tiercement par Prélats, présent la Demoiselle de Divion, & autres qui avoient fait lesdites fausses Lettres, & qui lui disoient, comment ils les avoient faites; & aussi lui disoit Pierret de Sains, que devant plusieurs de son conseil, il avoit dit telles paroles; Sire, pour Dieu n'usez mie de ces Lettres, scellez du Scel du Comte d'Artois, quar je les ay écrites, & la Demoiselle de Divion a plaqué le Scel. Robert ne voulut jamais s'en departir; il porta même la témérité jusqu'à protester que si quelqu'un vouloit attaquer ces titres, il étoit prêt à combattre lui.

Philippe de Valois n'ayant pu rien gagner sur Robert, envoya des gens de son Conseil par devers la Comtesse sa femme, pour lui dire d'engager son mari à se désister de cette malheureuse prétention. Le Comte & la Comtesse furent sourds à ces exhortations. Enfin le Roi, après avoir observé toutes les formalités alors requises dans un procès de cette conséquence, séant en sa Cour garnie de Pairs, & d'autres grands Seigneurs, déclara par * l'Arrêt du 23. Mars 1330. ces Lettres fausses, & ordonna qu'en cette qualité elles seroient annullées. Robert d'Artois assista à ce jugement, & sur la demande qui lui fut faite par le Procureur Général, s'il prétendoit encore se servir de ces titres si visiblement faux, il ne put se dispenser en si nombreuse & à auguste compagnie de dire que non.

Aussitôt le Roi fit venir la Divion, & là
en

* Cet Arrêt est donné au Louvre en Parlement le 23. Mars 1330.

en sa présence devant les Seigneurs du sang Royal, les Prélats, Barons & plusieurs du Conseil, elle montra clairement la fausseté des Lettres, & le plaquement de Sceaux, convint qu'elle avoit fait écrire trois de ces pieces, qu'ensuite elle y avoit appliqué des Sceaux qu'elle avoit ôtés de dessus d'autres Lettres, puis print le Scel de la vieille Lettre, & le * *desseura du parchemin à un chaut* *fer qui tout propre avoit été fait, si que par là l'empreinte du Scel demeura toute entiere, & qu'il le mist à la Lettre nouvelle, & avoit une maniere de cyment, qui attacha le Scel à la Lettre.* Le Roi fit dresser des Lettres en forme de procès verbal, ou certificat de toute cette opération, & les Princes & Seigneurs qui y avoient été présens y apposèrent leurs Sceaux.

* Le se-
para.
Chroni-
que de
Flandres.
ibid.

Cependant la Divion fut remenée en prison pour son procès lui être fait, de même qu'à ses autres complices. Si Philippe de Valois avoit suivi *ce que sa noble & juste Cour lui demandoit, il auroit dès lors fait prendre & emprisonner ledit Robert, qui étoit plus criminel que tous ses autres complices, puisque c'étoit à sa sollicitation, ses menaces, & à celles de sa femme, que ces faussetés avoient été exécutées. Mais pensant que ledit Robert dût venir humblement devant lui, & connoître son mesfait, & demander grace, il fit souffrir de faire procès contre ledit Robert depuis le 23. Mars, jour du cancellement de ces fausses Lettres, jusqu'au mois d'Août suivant, & ainsi attendit pas-*

Procès
de Robert
d'Artois.

ser

*ser le mois d'Avril, de May, de Juin & de Juillet : & cependant il députa vers lui Messire Pierre de Garenciere, Jehan de Gail-
lon & Pierre de Roys, Chevaliers, pour
lui représenter. comme il se tenoit à mal payé
de lui, pour tout plein de choses qu'on lui avoit
donné à entendre. Et sur ce que Robert d'Ar-
tois demanda de se venir purger devant le
Roi par loyal serment, Philippe de Valois
renvoya les mêmes Chevaliers pour lui re-
présenter qu'il ne convenoit pas qu'il vînt
par devers lui, se lui Roi n'avoit son Conseil;
car en cette besoigne il n'a mie voulu aller
avant de lui seul, ne de volonté, mais meu-
rement par tout son grand Conseil, & en pré-
sence des Pairs, Prélats, Barons, de Clercs,
de Lays & de plusieurs qui étoient du pro-
pre lignage, amis, & affins dudit Comte.
Des précautions si sages & si prudentes sont-
elles les effets d'une animosité outrée? &
ne voit-on pas là-dedans un pere qui tem-
pere la rigueur d'un Juge?*

Robert d'Artois étoit fort éloigné d'en-
trer dans des vues si judicieuses & si pleines
de bonté, & encore moins dans aucune
disposition de soumission. Iré, c'est-à-dire
outré de colere de ce que les pieces qu'il
avoit produites avoient été déclarées fausses,
& que sa fourberie étoit reconnue, il s'a-
bandonna à tout ce que la fureur put lui
suggérer. Il se répandit en injures & en re-
proches, protesta que s'il avoit contribué à
faire mettre la Couronne sur la tête de Phi-
lippe de Valois, il travailleroit dorenavant
de

de tout son pouvoir à la lui enlever. Il fit embarquer secrètement ses équipages à Bourdeaux, & les envoya en Angleterre; pour lui, il se retira à Bruxelles auprès du Duc de Brabant; il engagea quelques-uns de ses complices à le suivre, en envoya d'autres dans divers pays; fit périr ceux de la fermeté desquels il croyoit ne devoir pas être sûr. La Comtesse sa femme, agissoit avec aussi peu de ménagement en Normandie où elle s'étoit retirée: elle n'épargnoit pas davantage le Roi son frere en paroles, & tâchoit d'éloigner les plus coupables d'entre les faussaires: mais presque tous furent pris à la fin, entre autres la servante, ou *mesquine* de la Démoniselle de Divion; c'étoit elle qui avoit scellé les Lettres de confirmation de Philippe le Bel, suivant la méthode que lui avoit enseigné sa Maîtresse. On se saisit aussi de Pierre Tesson, Clerc & Notaire, qui avoit donné la formule des Lettres, & de Jean d'Evreux, qui avoit écrit la fausse confirmation, & de plusieurs autres.

Par une équivoque assez plaisante, Robert avoit dit qu'il tenoit d'un homme vêtu de noir, la Lettre de confirmation de Philippe le Bel. Cela étoit vrai en partie: Robert l'avoit montrée & donnée à un Dominicain, l'avoit ensuite reprise de ses mains, & avoit exigé de lui sous le sceau de la Confession, qu'il diroit que c'étoit lui Confesseur qui la lui avoit donnée. Quand on voulut faire répondre le Dominicain, il se

crût obligé en conscience de faire une fausse déposition , le tout de peur de reveler ce qui lui avoit été dit sous le sceau de la Confession. Mais l'Evêque de Paris , au tribunal duquel il avoit été traduit , l'ayant menacé de la question , il déclara que si les Docteurs & les Jurisconsultes étoient d'avis qu'il ne fut pas obligé sous peine de pêché mortel de garder ce secret , il avoueroit tout ce qui lui avoit été confié : le cas fut consulté , & il fut décidé que le Moine pouvoit faire cette revelation. L'Evêque reçut sa déposition , par laquelle l'artifice de Robert d'Artois fut découvert.

L'Auteur du Traité Historique du secret de la Confession , après en avoir démontré le secret inviolable suivant la discipline de l'Eglise , nous fait voir que ce Religieux & ceux qui le conduisirent tomberent dans l'erreur , contraire au sentiment commun , invariable de toutes les Ecoles.

Le Cardinal du Perron que cite cet Auteur , montre que les Rois tirent leur sûreté de ce secret inviolable , parce que le Confesseur dissuade le criminel. *Traité du secret inviolable de la Confession* , pages 106. 152. & 153.

Plus les dépositions des prisonniers chargeoient Robert d'Artois , moins avoit-il envie de se représenter , comme le Roi & son Conseil l'en pressoient. Enfin Philippe de Valois étant instruit des menées qu'il faisoit à la Cour de Bruxelles , de ses liaisons avec ses ennemis , y ayant d'ailleurs de fortes

tes présomptions contre lui touchant les empoisonnemens des deux Comteſſes d'Artois, même d'attentats contre ſa propre perſonne, il laiſſa à la Juſtice ſon cours ordinaire, & décerna le 8. Août 1331. à la requête du Procureur - Général, un ajournement perſonnel contre ledit Robert, pour paroître devant lui & ſa Cour garnie de Pairs au jour de Saint Michel ſuivant. Le Roi étoit alors en Normandie, où les pratiques ſecrettes & dangereuſes du Comte & de la Comteſſe l'avoient obligé de ſe rendre. Robert ne comparut point, & il y eut défaut (a) contre lui. Cependant le procès de la Divion étoit en état d'être jugé. Elle fut, pour ſes crimes & fauſſetés, condamnée à être brûlée, ce qui fut exécuté le 6. Octobre ſuivant: elle renouvela ſes confeſſions le jour même de ſon exécution.

Il y eut un ſecond (b) & un troiſieme ajournement, chacun à près de deux mois l'un de l'autre, donnés & ſignifiés à Robert d'Artois, qui y défera auſſi peu qu'il avoit fait au premier; il envoya ſeulement Henry de Bruxelles Doyen de Cambray, & Jehan Copelet Avocat, ſes Procureurs; mais comme leur commiſſion ne portoit que de ſe préſenter le mardi 18. Février, quoique l'a-

(a) Défaut contre Robert d'Artois, par Arrêt donné au Louvre près Paris, le jour de la fête Saint Michel 1331.

(b) Le ſecond ajournement étoit au 14. Décembre.

Le troiſieme, au lendemain de la quinzaine de la fête de la Chandeleur, c'eſt - à - dire, au 17. Février 1331.

l'ajournement fut au lundi 17. ils ne furent pas reçus à comparoître en droit. Cependant Philippe de Valois, pour montrer qu'il ne souhaitoit rien tant que la justification de Robert, & pour lui donner des marques évidentes de sa clémence & de sa modération, reçut à son Audience & hors de jugement les Procureurs de Robert, écouta les excuses qu'ils lui proposèrent de sa part, & y répondit; & quoique les trois ajournemens fussent suffisant pour purger la contumace, il assigna un nouvel ajournement pour le mercredi avant Pâques Fleuries, & ce à la très-humble priere du Roi de Bohême, & du Duc de Normandie, qui se prosternerent à genoux devant le Roi pour obtenir ce quatrieme délai. Enfin sur ce que Robert prétextoit ne pouvoir pas se rendre à la Cour, à cause du Comte de Bar son ennemi, le Roi dit qu'il lui accorderoit un fauf-conduit, *qu'il nommeroit & enverroyoit sa gent tels & si forts qu'ils le conduiroient sauvement*, commanda & pria le Comte de Bar, qui étoit présent à cette audience, de donner *audit Robert, & aux siens, & à tous le Pays de Brabant, toute sreté, & qu'il ne leur fît dommage ne en corps ne en biens, au Royaume de France ne dehors, depuis le jour des Brandons, jusqu'à l'octave de Pâques*: ce que le Comte de Bar fit.

Toutes ces assurances ne porterent pas Robert d'Artois à se rendre au jour assigné, au contraire il prit de plus fortes liaisons
avec

avec les bannis du Royaume, qui étoient à Bruxelles, & il les engagea par serment à l'aider envers & contre tous. Philippe de Valois se vit alors obligé de rendre un Arrêt solennel en sa Cour suffisamment garnie de Pairs, le mercredi avant Pâques Fleuries 1331. (19. Mars) par lequel Robert fut banni du Royaume, & ses biens confisqués. Arrêt qui condamna Robert d'Artois.

Il s'est conservé des plans de la séance de ce Lit de Justice: il fut des plus augustes. Les Rois de Bohême & de Navarre, tous les Princes du sang qui étoient alors en France, un fort grand nombre de Prélats & de Barons, &c. y assisterent: le Roi voulut même que le Duc de Normandie son fils aîné y prît séance, & pour cela il l'émancipa, (a) & lui donna les Pairies de Normandie, Anjou & Maine, pour y avoir un rang convenable à sa naissance. La Roque remarque dans son Traité de la Noblesse, chap. 30. que dans ce jugement sur la contestation des Pairs nouveaux, il fut jugé que leur rang seroit réglé par la date de l'érection de leurs terres en Pairie, que l'ancienneté en feroit la préséance.

Cet Arrêt augmenta l'animosité de Robert contre Philippe de Valois. Il n'y eut rien qu'il ne tentât contre lui; il travailla à *envouster* le Roi, la Reine son épouse, &

(a) Par Lettres données à Paris au Louvre le 17. Février 1331. jour auquel Robert d'Artois avoit été ajourné pour la troisième fois.

& le Duc de Normandie leur fils aîné; c'est à dire à les faire perir par le moyen d'une figure de cire, que l'on piquoit au cœur: opération plus criminelle dans l'intention, qu'elle ne peut être réelle dans son effet. Il envoya en France des gens affidés pour assassiner le Duc de Bourgogne, le Chancelier Guillaume de Sainte Maure, le Seigneur de Trie, Maréchal de France, & le Comte de Bar, qu'il regardoit comme ses ennemis déclarés: mais cet horrible projet ayant été découvert, & ne trouvant plus d'asile assuré dans les terres du Comte de Namur où il s'étoit retiré, obligé d'errer continuellement, & de changer à tout moment de demeure, il se déguisa enfin en Marchand, & passa en Angleterre, où Edouard III. le reçut avec joye, lui assigna des Titres & des Pensions, & concerta avec lui les moyens de s'emparer du Royaume de France. Il ne tint pas à Robert que cela ne fût exécuté.

Une conduite aussi criminelle contre son Souverain, & contre sa Patrie, contraignit le Roi de le déclarer (a) son ennemi; mais ce ne fut qu'après lui avoir laissé tout le tems nécessaire de se reconnoître, & cinq ans après l'Arrêt de son bannissement.

Il me suffit d'avoir prouvé que Philippe de Valois ne mérite point les reproches que quel-

(a) Par Lettres données au Bois de Vincennes le septieme jour de Mars 1336.

quelques Historiens lui font , de n'avoir pas assez ménagé Robert d'Artois. Si celui-ci fut privé de la jouissance de ce Comté , ce fut par les décisions de Philippe le Bel & de Philippe le Long. Philippe de Valois ne pouvoit que suivre la voye que lui avoient frayée ses prédécesseurs. Par une espede d'indulgence dont la Justice souffrit , il admit d'abord Robert à revenir contre ces décisions , & à faire valoir les titres qu'il prétendoit avoir. Quand ces titres eurent été reconnus faux , le Roi fit tous ses efforts , employa les prieres , les sollicitations , donna tous les délais imaginables , pour empêcher Robert de se perdre lui-même.

Enfin il observa toute l'équité & toute la modération que méritoit une affaire qui intéressoit un Prince époux de sa sœur : un Prince à qui il avoit donné toute sa confiance , à qui il avoit laissé prendre un si grand crédit , que plusieurs des témoins qui déposèrent dans son procès , convenoient qu'ils auroient mieux aimé désobéir au Roi , qu'à Robert d'Artois : Prince d'ailleurs qui avoit de très-grandes qualités , & qu'on pourroit regarder comme le plus glorieux de son siècle , s'il n'avoit terni l'éclat de sa vie par une fin si peu convenable à sa naissance , & à ses devoirs.

Je ne comprends pas comment on peut donner tant de louanges à un Prince dont le cœur : étoit si corrompu & si pervers. Le Pere Daniel l'appelle un Prince des plus accomplis de son tems : quelle idée donne-

t'il des autres ? J'aurois dit l'ame la plus noire de son tems. Les qualités les plus brillantes, la bravoure elle-même, la science militaire logeaient-elles dans une telle ame, elles doivent être envisagées comme les instrumens du crime qui le rendent très-pernicieux, & qui loin de rendre l'ame qui les possède accomplie, la rendent plus scélérate & plus criminelle. Qu'on y prenne garde, l'Histoire dépeint Robert d'Artois comme l'empoisonneur de Matilde sa tante, & de la Reine Jeanne fille de Matilde, veuve de Philippe le Long; comme ayant attenté par des sortilèges à la personne du Roi, de la Reine, du fils du Roi; comme faussaire, qui avoit fait fabriquer de faux titres pour enlever une Souveraineté; qui mit le sceau à ses crimes par une rebellion, qui suivant le Pere Daniel le fit passer, conformément au mémoires de ce tems-là, pour le premier & principal auteur de toutes les calamités, dont sa patrie fut accablée pendant plus d'un siècle.

En vérité, est-ce là un Prince des plus accomplis, & n'est-ce pas un modele parfait du crime? ne voit-on pas un Prince qui dévoré de la plus injuste ambition, y persevere ayant été condamné justement par trois jugemens des plus authentiques? On doit le citer comme l'exemple des Princes conduits par leurs passions, dont ils sont esclaves, aux plus grands excès.

Les batailles de Crecy, & de Poitiers, gagnées par les Anglois sur les François,
&

& qui ont plongé ces derniers dans un abîme de malheur, & qu'on peut regarder comme les suites funestes de sa rebellion, rendent à la France la mémoire détestable de ce Prince accompli.

On fera curieux de voir la fin de ce Prince. Engagé par le Roi d'Angleterre à faire la guerre au Souverain de Bretagne que le Roi de France protégeoit, il mit le Siège devant Vannes. Il fut défendu par quatre Chevaliers, c'étoient les Seigneurs Henri de Léon, Olivier de Clifson, les Sires de Tournemine, & Loheac. Ils soutinrent un assaut pendant un jour, avec un grand carnage de part & d'autre; la nuit qui survint le fit cesser; mais Robert d'Artois au bout de quelques heures le fit recommencer en deux endroits, ayant fait allumer du feu pour éclairer. Ces deux assauts n'étoient que de fausses attaques, la véritable étoit loin de là, à un endroit de la muraille qui étoit fort basse. Le Seigneur de Mauni à la faveur du bruit & des ténèbres s'en étoit approché avec des échelles, & le trouvant sans troupes, l'escalada & criant victoire, vint prendre à dos ceux qui combattoient aux deux brèches. Il y eut bien du sang répandu dans la Ville, mais les quatre Chevaliers s'échaperent.

Henri de Léon, & Olivier de Clifson, qu'on rendit partout responsable de la perte de Vannes, résolurent de rétablir leur honneur. Ils assemblerent tous leurs amis, tous les Gentilshommes leurs vassaux, avec tous

les payfans de leurs terres , & quelques trou-
pes que Charles de Blois Général des Fran-
çois leur donna ; ils firent un corps de douze
mille hommes , & vinrent brusquement in-
sulter Vannes. Ils le firent avec tant de vi-
gueur , qu'après avoir forcé toutes les bar-
rières des Fauxbourgs , ils se rendirent maî-
tres des murailles par les brèches qui n'a-
voient pas encore été réparées : la Garnison
fut taillée en pieces , & Robert d'Artois
dangereusement blessé. Il fut cependant en-
levé par ses gens après la perte de la pla-
ce , & conduit à Hennebon. Comme il
n'y avoit pas là de fort bons Chirurgiens ,
on le transporta en Angleterre ; mais l'air de
la mer & l'agitation du vaisseau le mirent
en si mauvais état , qu'à peine fut-il arrivé
à Londres , qu'il y mourut.

Tel fut le sort de ce Prince , qui finit ses
jours considéré des Anglois , & détesté des
François. Voilà les crimes où nous con-
duisent nos passions , quand nous ne les sça-
vons pas dompter.

On dit que le Roi d'Angleterre Edouard
III. le flatta à la mort , de le venger de
Philippe de Valois.

Si l'on se représentoit un pareil rebelle
en proie à ses remords , le cœur déchiré
par mille cruelles pensées comme autant de
Vautours , on jugeroit qu'il est puni dès ce
monde , & que son Enfer est anticipé. Ce
tableau contiendrait tous ceux qui seroient
tentés de l'imiter.

Robert d'Artois étoit d'autant plus cou-
pable ,

pable , qu'il a persévéré dans son crime avec une malice qui n'a point d'exemple , & que la bonté de son Prince lui a frayé envain la voye du pardon & du repentir.

La condamnation de ce Prince dans le Lit de Justice , nous donne lieu d'en donner ici une idée. C'est le Trône dans lequel Sa Majesté Royale est assise pour rendre justice dans des affaires majeures & importantes , ou pour faire enregistrer des Edits délibérés dans ses Conseils : c'est ce qu'on appelle Lit de Justice , qui anciennement , selon du Tillet , s'appelloit le Trône Royal des François.

Descrip-
tion du
Lit de
Justice.

Si l'on doit dire que la Majesté des Rois éclate principalement sur le Trône de leur Justice , environnés qu'ils sont de ce qu'il y a de plus auguste parmi les Princes , de plus considérable dans la Magistrature ; on doit dire en même tems que ce qui signale davantage la Justice qui siége avec eux , est la bonté qu'ils ont d'entendre ce que le pur zele a la force de leur expliquer dans ces occasions importantes , où il s'agit de décider du salut de leur Etat , & de la fortune de leurs sujets.

Loyseau livre 1. des Offices n. 22. chap. 9. dit ces paroles remarquables :

Comme aussi en France le Roi est le vrai chef du Parlement , c'est pourquoi on laisse toujours en la Grand-Chambre d'icelui la premiere place vuide , comme étant la place du Roi appelée le Lit de Justice , où Sa Majesté se sied quand il lui plaît , & lors même qu'elle

est

est absente, les Arrêts du Parlement ne laissent pas d'être expédiés sous son nom, comme n'étant les Officiers du Parlement que ses Conseillers & Assesseurs, qui en notre France purement monarchique ne pourroient pas exercer la Justice souveraine, autrement que sous le nom de Sa Majesté dont elle est inséparable: pouvoir que n'avoient pas les Sénateurs Romains.

Voici les célèbres Lits de Justice. En 1369. dans un Lit de Justice où l'on fit le procès à Edouard, Prince de Galles, vassal du Roi qui lui faisoit la guerre, on ne prononça contre lui que des confiscations.

En 1458. on tint un Lit de Justice où présida Charles VII. Jean Duc d'Alençon y fut déclaré criminel de Leze-Majesté. Il étoit fils de Pierre d'Alençon, frere du Roi Philippe le Hardi. Il fut condamné à mort. L'arrêt est rapporté tout au long par Jean Chartier. Le genre de mort n'y est point spécifié: mais par l'Arrêt même le Roi déclara qu'il en différoit l'exécution jusqu'au tems qu'il jugeroit à propos.

Le Roi avoit mandé tous les Pairs, Prélats, & Conseillers au Parlement, de se rendre à Vendôme pour juger le Duc d'Alençon.

Le Lit de Justice tenu par Philippe de Valois, où l'on jugea Robert d'Artois.

Enfin celui tenu par François I. le 16. Janvier 1523. où l'on condamna Charles de Bourbon, Connétable, après sa mort.

Brillon observe sur ce dernier Lit de Justice;

tice , dans le Tome IV. de son Dictionnaire immense , *sur le mot Leze-Majesté* , que bien loin qu'on doive solliciter pour les Princes qui ont le malheur de tomber dans cette extrémité de felonie & de fureur, ils doivent être traités d'autant plus sévèrement , qu'eux-mêmes ont un intérêt plus grand de s'unir par les liens de la fidélité au Souverain à qui ils appartiennent par les titres augustes de la Famille Royale.

Sous Louis XIII. & sous Louis XIV. il y eut plusieurs Lits de Justice , soit quand il falut déclarer la Régence de la Reine , mere de Louis XIII. ou la Régence de la Reine , mere de Louis XIV. ou la majorité du Roi Louis XIII. ou la majorité du Roi Louis XIV. ou proposer de nouveaux Edits à vérifier.

La mort de M. Servin est remarquable en ce qu'il expira aux pieds du Roi Louis XIII. séant au Parlement en l'année 1627. comme il lui faisoit une remontrance , suivant la remarque de M. Abel de Sainte Marthe , au premier livre de ses Epigrammes.

On doit juger que M. Servin sentant dans lui-même une réponse de mort , ses remontrances étoient l'ouvrage de la délicatesse de sa conscience.

Louis XV. a tenu jusqu'à présent quatre Lits de Justice. Le premier le 2. Septembre 1715. le lendemain de la mort de Louis XIV. où le Duc d'Orléans fut déclaré Régent. Le second le 26. Août 1718. au
Lou-

Louvre. Le troisieme au mois de Février 1722. après sa majorité acquise. Le quatrieme le vendredi 8. Juin 1725. pour l'enregistrement de plusieurs Edits.

Les Legats à Latere ont au Lit de Justice la préséance sur les Princes du sang; les Cardinaux n'ont point de séance.

Quand le Roi va à son Parlement pour y tenir son Lit de Justice, quatre Présidens à Mortier le reçoivent à la Sainte Chapelle. Il vient au milieu d'eux jusqu'à la Grand-Chambre, où dans l'encognure est un marche-pied, au fond duquel à côté du Roi sont les Chambellans, Capitaines des Gardes, & au bas M. le Chancelier. Le Roi se place sur un siège élevé, au dessus duquel est un Dais de velours cramoisi rouge, parsemé de fleurs de lys d'or. Les Ducs & Pairs Ecclésiastiques sont à sa gauche: les Princes, Ducs & Pairs Laïcs & autres à la droite, Messieurs les Présidens au bas siège, où ils se mettent ordinairement, Messieurs les Gens du Roi dans les Barreaux & autres sièges. Messieurs du Parlement au petit banc du côté de la lanterne, vers la cheminée. Au pied du Barreau M. le second Avocat Général, & M. le Procureur Général sont debout, & nue-tête, lorsque M. le Premier Avocat Général parle, mais quand M. le Premier Président parle, Messieurs les Gens du Roi sont debout & se couvrent; Messieurs les Présidens sont aussi debout, comme lui. M. le Chancelier prend
les

les avis du Roi, du Premier Pair, des Ducs, & des Pairs Ecclésiastiques, & ensuite des autres, s'il n'y a point de Princes, & de tout le Parlement, c'est-à-dire de ceux qui se trouvent dans l'enclos du Parquet, puis prononce: *Le Roi séant en son Lit de Justice, a ordonné, &c.*

Les Fifres & Tambours conduisent le Roi jusqu'en la grande Gallerie: mais quand il s'agit de recevoir des Ducs & Pairs, ou que le Roi va au Parlement pour autres causes, le Roi n'est point dit être en son Lit de Justice, mais M. le Chancelier prononce: *Le Roi séant en son Parlement de Paris, &c.*

La veille du jour du Lit de Justice le Maître des cérémonies avertit la Cour, & on se nantit des clefs du Palais, même de celles de la prison; les prisonniers du préau sont renfermés, les portes du Palais sont fermées, & les barrières sont mises, l'une sur les degrés de la Sainte Chapelle, l'autre à la porte de la Gallerie, une troisième à la Grande-Chambre.

La différence que l'on doit remarquer en certaines occasions dans la maniere de conclure de Messieurs les Gens du Roi, est que si les Edits & Déclarations proposés sont & paroissent nécessaires au bien de l'Etat, & utiles aux peuples, ils en requièrent l'enregistrement; s'ils trouvent le contraire dans l'examen, alors leur ministère n'est plus requerant; il va seulement, pour ne point désobeir, à ne pas empêcher l'en-
re-

registrement. S'ils se servent du terme *requérons*, ou autrement *concluons*, c'est en ajoutant, *par Commandement exprès de Sa Majesté*. La raison de cette différente manière de conclure est fondée sur le desir & la nécessité de se disculper à toujours, soit dans les majorités, de ce qui se seroit passé dans les minorités, soit auprès des mêmes Rois, de ce que dans la suite ils pourroient imputer à leurs Procureur & Avocats Généraux de n'avoir pas examiné, représenté, remontré ce qu'il convenoit qu'ils examinassent, représentassent & remontraissent. Les Pairs qui siègent au Parlement, & le Lit de Justice qui s'y tient, forment les deux caractères de distinction de cette Cour Souveraine. En un mot, c'est la Cour des Pairs & le Lit de Justice.

Le Parlement étoit, avant qu'il fût rendu sédentaire par Philippe le Bel en 1315, ambulatoire à la suite des Rois. Ce n'est que depuis ce tems-là qu'on a tenu des Lits de Justice; il n'en faut pas chercher l'origine auparavant. Ce qui le distingue des autres Parlemens, c'est qu'il remplace les Princes, les Pairs, les Barons qui composoient le Conseil d'Etat du Roi, & que les Pairs & les Princes y siègent encore. Le Procureur Général ne prête serment qu'au Roi, au lieu que les autres Procureurs Généraux prêtent serment à leur Compagnie.



S U P P L E M E N T

Au Testament cassé d'un Homme
qui croyoit être Fille.

*On vient me communiquer une Lettre , qui
aidera à faire connoître le caractère de la
démence de Dumoret : je la donne ici , par-
ce que je n'ai pû la faire entrer dans la
Cause.*

„ J E m'adresse à vous , Monsieur & cher
„ Cousin , plutôt qu'à un autre parent ,
„ parce que vous êtes plus aimé , &
„ que vous savez mieux vous expliquer ,
„ pour vous prier de faire entendre raison
„ sur mon compte aux Prébendes de saint
„ Vincent , & entr'autres à Messieurs Jau-
„ la & Lavalete. Voici l'instruction que
„ je vous donne sur ma sortie en habit de
„ fille ; je ne vois pas de quoi ils peuvent é-
„ tre surpris , pour m'avoir traité comme
„ ils ont fait.

„ Depuis mon dernier retour de Toulou-
„ se , je ne croyois paroître à Bagnères ,
„ comme je faisois ailleurs , qu'en habit de
„ Dame ; & ne l'ayant pû à cause de mon

„ pere, qui eut besoin que je parusse en
 „ habit d'homme; j'ai néanmoins, sachant
 „ que je devois un jour prendre pour tou-
 „ jours l'habit de femme, tellement accou-
 „ tumé le monde à me voir sous cet ha-
 „ bit, qu'il attendoit depuis dix ans que je
 „ sortisse de jour à autre, comme j'ai fait à
 „ la fin, en D^{emoiselle}. Le public étoit inf-
 „ truit de cela, & il fait encore mieux que
 „ j'ai toujours depuis ma naissance vécu
 „ comme une fille, avec la même pudeur
 „ & la même vertu, & que j'en avois tou-
 „ jours l'habit, sinon dans les occasions où
 „ je devois paroître autrement à cause de
 „ mon pere; ainsi le public étoit fort dis-
 „ posé à mon habit de fille, & il n'y a eû
 „ que M. Jaula & M. Lavalette qui m'ont
 „ attiré des affronts. De plus je n'ai fait cet-
 „ te démarche, qu'après y avoir été forcé
 „ par des avis par écrit que j'ai reçu de
 „ Toulouse, qu'on s'étoit plaint chez les
 „ gens du Roi, qu'étant fille je portois l'ha-
 „ bit d'homme; j'ai remis ces Ecrits à M.
 „ l'Archiprêtre, qui savoit aussi, sans que
 „ je lui aye dit, comme je suis reconnue
 „ pour fille au Parlement. On n'a qu'à envo-
 „ yer cet Ecrit à Toulouse, pour savoir si je
 „ l'ai forgé; & je me sou mets à toutes choses,
 „ pour savoir s'il n'est pas véritable. Il est
 „ vrai que je fus prise pour enfant mâle,
 „ parce que du premier coup d'œil, on
 „ soupçonna que j'en avois le dehors, &
 „ que mon air masculin trahit mon sexe.
 „ Mais ceux qui connoissent la Nature, ne
 „ pren-

„ prennent pas le change. Ce qu'il y a de
 „ bien sûr, c'est qu'après la démarche pu-
 „ blique & solennelle que j'ai faite avec
 „ l'aveu même de M. l'Archiprêtre, je ne
 „ puis plus revenir à l'habit d'homme, sans
 „ me perdre de réputation & d'honneur;
 „ & je choisirois aussi-tôt la mort, que de
 „ reparoître en habit d'homme. Que di-
 „ roit présentement le public, si après lui
 „ avoir toujours fait entendre que je devois
 „ faire ce que j'ai fait, je venois à démen-
 „ tir toutes ces choses en reprenant l'habit
 „ d'homme? Cela ne se peut plus; & mê-
 „ me quand je ne serois pas femme, ainsi
 „ que je prétens l'être, quel mal y auroit-
 „ il? & ne fait-on pas que les habits ne
 „ sont défendus, ni les déguisemens, que par
 „ rapport à l'usage mauvais qu'on en pour-
 „ roit faire? & si j'ai toujours pû vivre
 „ comme j'ai & vécu, que je puisse tou-
 „ jours vivre de même, avec la pureté &
 „ la vertu d'un Ange, comme si je n'étois
 „ d'aucun sexe, quel mal y a-t-il que je
 „ porte l'habit de femme? Je ne suis pas
 „ un Ange, mais je n'ai rien d'homme, je
 „ suis femme. Représentez s'il vous plaît
 „ ces raisons, & faites les sentir à ces Mes-
 „ sieurs. Ils me porteront à quelque extrê-
 „ mité qui ne leur sera pas avantageuse. En
 „ un mot, il n'y a aucun mal en ce que je
 „ fais par rapport à moi, ni par rapport au
 „ public, qui seroit très offensé de me re-
 „ voir en habit d'homme. Faites-les donc
 „ taire, si vous pouvez, en leur disant ces

452 SUPPLEMENT AU TESTAM. CASSE^r :
,, choses qu'ils ne savent pas. Si vous leur
,, faites goûter ces raisons , comme je l'es-
,, pere , & que je ne risque plus des affronts
,, à saint Vincent , vous me rendrez un
,, grand service. S'ils veulent que je m'ab-
,, ilienne pour quelque tems , je le ferai a-
,, vec plaisir. Si vous ne pouvez pas les ga-
,, gner par vous-même , employez vos a-
,, mis & agissez ensemble ; personne n'est
,, instruit comme vous. Je suis avec tout
,, l'attachement possible , Monsieur & très-
,, cher Cousin ,

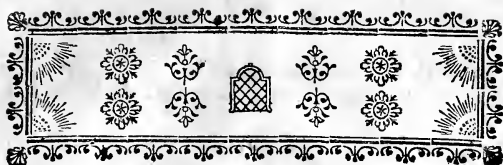
Votre très-humble & obéissante
servante ,

DUMORET LA FORGUE.

On voit que cette opinion dont Dumoret étoit infatué étoit bien enracinée dans son esprit , & qu'il auroit été impossible de l'en guérir.

Fin du vingtieme Tome.

TA,



T A B L E

Du vingtieme Volume.

C ASSATION du Testament d'un célèbre Magistrat.	Page 1
Plaidoyer pour M. de Nicolaï le fils.	4 & suiv.
Fait.	5
Clauses principales du Testament de M. le Lieutenant Civil , premiere clause.	28
Seconde clause.	30
Troisieme clause.	34
Trois Codiciles faits le même jour du Testament.	36
Madame la Lieutenante Civile seule Exécutrice.	38
Le Testateur ordonne que son Testament sera ouvert en Justice.	39
Premier moyen. Le Testament de M. le Lieutenant Civil étant fondé sur la haine, doit être déclaré nul.	41 & suiv.
Deuxieme moyen. M. le Lieutenant Civil n'a pu faire de disposition contraire à sa promesse de garder la justice entre ses petits - enfans , & c'est une nouvelle preuve de la haine.	59 & suiv.
Testament de M. le Camus Lieutenant Civil.	68
Et ses Codiciles.	70 & suiv.
Mémoire précis de Me. Sauvart d'Aramond pour	

T A B L E.

pour D��moiselle de Nicolaï.	Pag. 72
M. de la Bliniere a parlé pour M. de Nicolaï le fils.	81
Plaidoyer de M. Chauvelin Avocat Général.	94 & suiv.
M. l'Avocat Général, après avoir examiné tou- tes les preuves de la haine de M. le Camus, se réduit à la disposition universelle & à la disposition qui ordonne à la D��moiselle de Nicolaï de se marier avec le consentement par écrit de son ayeule, sans parler du con- sentement de son pere.	152 & suiv.
Arrêt définitif.	156
Bons-mots de M. le Cardinal le Camus.	157
Généalogie de M. de Nicolaï.	160
Epitaphe de M. le Camus.	162
Observations sur les Testaments.	163 & suiv.
<i>Testament cassé d'un homme qui croyoit être fille.</i>	175
Moyens de cassation du Testament du 10. Oc- tobre 1728. Premier moyen, la Démence.	215 & suiv.
Second moyen de cassation, qui explique plus clairement le premier, Erreur dans le sexe.	225 & suiv.
Troisieme moyen de cassation, la Suggestion.	228 & suiv.
Quatrieme moyen de cassation pris des Nullités.	231 & suiv.
Arrêt du Parlement de Toulouse du 30. Avril 1739. qui a cassé le Testament, & mainte- nu l'héritier du sang dans tous les biens de Pierre Ainond Dumorer.	233
<i>Juifs condamnés pour un crime énorme qui r��vol- te l'humanité. On rapporte leurs mœurs, leurs coutumes, leurs usages, leurs crimes, & les traitemens qu'ils ont essuyés dans toutes les na- tions</i>	

T A B L E.

tions, depuis la mort de Jésus-Christ, & le fameux siège de Jérusalem.	Pag. 328
Arrêt du 7. Janvier 1670. qui condamne Raphaël Lévi à être brûlé vif.	260
Comment il fut exécuté.	265
Arrêt qui condamne Gedéon Lévi à un bannissement perpétuel hors du Royaume, du 21. Mars 1670.	274
Arrêt qui condamne Maieur Schuaube en trois mille livres d'amende, du 26. Mars 1670.	276 & suiv.
Usages & Coutumes des Juifs.	279 & suiv.
La Massore.	281
La Cabale.	282
Treize Articles de foi des Juifs.	293
Le Thalmud.	295
Petite Histoire concernant les Juifs.	296
Histoire des traitemens qu'on a faits aux Juifs après la mort de Jésus-Christ.	297
Divers massacres qui ont été fait des Juifs en différens lieux dans tous les siècles.	298
Retraite des Chrétiens de Jérusalem.	304
Désolation de Jérusalem.	306
Famine horrible.	307
Femme qui mange son enfant.	316
Le Temple pris & brûlé.	318
La Ville prise, mise à feu & à sang.	320
Accomplissement de la prédiction de Jésus-Christ.	325 & suiv.
Continuation des traitemens qu'on a faits aux Juifs dans la suite.	328 & suiv.
L'origine des Lettres de change.	342
Tous les Livres des Juifs sont brûlés jusqu'à la quantité de vingt charretées.	351
Déclaration du Roi Louis XIII. du 23. Avril 1615 par laquelle il est enjoint à tous les Juifs de sortir du Royaume, Pays, Terres & Seigneuries	

T A B L E.

<i>ies de l'obéissance du Roi, dans un mois, à peine de la vie, & de confiscation de leurs biens.</i>	Page 357
<i>Filiation reclamée malgré l'Acte de Baptême.</i>	362
<i>Premiere Proposition. Les preuves que Catherine Dubois employe établissent qu'elle n'est pas fille du sieur Antoine le Roi.</i>	377
<i>Les Déclarations des peres contre les enfans, on en leur faveur, ne font d'aucun mérite.</i>	399
<i>Seconde Proposition. On ajoutera des faits & des Actes que Catherine Dubois a passé sous silence, & qui confirment qu'elle n'est pas fille du sieur le Roi.</i>	402
<i>L'on détruit les fins de non recevoir qu'elle a alleguées.</i>	411
<i>Sentence rendue en la Sénéchaussée de Lyon en 1739.</i>	417
<i>Robert Comte d'Artois condamné comme rebelle, & la Justice de Philippe de Volois justifiée.</i>	419 & suiv.
<i>Arrêt qui condamna Robert d'Artois.</i>	437
<i>Description du Lit de Justice.</i>	443
<i>Supplement au Testament cassé d'un homme qui croyoit être fille.</i>	449 & suiv.

Fin de la Table du vingtieme Tome.





